

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 161
N° 36**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 6
no Tetepa 2012

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

| ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE | Pages |
|---|-------|
| Arrêté n° HC 1559 CAB/SSOP/CSVS du 14 août 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la station-service "Mobil Teva" à Taravao | 5284 |
| Arrêté n° HC 1560 CAB/SSOP/CSVS du 14 août 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le restaurant "Marie-Claire" à Teva I Uta | 5285 |
| Arrêté n° HC 1561 CAB/SSOP/CSVS du 14 août 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le snack "Heherani" à Faa'a | 5286 |
| Arrêté n° HC 1562 CAB/SSOP/CSVS du 14 août 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la blanchisserie "Mea Ma" à Faa'a | 5287 |
| Arrêté n° HC 1564 AC.DIR du 16 août 2012 portant modification de l'arrêté n° HC 410 AC.DIR du 8 mars 2012 relatif aux mesures de police applicables sur l'aéroport de Tahiti-Faa'a | 5288 |
| Arrêté n° HC 259 DRHME/BRHT/jt du 24 août 2012 fixant la liste des candidats admis à se présenter à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2011 | 5291 |
| Arrêté n° HC 260 DRHME/BRHT/jt du 24 août 2012 fixant la liste des candidats admis à se présenter à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2011 | 5291 |
| Arrêté n° HC 1630 CAB/DDPC du 27 août 2012 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen de rattrapage SSIAP 2 à la date du 30 août 2012 pour des candidats présentés par Argos Polynésie .. | 5292 |
| EXTRAITS | |
| Arrêté n° HC 31 IDV du 23 août 2012 portant modification de l'arrêté n° HC 48 IDV du 22 novembre 2011 modifié attribuant à la commune de Hitia'a O Te Ra une subvention pour la réalisation du projet "Rénovation de l'école primaire Momo'a" | 5292 |
| Arrêté n° HC 32 IDV du 23 août 2012 portant modification de l'arrêté n° HC 49 IDV du 22 novembre 2011 modifié attribuant à la commune de Hitia'a O Te Ra une subvention pour la réalisation du projet "Rénovation de l'école Faretai" | 5293 |

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de sa commission permanente

| | |
|---|------|
| Avis n° 2012-6 A/APF du 23 août 2012 sur un projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique. | 5294 |
| Délibération n° 2012-35 APF du 23 août 2012 portant application de l'article 173 du code des douanes | 5294 |
| Délibération n° 2012-36 APF du 23 août 2012 portant approbation du compte financier de l'exercice 2011 de la Caisse de soutien des prix du coprah et affectation de son résultat. | 5295 |
| Délibération n° 2012-37 APF du 23 août 2012 portant approbation du compte financier de l'exercice 2011 du port autonome de Papeete et affectation de son résultat. | 5323 |
| Délibération n° 2012-38 APF du 23 août 2012 portant approbation du compte financier de l'exercice 2011 du Conservatoire artistique de la Polynésie française et affectation de son résultat. | 5357 |
| Délibération n° 2012-39 APF du 23 août 2012 portant approbation du compte financier de l'exercice 2011 du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha et affectation de son résultat | 5392 |
| Délibération n° 2012-40 APF du 23 août 2012 portant approbation du compte financier de l'exercice 2011 de l'établissement public Vanille de Tahiti et affectation de son résultat | 5427 |

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 1275 CM du 28 août 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la commission de conciliation en matière de consommation | 5465 |
| Arrêté n° 1283 CM du 28 août 2012 portant modification de la délibération n° 85-1013 AT du 7 février 1985 modifiée portant création d'un établissement public à caractère commercial et industriel dénommé Etablissement d'achats groupés | 5466 |
| Arrêté n° 1286 CM du 28 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française | 5466 |
| Arrêté n° 1287 CM du 28 août 2012 relatif à l'ouverture d'un conventionnement complémentaire pour un médecin généraliste libéral en zone 2 | 5467 |
| Arrêté n° 1288 CM du 28 août 2012 portant nomination de Mme Thérèse Lopez en qualité de chef du service de l'inspection générale de l'administration de Polynésie française par intérim | 5467 |
| Arrêté n° 1289 CM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres | 5468 |
| Arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations | 5469 |
| Arrêté n° 1318 CM du 30 août 2012 portant rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté n° 1124 CM du 8 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 166 CM du 2 février 2012 portant prorogation à titre exceptionnel de la délégation de service public accordée aux fédérations sportives | 5474 |
| Arrêté n° 1320 CM du 30 août 2012 modifiant l'arrêté n° 1227 CM du 20 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 331 CM du 9 mars 1998 modifié relatif à la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire | 5476 |

EXTRAITS

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1265 CM du 24 août 2012 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taputapuatea pour l'acquisition d'un camion-citerne rural | 5476 |
| Arrêté n° 1276 CM du 28 août 2012 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Taputapuatea pour l'acquisition d'un véhicule pour la brigade de police municipale | 5476 |

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1277 CM du 28 août 2012 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Fatu Hiva pour l'acquisition d'un chariot élévateur | 5477 |
| Arrêté n° 1278 CM du 28 août 2012 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Fatu Hiva pour l'acquisition d'un véhicule de service | 5477 |
| Arrêté n° 1279 CM du 28 août 2012 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Fatu Hiva pour l'acquisition d'un véhicule pour la livraison des repas | 5477 |
| Arrêté n° 1280 CM du 28 août 2012 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Fatu Hiva pour la construction d'une centrale hydroélectrique de Hanavave | 5477 |
| Arrêté n° 1281 CM du 28 août 2012 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Pirae pour la réalisation d'une voie de desserte à Matatevai | 5478 |
| Arrêté n° 1282 CM du 28 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 2531 CM du 28 décembre 2009 modifié approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Moorea pour la réalisation de travaux urgents d'AEP (contrat de projets) | 5479 |
| Arrêté n° 1284 CM du 28 août 2012 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Taputapuatea pour l'acquisition d'une chargeuse pelleuse | 5479 |
| Arrêté n° 1285 CM du 28 août 2012 approuvant le renvoi en seconde lecture de la délibération n° 15-2012 CG.RSPF du 12 juillet 2012 portant rejet des comptes de l'exercice 2011 du régime de solidarité de la Polynésie française ... | 5479 |
| Arrêté n° 1291 CM du 29 août 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 8-2012 MDP du 3 août 2012 portant modification de la délibération n° 2-2012 MDP du 17 février 2012 portant création de la carte de membre du Club Maison de la perle et fixant les tarifs des produits et services commercialisés par l'établissement public Maison de la perle | 5479 |
| Arrêté n° 1293 CM du 29 août 2012 modifiant l'arrêté n° 1254 CM du 4 septembre 2008 portant affectation de la terre Tauragakirahu cadastrée commune de Hao, section AK n° 30, au profit de la commune de Hao | 5481 |
| Arrêté n° 1294 CM du 29 août 2012 modifiant l'arrêté n° 1974 CM du 26 décembre 2008 portant affectation d'une parcelle dépendant de la terre Puera cadastrée commune de Hao, section AK n° 76, au profit de la commune de Hao ... | 5481 |
| Arrêté n° 1297 CM du 29 août 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 7-2012 CA/IFM-PC du 28 juin 2012 portant adoption du compte financier de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce pour l'exercice 2011 et affectation de son résultat | 5481 |
| Arrêté n° 1299 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Maire-Nui Taurea No Tautira dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012 | 5481 |
| Arrêté n° 1300 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Reo O Te Tamapi dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012 ... | 5481 |
| Arrêté n° 1301 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Taurana dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012 | 5481 |
| Arrêté n° 1302 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Enfance et Jeunesse dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012 ... | 5481 |
| Arrêté n° 1303 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Ecole de voile de Arue dans le cadre de l'organisation de la Saga Tahiti Piti 2012 | 5482 |
| Arrêté n° 1304 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Faa Ruperupe dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012 | 5482 |
| Arrêté n° 1305 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Comité protestant des écoles du dimanche (CPED) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012 | 5482 |
| Arrêté n° 1306 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association des unions chrétiennes de jeunes gens de l'Eglise protestante Maohi (UCJG de l'EPM) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012 | 5482 |

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 1307 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs (AFOCAL) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012. | 5482 |
| Arrêté n° 1308 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Conseil du scoutisme polynésien (CSP) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012. | 5482 |
| Arrêté n° 1309 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Nui Ananahi dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012. | 5482 |
| Arrêté n° 1310 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ninja Cool dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012. | 5482 |
| Arrêté n° 1311 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii Heiva No Narai dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012. . | 5482 |
| Arrêté n° 1312 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association des éclaireurs et éclaireuse unionistes de l'Eglise protestante Maohi en Polynésie française - EEUEPM en PF dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012. | 5482 |
| Arrêté n° 1313 CM du 29 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamatini dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012. | 5482 |
| Arrêté n° 1314 CM du 29 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 859 CM du 28 juin 2011 portant affectation des parcelles C et D dépendant de la terre Tefaahuhu cadastrée commune de Hitia'a O Te Ra, section de commune de Papenoo, section BV n° 6, au profit de la commune de Hitia'a O Te Ra. | 5482 |
| Arrêté n° 1315 CM du 30 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'établissement Heiva Nui pour l'organisation du Heiva I Tahiti 2012. | 5483 |
| Arrêté n° 1316 CM du 30 août 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine de Tahiamanu sis à Opunohu, Moorea, consentie au profit de M. Jean Dominique Mercier et approuvant la convention y annexée. . | 5483 |
| Arrêté n° 1317 CM du 30 août 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de la pointe Vénus, consentie au profit de M. Teva Henry et approuvant la convention y annexée. | 5483 |
| Arrêté n° 1319 CM du 30 août 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 22-2012 EVT du 21 août 2012 de l'établissement public Vanille de Tahiti portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 1 pour l'exercice 2012. | 5483 |
| Arrêté n° 1321 CM du 30 août 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement destinée à financer le dispositif éducatif d'aide de prévention en faveur des collèges et lycées publics. | 5483 |
| Arrêté n° 1322 CM du 30 août 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 16-12 ILM du 28 juin 2012 portant approbation du compte financier 2011 de l'Institut Louis-Malardé. | 5484 |
| Arrêté n° 1324 CM du 31 août 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 177-12 CA/EHN du 7 août 2012 de l'établissement public Heiva Nui approuvant la décision modificative n° 3 de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses pour l'exercice 2012. | 5484 |
| Arrêté n° 1325 CM du 31 août 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 9-2012 EAG du 12 juillet 2012 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2011 de l'Etablissement d'achats groupés. | 5484 |

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 975 PR du 27 août 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines. | 5484 |
| Arrêté n° 976 PR du 27 août 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine. | 5484 |

Arrêté n° 985 PR du 30 août 2012 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative du dispositif d'aide au développement en faveur des établissements d'hébergement de tourisme chez l'habitant et de la petite hôtellerie 5485

Arrêté n° 986 PR du 31 août 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative 5485

Arrêté n° 987 PR du 27 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines 5486

EXTRAITS

Arrêté n° 973 PR du 27 août 2012 portant retrait de licences de navigation charter professionnelles délivrées à The Moorings SARL 5486

Arrêté n° 974 PR du 27 août 2012 portant retrait de licences de navigation charter professionnelles délivrées à Sunsail SAS 5486

Arrêté n° 977 PR du 28 août 2012 portant renouvellement d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Big Fish Ltd pour le navire à moteur Big Fish. 5486

Arrêté n° 978 PR du 28 août 2012 portant agrément de M. Jean-Noël Millet afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage. 5486

Arrêté n° 979 PR du 28 août 2012 portant agrément de MM. Nicolas Lo Mundo et Jean-Noël Millet afin de procéder à la vérification des installations électriques dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. 5486

Arrêté n° 982 PR du 28 août 2012 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à The Moorings SARL pour les navires Miri Miri III et Rai Tea II 5486

Ministère de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi

Décision n° 499 MEF/DIR/TRAV/VRP/sp du 15 décembre 2011 accordant l'habilitation de Mlle Sylvie Puthod en qualité d'intervenant en prévention des risques professionnels 5487

Arrêté n° 6369 MEF/DGRH du 27 août 2012 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010 5487

Arrêté n° 6457 MEF du 29 août 2012 mettant fin aux fonctions de Mme Josette Ganivet et de Mlle Katty Raioha, respectivement régisseurs titulaire et suppléant de la régie de recettes de la direction des affaires foncières, division de l'assistance aux particuliers, section recherches généalogiques, et portant nomination de Mmes Brigitte Hauata et Anita Foster, respectivement régisseurs titulaire et suppléant. 5488

Arrêté n° 6601 MEF/DGRH du 31 août 2012 nommant les membres du jury du concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 20 auxiliaires de soins de catégorie C relevant de la fonction publique de la Polynésie française 5489

Arrêté n° 6602 MEF du 31 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises. 5490

Arrêté n° 6603 MEF du 31 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises. 5491

EXTRAITS

Arrêté n° 6451 MEF du 29 août 2012 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau principal du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2012 5491

Arrêté n° 6452 MEF du 29 août 2012 proclamant les résultats de l'examen professionnel d'intégration pour le recrutement de 25 secrétaires médicaux de catégorie C relevant de la fonction publique de la Polynésie française 5492

Arrêté n° 6453 MEF du 29 août 2012 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide médico-technique principal du cadre d'emplois des aides médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2012. 5492

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 6485 MEF/DGAE du 30 août 2012 portant ouverture de quotas d'importation de certains fruits et légumes frais pour le mois de septembre 2012. | 5492 |
| Ministère de l'équipement et des transports terrestres | |
| EXTRAITS | |
| Arrêté n° 6376 MET du 27 août 2012 portant agrément d'hydrosurface à Moorea. | 5493 |
| Arrêté n° 6377 MET du 27 août 2012 portant agrément d'hydrosurface à Bora Bora. | 5495 |
| Arrêté n° 6380 MET du 27 août 2012 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle de terre Papauru repérée sous le plan n° 12 nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Reao. | 5497 |
| Arrêté n° 6381 MET du 27 août 2012 portant déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Papauru 2 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Reao. | 5497 |
| Arrêté n° 6388 MET/DTT du 27 août 2012 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Fatu Hiva (îles Marquises) à Mme Tauamahi Bernadette Tevepahu épouse Cantois. | 5497 |
| Arrêté n° 6421 MET du 28 août 2012 portant autorisation d'empiètement d'une superficie de 251 m2 aux abords du ponceau de la rivière Vairaa situé au droit de la parcelle foncière cadastrée section AK n° 25, au PK 18, côté mer, sise dans la commune de Punaauia au profit de la direction des affaires foncières. | 5497 |
| Arrêté n° 6511 MET du 30 août 2012 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Toketoke (plan 4), Tahoro (plan 12), Temaufarega (plan 17) et Temaufarega (plan 19) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Katiu dans la commune de Makemo. | 5497 |
| Arrêté n° 6512 MET du 30 août 2012 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Ahototaeae (plan 5) nécessaire aux travaux d'aménagement d'une route d'accès à une plage de surf et de ses ouvrages annexes dans la commune associée de Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra. | 5497 |
| Arrêté n° 6513 MET du 30 août 2012 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Aorai (plans Aka, Akb, Ac et Akd) et Tepirahirahi (Awa, Awb et Awc) nécessaires aux travaux d'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea. | 5497 |
| Arrêté n° 6514 MET du 30 août 2012 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Aorai (plans Aka, Akb, Ac et Akd) et Tepirahirahi (Awa, Awb et Awc) nécessaires aux travaux d'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea. | 5497 |
| Arrêté n° 6590 MET du 31 août 2012 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Tahuatara (plan n° 8), Tahuatara (plan n° 9), Topetehau (plan n° 25) et Paopaoa (plan n° 33) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi. | 5498 |
| Arrêté n° 6591 MET du 31 août 2012 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 310 (plan 12) et PV 419 (plan 26) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes. | 5498 |
| Ministère des ressources marines | |
| EXTRAITS | |
| Arrêté n° 6384 MRM du 27 août 2012 accordant à M. Eric Apeang le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française. | 5498 |
| Arrêté n° 6389 MRM du 27 août 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Claude Rua Rehua sis à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 79). | 5498 |
| Arrêté n° 6424 MRM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 577 MPI du 8 décembre 2008 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 89). | 5499 |

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 6425 MRM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 9437 MRM du 28 décembre 2009 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Rosalie Taio Tuarae sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 311) | 5499 |
| Arrêté n° 6426 MRM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 7813 MRM du 21 octobre 2009 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Mauihautepapa Arii Huri sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 15) | 5499 |
| Arrêté n° 6427 MRM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 2424 MRM du 8 juin 2009 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Makiroto Eugène Maifano sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 115) | 5499 |
| Arrêté n° 6428 MRM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 4487 MRM du 11 juin 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Louison Teanuanua Teavaitaihani Mati sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 383) | 5499 |
| Arrêté n° 6429 MRM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 576 MPI du 8 décembre 2008 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Tamarahi Perles sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 376) | 5500 |
| Arrêté n° 6430 MRM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 439 MRM du 27 janvier 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Raitahi Pierre Charles Vaclav Manuel John Sham Koua sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 398) | 5500 |
| Arrêté n° 6431 MRM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 8833 MRM du 24 novembre 2009 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Timeri Vanessa Picard sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 351) | 5500 |
| Arrêté n° 6432 MRM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 371 MPI du 18 septembre 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Poerava Soreïla Magali Tetaurira sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 379) | 5500 |
| Arrêté n° 6439 MRM/DRM du 28 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 4980 MRM/PRL du 12 août 2009 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Christian Albert Tetuarii Leboucher à l'usage de son exploitation perlicole sise à Fakarava, commune de Fakarava (exploitant n° 10) | 5500 |
| Arrêté n° 6440 MRM du 28 août 2012 accordant à la SC Yanatuna le bénéfice des avantages fiscaux prévu par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée pour l'acquisition et l'exploitation du navire de pêche hauturière Ariitai-Nui, PY 2083 | 5501 |
| Arrêté n° 6441 MRM/DRM du 28 août 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Jean-Claude Tanemairoto Niuhihi Tahua à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 406) | 5501 |
| Arrêté n° 6442 MRM/DRM du 28 août 2012 portant renouvellement et modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Valentin Taputu Tinomoe à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 253) | 5501 |
| Arrêté n° 6443 MRM du 28 août 2012 accordant à M. Rémy Butcher le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française | 5501 |
| Arrêté n° 6444 MRM/DRM du 28 août 2012 portant abrogation des dispositions de l'arrêté n° 9103 MRM/PRL du 11 décembre 2009 relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Frédéric Richmond à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 21) | 5501 |
| Arrêté n° 6445 MRM/DRM du 28 août 2012 portant abrogation des dispositions de l'arrêté n° 2600 CM du 31 décembre 2009 modifié relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SC 3A à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 198) | 5501 |
| Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports | |
| Arrêté n° 6370 MEJ du 27 août 2012 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française | 5502 |

Arrêté n° 6482 MEJ du 29 août 2012 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française 5502

Arrêté n° 6587 MEJ du 31 août 2012 portant nomination des représentants de l'administration habilités à siéger aux commissions consultatives paritaires relevant de la direction des enseignements secondaires 5503

Ministère de l'aménagement et du logement

Arrêté n° 6409 MAA du 28 août 2012 portant approbation du dossier relatif aux 5 lots n° 37 à n° 41 du lotissement Piafaus à Faa'a 5504

EXTRAITS

Arrêté n° 6592 MAA/AU.MAR du 31 août 2012 portant autorisation de réaliser un lotissement en 9 lots (1^{re} tranche) dénommé Lotissement artisanal-industriel Hakapehi sur une parcelle de la terre Hakapehi sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, par M. le maire de la commune de Nuku Hiva, Benoît Kautai 5504

Ministère de l'environnement, de l'énergie et des mines

EXTRAITS

Arrêté n° 6546 MEM/ENV du 30 août 2012 autorisant M. Lionel Tavita à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de l'île de Rurutu avec le navire Apo Apo II (PY 6271) 5505

Arrêté n° 6547 MEM/ENV du 30 août 2012 autorisant la société Lagoon Games Polynesia à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans le lagon de Moorea avec le navire Lagoon 4 (PY 8477) 5505

Arrêté n° 6548 MEM/ENV du 30 août 2012 autorisant la société Tahiti Iiti Diving à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire Kakura (PY 12986) 5505

Ministère de la santé et de la solidarité

EXTRAITS

Arrêté n° 6401 MSS du 28 août 2012 portant agrément de Mme Catherine Tetohu épouse Moorina en qualité d'accueillant familial 5505

Arrêté n° 6402 MSS du 28 août 2012 portant agrément de Mme Erena Anihia épouse Lau en qualité d'accueillant familial. 5505

Arrêté n° 6403 MSS du 28 août 2012 portant agrément de Mme Fabiola Mai épouse Tang en qualité d'accueillant familial. 5505

Arrêté n° 6404 MSS du 28 août 2012 portant agrément de Mme Freda Paoafaaita épouse Urarii en qualité d'accueillant familial 5505

Arrêté n° 6405 MSS du 28 août 2012 portant agrément de Mme Eliane Teanihi épouse Sandford en qualité d'accueillant familial 5505

Arrêté n° 6406 MSS du 28 août 2012 portant agrément de Mme Emélie Tauraa épouse Mahuru en qualité d'accueillant familial 5505

Arrêté n° 6407 MSS du 28 août 2012 portant agrément de Mme Paloma Bernadino veuve Picard en qualité d'accueillant familial 5505

Arrêté n° 6408 MSS du 28 août 2012 portant agrément de M. Georges Simon en qualité d'accueillant familial 5505

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt

EXTRAITS

Arrêté n° 6520 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 10 dépendant du lotissement agricole Maraeroa sis à Taputapuataea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,17 ha, au profit de Mme Jeannette Maiana Erina Taea. 5506

Arrêté n° 6521 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole Opoa sis à Taputapuataea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,47 ha, au profit de M. Robert Poni Gomph 5506

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 6522 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 35 dépendant du lotissement agricole Opoa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 1,94 ha, au profit de Mme Rava Wanny Tavita. | 5506 |
| Arrêté n° 6523 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 37 dépendant du lotissement agricole Opoa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 1,73 ha, au profit de M. Bruno Terii Tauraa. | 5506 |
| Arrêté n° 6524 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° C dépendant du lotissement agricole Opoa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,48 ha, au profit de M. Robert Poni Gomph. | 5506 |
| Arrêté n° 6525 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° D dépendant du lotissement agricole Opoa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,36 ha, au profit de M. Robert Poni Gomph. | 5507 |
| Arrêté n° 6526 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 1 dépendant du lotissement agricole Maraeroa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,36 ha, au profit de Mme Rava Wanny Tavita. | 5507 |
| Arrêté n° 6527 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 3 dépendant du lotissement agricole Maraeroa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,72 ha, au profit de Mme Heimata Hina Tuarea. | 5507 |
| Arrêté n° 6528 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 6 dépendant du lotissement agricole Maraeroa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,78 ha, au profit de M. Alexis Oehau. | 5507 |
| Arrêté n° 6529 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 11 dépendant du lotissement agricole Maraeroa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 1,89 ha, au profit de M. Alphrédé Tepu. | 5508 |
| Arrêté n° 6530 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 12 dépendant du lotissement agricole Maraeroa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,54 ha, au profit de Mme Edwige Raapoto. | 5508 |
| Arrêté n° 6531 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 16 dépendant du lotissement agricole Maraeroa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 1,05 ha, au profit de M. Jean-Pierre Yuan. | 5508 |
| Arrêté n° 6532 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 18 dépendant du lotissement agricole Maraeroa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 1,05 ha, au profit de Mme Olga Teina. | 5508 |
| Arrêté n° 6533 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 1 dépendant du lotissement agricole Bachelier sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 1,13 ha, au profit de M. Soupadi Matahi Adi. | 5509 |
| Arrêté n° 6534 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 3 dépendant du lotissement agricole Bachelier sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,89 ha, au profit de Mme Rosa Hitiura Maruake épouse Pringuet. | 5509 |
| Arrêté n° 6535 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 4 dépendant du lotissement agricole Bachelier sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,95 ha, au profit de Mme Eva Mina Léon Paul. | 5509 |
| Arrêté n° 6536 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 5 dépendant du lotissement agricole Bachelier sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 1,61 ha, au profit de M. Jean-Jacques Teva Tetuaetara. | 5509 |
| Arrêté n° 6537 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 8 dépendant du lotissement agricole Bachelier sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,87 ha, au profit de Mme Odile Tamarii épouse Tuihani. | 5509 |
| Arrêté n° 6538 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 10 dépendant du lotissement agricole Bachelier sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,69 ha, au profit de M. Léon Aapau Manate. | 5510 |
| Arrêté n° 6539 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 12 dépendant du lotissement agricole Bachelier sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,94 ha, au profit de Mme Hepe Natupuai Ebb. | 5510 |
| Arrêté n° 6540 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 14 dépendant du lotissement agricole Bachelier sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 0,73 ha, au profit de M. Tinitua Ernest Taerea. | 5510 |
| Arrêté n° 6541 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 4 dépendant du lotissement agricole Hamoa sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 1 ha, au profit de M. Gaston Rua. | 5510 |
| Arrêté n° 6542 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 7 dépendant du lotissement agricole Faahue sis à Iripau, île de Tahaa, ISLV, d'une superficie de 1,78 ha, au profit de M. Denis Sommers. | 5511 |
| Arrêté n° 6543 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 13 dépendant du lotissement agricole Faahue sis à Iripau, île de Tahaa, ISLV, d'une superficie de 0,92 ha, au profit de M. Wenceslass Maiarii. | 5511 |

Arrêté n° 6544 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 16 dépendant du lotissement agricole Faahue sis à Iripau, île de Tahaa, ISLV, d'une superficie de 1,94 ha, au profit de M. Roger Eperania 5511

Arrêté n° 6545 MAE du 30 août 2012 autorisant la location du lot n° 23 dépendant du lotissement agricole Faahue sis à Iripau, île de Tahaa, ISLV, d'une superficie de 1,26 ha, au profit de Mme Lyn Maire Pang Fat 5511

Ministère du développement des archipels et des transports interinsulaires

EXTRAITS

Arrêté n° 6383 MDA du 27 août 2012 autorisant le navire Taporo VI à desservir Tetiaroa du 1er novembre 2012 au 18 avril 2013 5511

Arrêté n° 6410 MDA du 28 août 2012 autorisant la SARL Tuamotu Plongée à occuper le domaine public aéroportuaire de Tikehau (îles Tuamotu) dans le cadre de la pose d'un panneau publicitaire à l'intérieur de l'aérogare 5512

Arrêté n° 6549 MDA du 30 août 2012 autorisant le navire Taporo IX à desservir l'île de Tetiaroa lors de son voyage n° 23 TET du 25 août 2012 5512

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° A 71-2012 PR/APF du 27 août 2012 portant nomination du chargé de communication du président de l'assemblée de la Polynésie française. 5512

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Avis n° 132 du 27 août 2012 sur le projet de loi relative aux procédés de vente dit "de la boule de neige" 5512

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Uturoa

Arrêté municipal n° 38-2012 du 17 août 2012 portant réglementation et installation de panneaux de signalisation routière dans la zone scolaire de Vaitahe. 5515

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêté interministériel du 12 juillet 2012 portant création d'un traitement automatisé réalisé à l'occasion du recensement de la population de la Polynésie française en 2012. (JORF du 24 août 2012) 5517

Arrêté interministériel du 16 août 2012 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de diverses dispositions intéressant la sécurité civile. (JORF du 28 août 2012) 5523

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Institut d'émission d'outre-mer. — Cours des changes (période du 6 au 19 septembre 2012 inclus) 5525

Service de l'urbanisme. — 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 16 au 20 juillet 2012 5525

2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 6 au 10 août 2012 5525

3° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour la période du 9 juillet au 10 août 2012 5525

4° Certificat de conformité n° 2614 MAA du 29 août 2012 concernant les travaux du lotissement Piafau sis à Heiri 5526

Direction de l'équipement. — 1° Etat récapitulatif des autorisations d'extractions d'agrégats délivrées aux îles Sous-le-Vent pour la période du 1er janvier au 31 juillet 2012. 5526

2° Etat récapitulatif des autorisations d'extractions d'agrégats délivrées aux Tuamotu-Gambier pour la période du 1er janvier au 31 juillet 2012 5526

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|---------------------------------------|-------------|
| Annonces judiciaires et légales | 5527 |
| Annonces diverses | 5532 |



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 1559 CAB/SSOP/CSVS du 14 août 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la station-service "Mobil Teva" à Taravao.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 16 mars 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par M. Akhiong Wong, gérant de la station-service "Mobil Teva" à Taravao ;

Vu l'accusé de réception établi le 12 avril 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéoprotection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er. — Le gérant de la station-service "Mobil Teva" est autorisé à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, conformément au dossier déposé, au sein de ladite station-service sise à Taravao (98719).

La présente autorisation est enregistrée sous le n° HC 93 CAB/SSOP/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 4 caméras intérieures et 2 caméras extérieures hors voie publique permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de vente de carburant et d'alimentation d'une superficie de 320 mètres carrés.

Art. 2. — La personne habilitée à accéder aux images est M. Akhiong Wong, gérant de la station-service "Mobil Teva" à Taravao.

Art. 3. — Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximal de 15 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 4. — Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen de cinq affiches placées dans la surface de vente de la station-service, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès du gérant de la station-service, BP 7109, 98719 Taravao, tél. : 57 11 42.

Art. 5. — Il est tenu un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression) mentionnant les enregistrements réalisés, la date

de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission auprès du procureur de la République. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 6.— Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétaire de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité et ordre public", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 7.— La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 8.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 9.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Akhiong Wong, gérant de la station-service "Mobil Teva" à Taravao.

Fait à Papeete, le 14 août 2012.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Stéphane JARLEGAND.

ARRETE n° HC 1560 CAB/SSOP/CSVS du 14 août 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le restaurant "Marie-Claire" à Teva I Uta.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 16 janvier 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par M. et Mme Karl et Marie-Claire Spies, gérants du restaurant "Marie-Claire" à Teva I Uta ;

Vu l'accusé de réception établi le 12 mars 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéoprotection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er.— M. et Mme Karl et Marie-Claire Spies, gérants du restaurant "Marie-Claire", sont autorisés à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, conformément au dossier déposé, au sein dudit restaurant sis PK 53,100, côté mer à Papeari (98727 Teva I Uta).

La présente autorisation est enregistrée sous le n° HC 92 CAB/SSOP/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 6 caméras intérieures et 2 caméras extérieures hors voie publique permettant de protéger les lieux du restaurant recevant du public.

A aucun moment le dispositif ne devra porter atteinte à l'intimité de la vie privée des clients du restaurant.

Art. 2.— Les personnes habilitées à accéder aux images sont M. et Mme Karl et Marie-Claire Spies, gérants du restaurant.

Art. 3.— Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 15 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 4.— Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen de quatre affiches placées dans la surface de vente du restaurant, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès des gérants du restaurant, BP 16076 Papeari, 98727 Teva I Uta, tél. : 57 44 69.

Art. 5.— Il est tenu un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression) mentionnant les enregistrements réalisés, la date

de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission auprès du procureur de la République. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 6.— Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité et ordre public", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 7.— La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 8.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 9.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. et Mme Karl et Marie-Claire Spies, gérants du restaurant "Marie-Claire" à Teva I Uta.

Fait à Papeete, le 14 août 2012.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Stéphane JARLEGAND.

ARRÊTE n° HC 1561 CAB/SSOP/CSVS du 14 août 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le snack "Hererani" à Faa'a.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 16 mars 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par M. William Yu, gérant du snack "Hererani" à Faa'a ;

Vu l'accusé de réception établi le 12 avril 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéoprotection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er.— Le gérant du snack "Hererani" est autorisé à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, conformément au dossier déposé, au sein dudit snack sis PK 5,200, côté montagne à Faa'a (98703).

La présente autorisation est enregistrée sous le n° HC 94 CAB/SSOP/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 2 caméras intérieures, permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de restauration d'une superficie de 70 mètres carrés.

A aucun moment le dispositif ne devra porter atteinte à l'intimité de la vie privée des clients du snack.

Art. 2.— La personne habilitée à accéder aux images est M. William Yu, gérant du snack "Hererani" à Faa'a.

Art. 3.— Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 15 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 4.— Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen d'affiches placées dans la surface de restauration du snack, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès du gérant du snack "Hererani", BP 6725, 98703 Faa'a, tél. : 82 69 84.

Art. 5.— Il est tenu un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression) mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission auprès du procureur de la République. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 6.— Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité et ordre public", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 7.— La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 8.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 9.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. William Yu, gérant du snack "Hererani" à Faa'a.

Fait à Papeete, le 14 août 2012.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Stéphane JARLEGAND.

ARRETE n° HC 1562 CAB/SSOP/CSVS du 14 août 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la blanchisserie "Mea Ma" à Faa'a.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 12 mars 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par M. Patrice Gilme, gérant de la blanchisserie "Mea Ma" à Faa'a ;

Vu l'accusé de réception établi le 17 avril 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéoprotection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er.— Le gérant de la blanchisserie "Mea Ma" est autorisé à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, conformément au dossier déposé, au sein dudit commerce éponyme sis PK 5,600, côté montagne, face à l'aéroport à Faa'a (98702).

La présente autorisation est enregistrée sous le n° HC 95 CAB/SSOP/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé d'une caméra intérieure permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface d'accueil de la blanchisserie d'une superficie de 16,50 mètres carrés.

Le système autorisé n'enregistre pas les images.

Art. 2.— Les personnes habilitées à accéder aux images sont M. Patrice Gilme, directeur, Mmes Corinne Lorito, responsable de production, Briana Hatitio et Jeannette Lemaire, réceptionnistes.

Art. 3.— Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen d'affiches placées dans la surface de restauration du snack, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès du directeur de la blanchisserie "Mea Ma", BP 663, 98713 Papeete, tél. : 54 09 15.

Art. 4.— Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité et ordre public", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 5.— La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 6.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 7.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Patrice Gilme, gérant de la blanchisserie "Mea Ma" à Faa'a.

Fait à Papeete, le 14 août 2012.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Stéphane JARLEGAND.

ARRETE n° HC 1564 AC.DIR du 16 août 2012 portant modification de l'arrêté n° HC 410 AC.DIR du 8 mars 2012 relatif aux mesures de police applicables sur l'aéroport de Tahiti-Faa'a

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 73-10 du 4 janvier 1973 relative à la police des aéroports, modifiant et complétant le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports et notamment les articles L. 6341-2 et L. 6773-5 ;

Vu le code de l'aviation civile modifié par le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 ;

Vu le décret n° 2002-24 du 3 janvier 2002 relatif à la police de l'exploitation des aéroports et modifiant le code de l'aviation civile et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 23 décembre 2010 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Didier Richard ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté du 28 août 2003 relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aéroports ;

Vu l'arrêté du 20 février 2012 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2010 portant concession de l'aéroport de Tahiti-Faa'a, au bénéfice de la société Aéroport de Tahiti ;

Vu la circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation et de circulation des véhicules et engins sur les aéroports ;

Vu le rapport d'audit de la direction de la sécurité de l'aviation civile réalisé du 14 au 21 mars 2012 ;

La direction de la police aux frontières, la direction régionale de la douane et des droits indirects, la gendarmerie des transports aériens et l'exploitant de l'aéroport consultés ;

Sur proposition du directeur de l'aviation civile,

Arrête :

Article 1er. — Le titre Ier "Dispositions générales" est modifié de la façon suivante :

A l'article I. 3 - Définitions :

A l'alinéa relatif à la définition de la MPA, la référence à l'article R. 213-3 du code de l'aviation civile est remplacée par l'article 213-1-6.

Art. 2. — Le titre II "Délimitation de zones" est modifié de la façon suivante :

A l'article II. 1 - Typologie des zones constituant l'aéroport :

Le deuxième alinéa concernant le côté piste est annulé et remplacé par le suivant :

- Le côté piste non librement accessible au public dont l'accès est soumis à la possession de titres spéciaux et/ou à des règles particulières. Cette zone englobe une zone de sûreté à accès réglementée (ZSAR) qui est totalement classée en partie critique (PCZSAR) et une zone côté piste. Ces zones sont détaillées à l'article II. 3. Leurs limites figurent aux plans annexés au présent arrêté. Ils font l'objet d'une signalétique particulière.

A l'article II. 3 - Le côté piste :

- A la dernière phrase du 1er paragraphe, la mention "une zone délimitée de type ZSAR (secteur aviation de loisirs)" est supprimée ;
- A la description de la partie nord est ajoutée l'alinéa suivant : "les lieux à usage exclusif des associations de loisirs."

A l'article II. 3 - 1 - Découpage fonctionnel :

La dernière phrase relative à l'alinéa MAN est supprimée.

Il est ajouté la mention suivante : "ainsi que la route de service ouest depuis le poste P13 (cf. décision 12-120033 DIR/NA portant procédure de délivrance des attestations de suivi de formation à la circulation en zone côté piste de l'aéroport de Tahiti-Faaa)."

L'alinéa relatif à la zone délimitée est supprimé.

Art. 3. — Le titre III "Accès et circulation des personnes et des biens" est modifié de la façon suivante :

A l'article III. 2 - 1.1 - Accès communs et d'exploitation :

La mention à la zone délimitée est supprimée de la parenthèse de la dernière phrase.

A l'article III. 2 - 2 - Catégories de personnes ou de biens autorisés :

Le 5e alinéa est remplacé par : "certains visiteurs de l'aviation de loisirs".

La dernière phrase est remplacée par : "Les visiteurs de l'aviation de loisirs sont admis sous réserve des dispositions figurant dans une décision spécifique du directeur du service d'Etat de l'aviation civile".

A l'article III. 2 - 3 - Titres d'accès :

Le dernier alinéa concernant le badge jaune est remplacé par : "badge jaune permettant l'accès à une partie de la PCZSAR dans le cadre d'un chantier ou à l'un des hangars d'une association de loisirs dans le cas d'un badge visiteur".

A l'article III. 2 - 4 - Contrôle permanent des titres d'accès :

Au 3e paragraphe concernant le badge accompagné, il est ajouté après "(vert)", la mention "ou visiteur (jaune)".

L'article III. 3 - 2 est supprimé et remplacé par "sans objet".

A l'article III. 3 - 3 - Parties critiques de la zone de sûreté à accès réglementé (PCZSAR).

L'alinéa relatif au cheminement piéton est annulé et remplacé par : "Dans les cheminements piétons matérialisés (tonnelles, cheminement du PIF dispatch vers le bâtiment technique d'Air Tahiti Nui)".

Le titre de l'article III. 3 - 6 est annulé et remplacé par le suivant :

III. 3 - 6 - Conditions particulières au départ de l'aérogare domestique :

Les liquides, aérosols et gels ne font pas l'objet de restrictions d'emport, autres que celles relatives aux matières dangereuses.

Art. 4.— Le titre IV "Circulation et stationnement des véhicules" est modifié de la façon suivante :

A l'article IV. 1 - Circulation et stationnement côté ville :

La référence à l'article R. 213-3 du code de l'aviation civile est remplacée par la référence à l'article 213-1-6 du même code.

A l'article IV. 2 - 1 - Autorisation de conduite :

Le deuxième alinéa est complété par : "(cf. décision n° 12-120033 DIR/NA portant procédure de délivrance des attestations de suivi de formation à la circulation en zone côté piste de l'aéroport de Tahiti-Faa'a)".

Art. 5.— Le titre V "Mesures de protection contre l'incendie" est modifié de la façon suivante :

A l'article V. 2 - 4 - Utilisation des téléphones portables :

Les alinéas 1 et 3 sont supprimés.

Art. 6.— Le titre VIII "Police administrative générale" est modifié de la façon suivante :

A l'article VIII. 1 - 2 - Colis abandonné :

La référence à l'article R. 282-1 du code de l'aviation civile est remplacée par la référence à l'article R. 282-2.

Art. 7.— Les dispositions du titre IX "sanctions pénales et administratives" sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Art. IX. 1 - Constatation des infractions :

Les infractions donnant lieu aux sanctions détaillées ci-après sont constatées par :

- les officiers et les agents de police judiciaire de la DPAF/PF ;
- les militaires de la gendarmerie des transports aériens ;
- les agents des douanes ;
- les fonctionnaires et agents de l'Etat, habilités et assermentés, conformément aux dispositions de l'article L. 6372-1 du code des transports susvisé.

Art. IX. 2 - Sanctions pénales :

Sans préjudice des dispositions régissant le cas des contraventions de grande voirie et le cas des infractions au code de la route en zone librement accessible au public, toute personne contrevenant aux dispositions du présent arrêté prises :

- en application du II de l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile susvisé, est passible des sanctions prévues à l'article R. 282-2 dudit code, soit :
 - l'amende prévue pour les contraventions de quatrième classe, lorsque l'infraction a été commise à l'intérieur d'une zone non librement accessible au public dont l'accès est réglementé ;

- l'amende prévue pour les contraventions de troisième classe dans la zone qui inclut les parties d'un aéroport, y compris la totalité ou une partie des terrains et bâtiments adjacents, qui ne se trouvent pas dans une zone non librement accessible au public à accès réglementé ;
- en application des points c) et d) de l'article R. 213-1-5 du code de l'aviation civile susvisé, est passible des sanctions prévues à l'article R. 282-3 dudit code, soit :
- l'amende prévue pour les contraventions de quatrième classe, lorsque l'infraction a été commise à l'intérieur de la zone côté piste.

Est passible de la même amende toute personne pénétrant à l'intérieur de la zone côté piste ou, le cas échéant, dans un des différents secteurs et zones qui composent cette dernière sans raison légitime de s'y trouver.

- l'amende prévue pour les contraventions de troisième classe lorsque l'infraction a été commise dans la zone côté ville.

Les procès-verbaux sont transmis sans délai à l'autorité compétente pour engager les poursuites devant le tribunal de police.

Art. IX. 3 - Sanctions administratives :

En cas de manquement constaté aux dispositions des arrêtés préfectoraux et de leurs mesures particulières d'application, des sanctions administratives peuvent être prononcées par le haut-commissaire de la République à l'encontre des personnes physiques ou morales, selon la nature du manquement constaté conformément aux dispositions prévues par le code de l'aviation civile à :

- l'article R. 217-2 lorsque le manquement concerne la sécurité de l'aviation civile ;
- l'article R. 217-3 lorsque le manquement concerne la sûreté. Dans ce cas, le haut-commissaire de la République peut au préalable prendre l'avis de la commission de sûreté instituée à l'article R. 217-3-3 dudit code ou, le cas échéant, de son délégué permanent pour les cas prévus en son article R. 217-3-2.

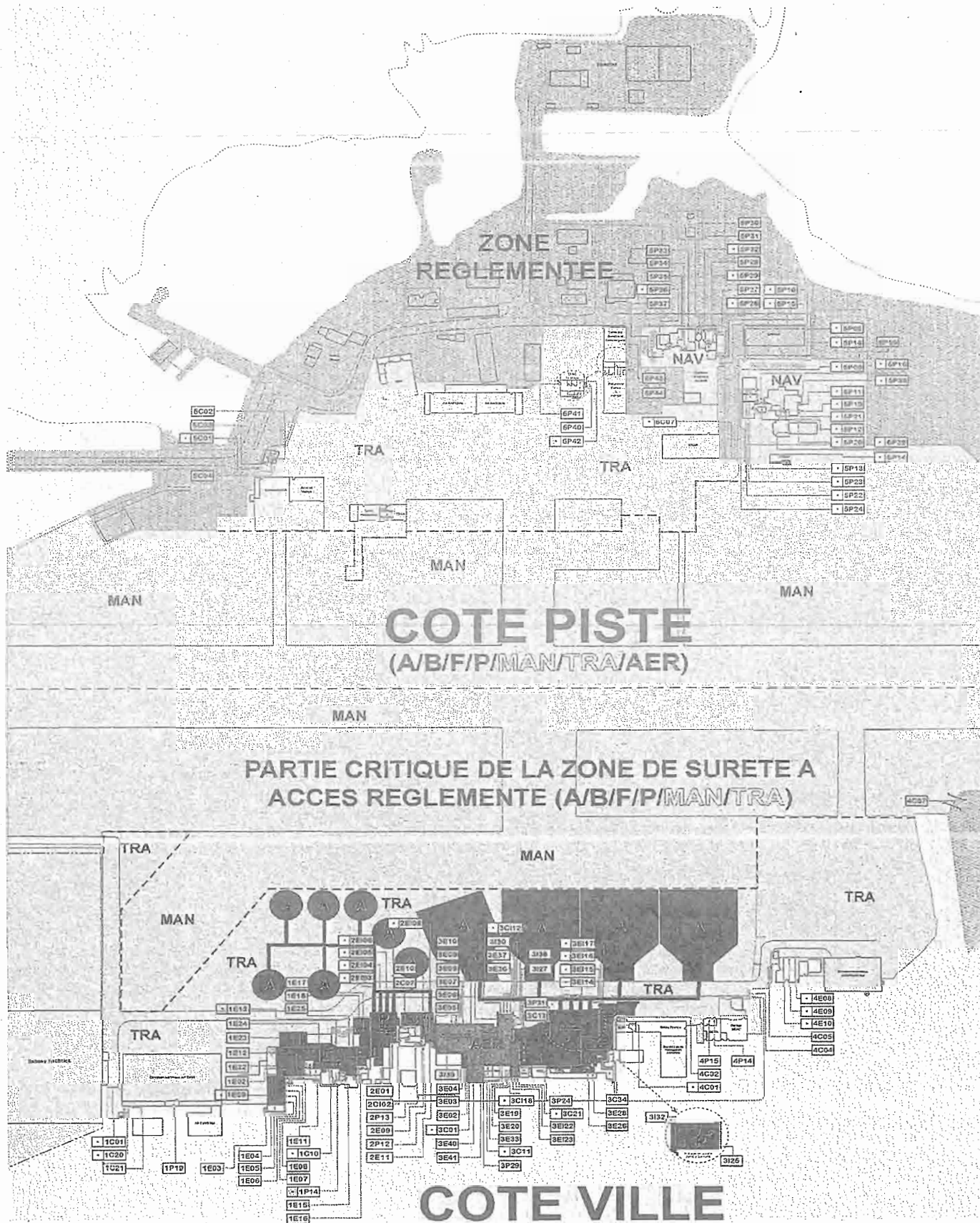
Dans tous les cas, le constat, sous forme obligatoirement écrite, est notifié à la personne concernée soit directement soit par lettre recommandée avec accusé de réception. Il porte la mention des sanctions encourues qui peuvent atteindre un montant maximal de 750 euros dans le cas d'une personne physique et 7 500 euros dans le cas d'une personne morale. Ces plafonds peuvent être doublés en cas de nouveau manquement de même nature commis dans le délai d'un an à compter de la notification de la décision administrative.

La personne dispose d'un mois pour présenter ses observations écrites ou orales.

Art. 8.— Les plans modifiés de la sectorisation des secteurs fonctionnels et de sûreté et de la partie nord de l'aéroport sont annexés au présent arrêté.

Art. 9.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur de cabinet du haut-commissaire, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile, le colonel commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, le directeur de la police aux frontières et le directeur régional des douanes et des droits indirects sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 16 août 2012.
Richard DIDIER.



ARRETE n° HC 259 DRHME/BRHT/jt du 24 août 2012 fixant la liste des candidats admis à se présenter à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2011.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2010 fixant les modalités d'organisation et les épreuves des examens professionnels pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure et de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration en date du 2 juin 2011 fixant les taux de promotion pour la période 2011-2013 pour l'avancement de grade pour les corps de secrétaires administratifs et d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mai 2012 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 165 DRHME/BRHT/JT du 14 juin 2012 fixant les conditions d'ouverture et d'organisation de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2011 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — La liste des candidats admis à prendre part à l'épreuve écrite unique d'admission de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, qui aura lieu le 11 septembre 2012, est fixée comme suit :

1 - Mme Aline Berger ; 2 - M. Ludovic Chang Chen Chang ; 3 - Mmes Sarah Dulche ; 4 - Vatea Ioane ; 5 - Florine Lamotte ; 6. Valérie Lefait ; 7 - Nolwenn Lescop ; 8. Graziella Lew ; 9 - Sylvie Mara ; 10 - Nathalie Michaud ; 11 - Hinerava Otto ; 12 - Maryline Pioche ; 13 - Anne Ragu ; 14 - Maeva Richard ; 15 - Gisèle Tanseau ; 16 - Minh-Thi Tcha ; 17 - Isabelle Tchang ; 18 - Liliane Tchang ; 19 - Herenui Teihotaata ; 20 - Viviane Teriierooiterai et 21 - Hinamareva Ueva.

Cette liste sera affichée et consultable à la direction des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat, bureau des ressources humaines et des traitements, dans le bâtiment du haut-commissariat, avenue Pouvana'a a Oopa à Papeete.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 août 2012.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Alexandre ROCHATTE.

ARRETE n° HC 260 DRHME/BRHT/jt du 24 août 2012 fixant la liste des candidats admis à se présenter à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2011.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009 1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2010 fixant les modalités d'organisation et les épreuves des examens professionnels pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure et de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration en date du 2 juin 2011 fixant les taux de promotion pour la période 2011-2013 pour l'avancement de grade pour les corps de secrétaires administratifs et d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mai 2012 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 164 DRHME/BRHT/JT du 14 juin 2012 fixant les conditions d'ouverture et d'organisation de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2011 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — La liste des candidats admis à prendre part à l'épreuve d'admissibilité de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est fixée comme suit :

1 - Mmes Antonina Chông Hue ; 2 - Denise Riveta et 3 - Karine Temaiana.

Cette liste sera affichée et consultable à la direction des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat, bureau des ressources humaines et des traitements, dans le bâtiment du haut-commissariat, avenue Pouvana'a a Oopa à Papeete.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 août 2012.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Alexandre ROCHATTE.

ARRETE n° HC 1630 CAB/DDPC du 27 août 2012 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen de rattrapage SSIAP 2 à la date du 30 août 2012 pour des candidats présentés par Argos Polynésie.

Le haut-commissaire de la République
— en Polynésie française, —
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, notamment son article 8 ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — Un examen de rattrapage, pour des candidats présentés par Argos Polynésie, prévu pour l'obtention du diplôme de chef d'équipe de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 2) aura lieu le 30 août 2012 à la Maison de la culture - Te Fare Tauhiti Nui, dans la commune de Papeete.

Art. 2. — Les épreuves écrites et orales de l'examen se dérouleront, à partir de 7 h 30.

Art. 3. — Le jury d'examen sera composé comme suit :

- *président* : lieutenant de vaisseau Guillaume Scailteux, officier au sein de la direction de la défense et de la protection civile ;
- *membres* : - MM. Roger Mahinui, chef du service de sécurité incendie et d'assistance à personnes au Centre hospitalier de Polynésie française, et Ronald Tumg, chef du service de sécurité incendie et d'assistance à personnes à l'aéroport de Tahiti.

Art. 4. — Le directeur de cabinet du haut-commissaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 août 2012.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Stéphane JARLEGAND.

Par arrêté n° HC 31 IDV du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 août 2012. — Le présent arrêté modifie l'arrêté de financement n° HC 48 IDV du 22 novembre 2011 modifié relatif à l'opération "Rénovation de l'école primaire Momo'a" en ce qui concerne le versement du solde de cette opération.

L'article 4 de l'arrêté de financement n° HC 48 IDV du 22 novembre 2011 relatif au versement de la subvention de l'Etat est modifié comme suit :

Au lieu de : "Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- le versement du solde, soit 20 % de la subvention, s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (demande de versement conformément à l'imprimé n° 2/SE, état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération détaillant les montants HT et TTC visé par le receveur municipal et le certificat de conformité)".

Lire : "Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- le versement du solde, soit 20 % de la subvention, s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (demande de versement conformément à l'imprimé n° 2 SE, état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération détaillant les montants HT et TTC visé par le receveur municipal, attestation d'achèvement de l'opération du maire ou procès-verbal de réception des travaux)."

Le reste sans changement.

Par arrêté n° HC 32 IDV du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 août 2012. — Le présent arrêté modifie l'arrêté de financement

n° HC 49 IDV du 22 novembre 2011 modifié relatif à l'opération "Rénovation de l'école Faretai" en ce qui concerne le versement du solde de cette opération.

L'article 4 de l'arrêté de financement n° HC 49 IDV du 22 novembre 2011 relatif au versement de la subvention de l'Etat est modifié comme suit :

Au lieu de : "Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- le versement du solde, soit 20 % de la subvention, s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (demande de versement conformément à l'imprimé n° 2/SE, état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération détaillant les montants HT et TTC visé par le receveur municipal et le certificat de conformité)."

Lire : "Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- le versement du solde, soit 20 % de la subvention, s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (demande de versement conformément à l'imprimé n° 2 SE, état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération détaillant les montants HT et TTC visé par le receveur municipal, attestation d'achèvement de l'opération du maire ou procès verbal de réception des travaux)."

Le reste sans changement.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE SA COMMISSION PERMANENTE

AVIS n° 2012-6 A/APF du 23 août 2012 sur un projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 738 DRCL du 19 juin 2012 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique ;

Vu la lettre n° 5621-2012 APF/SG du 16 août 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 63-2012 du 16 août 2012 de la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 23 août 2012,

Emet l'avis suivant :

Le projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique recueille un avis favorable de l'assemblée de la Polynésie française.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

Le président,
Benoît KAUTAI.

**DELIBERATION n° 2012-35 APF du 23 août 2012
portant application de l'article 173 du code des douanes.**

NOR : DOI1201372DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 98-525 du 24 juin 1998 relative à la modernisation des codes des douanes et au contrôle des transferts financiers avec l'étranger dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, modifiée par la loi n° 99-1122 du 28 décembre 1999 ;

Vu l'article 173 du code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 938 CM du 20 juillet 2012 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5621-2012 APF/SG du 16 août 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 61-2012 du 7 août 2012 de la commission des institutions et des relations internationales ;

Dans sa séance du 23 août 2012,

Adopte :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 173 du code des douanes sont applicables aux marchandises ci-après désignées :

A - *Marchandises dangereuses pour la santé publique*

- 1) Les substances ou plantes classées comme vénéneuses visées par les tableaux A, B et C en application de :
 - a) La loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses ;
 - b) La délibération n° 78-137 du 18 août 1978 modifiée portant réglementation de l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi des substances vénéneuses en Polynésie française et de ses arrêtés d'application.
- 2) Les substances psychotropes telles que définies par la convention de 1971 sur les substances psychotropes.

B - *Marchandises dangereuses pour la sécurité publique*

- 1) Les armes et les munitions reprises au chapitre 93 de la nomenclature du "tarif des douanes", à l'exclusion des fusils et carabines de chasse de la 5e catégorie, ainsi que des projectiles et munitions de chasse pour lesquels les personnes visées à l'article 173 du code des douanes de la Polynésie française justifient qu'ils sont exclusivement affectés à leur usage personnel.

2) Les poudres et substances explosives civiles et militaires visées :

- a) Par l'arrêté n° 3163 SG du 26 mai 1976 portant réglementation du régime des poudres et des substances explosives ;
- b) Par les articles D. 2352-7 et R. 2352-2 et suivants du code de la défense en application du décret n° 2009-1440 du 23 novembre 2009 modifiant et complétant les deuxième et troisième parties réglementaires du code de la défense.

C - Marchandises dangereuses pour la moralité publique

- 1) Les objets de toute nature comportant l'image ou la représentation d'un mineur, à caractère pornographique, visées à l'article 227-23 du code pénal ;
- 2) Tout support comportant un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine, lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur, au sens de l'article 227-24 du code pénal.

D - Marchandises contrefaisantes

Les marchandises présentées sous une marque contrefaisante en application de l'article L. 716-8 du code de la propriété intellectuelle dans sa version issue de la loi n° 92-597 du 1er juillet 1992, modifiée dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du statut d'autonomie issue de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004.

E - Marchandises prohibées au titre des engagements internationaux

- 1) Les spécimens d'espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction, inscrites aux annexes I, II et III de la convention signée à Washington le 3 mars 1973, ratifiée par la loi n° 77-1423 du 27 décembre 1977 publiée par décret n° 78-959 du 30 août 1978, et aux décrets d'application, ainsi que les produits ou parties issus de ces spécimens ;
- 2) Les substances classifiées en 1re catégorie conformément à la loi n° 96-542 du 19 juin 1996 relative au contrôle de la fabrication et du commerce de certaines substances susceptibles d'être utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes, modifiée dans sa version issue de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 portant actualisation et adaptation de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et Miquelon.

F - Marchandises faisant l'objet d'un courant de fraude internationale et d'un marché clandestin préjudicant aux intérêts légitimes du commerce régulier et à ceux du Trésor

- 1) Les boissons alcooliques reprises au chapitre 22 de la nomenclature du "tarif des douanes", à l'exclusion de celles détenues et transportées par des particuliers pour leur consommation personnelle ;
- 2) Les tabacs manufacturés, à l'exclusion de ceux détenus et transportés par des particuliers pour leur consommation personnelle ;
- 3) Les perles fines, y compris les perles de culture et les pierres gemmes, à l'exclusion de celles pour lesquelles les personnes visées à l'article 173 du code des douanes justifient qu'elles sont exclusivement affectées à leur usage personnel ;

- 4) Les articles de bijouterie comportant ou non des perles fines, y compris des perles de culture ou des pierres gemmes, à l'exclusion de ceux pour lesquels les personnes visées à l'article 173 du code des douanes justifient qu'ils sont exclusivement affectés à leur usage personnel ;
- 5) Les ouvrages en perles fines, y compris les perles de culture, et en pierres gemmes, à l'exclusion de ceux pour lesquels les personnes visées à l'article 173 du code des douanes justifient qu'ils sont exclusivement affectés à leur usage personnel.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Ismaël TUAHU.

Le président,
Benoît KAUTAI.

DELIBERATION n° 2012-36 APF du 23 août 2012 portant approbation du compte financier de l'exercice 2011 de la Caisse de soutien des prix du coprah et affectation de son résultat.

NOR : CSP1201327DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 modifiée portant création d'une Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 548 CM du 3 juin 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 avril 2011 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 3-2011 CSPC du 24 mars 2011 portant approbation du budget primitif de l'exercice 2011 de la Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 931 CM du 8 juillet 2011 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 5-2011 CSPC du 1er juin 2011 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 1 du conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 2011 ;

Vu l'arrêté n° 1402 CM du 21 septembre 2011 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 6-2011 CSPC du 16 août 2011 du conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 1895 CM du 25 novembre 2011 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 8-2011 CSPC du 20 octobre 2011 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 3 de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 2011 ;

Vu l'arrêté n° 963 CM du 23 juillet 2012 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5621-2012 APF/SG du 16 août 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 62-2012 du 13 août 2012 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 23 août 2012,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 2011 est arrêté à la somme de *neuf cent trente-six millions cinq cent trente-sept mille neuf cent soixante-treize francs CFP* (936 537 973 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| - section I de fonctionnement | 600 007 973 |
| - section II d'investissement | 336 530 000 |
| <i>Total</i> | <i>936 537 973</i> |

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 2011 est arrêté à la somme d'*un milliard trois cent douze millions cinq cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent soixante francs CFP* (1 312 584 460 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | |
|-------------------------------|----------------------|
| - section I de fonctionnement | 976 584 460 |
| - section II d'investissement | 336 000 000 |
| <i>Total</i> | <i>1 312 584 460</i> |

Art. 3.— Le compte financier de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 2011 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|-----------------|-----------------------------|-------------------------------------|----------------------|
| Recettes | 600 007 973 | 336 530 000 | 936 537 973 |
| Dépenses | 976 584 460 | 336 000 000 | 1 312 584 460 |
| <i>Résultat</i> | <i>- 376 576 487</i> | <i>530 000</i> | <i>- 376 046 487</i> |

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2011, soit un déficit de 376 576 487 F CFP, est affecté au compte :

| | |
|--|-------------------|
| - 110 : report à nouveau (solde créditeur) | 376 576 487 F CFP |
|--|-------------------|

Art. 4.— Au 31 décembre de l'exercice 2011, le fonds de roulement de la Caisse de soutien des prix du coprah est de *trois cent cinquante-quatre millions cinq cent soixante-sept mille sept cent quatre-vingt-deux francs CFP* (354 567 782 F CFP).

Art. 5.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Ismaël TUAHU.

Le président,
Benoît KAUTAI.

CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

**COMPTE FINANCIER
DE L'EXERCICE 2011**

Présenté par

Monsieur Michel RUIZ du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011

Paierie de Polynésie Française

Le 18/04/2012 ETAT : A

Organisme : 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

ETAT DE CONSOMMATION ET DE RÉALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B07 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|--------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| 218 | | AUT. IMMOB. CORPOR | 767 706 | | | 767 706 | |
| | | <i>Sous-total</i> | 767 706 | | | 767 706 | 00,00 |
| 274 | | PRETS | 336 000 000 | 336 000 000 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 336 000 000 | 336 000 000 | | 0 | 100,00 |
| Total Investissement | | | 336 767 706 | 336 000 000 | | 767 706 | 99,77 |

5298

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Païerie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B07 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| 606 | | ACHATS APPRO. NON ST | 350 000 | 337 384 | | 12 616 | 96,40 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>350 000</i> | <i>337 384</i> | | <i>12 616</i> | <i>96,40</i> |
| 615 | | TRAV. ENTR. ET REPAR | 200 000 | 139 982 | | 60 018 | 69,99 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>200 000</i> | <i>139 982</i> | | <i>60 018</i> | <i>69,99</i> |
| 616 | | PRIMES ASSURANCES | 90 000 | 61 134 | | 28 866 | 67,93 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>90 000</i> | <i>61 134</i> | | <i>28 866</i> | <i>67,93</i> |
| 625 | | DEPLACEMENTS MISS | 1 200 000 | 128 355 | | 1 071 645 | 10,70 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 200 000</i> | <i>128 355</i> | | <i>1 071 645</i> | <i>10,70</i> |
| 626 | | FRAIS POSTAUX ET TEL | 10 000 | 5 500 | | 4 500 | 55,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>10 000</i> | <i>5 500</i> | | <i>4 500</i> | <i>55,00</i> |
| 628 | | CHARGES EXTERNES DIV | 5 000 000 | 186 360 | | 4 813 640 | 03,73 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>5 000 000</i> | <i>186 360</i> | | <i>4 813 640</i> | <i>03,73</i> |
| 641 | | REMUNERATION PERSONN | 11 260 000 | 11 232 466 | | 27 534 | 99,76 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>11 260 000</i> | <i>11 232 466</i> | | <i>27 534</i> | <i>99,76</i> |
| 645 | | CHARGES SOCIALES CPS | 2 500 000 | 2 424 584 | | 75 416 | 96,98 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>2 500 000</i> | <i>2 424 584</i> | | <i>75 416</i> | <i>96,98</i> |
| 647 | | AUTRES CHARGES SOCIA | 28 000 | 16 200 | | 11 800 | 57,86 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>28 000</i> | <i>16 200</i> | | <i>11 800</i> | <i>57,86</i> |
| 658 | | DIVERS.AUTR.CHARGES | 976 055 000 | 967 013 224 | - 5 490 729 | 14 532 505 | 98,51 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>976 055 000</i> | <i>967 013 224</i> | <i>- 5 490 729</i> | <i>14 532 505</i> | <i>99,07</i> |
| 678 | | AUTRES CHARGES EXCEP | | | | 0 | 00,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>0</i> | | | <i>0</i> | <i>00,00</i> |
| 681 | | DOTATIONS AUX AMORTI | 530 000 | 530 000 | | 0 | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>530 000</i> | <i>530 000</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| Total Fonctionnement | | | 997 223 000 | 982 075 189 | - 5 490 729 | 20 638 540 | 98,48 |

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B07 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|--------------|-----------|---------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| TOTAL | | | 1 333 990 706 | 1 318 075 189 | - 5 490 729 | 21 408 246 | 98,87 |

RECETTES

| Compte | Programme | Libellé | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|-------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|------------------|
| 274 | | PRETS | 336 000 000 | 336 000 000 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 336 000 000 | 336 000 000 | | 0 | 100,00 |
| 281 | | AMORT. IMMOB. CORPOR | 530 000 | 530 000 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 530 000 | 530 000 | | 0 | 100,00 |
| Total Investissement | | | 336 530 000 | 336 530 000 | | 0 | ***** |
| 645 | | CHARGES SOCIALES CPS | | | | | |
| | | <i>Sous-total</i> | 0 | | | 0 | 00,00 |
| 744 | | SUBV. EXPLOIT. P.F | 600 000 000 | 600 000 000 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 600 000 000 | 600 000 000 | | 0 | 100,00 |
| 758 | | DIVERS AUTRES PRODUI | | 7 973 | | - 7 973 | |
| | | <i>Sous-total</i> | 0 | 7 973 | | - 7 973 | 00,00 |
| Total Fonctionnement | | | 600 000 000 | 600 007 973 | | - 7 973 | ***** |
| TOTAL | | | 936 530 000 | 936 537 973 | | - 7 973 | ***** |

Paierie de Polynésie Française

Le 18/04/2012

ETAT : B

Organisme : 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B07 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles |
|-----------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|
| 21 | 767 706 | | | 767 706 |
| 27 | 336 000 000 | 336 000 000 | | 0 |
| Total Investissement | 336 767 706 | 336 000 000 | | 767 706 |
| 60 | 350 000 | 337 384 | | 12 616 |
| 61 | 290 000 | 201 116 | | 88 884 |
| 62 | 6 210 000 | 320 215 | | 5 889 785 |
| 64 | 13 705 000 | 13 673 250 | | 114 750 |
| 65 | 976 055 000 | 967 013 224 | - 5 490 729 | 14 532 505 |
| 67 | 0 | | | 0 |
| 68 | 530 000 | 530 000 | | 0 |
| Total Fonctionnement | 997 223 000 | 982 075 189 | - 5 490 729 | 20 638 540 |
| TOTAL | 1 333 990 706 | 1 318 075 189 | - 5 490 729 | 21 406 246 |

Palerie de Polynésie Française

ETAT : B

Organisme : 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : 307 Budget Principal

RECETTES

| Compte | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions |
|-----------------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|
| 27 | 336 000 000 | 336 000 000 | | 0 |
| 28 | 530 000 | 530 000 | | 0 |
| Total Investissement | 336 530 000 | 336 530 000 | | 0 |
| 64 | 0 | | | 0 |
| 74 | 600 000 000 | 600 000 000 | | 0 |
| 75 | 0 | 7 973 | | - 7 973 |
| Total Fonctionnement | 600 000 000 | 600 007 973 | | - 7 973 |
| TOTAL | 936 530 000 | 936 537 973 | | - 7 973 |

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2011

ETAT C

107 : CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Le : 18-AVR-12 09:24:49

B07 : Budget Principal

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|-----------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------|
| Recettes | | | |
| Prévisions budgétaires totales | 336.530.000 | 600.000.000 | 936.530.000 |
| Titres de recettes émis | 336.530.000 | 600.007.973 | 936.537.973 |
| Réductions de titres | | | |
| Recettes nettes | 336.530.000 | 600.007.973 | 936.537.973 |
| Dépenses | | | |
| Autorisations budgétaires totales | 336.767.706 | 997.223.000 | 1.333.990.706 |
| Mandats émis | 336.000.000 | 982.075.189 | 1.318.075.189 |
| Annulations de mandats | | 5.490.729 | 5.490.729 |
| Dépenses nettes | 336.000.000 | 976.584.460 | 1.312.584.460 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | | |
| Excédent | 530.000 | | |
| Déficit | | 376.576.487 | 376.046.487 |

TABLEAU GENERAL DE L'EXERCICE 2011

ETAT D

107 : CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

B07 : Budget Principal

| 1 - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE | | | | | | |
|--|---------------|--------------|---------------------------------------|-------------------------|------------------------|------------------|
| Opérations de fonctionnement | | | Opérations d'investissement | | | |
| PRODUITS(classe 7) | | 600 007 973 | Recettes d'investissement | | 336 530 000 | |
| CHARGES(classe 6) | | 976 584 460 | Dépenses d'investissement | | 336 000 000 | |
| Résultat de l'exercice à reporter | Déficit | -376 576 487 | Solde des opérations d'investissement | Excédent | 530 000 | |
| 2 - SITUATION GENERALE | | | | | | |
| | | Réserves | Situation initiale | Résultats de l'exercice | Cession immobilisation | Situation finale |
| Résultats de fonctionnement reportés | Excédentaires | | 731 674 269 | 0 | | 355 097 782 |
| | Déficitaires | | | -376 576 487 | | |
| Différence entre investissements et financements | Excédentaires | | | 530 000 | | |
| | Déficitaires | | -1 060 000 | | | -530 000 |
| Situation globale | | | 730 614 269 | -376 046 487 | | 354 567 782 |

| | |
|------------------------------------|--------------|
| Diminution du Fonds de Roulement : | -376 046 487 |
|------------------------------------|--------------|

Organisme 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Le : 18-04-12 09:25 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Page 001 / 004

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|-----------|------------------|-------------|------------------------|-------------|----------------------------|-------------|------------------|---------------|-----------|-------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 1068 | | 1.590.000 | | | 530.000 | | 530.000 | 1.590.000 | | 1.060.000 |
| TOTAL 106 | | 1.590.000 | | | 530.000 | | 530.000 | 1.590.000 | | 1.060.000 |
| TOTAL 10 | | 1.590.000 | | | 530.000 | | 530.000 | 1.590.000 | | 1.060.000 |
| 110 | | 311.133.590 | | | | 419.480.679 | | 730.614.269 | | 730.614.269 |
| TOTAL 110 | | 311.133.590 | | | | 419.480.679 | | 730.614.269 | | 730.614.269 |
| TOTAL 11 | | 311.133.590 | | | | 419.480.679 | | 730.614.269 | | 730.614.269 |
| 120 | | 418.950.679 | | | 418.950.679 | | 418.950.679 | 418.950.679 | | |
| TOTAL 120 | | 418.950.679 | | | 418.950.679 | | 418.950.679 | 418.950.679 | | |
| TOTAL 12 | | 418.950.679 | | | 418.950.679 | | 418.950.679 | 418.950.679 | | |
| TOTAL 1 | | 731.674.269 | | | 419.480.679 | 419.480.679 | 419.480.679 | 1.151.154.948 | | 731.674.269 |
| 21827 | 2.650.000 | | | | | | 2.650.000 | | 2.650.000 | |
| 218327 | 657.275 | | | | | | 657.275 | | 657.275 | |
| 21847 | 1.862.233 | | | | | | 1.862.233 | | 1.862.233 | |
| TOTAL 218 | 5.169.508 | | | | | | 5.169.508 | | 5.169.508 | |
| TOTAL 21 | 5.169.508 | | | | | | 5.169.508 | | 5.169.508 | |
| 2748 | 273.000.000 | | | | | 273.000.000 | 273.000.000 | 273.000.000 | | |
| 27481 | | 273.000.000 | 336.000.000 | 336.000.000 | 273.000.000 | | 609.000.000 | 609.000.000 | | |
| TOTAL 274 | 273.000.000 | 273.000.000 | 336.000.000 | 336.000.000 | 273.000.000 | 273.000.000 | 882.000.000 | 882.000.000 | | |
| TOTAL 27 | 273.000.000 | 273.000.000 | 336.000.000 | 336.000.000 | 273.000.000 | 273.000.000 | 882.000.000 | 882.000.000 | | |
| 281827 | | 1.590.000 | | 530.000 | | | | 2.120.000 | | 2.120.000 |
| 2818327 | | 657.275 | | | | | | 657.275 | | 657.275 |
| 281847 | | 1.862.233 | | | | | | 1.862.233 | | 1.862.233 |
| TOTAL 281 | | 4.109.508 | | 530.000 | | | | 4.639.508 | | 4.639.508 |
| TOTAL 28 | | 4.109.508 | | 530.000 | | | | 4.639.508 | | 4.639.508 |
| TOTAL 2 | 278.169.508 | 277.109.508 | 336.000.000 | 336.530.000 | 273.000.000 | 273.000.000 | 887.169.508 | 886.639.508 | 5.169.508 | 4.639.508 |

Organisme 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Le : 18-04-12 09:25 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B07

Page 002 / 004

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|------------|------------------------|--------|----------------------------|---------------|------------------|---------------|-------------|------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 4011 | | 65.289.923 | | | 65.289.923 | | 65.289.923 | 65.289.923 | | |
| 4012 | | | | | 741.490.544 | 797.420.884 | 741.490.544 | 797.420.884 | | 55.930.340 |
| 4042 | | | | | 336.000.000 | 336.000.000 | 336.000.000 | 336.000.000 | | |
| 4047 | | | | | 273.000.000 | 273.000.000 | 273.000.000 | 273.000.000 | | |
| TOTAL 40 | | 65.289.923 | | | 1.415.780.467 | 1.406.420.884 | 1.415.780.467 | 1.471.710.807 | | 55.930.340 |
| 4112 | | | | | 341.498.702 | 7.973 | 341.498.702 | 7.973 | 341.490.729 | |
| TOTAL 41 | | | | | 341.498.702 | 7.973 | 341.498.702 | 7.973 | 341.490.729 | |
| 421 | | | | | 10.273.281 | 10.305.306 | 10.273.281 | 10.305.306 | | 32.025 |
| TOTAL 42 | | | | | 10.273.281 | 10.305.306 | 10.273.281 | 10.305.306 | | 32.025 |
| 431 | | | | | 3.361.244 | 3.367.944 | 3.361.244 | 3.367.944 | | 6.700 |
| TOTAL 43 | | | | | 3.361.244 | 3.367.944 | 3.361.244 | 3.367.944 | | 6.700 |
| 4417 | 200.000.000 | | | | 600.000.000 | 750.000.000 | 800.000.000 | 750.000.000 | 50.000.000 | |
| TOTAL 44 | 200.000.000 | | | | 600.000.000 | 750.000.000 | 800.000.000 | 750.000.000 | 50.000.000 | |
| 4631 | 273.000.000 | | | | | 273.000.000 | 273.000.000 | 273.000.000 | | |
| 4661 | | | | | 170.451.055 | 170.451.055 | 170.451.055 | 170.451.055 | | |
| TOTAL 46 | 273.000.000 | | | | 170.451.055 | 443.451.055 | 443.451.055 | 443.451.055 | | |
| 4713 | | | | | 750.007.973 | 750.007.973 | 750.007.973 | 750.007.973 | | |
| TOTAL 47 | | | | | 750.007.973 | 750.007.973 | 750.007.973 | 750.007.973 | | |

5306

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Organisme 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Le : 18-04-12 09:25 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B07

Page 003 / 004

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|-----------------|--------------------|-------------------|------------------------|--------|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|-------------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| TOTAL 4 | 473.000.000 | 65.289.923 | | | 3.291.372.722 | 3.363.561.135 | 3.764.372.722 | 3.428.851.058 | 391.490.729 | 55.969.065 |
| 515 | 322.904.192 | | | | 750.007.973 | 1.053.866.047 | 1.072.912.165 | 1.053.866.047 | 19.046.118 | |
| 581 | | | | | 530.000 | 530.000 | 530.000 | 530.000 | | |
| TOTAL 5 | 322.904.192 | | | | 750.537.973 | 1.054.396.047 | 1.073.442.165 | 1.054.396.047 | 19.046.118 | |
| 60612 | | | 189.000 | | | | 189.000 | | | |
| 6063 | | | 148.384 | | | | 148.384 | | | |
| TOTAL 60 | | | 337.384 | | | | 337.384 | | | |
| 615 | | | 139.982 | | | | 139.982 | | | |
| 616 | | | 61.134 | | | | 61.134 | | | |
| TOTAL 61 | | | 201.116 | | | | 201.116 | | | |
| 625 | | | 92.535 | | | | 92.535 | | | |
| 6251 | | | 35.820 | | | | 35.820 | | | |
| 626 | | | 5.500 | | | | 5.500 | | | |
| 628 | | | 93.180 | | | | 93.180 | | | |
| 6288 | | | 93.180 | | | | 93.180 | | | |
| TOTAL 62 | | | 320.215 | | | | 320.215 | | | |

Organisme 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH
Exercice 2011
Ucg B07

Le : 18-04-12 09:25 AM

ETAT E

BALANCE AU 31/12/11

Page 004 / 004

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|--------------|------------------|---------------|------------------------|-------------|----------------------------|---------------|------------------|---------------|-------------|-------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 6411 | | | 9.072.466 | | | | 9.072.466 | | | |
| 6414 | | | 2.160.000 | | | | 2.160.000 | | | |
| 645 | | | 2.424.584 | | | | 2.424.584 | | | |
| 647 | | | 16.200 | | | | 16.200 | | | |
| TOTAL 64 | | | 13.673.250 | | | | 13.673.250 | | | |
| 658 | | | 967.013.224 | 5.490.729 | | | 967.013.224 | 5.490.729 | | |
| TOTAL 65 | | | 967.013.224 | 5.490.729 | | | 967.013.224 | 5.490.729 | | |
| 681 | | | 530.000 | | | | 530.000 | | | |
| TOTAL 68 | | | 530.000 | | | | 530.000 | | | |
| TOTAL 6 | | | 982.075.189 | 5.490.729 | | | 982.075.189 | 5.490.729 | | |
| 744 | | | | 600.000.000 | | | | 600.000.000 | | |
| TOTAL 74 | | | | 600.000.000 | | | | 600.000.000 | | |
| 7583 | | | | 7.973 | | | | 7.973 | | |
| TOTAL 75 | | | | 7.973 | | | | 7.973 | | |
| TOTAL 7 | | | | 600.007.973 | | | | 600.007.973 | | |
| Résultat | | | | | | | | | | 376.576.487 |
| Résultat ONB | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 1.074.073.700 | 1.074.073.700 | 1.318.075.189 | 942.028.702 | 4.734.391.374 | 5.110.437.861 | 7.126.540.263 | 7.126.540.263 | 792.282.842 | 792.282.842 |

5308

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

CADRE 6 - BILAN

18-AVR-12 09:26:53

ETAT F

Organisme : 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|--|---------------|------------------------------|---------|---------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | | | | |
| 201 Frais d'établissement | | | | |
| 203 Frais de recherche et de développement | | | | |
| 205 Concessions et droits similaires | | | | |
| 206 Droit au bail | | | | |
| 208 Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| 237 Avances et acomptes | | | | |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| 211 Terrains | | | | |
| 212 Aménagements de terrains | | | | |
| 213 Constructions | | | | |
| 214 Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| 215 Installations techniques, matériels, outillage | | | | |
| 216 Collections | | | | |
| 218 Autres immobilisations | 5.169.508 | 4.639.508 | 530.000 | 1.060.000 |
| 231 Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| 238 Avances et acomptes | | | | |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| 261 Participations et créances rattachées à la participation | | | | |
| 271 Titres immobilisés (droits de propriété) | | | | |
| 272 Titres immobilisés (droits de créance) | | | | |
| 274 Prêts | | | | |

CADRE 6 - BILAN

18-AVR-12 09:26:53

ETAT F

Organisme : 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|--|------------------|------------------------------|----------------|------------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| 275 Dépôts et cautionnements versés | | | | |
| 277 Autres créances immobilisées | | | | |
| TOTAL 1 | 5.169.508 | 4.639.508 | 530.000 | 1.060.000 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| <u>Stocks en cours</u> | | | | |
| 371 Marchandises (à revendre en l'état) | | | | |
| <u>Créances d'exploitation : Clients</u> | | | | |
| 411 Clients divers | 341.490.729 | | 341.490.729 | |
| <u>Créances d'exploitation : autres</u> | | | | |
| 429 Déficits et débits des régisseurs | | | | |
| 438 Produits à recevoir CPS | | | | |
| 4411 Subventions d'investissement | | | | |
| 4417 Subventions d'exploitation | 50.000.000 | | 50.000.000 | 200.000.000 |
| 445 TVA | | | | |
| 462 Créances sur cession d'immobilisations | | | | |
| 463 Autres comptes débiteurs | | | | 273.000.000 |
| 458 Comptabilités distinctes rattachées | | | | |
| 4581 Maîtrise d'ouvrage | | | | |
| 4684 Produits à recevoir sur RA | | | | |
| 4687 Produits à recevoir | | | | |

CADRE 6 - BILAN

18-AVR-12 09:26:53

ETAT F

Organisme : 107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|------------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|--------------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| <u>Créances diverses</u> | | | | |
| 50 Valeurs mobilières de placement | | | | |
| 5117 Chèques impayés | | | | |
| 515 Compte au Trésor | 19.046.118 | | 19.046.118 | 322.904.192 |
| 543 Régie d'avance | | | | |
| 545 Régie de recettes | | | | |
| 531 Caisse | | | | |
| TOTAL 2 | 410.536.847 | | 410.536.847 | 795.904.192 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| <u>Comptes de régularisation</u> | | | | |
| 481 Charges à répartir | | | | |
| 472 Dépenses à régulariser | | | | |
| 486 Charges constatées d'avance | | | | |
| TOTAL 3 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 415.706.355 | 4.639.508 | 411.066.847 | 796.964.192 |

CADRE 6 - BILAN

18-AVR-12 09:27:23

ETAT G

107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| | NET | NET |
| CAPITAUX PROPRES | | |
| 102 Affectations | | |
| 103 Biens remis en pleine propriété des établissements | | |
| 106 Réserves | 1.060.000 | 1.590.000 |
| 110 Report à nouveau (solde créditeur) | 730.614.269 | 311.133.590 |
| 119 Report à nouveau (perte) | | |
| 120 Résultat de l'exercice (bénéfices) | | 418.950.679 |
| 129 Résultat de l'exercice (pertes) | - 376.576.487 | |
| 13 Subventions d'investissement | | |
| TOTAL 1 | 355.097.782 | 731.674.269 |
| PROVISIONS | | |
| 15 Provisions pour risques et charges | | |
| TOTAL 2 | | |
| DETTES | | |
| <u>Dettes Financières</u> | | |
| 16 sauf 165 Emprunts auprès des établissements | | |
| 165 Dépôts et cautionnements reçus | | |
| 519 Concours bancaires courants | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u> | | |
| 401 Fournisseurs | 55.930.340 | 65.289.923 |

5312

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

CADRE 6 - BILAN

18-AVR-12 09:27:23

ETAT G

107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| | NET | NET |
| <u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u> | | |
| 408 Fournisseurs-Factures non parvenues | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Fiscales et sociales</u> | | |
| 421 Personnel | 32.025 | |
| 427 Oppositions | | |
| 431 CPS | 6.700 | |
| 438 Autres charges sociales | | |
| 428 Personnel - Charges à payer | | |
| 445 TVA | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Dettes diverses</u> | | |
| 404 Fournisseurs d'immobilisation | | |
| 407 Oppositions | | |
| 4191 Avances et acomptes reçus | | |
| 4582 Maîtrise d'ouvrage | | |
| 466 Crédoiteurs divers | | |
| 467 Autres comptes créditeurs | | |
| 4682 Charges à payer sur RA | | |
| 473 Recettes à transférer | | |
| TOTAL 3 | 55.969.065 | 65.289.923 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | |
| 4386 Autres charges à payer | | |

CADRE 6 - BILAN

18-AVR-12 09:27:23

ETAT G

107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|
| | NET | NET |
| 471 Recettes à classer | | |
| 487 Produits constatés d'avance | | |
| 4781 Frais de poursuites | | |
| 448 Territoire Charges à payer | | |
| 477 Gain au change | | |
| TOTAL 4 | | |
| TOTAL GENERAL | 411.066.847 | 796.964.192 |

| | |
|---|-------------|
| Total Classe 1 | 355.097.782 |
| Fonds de roulement consolidé des provisions pour créances douteuses | 354.567.782 |

COMPTE DE RESULTAT

18-AVR-12 09:27:45

ETAT H

107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| <u>Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice</u> | | |
| 607,608 Achats de marchandises | | |
| 6037 Variation des stocks de marchandises | | |
| 609 Rabais,remises, ristournes obtenus sur achat | | |
| CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS | | |
| <u>Achats stockés d'approvisionnements</u> | 538.500 | 457.476 |
| 601 Achats de matières premières | | |
| 602 Autres approvisionnements | | |
| 603 sauf 6037 Variation des stocks d'approvisionnement | | |
| 61 Achats de sous-traitance | 201.116 | 163.265 |
| 604,605,606 Achats non stockés de matière et fournitures | 337.384 | 294.211 |
| <u>Services extérieurs</u> | 320.215 | 214.650 |
| 621 Personnel intérimaire | | |
| 62 sauf 621 Autres | 320.215 | 214.650 |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | | |
| <u>Impôts</u> | | |
| 63 Impôts | | |
| <u>Charges de personnel</u> | 13.673.250 | 13.355.272 |
| 641 Rémunération du personnel permanent | 11.232.466 | 11.020.128 |
| 643 Rémunération du personnel sur crédits | | |
| 644 Rémunération du personnel recruté sur convention | | |

COMPTE DE RESULTAT

18-AVR-12 09:27:45

ETAT H

107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|---------------|---------------|
| <u>Charges de personnel</u> | | |
| 645 Charges sociales | 2.424.584 | 2.308.944 |
| 646,647,648 Autres | 16.200 | 26.200 |
| <u>Autres charges</u> | | |
| 65 Autres charges de gestion courante | 961.522.495 | 1.006.680.269 |
| <u>Charges financières</u> | | |
| 686 Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| 661 Charges d'intérêts | | |
| 665 Escomptes accordés | | |
| 666 Pertes au change | | |
| 667 Charge nette sur cession de valeurs mobilières de placement | | |
| 668 Autres charges financières | | |
| <u>Charges exceptionnelles</u> | | |
| 671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice | | 159.811.654 |
| 672 Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs | | |
| 675 Valeur comptable des éléments d'actif cédés | | |
| 678 Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital | | 159.811.654 |
| <u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u> | | |
| | 530.000 | 530.000 |

5316

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

COMPTE DE RESULTAT

18-AVR-12 09:27:45

ETAT H

107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|--------------------|----------------------|
| <u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u> | | |
| 681 Sur immobilisations : dotations aux amortissements et aux provisions (e | 530.000 | 530.000 |
| 687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionnell | | |
| <u>Impôts sur les bénéfices</u> | | |
| 69 Impôts sur les bénéfices | | |
| Sous - total | 976.584.460 | 1.181.049.321 |
| | | 418.950.679 |
| TOTAL GENERAL | 976.584.460 | 1.600.000.000 |

COMPTES DE RESULTAT

18-AVR-12 09:29:17

ETAT I

107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| PRODUITS (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| 707 Ventes de marchandises vendues dans l'exercice | | |
| <u>Production vendue</u> | | |
| 701 702 703 Ventes | | |
| 704 Travaux | | |
| 705 706 708 Prestations de services et études, activités annexes | | |
| 709 Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement | | |
| Montant net du chiffre d'affaires | | |
| <u>Production stockée</u> | | |
| 7133 En cours de production de biens | | |
| 7134 En cours de production de services | | |
| 7135 Produits | | |
| <u>Production immobilisée</u> | | |
| 72 Production immobilisée | | |
| <u>Subvention d'exploitation</u> | 600.000.000 | 1.600.000.000 |
| 74 Subvention d'exploitation | 600.000.000 | 1.600.000.000 |
| <u>Reprises sur amortissements et provisions</u> | | |
| 78 Reprises sur amortissements et provisions | | |
| <u>Transferts de charges</u> | | |
| 79 Transferts de charges | | |
| <u>Autres produits</u> | 7.973 | |

COMPTE DE RESULTAT

18-AVR-12 09:29:17

ETAT I

107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

Ucg : B07

| PRODUITS (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|--------------------|----------------------|
| <u>Autres produits</u> | | |
| 75 Autres produits | 7.973 | |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| <u>Produits financiers</u> | | |
| 761 De participation | | |
| 762 D'autres immobilisations financières | | |
| 763 D'autres créances | | |
| 764 Revenus de valeurs mobilières de placement | | |
| 765 Escomptes obtenus | | |
| 766 Gains de change | | |
| 767 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| 768 Autres produits financiers | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| <u>Produits exceptionnels</u> | | |
| 771 Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | |
| 775 Produits de cessions d'éléments d'actifs | | |
| 776 Produits issus de la neutralisation des amortissements | | |
| 777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat | | |
| 778 Autres produits exceptionnels | | |
| 774 Produits exceptionnels ope. antérieures | | |
| Sous - total | 600.007.973 | 1.600.000.000 |
| Solde débiteur : Perte | 376.576.487 | |
| TOTAL GENERAL | 976.584.460 | 1.600.000.000 |

ETAT J

VALEURS INACTIVES

107 CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH

EXERCICE 2011

| DESIGNATION DES COMPTES | | DEBIT | | | CREDIT | | | SOLDE | |
|-------------------------|----------|------------------|----------------|-------|------------------|----------------|-------|-------|----------|
| COMPTE | INTITULE | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débit | Créiteur |
| | | | | | | | | | |

5320

Le comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier. Il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

Le Payeur
de la Polynésie française,
Michel RUIZ.

L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des mandats de dépenses et du montant des titres de recette inscrits au présent compte financier.

Adopté par le conseil d'Administration dans sa séance du

Le président du conseil
d'administration,
Pierre FREBAULT.

ATTESTATION DE CONFORMITE

L'ordonnateur soussigné certifie que les montants des opérations budgétaires mentionnés sur la balance générale au 31/12/2011 correspondent à la totalité des opérations budgétaires mandatées et mises en recouvrement par l'établissement au titre de l'exercice 2011

Cette attestation remplace la validation générale portée sur les derniers bordereaux de mandats et de titres.
Celle-ci n'est plus possible du fait de la non intégration dans Poly-GF du montant des rejets effectués par le comptable dans le cumul des émissions des mandats et des ordres de recette.

L'ordonnateur,
Patrice PERRIN.

DELIBERATION n° 2012-37 APF du 23 août 2012 portant approbation du compte financier de l'exercice 2011 du port autonome de Papeete et affectation de son résultat.

NOR : PAP1201299DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 modifiée portant création du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 853 CM du 10 juillet 2012 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5621-2012 APF/SG du 16 août 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 58-2012 du 3 août 2012 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 23 août 2012,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 2011 est arrêté à la somme de *cinq milliards quatre cent trente-*

huit mille cent quatre-vingt-dix francs CFP (5 000 438 190 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | |
|-------------------------------|----------------------|
| - section I de fonctionnement | 3 222 210 851 |
| - section II d'investissement | 1 778 227 339 |
| <i>Total.</i> | <i>5 000 438 190</i> |

Art. 2. — Le montant définitif des dépenses du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 2011 est arrêté à la somme de *quatre milliards sept cent dix-sept millions cinq cent cinquante-deux mille trois cent soixante-huit francs CFP* (4 717 552 368 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | |
|-------------------------------|----------------------|
| - section I de fonctionnement | 2 689 899 212 |
| - section II d'investissement | 2 027 653 156 |
| <i>Total</i> | <i>4 717 552 368</i> |

Art. 3. — Le compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 2011 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|-----------------|-----------------------------|-------------------------------------|--------------------|
| Recettes | 3 222 210 851 | 1 778 227 339 | 5 000 438 190 |
| Dépenses | 2 689 899 212 | 2 027 653 156 | 4 717 552 368 |
| <i>Résultat</i> | <i>532 311 639</i> | <i>- 249 425 817</i> | <i>282 885 822</i> |

Art. 4. — Le résultat d'exploitation de l'exercice 2011, soit un excédent de 532 311 639 F CFP, est affecté aux comptes :

| | |
|---|-------------------|
| - 1062 : réserves indisponibles (solde créditeur) | 249 425 817 F CFP |
| - 1065 : réserves disponibles (solde débiteur) | 282 885 822 F CFP |

Art. 5. — Au 31 décembre de l'exercice 2011, le fonds de roulement du port autonome de Papeete est de *deux milliards cent un millions cent quarante mille trois cent vingt-deux francs CFP* (2 101 140 322 F CFP).

Art. 6. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

Le président,
Benoît KAUTAI.

PORT AUTONOME DE PAPEETE
B. P. 9164 – MOTU UTA
TAHITI

COMPTE FINANCIER
DE
L'EXERCICE 2011

Présenté par :
Mr Christophe LACROIX
Agent comptable du Port Autonome de Papeete

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 1

Date 26/04/2012

Gestion 2011

| Cpte | Intitulé | DEBIT | | | CREDIT | | | Bilan | |
|-------|--|-------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--|
| | | Mouvement | Total | Bilan | Mouvement | Total | Soit | Soit | |
| 10521 | REEVALUATION LIBRE - INVENTAIRE 1990 | | | 1.359.556.857 | | 2.359.556.857 | | 1.359.556.857 | |
| 105 | Article ECARTS DE REEVALUATION | | | 1.359.556.857 | | 2.359.556.857 | | 1.359.556.857 | |
| 1062 | RESERVES INDISPONIBLES | | | 15.806.902.849 | 913.471.402 | 16.720.374.251 | | 16.720.374.251 | |
| 1065 | RESERVES DISPONIBLES | 698.998.766 | 698.998.766 | 2.517.253.266 | | 2.517.253.266 | | 1.818.254.500 | |
| 106 | Article RESERVES | 698.998.766 | 698.998.766 | 18.324.156.115 | 913.471.402 | 19.237.627.517 | | 18.538.628.751 | |
| 10 | Chapitr CAPITAL ET RESERVES | 698.998.766 | 698.998.766 | 19.683.712.972 | 913.471.402 | 20.597.184.374 | | 19.898.185.608 | |
| 120 | RESULTAT DE L'EXERCICE - EXCEDENT D'EXPLOITATION | 214.472.636 | 214.472.636 | 214.472.636 | 532.311.639 | 746.784.275 | | 532.311.639 | |
| 120 | Article RESULTAT DE L'EXERCICE - EXCEDENT D'EXPLOITATION | 214.472.636 | 214.472.636 | 214.472.636 | 532.311.639 | 746.784.275 | | 532.311.639 | |
| 12 | Chapitr RESULTAT DE L'EXERCICE - EXCEDENT OU PERTE | 214.472.636 | 214.472.636 | 214.472.636 | 532.311.639 | 746.784.275 | | 532.311.639 | |
| 13111 | SUBVENTION ETAT - OP. 88-02 PONT DE FARE UTE | | | 52.500.000 | | 52.500.000 | | 52.500.000 | |
| 13113 | FONDS POUR LA RECONVERSION ECONOMIQUE - QUAI DE PECHE FARE UTE | | | 157.570.607 | | 157.570.607 | | 157.570.607 | |
| 13114 | FONDS POUR LA RECONVERSION ECONOMIQUE - EXTENSION PORT DE PECHE | | | 268.800.000 | | 268.800.000 | | 268.800.000 | |
| 13122 | SUBVENTION TERRITOIRE (EXTENSION QUAI DES YACHTS) | | | 156.000.000 | | 156.000.000 | | 156.000.000 | |
| 131 | Article SUBVENTION D'EQUIPEMENT | | | 634.870.607 | | 634.870.607 | | 634.870.607 | |
| 13911 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT - ETAT | 18.900.000 | 1.050.000 | 19.950.000 | | | | 19.950.000 | |
| 13913 | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT - FONDS POUR LA RECONVERSION ECONOMIQUE | 23.318.472 | 3.151.412 | 26.469.884 | | | | 26.469.884 | |
| 13914 | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT - FONDS POUR LA RECONVERSION ECONOMIQUE 2002 | 104.000.000 | 7.706.811 | 111.706.811 | | | | 111.706.811 | |
| 139 | Article SUBVENTION D'INVESTISSEMENT - COMPTE DE RESULTAT | 146.218.472 | 11.908.223 | 158.126.695 | | | | 158.126.695 | |
| 13 | Chapitr SUBVENTION D'INVESTISSEMENT | 146.218.472 | 11.908.223 | 158.126.695 | 634.870.607 | 634.870.607 | | 476.743.912 | |
| 1511 | PROVISIONS POUR LITIGES | | 50.000.000 | 50.000.000 | | 50.000.000 | | 50.000.000 | |
| 151 | Article PROVISIONS POUR RISQUES | | 50.000.000 | 50.000.000 | | 50.000.000 | | 50.000.000 | |
| 153 | PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGATIONS | | | 631.500.000 | 50.000.000 | 681.500.000 | | 681.500.000 | |
| 153 | Article PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGATIONS | | | 631.500.000 | 50.000.000 | 681.500.000 | | 681.500.000 | |
| 15 | Chapitr PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | 731.500.000 | | 681.500.000 | |
| 1641 | AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT A.F.D. | | 322.490.935 | 322.490.935 | 993.777.994 | 993.777.994 | | 671.287.059 | |
| 164 | Article EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | | 322.490.935 | 322.490.935 | 993.777.994 | 993.777.994 | | 671.287.059 | |
| 1651 | DEPOTS | | 397.500 | 397.500 | 33.000 | 1.305.000 | 1.338.000 | 940.500 | |
| 1655 | CAUTIONNEMENTS | | 1.970.311 | 1.970.311 | 24.414.180 | 2.068.146 | 26.482.326 | 24.512.015 | |
| 165 | Article DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS | | 2.367.811 | 2.367.811 | 24.447.180 | 3.373.146 | 27.820.326 | 25.452.515 | |
| 1688 | INTERETS COURUS NON ECHUS | | 6.389.428 | 6.389.428 | 6.389.428 | 4.183.174 | 10.572.602 | 4.183.174 | |
| 168 | Article AUTRES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | | 6.389.428 | 6.389.428 | 6.389.428 | 4.183.174 | 10.572.602 | 4.183.174 | |
| 16 | Chapitr EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | | 331.248.174 | 331.248.174 | 1.024.614.602 | 7.556.320 | 1.032.170.922 | 700.922.748 | |
| 1 | Classe COMPTES DE CAPITAUX | | 1.906.627.999 | 1.906.627.999 | 22.239.176.317 | 1.508.239.361 | 13.742.910.178 | 22.239.176.317 | |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 2

Date 26/04/2012

Gestion 2011

| Cpte | Libellé | Débit | | CREDIT | | Total | Solde | Solde créditeur |
|-------|--|----------------|-------------|----------------|------------|------------|----------------|-----------------|
| | | Mouvement | Total | Mouvement | Total | | | |
| 203 | FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT | 77.679.688 | | 77.679.688 | | | 77.679.688 | |
| 203 | Article FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT | 77.679.688 | | 77.679.688 | | | 77.679.688 | |
| 205 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 36.403.635 | 4.892.206 | 41.295.841 | 17.399.067 | 17.399.067 | 23.896.774 | |
| 205 | Article CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 36.403.635 | 4.892.206 | 41.295.841 | 17.399.067 | 17.399.067 | 23.896.774 | |
| 20 | Chapitre IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 114.083.323 | 4.892.206 | 118.975.529 | 17.399.067 | 17.399.067 | 101.576.462 | |
| 21117 | ACQUIS | 678.397.117 | 151.891.630 | 830.288.747 | | | 830.288.747 | |
| 21151 | ENSEMBLES IMMOBILIERS INDUSTRIELS | 425.689.257 | | 425.689.257 | | | 425.689.257 | |
| 21157 | AUTRES ENSEMBLES IMMOBILIERS | 558.226.565 | | 558.226.565 | | | 558.226.565 | |
| 211 | Article TERRAINS | 1.662.312.939 | 151.891.630 | 1.814.204.569 | | | 1.814.204.569 | |
| 21311 | ENSEMBLES IMMOBILIERS INDUSTRIELS | 2.103.013.415 | | 2.103.013.415 | | | 2.103.013.415 | |
| 21315 | ENSEMBLES IMMOBILIERS ADMINISTRATIFS - COMMERCIAUX | 926.342.127 | | 926.342.127 | | | 926.342.127 | |
| 21351 | BALISAGE, FEUX DE SIGNALISATION, ECLAIRAGE | 227.452.754 | | 227.452.754 | | | 227.452.754 | |
| 21352 | AGENCEMENT DIVERS CENTRES D'ACCUEILS | 3.603.875 | | 3.603.875 | | | 3.603.875 | |
| 21353 | AMENAGEMENT BATIMENTS ET HANGARS | 803.511.556 | 61.988.687 | 865.500.243 | | | 865.500.243 | |
| 21354 | MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES PORT | 78.720.854 | | 78.720.854 | | | 78.720.854 | |
| 21355 | MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES | 15.906.188 | | 15.906.188 | | | 15.906.188 | |
| 21356 | TRAVAUX DIVERS D'AMELIORATION | 170.771.406 | | 170.771.406 | | | 170.771.406 | |
| 21357 | MISE AUX NORMES PROTECT. CONTRE INCENDIE IMMEUBLES | 9.925.314 | | 9.925.314 | | | 9.925.314 | |
| 21358 | AUTRES INSTALLATIONS , AMENAGEMENTS, ETC... | 573.519.152 | 29.474.309 | 602.993.461 | 5.115.563 | 5.115.563 | 597.877.898 | |
| 21359 | TRAVAUX D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE | 370.645.564 | | 370.645.564 | | | 370.645.564 | |
| 21381 | VOIRIES - TERRE-PLEINS | 4.696.080.086 | 73.089.957 | 4.769.170.043 | | | 4.769.170.043 | |
| 21382 | INFRASTRUCTURE CALE DE HALAGE | 785.454.664 | | 785.454.664 | | | 785.454.664 | |
| 21383 | QUAIS - OUVRAGES D'ACCOSTAGE | 11.169.307.120 | 371.747.859 | 11.541.054.979 | | | 11.541.054.979 | |
| 21384 | DIGUES | 754.362.383 | | 754.362.383 | | | 754.362.383 | |
| 21385 | REMBLAIS | 663.427.279 | 85.007.814 | 748.435.093 | | | 748.435.093 | |
| 21386 | INFRASTRUCTURE CENTRES NAUTIQUES/AMENAGT ACCOSTAGE | 413.275.266 | | 413.275.266 | | | 413.275.266 | |
| 21387 | REFECTIONS PARTIELLES D'OUVRAGES - INFRASTRUCTURES | 263.299.265 | | 263.299.265 | | | 263.299.265 | |
| 213 | Article CONSTRUCTIONS | 24.028.618.268 | 621.308.626 | 24.649.926.894 | 5.115.563 | 5.115.563 | 24.644.811.331 | |
| 21531 | SUR SOL PROPRE - INSTALLATIONS ELECTRIQUES | 262.577.254 | 32.382.450 | 294.959.704 | | | 294.959.704 | |
| 21532 | SUR SOL PROPRE - INSTALLATIONS TELEPHONIQUES | 34.965.786 | | 34.965.786 | | | 34.965.786 | |
| 21533 | SUR SOL PROPRE - AUTRES INSTALLATIONS | 193.923.506 | 41.610.370 | 235.533.876 | | | 235.533.876 | |
| 21541 | MATERIEL DE SECURITE ET DE LUTTE ANTI-POLLUTION | 50.681.716 | | 50.681.716 | | | 50.681.716 | |
| 21542 | AUTRES MATERIELS INDUSTRIELS | 7.186.344 | | 7.186.344 | | | 7.186.344 | |
| 2155 | OUTILLAGES INDUSTRIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS | 117.334.726 | 1.528.038 | 118.862.764 | | | 118.862.764 | |
| 21571 | EQUIPEMENT ELECT. - TELEPH. - CLIM. - TRANSMISSION | 190.702.087 | 3.635.477 | 194.337.564 | 510.436 | 510.436 | 193.827.128 | |
| 21572 | EQUIPEMENT DES QUAIS ET ACCESSOIRES DE MOUILLAGES, PONTONS | 1.396.908.734 | 12.742.105 | 1,399.650.839 | | | 1,399.650.839 | |
| 21573 | EQUIPEMENT MATERIEL NAVAL | 44.684.427 | | 44.684.427 | | | 44.684.427 | |
| 215 | Article INSTALLATIONS TECHNIQUES - MATERIELS, OUTILLAGES INDUSTRIELS | 2.288.964.580 | 91.898.440 | 2,380.863.020 | 510.436 | 510.436 | 2,380.352.584 | |
| 21821 | GROS MATERIEL DE TRANSPORT NAVAL | 758.639.067 | | 758.639.067 | | | 758.639.067 | |
| 21822 | MATERIEL DE TRANSPORT TERRESTRE | 121.718.412 | | 121.718.412 | 22.763.172 | 22.763.172 | 98.955.240 | |

5326

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 3

Date 26/04/2012

Gestion 2011

| Cpte | Titre | DEBIT | | CREDIT | | BILAN SOLDES | |
|-------------|--|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
| | | Montant | Mouvement | Montant | Mouvement | Saldo | debutaire |
| 21823 | AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT TERRESTRE | 18.247.973 | | 18.247.973 | | | 18.247.973 |
| 21824 | AUTRES MATERIELS NAVALS | 43.518.135 | 6.813.564 | 50.331.699 | | | 50.331.699 |
| 21831 | MATERIEL DE BUREAU | 19.265.828 | 489.912 | 19.755.740 | | | 19.755.740 |
| 21832 | MATERIEL INFORMATIQUE | 119.195.376 | 5.452.107 | 124.647.483 | 52.093.123 | 52.093.123 | 72.554.360 |
| 2184 | MOBILIER | 42.366.966 | 60.554 | 42.427.520 | | | 42.427.520 |
| 218 Article | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1.122.951.757 | 12.816.137 | 1.135.767.894 | 74.856.295 | 74.856.295 | 1.060.911.599 |
| 21 | Chapitr IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 29.102.847.544 | 877.914.833 | 29.980.762.377 | 80.482.294 | 80.482.294 | 29.900.280.083 |
| 23131 | BATIMENTS | 301.726.239 | 4.770.721 | 306.496.960 | | | 306.496.960 |
| 23138 | OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE | 1.078.428.736 | 528.977.325 | 1.607.406.061 | 634.089.858 | 634.089.858 | 973.316.203 |
| 23153 | INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE | 2.283.120 | | 2.283.120 | | | 2.283.120 |
| 231 Article | IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS | 1.382.438.095 | 533.748.046 | 1.916.186.141 | 634.089.858 | 634.089.858 | 1.282.096.283 |
| 232 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS | 604.604 | 4.057.680 | 4.662.284 | | | 4.662.284 |
| 232 Article | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS | 604.604 | 4.057.680 | 4.662.284 | | | 4.662.284 |
| 23 | Chapitr IMMOBILISATIONS EN COURS | 1.383.042.699 | 537.805.726 | 1.920.848.425 | 634.089.858 | 634.089.858 | 1.286.758.567 |
| 2611 | ACTIONS | 5.460.000 | | 5.460.000 | | | 5.460.000 |
| 2618 | AUTRES TITRES | 1.000.000 | | 1.000.000 | | | 1.000.000 |
| 26181 | PARTICIPATION AU SEIN DE LA PAI | | 199.000 | 199.000 | 8.000 | 8.000 | 191.000 |
| 261 Article | TITRES DE PARTICIPATIONS | 6.460.000 | 199.000 | 6.659.000 | 8.000 | 8.000 | 6.651.000 |
| 26 | Chapitr PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES | 6.460.000 | 199.000 | 6.659.000 | 8.000 | 8.000 | 6.651.000 |
| 2803 | FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT | | | | 70.184.399 | 1.499.057 | 71.683.456 |
| 2805 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES LOGICIELS.. | | 17.399.067 | 17.399.067 | 31.340.542 | 2.219.052 | 33.559.594 |
| 280 Article | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 17.399.067 | 17.399.067 | 101.524.941 | 3.718.109 | 105.243.050 |
| 28131 | AMORTISSEMENTS BATIMENTS | | | | 1.323.753.420 | 91.834.850 | 1.415.588.280 |
| 28135 | AMORTISSEMENTS INTAL. GENE. AGENCE. AMENA. CONSTR. | | | | 1.197.057.826 | 103.072.207 | 1.300.130.033 |
| 28138 | AMORTISSEMENTS DES OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE | | | | 5.108.932.004 | 373.178.147 | 5.482.110.151 |
| 28153 | AMORTISSEMENTS INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQ. | | | | 429.324.833 | 38.280.214 | 467.605.047 |
| 28154 | AMORTISSEMENTS MATERIEL INDUSTRIEL | | | | 54.717.112 | 892.167 | 55.609.279 |
| 28155 | AMORTISSEMENTS OUTILLAGES INDUSTRIELS | | | | 74.093.137 | 9.966.642 | 84.059.779 |
| 28157 | AMORTISSEMENTS AGENCE. AMENAGE. MAT. OUTIL. INDUST | | | | 1.223.312.791 | 177.229.084 | 1.400.541.875 |
| 28182 | AMORTISSEMENTS MATERIEL DE TRANSPORT | | 22.763.172 | 22.763.172 | 643.674.529 | 51.085.187 | 694.759.716 |
| 28183 | AMORTISSEMENTS MATERIEL BUREAU ET INFORMATIQUE | | 52.093.123 | 52.093.123 | 116.880.571 | 9.419.638 | 126.300.209 |
| 28184 | AMORTISSEMENTS MOBILIER | | | | 33.867.189 | 2.196.495 | 36.063.684 |
| 281 Article | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 74.856.295 | 74.856.295 | 10.205.613.422 | 857.154.631 | 11.062.768.053 |
| 28 | Chapitr AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | | 92.255.362 | 92.255.362 | 10.307.138.363 | 860.872.740 | 11.168.011.103 |
| 2961 | PROVISIONS POUR DEPRECIATION TITRES PARTICIPATION | | | | 50.000 | | 50.000 |
| 296 Article | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS | | | | 50.000 | | 50.000 |
| 29 | Chapitr DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS | | | | 50,000 | | 50,000 |
| 2 | Classe COMPTES D'IMMOBILISATION | 30.606.433.566 | 1.513.087.127 | 32.119.520.693 | 10.307.138.363 | 1.592.851.959 | 11.900.010.922 |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 4

Date 26/04/2012

Gestion 2011

| Cpte | Intitule | Bilan | | | Mouvement | | | Solde | |
|-------------|--|-------------|---------------|---------------|-------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|
| | | bilan | Mouvement | TOTAL | bilan | Mouvement | bilan | solde débiteur | solde créditeur |
| 4011 | FOURNISSEURS - ACHATS DE BIENS OU DE PRESTATIONS DE SERVICES | | 625.204.055 | 625.204.055 | 140.879.981 | 530.118.581 | 670.998.562 | | 45.794.507 |
| 4016 | GARANTIES CONSTITUEES PAR LES TITULAIRES DE MARCHE | | | | 4.473.860 | | 4.473.860 | | 4.473.860 |
| 401 Article | FOURNISSEURS | | 625.204.055 | 625.204.055 | 145.353.841 | 530.118.581 | 675.472.422 | | 50.268.367 |
| 4041 | FOURNISSEURS - ACHATS D'IMMOBILISATIONS | | 935.552.730 | 935.552.730 | 36.313.717 | 906.920.625 | 943.234.343 | | 7.681.613 |
| 4047 | FOURNISSEURS D'IMMOBILISATIONS - RETENUES DE GARANTIE ET OPPOSITIONS | | 1.852.422 | 1.852.422 | 4.308.543 | 4.030.720 | 8.339.263 | | 6.486.841 |
| 404 Article | FOURNISSEURS D'IMMOBILISATION | | 937.405.152 | 937.405.152 | 40.622.260 | 910.951.346 | 951.573.606 | | 14.168.454 |
| 4081 | FOURNISSEURS | | 10.694.566 | 10.694.566 | 17.053.918 | 12.185.189 | 29.239.107 | | 18.544.541 |
| 408 Article | FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES | | 10.694.566 | 10.694.566 | 17.053.918 | 12.185.189 | 29.239.107 | | 18.544.541 |
| 40 | Chapitre FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | | 1.573.303.773 | 1.573.303.773 | 203.030.019 | 1.453.255.116 | 1.656.285.135 | | 82.981.362 |
| 4111 | CLIENTS | 910.590.984 | 2.020.583.398 | 2.931.174.382 | | 1.790.904.758 | 1.790.904.758 | 1.140.269.624 | |
| 411 Article | CLIENTS | 910.590.984 | 2.020.583.398 | 2.931.174.382 | | 1.790.904.758 | 1.790.904.758 | 1.140.269.624 | |
| 416 | CLIENTS DOUTEUX OU LITIGIEUX | 30.043.316 | | 30.043.316 | | 14.844.966 | 14.844.966 | 15.198.350 | |
| 416 Article | CLIENTS DOUTEUX OU LITIGIEUX | 30.043.316 | | 30.043.316 | | 14.844.966 | 14.844.966 | 15.198.350 | |
| 41 | Chapitre CLIENTS ET COMPTES RATTACHES | 940.634.300 | 2.020.583.398 | 2.961.217.698 | | 1.805.749.724 | 1.805.749.724 | 1.155.467.974 | |
| 421 | PERSONNEL - REMUNERATIONS DUES | | 734.961.531 | 734.961.531 | 5.845.127 | 738.208.120 | 744.053.247 | | 9.091.716 |
| 421 Article | PERSONNEL - REMUNERATIONS DUES | | 734.961.531 | 734.961.531 | 5.845.127 | 738.208.120 | 744.053.247 | | 9.091.716 |
| 4222 | COMITE D'ENTREPRISE | | 7.555.369 | 7.555.369 | | 7.555.369 | 7,555.369 | | |
| 422 Article | COMITES D'ENTREPRISE ET D'ETABLISSEMENT - OEUVRES SOCIALES | | 7.555.369 | 7,555.369 | | 7,555.369 | 7,555.369 | | |
| 425 | PERSONNEL - AVANCES ET ACOMPTES | | 1.691.606 | 1,691.606 | | 1,691.606 | 1,691.606 | | |
| 425 Article | PERSONNEL - AVANCES ET ACOMPTES | | 1,691.606 | 1,691.606 | | 1,691.606 | 1,691.606 | | |
| 427 | PERSONNEL - OPPOSITIONS | | 2.730.002 | 2,730.002 | | 2,730.002 | 2,730.002 | | |
| 427 Article | PERSONNEL - OPPOSITIONS | | 2,730.002 | 2,730.002 | | 2,730.002 | 2,730.002 | | |
| 4295 | DEBETS EMIS PAR JUGEMENT OU ARRET DU JUGE DES COMPTES | 24.915.883 | | 24.915.883 | | 1.578.286 | 1,578.286 | 23.337.597 | |
| 429 Article | DEFICITS ET DEBETS DES COMPTABLES ET REGISSEURS | 24.915.883 | | 24.915.883 | | 1,578.286 | 1,578.286 | 23.337.597 | |
| 42 | Chapitre PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES | 24.915.883 | 746.938.508 | 771.854.391 | 5.845.127 | 751.763.383 | 757.608.510 | 14.145.881 | |
| 431 | C.P.S. | | 218.102.553 | 218.102.553 | 40.682.372 | 235.863.354 | 276.545.726 | | 58.443.173 |
| 431 Article | C.P.S. | | 218.102.553 | 218.102.553 | 40.682.372 | 235.863.354 | 276.545.726 | | 58.443.173 |
| 4372 | C.S.T. | | 21.022.660 | 21.022.660 | 3.089.117 | 21.141.464 | 24.230.581 | | 3.207.921 |
| 4373 | PENSION CIVILE | | 2.384.382 | 2,384.382 | | 2.673.983 | 2,673.983 | | 289.601 |
| 4374 | MEDECINE DU TRAVAIL | | 73.503 | 73.503 | 32.400 | 41.103 | 73.503 | | |
| 4375 | URSAFF | | 481.507 | 481.507 | | 539.980 | 539.980 | | 58.473 |
| 437 Article | AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | | 23.962.052 | 23.962.052 | 3.121.517 | 24.396.530 | 27.518.047 | | 3.555.995 |
| 4386 | CHARGES A PAYER | | 28.242.990 | 28.242.990 | 13.952.990 | 25.729.567 | 39.682.557 | | 11.439.567 |
| 4387 | PRODUITS A RECEVOIR | | 438.586 | 438.586 | | | | 438.586 | |
| 438 Article | ORGANISMES SOCIAUX - CHARGES A PAYER & PRODUITS A RECEVOIR | | 28.681.576 | 28.681.576 | 13.952.990 | 25.729.567 | 39.682.557 | | 11.000.981 |

5328

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANCAISE

6 Septembre 2012

Gestion 2011

| Cpte | Intitule | CREDIT | | DEBIT | | Solde | Solde | |
|-------|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | | Mouvement | Total | Mouvement | Total | | | |
| 43 | Chapitr C.P.S. ET AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | | 270.746.181 | 270.746.181 | 57.756.879 | 285.989.451 | 343.746.330 | 73.000.149 |
| 4428 | AUTRES TAXES RECOUVRABLES SUR DES TIERS | | 101.134 | 101.134 | | 101.134 | 101.134 | |
| 44281 | TAXE CROISIERE | | 20.848.560 | 20.848.560 | | 36.380.260 | 36.380.260 | 15.531.700 |
| 44282 | RETENUE A LA SOURCE SUR LE REVENU DES NON RESIDENTS | | 214.913 | 214.913 | | 262.646 | 262.646 | 47.733 |
| 442 | Article IMPOTS ET TAXES RECOUVRABLES SUR DES TIERS | | 21.164.607 | 21.164.607 | | 36.744.040 | 36.744.040 | 15.579.433 |
| 444 | IMPOTS SUR LES BENEFICES | | 1.600.000 | 1.600.000 | | 4.000.000 | 4.000.000 | 2.400.000 |
| 444 | Article IMPOTS SUR LES BENEFICES | | 1.600.000 | 1.600.000 | | 4.000.000 | 4.000.000 | 2.400.000 |
| 44551 | T.V.A A DECAISSER | | 25.086.963 | 25.086.963 | | 25.086.963 | 25.086.963 | |
| 44562 | T.V.A SUR IMMOBILISATIONS | | 25.449.561 | 25.449.561 | | 25.449.561 | 25.449.561 | |
| 44566 | T.V.A SUR AUTRES BIENS ET SERVICES | 3.241.804 | 33.552.001 | 36.793.805 | | 34.075.358 | 34.075.358 | 2.718.447 |
| 44567 | CREDIT DE T.V.A A REPORTER | | 22.301.460 | 22.301.460 | | 22.301.460 | 22.301.460 | |
| 44571 | T.V.A COLLECTEE | | 68.238.735 | 68.238.735 | 2.299.265 | 69.504.807 | 71.804.072 | 3.565.337 |
| 4458 | TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES A REGULARISER OU EN ATTENTE | | 1 | 1 | 1 | | 1 | |
| 44583 | REMBOURSEMENT DE TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES DEMANDE | 39.767.889 | 16.505.138 | 56.273.027 | | 41.975.997 | 41.975.997 | 14.297.030 |
| 44586 | TVA SUR FACTURES NON PARVENUES | 1.302.340 | 877.680 | 2.180.020 | | 321.090 | 321.090 | 1.858.930 |
| 44588 | TVA COLLECTEE DECLAREE A DEDUIRE | 84.042 | 198.783 | 282.825 | | 138.580 | 138.580 | 144.245 |
| 44589 | TVA S/BIENS & SCES ET IMMOBILISATIONS DEDUITE ET A REGULARISER | | 18.849 | 18.849 | 749 | 18.100 | 18.849 | |
| 445 | Article ETAT - TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES | 44.396.075 | 192.229.171 | 236.625.246 | 2.300.015 | 218.871.916 | 221.171.931 | 15.453.315 |
| 4478 | IMPOTS DIVERS | | 17.467.602 | 17.467.602 | 794.468 | 15.270.838 | 16.065.306 | 1.402.296 |
| 447 | Article AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | | 17.467.602 | 17.467.602 | 794.468 | 15.270.838 | 16.065.306 | 1.402.296 |
| 4486 | CHARGES A PAYER | | 2.400.000 | 2.400.000 | 2.400.000 | 1.837 | 2.401.837 | 1.837 |
| 448 | Article CHARGES A PAYER & PRODUITS A RECEVOIR | | 2.400.000 | 2.400.000 | 2.400.000 | 1.837 | 2.401.837 | 1.837 |
| 44 | Chapitr ETAT ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES | 44.396.075 | 234.861.380 | 279.257.455 | 5.494.483 | 274.888.631 | 280.383.114 | 1.125.659 |
| 45811 | OPERATIONS CONSTRUCTION GARE MARITIME - DEBITEUR | 1.281.053.915 | 828.870.512 | 2.109.924.427 | | 3.981.261 | 3.981.261 | 2.105.943.166 |
| 45821 | OPERATION CONSTRUCTION GARE MARITIME - CREDITEUR - | | 600.000.000 | 600.000.000 | 1.281.053.915 | 1.424.889.251 | 2.705.943.166 | 2.105.943.166 |
| 458 | Article OPERATIONS FAITES EN COMMUN ET EN GIE | 1.281.053.915 | 1.428.870.512 | 2.709.924.427 | 1.281.053.915 | 1.428.870.512 | 2.709.924.427 | |
| 45 | Chapitr GROUPES ET ASSOCIES | 1.281.053.915 | 1.428.870.512 | 2.709.924.427 | 1.281.053.915 | 1.428.870.512 | 2.709.924.427 | |
| 462 | CREANCES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | 29.244.300 | 29.793.465 | 59.037.765 | | 30.379.890 | 30.379.890 | 28.657.875 |
| 462 | Article CREANCES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | 29.244.300 | 29.793.465 | 59.037.765 | | 30.379.890 | 30.379.890 | 28.657.875 |
| 463 | AUTRES COMPTES DEBITEURS - RECETTES A RECOUVRER | 2.060.191 | 1.559.453 | 3.619.644 | | 1.698.300 | 1.698.300 | 1.921.344 |
| 463 | Article AUTRES COMPTES DEBITEURS - RECETTES A RECOUVRER | 2.060.191 | 1.559.453 | 3.619.644 | | 1.698.300 | 1.698.300 | 1.921.344 |
| 4664 | EXCEDENTS DE VERSEMENT A REMBOURSER | | 9.260.777 | 9.260.777 | 3.476.779 | 7.440.845 | 10.917.624 | 1.656.847 |
| 466 | Article AUTRES COMPTES CREDITEURS - DEPENSES A PAYER | | 9.260.777 | 9.260.777 | 3.476.779 | 7.440.845 | 10.917.624 | 1.656.847 |
| 46711 | A.F.D. REMBOURSEMENT CAPITAL | | 322.490.935 | 322.490.935 | | 322.490.935 | 322.490.935 | |
| 46712 | A.F.D. REMBOURSEMENT INTERETS | | 28.423.887 | 28.423.887 | | 28.423.887 | 28.423.887 | |
| 46721 | AUTRES COMPTES DEBITEURS | 1.281.053.915 | 1.747.670.214 | 3.028.724.129 | | 2.137.780.963 | 2.137.780.963 | 990.943.166 |
| 46722 | AUTRES COMPTES CREDITEURS | | 2.042.793.012 | 2.042.793.012 | 201.670.371 | 1.852.705.588 | 2.054.375.959 | 11.582.947 |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 6

Date 25/04/2012

Gestion 2011

| Cpte | Intitulé | DEBIT | | | CREDIT | | | Solde | Débit | Crediteur |
|-------|--|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|-------------|-----------|
| | | Balance | Mouvement | Total | Balance | Mouvement | Total | | | |
| 46781 | DEBITEURS DIVERS | 142.058.998 | 1.475.977.747 | 1.618.036.745 | | 1.461.132.982 | 1.461.132.982 | 1.6.908.763 | | |
| 46782 | CREDITEURS DIVERS | | 259.804.368 | 259.804.368 | 2.750.004 | 316.434.183 | 319.184.187 | | 59.379.819 | |
| 467 | Article AUTRES COMPTES DEBITEURS OU CREDITEURS | 1.423.112.913 | 5.877.160.163 | 7.300.273.076 | 204.420.375 | 6.118.958.538 | 6.323.388.913 | 976.884.163 | | |
| 4686 | CHARGES A PAYER | | 4.478.826 | 4.478.826 | 295.652 | 4.388.585 | 4.684.237 | | 205.411 | |
| 468 | Article DIVERS CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR | | 4.478.826 | 4.478.826 | 295.652 | 4.388.585 | 4.684.237 | | 205.411 | |
| 46 | Chapitre DEBITEURS DIVERS ET CREDITEURS DIVERS | 1.454.417.404 | 5.922.252.684 | 7.376.670.088 | 206.192.806 | 6.162.876.158 | 6.371.068.964 | 1.005.602.124 | | |
| 47151 | RECETTES DU REGISSEUR DE VAIETE | | 21.717.079 | 21.717.079 | | 21.717.079 | 21.717.079 | | | |
| 47152 | RECETTES DU REGISSEUR DE LA MARINA DE VAIARE | 2.634.402 | 32.471.993 | 35.106.395 | | 34.589.876 | 34.589.876 | 516.519 | | |
| 47181 | RECETTES A CLASSER - EN ATTENTE D'EMISSION O.R. | | 1.082.071.678 | 1.082.071.678 | 271.912 | 1.082.433.305 | 1.082.705.217 | | 633.539 | |
| 47182 | RECETTES A CLASSER - FRAIS DE POURSUITE | | 1.109.009 | 1.109.009 | 3.678 | 1.105.331 | 1.109.009 | | | |
| 471 | Article RECETTES A CLASSER | 2.634.402 | 1.137.369.759 | 1.140.004.161 | 275.590 | 1.139.845.591 | 1.140.121.181 | | 117.020 | |
| 4721 | DEPENSES PAYEES AVANT ORDONNANCEMENT | | 1.040.904 | 1.040.904 | | 1.040.904 | 1,040.904 | | | |
| 4728 | AUTRES DEPENSES A REGULARISER | 8.354 | | 8.354 | | | | 8.354 | | |
| 472 | Article DEPENSES A CLASSER ET A REGULARISER | 8.354 | 1,040.904 | 1,049.258 | | 1,040.904 | 1,040.904 | 8.354 | | |
| 47 | Chapitre COMPTES TRANSITOIRES OU D'ATTENTE | 2.642.756 | 1.138.410.663 | 1.141.053.419 | 275.590 | 1.140.886.495 | 1.141.162.085 | | 108.666 | |
| 491 | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES CLIENTS | | | | 16.034.140 | | 16.034.140 | | 16.034.140 | |
| 491 | Article PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES CLIENTS | | | | 16.034.140 | | 16.034.140 | | 16.034.140 | |
| 49 | Chapitre PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS | | | | 16.034.140 | | 16.034.140 | | 16.034.140 | |
| 4 | Classe COMPTES DE TIERS | 1.748.060.333 | 13.338.967.099 | 15.087.027.432 | 1.771.822.359 | 13.304.179.470 | 15.058.201.829 | 2.300.5095 | 103.333.775 | |

5330

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANCAISE

6 Septembre 2012

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 7

Date 26/04/2012

Gestion 2011

| Cpte | Libellé | Débit | | | Crédit | | |
|-------|---|---------------|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------|
| | | Financ. Cptes | Mouvements | Total | Financ. Cptes | Mouvements | Total |
| 5112 | CHEQUES A ENCAISSER | 2.282.018 | 1.038.968.415 | 1.041.250.433 | 1.040.048.213 | 1.040.048.213 | 1.202.220 |
| 511 | Article VALEUR A L'ENCAISSEMENT | 2.282.018 | 1.038.968.415 | 1.041.250.433 | 1.040.048.213 | 1.040.048.213 | 1.202.220 |
| 51511 | COMPTE AU TRESOR DU SIEGE | 89.595.204 | 4.917.402.641 | 5.006.997.845 | 4.940.743.481 | 4.940.743.481 | 66.254.364 |
| 5159 | MANDATS A PAYER | | 3.730.387.292 | 3.730.387.292 | 18.866.889 | 3.711.520.403 | 3.730.387.292 |
| 515 | Article CAISSE DU TRESOR ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS | 89.595.204 | 8.647.789.933 | 8.737.385.137 | 18.866.889 | 8.652.263.884 | 66.254.364 |
| 519 | CONCOURS BANCAIRES COURANTS | | 350.000.000 | 350.000.000 | 250.000.000 | 100.000.000 | 350.000.000 |
| 519 | Article CONCOURS BANCAIRES COURANTS | | 350.000.000 | 350.000.000 | 250.000.000 | 100.000.000 | 350.000.000 |
| 51 | Chapitr BANQUES, ETABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSIMILES | 91.877.222 | 10.036.758.348 | 10.128.635.570 | 268.866.889 | 9.792.312.097 | 10.061.178.986 |
| 531 | CAISSE | 319.435 | 13.272.187 | 13.591.622 | 12.909.673 | 12.909.673 | 681.949 |
| 531 | Article CAISSE | 319.435 | 13.272.187 | 13.591.622 | 12.909.673 | 12.909.673 | 681.949 |
| 53 | Chapitr CAISSE | 319.435 | 13.272.187 | 13.591.622 | 12.909.673 | 12.909.673 | 681.949 |
| 548 | CAISSE AVANCES POUR MENUES DEPENSES | | 829.353 | 829.353 | 829.353 | 829.353 | |
| 548 | Article CAISSE AVANCES POUR MENUES DEPENSES | | 829.353 | 829.353 | 829.353 | 829.353 | |
| 54 | Chapitr REGIE D'AVANCES ET ACCREDITIFS | | 829.353 | 829.353 | 829.353 | 829.353 | |
| 5 | Classe COMPTES FINANCIERS | 92.196.657 | 10.050.059.888 | 10.143.058.245 | 288.866.889 | 9.806.051.121 | 10.074.918.011 |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 8

Date 26/04/2012

Gestion 2011

| Cpte | Intitulé | Débit | | Crédit | | Solde | Scds Créateur |
|-------------|---|-------------|-------------|---------------|---------------|-------------|---------------|
| | | Mois | Total | Mois | Total | | |
| 6 | COMPTES DE CHARGE | | | 2.689.899.212 | 2.689.899.212 | | 2.689.899.212 |
| 6 Article | COMPTES DE CHARGE | | | 2.689.899.212 | 2.689.899.212 | | 2.689.899.212 |
| 6 Chapitre | COMPTES DE CHARGE | | | 2.689.899.212 | 2.689.899.212 | | 2.689.899.212 |
| 60611 | EAU | 22.876.873 | 22.876.873 | | | 22.876.873 | |
| 60612 | CARBURANTS - LUBRIFIANTS MATERIEL ROULANT | 4.470.120 | 4.470.120 | | | 4.470.120 | |
| 60613 | CARBURANTS - LUBRIFIANTS MATERIEL NAVAL | 4.583.238 | 4.583.238 | | | 4.583.238 | |
| 60614 | ELECTRICITE | 88.552.980 | 88.552.980 | | | 88.552.980 | |
| 60616 | EAU USEES | 4.089.809 | 4.089.809 | | | 4.089.809 | |
| 60631 | MOBILIER - MATERIEL DE BUREAU | 49.802 | 49.802 | | | 49.802 | |
| 60632 | PETIT MATERIEL ET OUTILLAGE | 4.192.400 | 4.192.400 | | | 4.192.400 | |
| 60633 | FOURNITURES D'ENTRETIEN DES BIENS D'IMMOBILISATIONS | 25.980.427 | 25.980.427 | 29.172 | 29.172 | 25.951.255 | |
| 6064 | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | 3.171.371 | 3.171.371 | | | 3.171.371 | |
| 6065 | LINGE - VETEMENTS DE TRAVAIL | 568.684 | 568.684 | | | 568.684 | |
| 6068 | AUTRES MATIERES ET FOURNITURES | 1.946.375 | 1.946.375 | | | 1.946.375 | |
| 606 Article | ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET FOURNITURES | 160.482.079 | 160.482.079 | 29.172 | 29.172 | 160.452.907 | |
| 60 Chapitre | ACHATS | 160.482.079 | 160.482.079 | 29.172 | 29.172 | 160.452.907 | |
| 6122 | CREDIT BAIL MOBILIER | 4.906.248 | 4.906.248 | | | 4.906.248 | |
| 612 Article | REDEVANCES DE CREDIT BAIL | 4.906.248 | 4.906.248 | | | 4.906.248 | |
| 6132 | LOCATIONS IMMOBILIERES | 1.581.600 | 1.581.600 | | | 1.581.600 | |
| 6135 | LOCATIONS MOBILIERES | 834.733 | 834.733 | | | 834.733 | |
| 613 Article | LOCATIONS | 2.416.333 | 2.416.333 | | | 2.416.333 | |
| 6152 | SUR BIENS IMMOBILIERS | 107.368.925 | 107.368.925 | | | 107.368.925 | |
| 6155 | SUR BIENS MOBILIERS | 25.919.732 | 25.919.732 | 363.600 | 363.600 | 25.556.132 | |
| 615 Article | TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE REPARATIONS | 133.288.657 | 133.288.657 | 363.600 | 363.600 | 132.925.057 | |
| 6161 | MULTIRISQUES - A.R.C. | 7.071.829 | 7.071.829 | 533.246 | 533.246 | 6.538.583 | |
| 61641 | ASSURANCE INCENDIE | 8.747.001 | 8.747.001 | | | 8.747.001 | |
| 61643 | ASSURANCE MATERIEL NAVAL | 8.190.405 | 8.190.405 | | | 8.190.405 | |
| 61644 | ASSURANCE MATERIEL ROULANT | 2.679.392 | 2.679.392 | | | 2.679.392 | |
| 616 Article | PRIMES D'ASSURANCE | 26.680.627 | 26.680.627 | 533.246 | 533.246 | 26.147.381 | |
| 617 | ETUDES ET RECHERCHES | 6.928.869 | 6.928.869 | | | 6.928.869 | |
| 617 Article | ETUDES ET RECHERCHES | 6.928.869 | 6.928.869 | | | 6.928.869 | |
| 6181 | DOCUMENTATION GENERALE | 423.815 | 423.815 | | | 423.815 | |
| 6183 | DOCUMENTATION TECHNIQUE | 229.772 | 229.772 | | | 229.772 | |
| 618 Article | DIVERS | 653.587 | 653.587 | | | 653.587 | |
| 61 Chapitre | SERVICES EXTERIEURS | 174.882.321 | 174.882.321 | 896.846 | 896.846 | 173.985.475 | |
| 6212 | PERSONNEL EN REGIE ET PRESTATIONS EXTERIEURES | 85.199.102 | 85.199.102 | 597.950 | 597.950 | 84.601.152 | |
| 621 Article | PERSONNEL EXTERIEUR A L'ENTREPRISE | 85.199.102 | 85.199.102 | 597.950 | 597.950 | 84.601.152 | |

5332

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 9

Date 26/04/2012

Gestion 2011

| Cpte | Intitule | DBS | | CREDITS | | Total | Solde Debit | Solde Credit |
|-------|--|--------------|-------------|--------------|-----------|---------|-------------|--------------|
| | | Bilan Entree | Mouvement | Bilan Entree | Mouvement | | | |
| 6226 | HONORAIRES | | 6.316.779 | 6.316.779 | | | 6.316.779 | |
| 6227 | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX | | 342.349 | 342.349 | | | 342.349 | |
| 6228 | DIVERS | | 433.318 | 433.318 | | | 433.318 | |
| 622 | Article REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES | | 7.092.446 | 7.092.446 | | | 7.092.446 | |
| 6231 | ANNONCES ET INSERTIONS | | 1.048.005 | 1.048.005 | | | 1.048.005 | |
| 6234 | CADEAUX A LA CLIENTELLE | | 111.080 | 111.080 | | | 111.080 | |
| 6237 | PUBLICATIONS | | 1.298.200 | 1.298.200 | | | 1.298.200 | |
| 6238 | DIVERS | | 909.090 | 909.090 | | | 909.090 | |
| 623 | Article PUBLICITES - PUBLICATIONS - RELATIONS PUBLIQUES | | 3.366.375 | 3.366.375 | | | 3.366.375 | |
| 6248 | DIVERS - TRANSPORTS DE BIENS, ETC... | | 1.006.750 | 1.006.750 | | | 1.006.750 | |
| 624 | Article TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS PERS. | | 1.006.750 | 1.006.750 | | | 1.006.750 | |
| 6251 | VOYAGES ET DEPLACEMENTS | | 988.824 | 988.824 | | | 988.824 | |
| 6256 | MISSIONS | | 238.665 | 238.665 | | | 238.665 | |
| 62571 | CONSEIL D'ADMINISTRATION | | 17.447 | 17.447 | | | 17.447 | |
| 62572 | DIRECTION | | 2.763 | 2.763 | | | 2.763 | |
| 625 | Article DEPLACEMENTS - MISSIONS - RECEPTIONS | | 1.247.699 | 1.247.699 | | | 1.247.699 | |
| 6261 | FRAIS DE POSTE | | 814.643 | 814.643 | | | 814.643 | |
| 6262 | FRAIS DE TRANSMISSION - TELEPHONE, TELEX, FAX, ETC... | | 7.241.970 | 7.241.970 | | | 7.241.970 | |
| 626 | Article FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS | | 8.056.613 | 8.056.613 | | | 8.056.613 | |
| 6278 | AUTRES FRAIS ET COMMISSIONS PRESTATIONS DE SERVICE | | 2.350 | 2.350 | | | 2.350 | |
| 627 | Article SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES | | 2.350 | 2.350 | | | 2.350 | |
| 6281 | CONCOURS DIVERS - COTISATIONS | | 1.586.277 | 1.586.277 | | | 1.586.277 | |
| 62821 | FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE | | 2.708.000 | 2.708.000 | | | 2.708.000 | |
| 628 | Article DIVERS | | 4.294.277 | 4.294.277 | | | 4.294.277 | |
| 62 | Chapitr AUTRES SERVICES EXTERIEURS | | 110.265.612 | 110.265.612 | 597.950 | 597.950 | 109.667.662 | |
| 6333 | PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE | | 3.908.801 | 3.908.801 | | | 3.908.801 | |
| 633 | Article IMPOTS - TAXES - VERSEMENTS ASSIMILES SUR REMUNERATIONS | | 3.908.801 | 3.908.801 | | | 3.908.801 | |
| 63511 | CONTRIBUTION DES PATENTES | | 6.260.250 | 6.260.250 | | | 6.260.250 | |
| 63512 | TAXE FONCIERE | | 29.127.790 | 29.127.790 | | | 29.127.790 | |
| 6354 | DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE | | 62.224 | 62.224 | | | 62.224 | |
| 635 | Article AUTRES IMPOTS - TAXES - VERSEMENTS ASSIMILES (ADM. DES | | 35.450.264 | 35.450.264 | | | 35.450.264 | |
| 63 | Chapitr IMPOTS - TAXES - VERSEMENTS ASSIMILES | | 39.359.065 | 39.359.065 | | | 39.359.065 | |
| 64111 | REMUNERATIONS DIRECTION | | 104.608.616 | 104.608.616 | | | 104.608.616 | |
| 64112 | REMUNERATIONS DIVISION EXPLOITATION | | 139.068.660 | 139.068.660 | | | 139.068.660 | |
| 64114 | REMUNERATIONS DIVISION TECHNIQUE-PROGRAMMATION | | 130.154.021 | 130.154.021 | 131.627 | 131.627 | 130.022.394 | |
| 64115 | REMUNERATIONS DIVISION NAVIGATION-POLICE PORTUAIRE | | 288.434.322 | 288.434.322 | 47.820 | 47.820 | 288.386.502 | |
| 64141 | INDEMNITES DE SUJETION | | 329.291 | 329.291 | | | 329.291 | |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuille No 10

Date 26/04/2012

Gestion 2011

| | | CREDIT | | DEBIT | | SOLDE | |
|-------------|--|---------------|---------------|--------------|---------|---------------------------|--|
| | | Mouvement | | Mouvement | | debitur / solde créditeur | |
| | | bilan ouvert | | bilan entrée | | bilan | |
| | | Mouvement | | Mouvement | | bilan | |
| 64142 | INDEMNITES DE DEPART | 77.499.110 | 77.499.110 | | | 77.499.110 | |
| 6419 | CONTRIBUTION DE SOLIDARITE TERRITORIALE - C.S.T. | 21.141.464 | 21.141.464 | | | 21.141.464 | |
| 641 Article | REMUNERATIONS DE PERSONNEL | 761.235.484 | 761.235.484 | 179.447 | 179.447 | 761.056.037 | |
| 64511 | COTISATIONS DIRECTION | 34.938.401 | 34.938.401 | 10.797 | 10.797 | 34.927.604 | |
| 64512 | COTISATIONS DIVISION EXPLOITATION | 55.336.736 | 55.336.736 | | | 55.336.736 | |
| 64514 | COTISATIONS DIVISION TECHNIQUE - PROGRAMMATION | 51.474.610 | 51.474.610 | 40.568 | 40.568 | 51.434.042 | |
| 64515 | COTISATIONS DIVISION NAVIGATION-POLICE PORTUAIRE | 78.953.021 | 78.953.021 | 15.065 | 15.065 | 78.937.956 | |
| 64581 | COTISATIONS A L'E.N.I.M. | 25.670.000 | 25.670.000 | | | 25.670.000 | |
| 64582 | PENSION CIVILE | 2.673.983 | 2.673.983 | | | 2.673.983 | |
| 64583 | URSAFF | 539.980 | 539.980 | | | 539.980 | |
| 645 Article | CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE | 249.586.731 | 249.586.731 | 66.430 | 66.430 | 249.520.301 | |
| 6472 | VERSEMENTS AU COMITE D'ENTREPRISE | 7.599.865 | 7.599.865 | | | 7.599.865 | |
| 6475 | MEDECINS DU TRAVAIL-PHARMACIE-HOSPITALISATION | 1.317.560 | 1.317.560 | | | 1.317.560 | |
| 647 Article | AUTRES CHARGES SOCIALES | 8.917.425 | 8.917.425 | | | 8.917.425 | |
| 64 Chapitre | CHARGES DE PERSONNEL | 1.019.739.640 | 1.019.739.640 | 245.877 | 245.877 | 1.019.493.763 | |
| 6511 | REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, LOGICIELS, MARQUES, PROCEDES | 6.072.310 | 6.072.310 | | | 6.072.310 | |
| 651 Article | REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, LOGICIELS | 6.072.310 | 6.072.310 | | | 6.072.310 | |
| 6544 | CREANCES DES EXERCICES ANTERIEURS | 14.844.966 | 14.844.966 | | | 14.844.966 | |
| 654 Article | PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES | 14.844.966 | 14.844.966 | | | 14.844.966 | |
| 6583 | ANNULATION DE RECETTES D'EXERCICES ANTERIEURS | 6.823.570 | 6.823.570 | | | 6.823.570 | |
| 658 Article | CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE | 6.823.570 | 6.823.570 | | | 6.823.570 | |
| 65 Chapitre | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 27.740.846 | 27.740.846 | | | 27.740.846 | |
| 66111 | A.F.D. EX CCCE | 32.607.061 | 32.607.061 | | | 32.607.061 | |
| 66114 | ETABLISSEMENTS BANCAIRES | 782.464 | 782.464 | | | 782.464 | |
| 661 Article | CHARGES D'INTERETS | 33.389.525 | 33.389.525 | | | 33.389.525 | |
| 6681 | COMMISSIONS D'ENGAGEMENT POUR EMPRUNTS | 205.411 | 205.411 | | | 205.411 | |
| 668 Article | AUTRES CHARGES FINANCIERES | 205.411 | 205.411 | | | 205.411 | |
| 66 Chapitre | CHARGES FINANCIERES | 33.594.936 | 33.594.936 | | | 33.594.936 | |
| 67181 | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES S/OP. GESTION | 175.822.790 | 175.822.790 | | | 175.822.790 | |
| 671 Article | CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION | 175.822.790 | 175.822.790 | | | 175.822.790 | |
| 6752 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 29.793.465 | 29.793.465 | | | 29.793.465 | |
| 675 Article | VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES | 29.793.465 | 29.793.465 | | | 29.793.465 | |
| 6788 | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES DIVERSES | 5.115.563 | 5.115.563 | | | 5.115.563 | |
| 678 Article | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 5.115.563 | 5.115.563 | | | 5.115.563 | |
| 67 Chapitre | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 210.731.818 | 210.731.818 | | | 210.731.818 | |
| 68111 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 3.718.109 | 3.718.109 | | | 3.718.109 | |

5334

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 11

Date 25/04/2012

Gestion 2011

| Cpte | Article | DEBIT | | CREDIT | | BILAN SORTIS | | |
|-------|--|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|----------------|-----------------|
| | | Bilan Entree | Mouvement | Bilan Entree | Mouvement | Total | Soide debiteur | Soide créditeur |
| 68112 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 857.154.631 | | 857.154.631 | | 857.154.631 | |
| 68152 | INDEMNITES DE CAPITAL RETRAITE | | 50.000.000 | | 50.000.000 | | 50.000.000 | |
| 681 | Article DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | | 910.872.740 | | 910.872.740 | | 910.872.740 | |
| 68 | Chapitr DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | | 910.872.740 | | 910.872.740 | | 910.872.740 | |
| 6951 | IMPOTS SUR LES BENEFICES EXERCICE EN COURS | | 4.000.000 | | 4.000.000 | | 4.000.000 | |
| 695 | Article IMPOTS SUR LES BENEFICES | | 4.000.000 | | 4.000.000 | | 4.000.000 | |
| 69 | Chapitr IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES | | 4.000.000 | | 4.000.000 | | 4.000.000 | |
| 6 | Classe COMPTES DE CHARGE | | 2.691.669.057 | | 2.691.669.057 | | 2.691.669.057 | |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 12

Date 26/04/2012

Gestion 2011

| Cpte | Intitule | DEBIT | | | CREDIT | | | BILAN SORTIS | |
|-------------|--|-------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------|---------------|---------------|
| | | Bilan Débit | Mouvement | Total | Bilan Crédit | Mouvement | Total | solde_débit | solde_créteur |
| 7 | COMPTES DE PRODUITS | | 3.222.210.851 | 3.222.210.851 | | | | 3.222.210.851 | |
| 7 Article | COMPTES DE PRODUITS | | 3.222.210.851 | 3.222.210.851 | | | | 3.222.210.851 | |
| 7 Chapitre | COMPTES DE PRODUITS | | 3.222.210.851 | 3.222.210.851 | | | | 3.222.210.851 | |
| 70612 | PRESTATIONS DE REMORQUAGE | | 522.170 | 522.170 | 102.125.484 | 102.125.484 | | 101.603.314 | |
| 70613 | PRESTATIONS DE LAMANAGE | | 132.650 | 132.650 | 25.186.125 | 25.186.125 | | 25.053.475 | |
| 70621 | DROITS D'AMARRAGE | | 1.253.629 | 1.253.629 | 198.555.646 | 198.555.646 | | 197.302.017 | |
| 70622 | DROITS DE QUAI SUR MARCHANDISES | | 128.778 | 128.778 | 124.565.996 | 124.565.996 | | 124.437.218 | |
| 70623 | DROITS DE MAGASINAGE/STATIONNEMENT/EMPOTAGE/DEPOTAGE | | 2.630.140 | 2.630.140 | 141.352.735 | 141.352.735 | | 138.722.595 | |
| 70626 | TAXES DE PERGE | | | | 1.455.795.368 | 1.455.795.368 | | 1.455.795.368 | |
| 70631 | PRODUITS DE LA CALE HALAGE | | | | 5.935.949 | 5.935.949 | | 5.935.949 | |
| 70632 | EAU - ELECTRICITE - TELEPHONE - DIVERS | | 705.510 | 705.510 | 172.467.763 | 172.467.763 | | 171.762.253 | |
| 70633 | LOCATION DE MATERIEL | | | | 3.088.919 | 3.088.919 | | 3.088.919 | |
| 70636 | LOCATION DE REMORQUEURS | | 569.450 | 569.450 | 32.216.247 | 32.216.247 | | 31.646.797 | |
| 706 Article | PRESTATIONS DE SERVICES PORTUAIRES | | 5.942.327 | 5.942.327 | 2.261.290.232 | 2.261.290.232 | | 2.255.347.905 | |
| 70831 | IMMEUBLES TERRESTRES | | 9.222.979 | 9.222.979 | 818.785.059 | 818.785.059 | | 809.562.080 | |
| 70832 | DOMAINE MARITIME | | | | 7.940.764 | 7.940.764 | | 7.940.764 | |
| 70833 | DOMAINE SOUTERRAIN | | | | 2.729.415 | 2.729.415 | | 2.729.415 | |
| 70834 | REDEVANCES DE STATIONNEMENT | | 14.624 | 14.624 | 5.575.050 | 5.575.050 | | 5.560.426 | |
| 70835 | REMBOURSEMENT DES IMPOTS DOMANIAUX - IMPOT FONCIER | | | | 28.082.025 | 28.082.025 | | 28.082.025 | |
| 70836 | REMBOURSEMENT FRAIS DE GARDIENNAGE | | | | 8.263.644 | 8.263.644 | | 8.263.644 | |
| 70837 | REMBOURSEMENT CHARGES COLLECTIVES | | | | 14.170.820 | 14.170.820 | | 14.170.820 | |
| 708 Article | PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES | | 9.237.603 | 9.237.603 | 885.546.777 | 885.546.777 | | 876.309.174 | |
| 70 Chapitre | PRESTATIONS DE SERVICES | | 15.179.930 | 15.179.930 | 3.146.837.009 | 3.146.837.009 | | 3.131.657.079 | |
| 7583 | PRODUITS ANNULATION DEPENSES EXERCICES ANTERIEURS | | | | 188.180 | 188.180 | | 188.180 | |
| 758 Article | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | | | | 188.180 | 188.180 | | 188.180 | |
| 75 Chapitre | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | | | 188.180 | 188.180 | | 188.180 | |
| 7611 | REVENUS DES TITRES DE PARTICIPATIONS | | | | 130.391 | 130.391 | | 130.391 | |
| 761 Article | PRODUITS DE PARTICIPATION | | | | 130.391 | 130.391 | | 130.391 | |
| 766 | GAINS DE CHANGE | | | | 17 | 17 | | 17 | |
| 766 Article | GAINS DE CHANGE | | | | 17 | 17 | | 17 | |
| 76 Chapitre | PRODUITS FINANCIERS | | | | 130.408 | 130.408 | | 130.408 | |
| 7718 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS - C.P.S., ETC. | | | | 22.692.059 | 22.692.059 | | 22.692.059 | |
| 771 Article | PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION | | | | 22.692.059 | 22.692.059 | | 22.692.059 | |
| 7752 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | 2.740.749 | 2.740.749 | | 2.740.749 | |
| 775 Article | PRODUITS DES CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF | | | | 2.740.749 | 2,740.749 | | 2.740.749 | |
| 777 | QUOTE-PART SUBV. INVEST. VIREE AU RESULTAT EXERC. | | | | 11.908.223 | 11.908.223 | | 11.908.223 | |
| 777 Article | QUOTE-PART SUBV. INVEST. VIREE AU RESULTAT EXERC. | | | | 11.908.223 | 11.908.223 | | 11.908.223 | |

5336

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 1 - BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Feuillet No 13

Date 26/04/2012

Gestion 2011

| Opte | Indicats | DEBIT | | CREDIT | | |
|----------------------------------|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | | Balance | Mouvement | Balance | Mouvement | |
| 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | | | 2.894.153 | 2.894.153 | 2.894.153 |
| 778 | Article PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | 2.894.153 | 2.894.153 | 2.894.153 |
| 77 | Chapitr PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | 40.235.184 | 40.235.184 | 40.235.184 |
| 7815 | REPRISE SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES EXP | | | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 |
| 781 | Article REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES PRODUITS | | | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 |
| 78 | Chapitr REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 |
| 7 | Classe COMPTES DE PRODUITS | | 3.237.390.781 | 3.237.390.781 | 3.237.390.781 | 3.237.390.781 |
| Tot. Generaux Balance Definitive | | 34.592.909.028 | 32.135.581.751 | 66.728.490.779 | 34.592.909.028 | 32.135.581.751 |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 2 - DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Feuillet No 1

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

| Compte | Libelle | DEPENSES | | | MONTANT DES CREDITS | | |
|-------------|--|--------------|--------------|-------------|---------------------|----------------|--------------|
| | | Montant Brut | Reversements | Montant Net | Ouverts | Regularisation | Non Employés |
| 1391 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT | 11.908.223 | | 11.908.223 | 25.100.000 | | 13.191.777 |
| 139 Article | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT - COMPTE DE | 11.908.223 | | 11.908.223 | 25.100.000 | | 13.191.777 |
| 13 Chapitre | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT | 11.908.223 | | 11.908.223 | 25.100.000 | | 13.191.777 |
| 1511 | PROVISIONS POUR LITIGES | 50.000.000 | | 50.000.000 | 50.000.000 | | |
| 151 Article | PROVISIONS POUR RISQUES | 50.000.000 | | 50.000.000 | 50.000.000 | | |
| 15 Chapitre | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 50.000.000 | | 50.000.000 | 50.000.000 | | |
| 1641 | AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT A.F.D. | 322.490.935 | | 322.490.935 | 323.000.000 | | 509.065 |
| 164 Article | EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE | 322.490.935 | | 322.490.935 | 323.000.000 | | 509.065 |
| 1651 | DEPOTS | 16.500 | | 16.500 | 300.000 | | 283.500 |
| 1655 | CAUTIONNEMENTS | 1.970.311 | | 1.970.311 | 3.432.109 | | 1.461.798 |
| 165 Article | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS | 1.986.811 | | 1.986.811 | 3.732.109 | | 1.745.298 |
| 16 Chapitre | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 324.477.746 | | 324.477.746 | 326.732.109 | | 2.254.363 |
| 1 Classe | COMPTES DE CAPITAL | 86.385.969 | | 86.385.969 | 401.832.109 | | 15.446.140 |
| 205 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 4.892.206 | | 4.892.206 | 5.763.905 | | 871.699 |
| 205 Article | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 4.892.206 | | 4.892.206 | 5.763.905 | | 871.699 |
| 20 Chapitre | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 4.892.206 | | 4.892.206 | 5.763.905 | | 871.699 |
| 2111 | TERRAINS NUS | 151.891.630 | | 151.891.630 | 182.000.000 | | 30.108.370 |
| 211 Article | TERRAINS | 151.891.630 | | 151.891.630 | 182.000.000 | | 30.108.370 |
| 2135 | INSTALLATIONS GALES - AGENCEMENTS - AMENAGEMENTS | 29.623.579 | | 29.623.579 | 108.129.745 | | 78.506.166 |
| 2138 | OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE | 63.733.897 | | 63.733.897 | 136.819.939 | | 73.086.042 |
| 213 Article | CONSTRUCTIONS | 93.357.476 | | 93.357.476 | 244.949.684 | | 151.592.208 |
| 2155 | OUTILLAGES INDUSTRIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS | 1.528.038 | | 1.528.038 | 8.125.980 | | 6.597.942 |
| 2157 | AGENCEMENTS - AMENAGEMENTS OUTILLAGES INDUSTRIELS | 14.025.159 | 510.436 | 13.514.723 | 48.011.884 | | 34.497.161 |
| 215 Article | INSTALLATIONS TECHNIQUES - MATERIELS, | 15.553.197 | 510.436 | 15.042.761 | 56.137.864 | | 41.095.103 |
| 2182 | MATERIEL DE TRANSPORT | 6.813.564 | | 6.813.564 | 8.072.788 | | 1.259.224 |
| 2183 | MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE | 5.942.019 | | 5.942.019 | 9.863.069 | | 3.921.050 |
| 2184 | MOBILIER | 60.554 | | 60.554 | 1.001.276 | | 940.722 |
| 218 Article | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 12.816.137 | | 12.816.137 | 18.937.133 | | 6.120.996 |

5338

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 2 - DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Feuillet No 2

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

| Compte | Libelle | DEPENSES | | | MONTANT DES CREDITS | | |
|-------------|---|---------------|--------------|---------------|---------------------|----------------|---------------|
| | | Montant Brut | Reversements | Montant Net | Ouverts | Regularisation | Non Employes |
| 21 Chapitre | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 273.618.440 | 510.436 | 273.108.004 | 502.024.681 | | 228.916.677 |
| 2313 | CONSTRUCTIONS | 533.748.046 | | 533.748.046 | 1.811.995.267 | | 1.278.247.221 |
| 2315 | INSTALLATIONS TECHNIQUES - MATERIELS, OUTILLAGES | | | | 50.716.880 | | 50.716.880 |
| 2318 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | 5.000.000 | | 5.000.000 |
| 231 Article | IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS | 533.748.046 | | 533.748.046 | 1.867.712.147 | | 1.333.964.101 |
| 232 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS | 4.057.680 | | 4.057.680 | 4.195.396 | | 137.716 |
| 232 Article | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS | 4.057.680 | | 4.057.680 | 4.195.396 | | 137.716 |
| 23 Chapitre | IMMOBILISATIONS EN COURS | 537.805.726 | | 537.805.726 | 1.871.907.543 | | 1.334.101.817 |
| 2618 | AUTRES TITRES | 199.000 | 8.000 | 191.000 | 200.000 | | 9.000 |
| 261 Article | TITRES DE PARTICIPATIONS | 199.000 | 8.000 | 191.000 | 200.000 | | 9.000 |
| 26 Chapitre | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES | 199.000 | 8.000 | 191.000 | 200.000 | | 9.000 |
| 2 Classe | COMPTES D'IMMOBILISATION | 816.515.372 | 518.436 | 815.996.936 | 2.379.896.129 | | 1.563.899.193 |
| 4581 | OPERATIONS COURANTES - DEBITEUR | 828.870.512 | 3.981.261 | 824.889.251 | 1.275.095.098 | | 450.205.847 |
| 458 Article | OPERATIONS FAITES EN COMMUN ET EN GIE | 828.870.512 | 3.981.261 | 824.889.251 | 1.275.095.098 | | 450.205.847 |
| 45 Chapitre | GROUPES ET ASSOCIES | 828.870.512 | 3.981.261 | 824.889.251 | 1.275.095.098 | | 450.205.847 |
| 4 Classe | COMPTES DE TIERS | 828.870.512 | 3.981.261 | 824.889.251 | 1.275.095.098 | | 450.205.847 |
| Section | Classe 1-2 INVESTISSEMENT | 2.031.771.853 | 4.499.697 | 2.027.272.156 | 4.056.823.336 | | 2.029.551.180 |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 2 - DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Feuillet No 3

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

| Compte | Libelle | DEPENSES | | | MONTANT DES CREDITS | | |
|-------------|--|--------------|--------------|-------------|---------------------|----------------|--------------|
| | | Montant Brut | Reversements | Montant Net | Ouverts | Regularisation | Non Employés |
| 6061 | FOURNITURES NON STOCKABLES | 124.573.020 | | 124.573.020 | 128.482.726 | | 3.909.706 |
| 6063 | FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT | 30.222.629 | 29.172 | 30.193.457 | 33.430.304 | | 3.236.847 |
| 6064 | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | 3.171.371 | | 3.171.371 | 3.458.381 | | 287.010 |
| 6065 | LINGE - VETEMENTS DE TRAVAIL | 568.684 | | 568.684 | 3.100.000 | | 2.531.316 |
| 6068 | AUTRES MATIERES ET FOURNITURES | 1.946.375 | | 1.946.375 | 2.244.589 | | 298.214 |
| 606 Article | ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET | 160.482.079 | 29.172 | 160.452.907 | 170.716.000 | | 10.263.093 |
| 60 Chapitre | ACHATS | 160.482.079 | 29.172 | 160.452.907 | 170.716.000 | | 10.263.093 |
| 6122 | CREDIT BAIL MOBILIER | 4.906.248 | | 4.906.248 | 4.907.000 | | 752 |
| 612 Article | REDEVANCES DE CREDIT BAIL | 4.906.248 | | 4.906.248 | 4.907.000 | | 752 |
| 6132 | LOCATIONS IMMOBILIERES | 1.581.600 | | 1.581.600 | 1.853.000 | | 271.400 |
| 6135 | LOCATIONS MOBILIERES | 834.733 | | 834.733 | 1.590.000 | | 755.267 |
| 613 Article | LOCATIONS | 2.416.333 | | 2.416.333 | 3.443.000 | | 1.026.667 |
| 6152 | SUR BIENS IMMOBILIERS | 107.368.925 | | 107.368.925 | 203.600.000 | | 96.231.075 |
| 6155 | SUR BIENS MOBILIERS | 25.919.732 | 363.600 | 25.556.132 | 29.897.600 | | 4.341.468 |
| 615 Article | TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE REPARATIONS | 133.288.657 | 363.600 | 132.925.057 | 233.497.600 | | 100.572.543 |
| 6161 | MULTIRISQUES - A.R.C. | 7.071.829 | 533.246 | 6.538.583 | 7.820.000 | | 1.281.417 |
| 6164 | RISQUES D'EXPLOITATION - INCENDIE | 19.616.798 | | 19.616.798 | 19.617.800 | | 1.002 |
| 616 Article | PRIMES D'ASSURANCE | 26.688.627 | 533.246 | 26.155.381 | 27.437.800 | | 1.282.419 |
| 617 | ETUDES ET RECHERCHES | 6.928.869 | | 6.928.869 | 17.750.000 | | 10.821.131 |
| 617 Article | ETUDES ET RECHERCHES | 6.928.869 | | 6.928.869 | 17.750.000 | | 10.821.131 |
| 6181 | DOCUMENTATION GENERALE | 423.815 | | 423.815 | 430.361 | | 6.546 |
| 6183 | DOCUMENTATION TECHNIQUE | 229.772 | | 229.772 | 474.639 | | 244.867 |
| 618 Article | DIVERS | 653.587 | | 653.587 | 905.000 | | 251.413 |
| 61 Chapitre | SERVICES EXTERIEURS | 174.882.321 | 896.846 | 173.985.475 | 287.940.400 | | 113.954.925 |
| 6212 | PERSONNEL EN REGIE ET PRESTATIONS EXTERIEURES | 85.199.102 | 597.950 | 84.601.152 | 98.425.610 | | 13.824.458 |
| 621 Article | PERSONNEL EXTERIEUR A L'ENTREPRISE | 85.199.102 | 597.950 | 84.601.152 | 98.425.610 | | 13.824.458 |
| 6226 | HONORAIRES | 6.316.779 | | 6.316.779 | 10.100.000 | | 3.783.221 |
| 6227 | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX | 342.349 | | 342.349 | 1.200.000 | | 857.651 |
| 6228 | DIVERS | 433.318 | | 433.318 | 610.000 | | 176.682 |
| 622 Article | REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET | 7.092.446 | | 7.092.446 | 11.910.000 | | 4.817.554 |

5340

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Gestion 2011

Paraphe

| Compte | Libelle | DEPENSES | | | MONTANT DES CREDITS | | |
|-------------|---|--------------|--------------|-------------|---------------------|----------------|--------------|
| | | Montant Brut | Reversements | Montant Net | Ouverts | Regularisation | Non Employés |
| 6231 | ANNONCES ET INSERTIONS | 1.048.005 | | 1.048.005 | 1.367.000 | | 318.995 |
| 6234 | CADEAUX A LA CLIENTELE | 111.080 | | 111.080 | 200.000 | | 88.920 |
| 6237 | PUBLICATIONS | 1.298.200 | | 1.298.200 | 2.183.000 | | 884.800 |
| 6238 | DIVERS | 909.090 | | 909.090 | 1.200.000 | | 290.910 |
| 623 Article | PUBLICITES - PUBLICATIONS - RELATIONS | 3.366.375 | | 3.366.375 | 4.950.000 | | 1.583.625 |
| 6248 | DIVERS - TRANSPORTS DE BIENS, ETC... | 1.006.750 | | 1.006.750 | 1.250.000 | | 243.250 |
| 624 Article | TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS | 1.006.750 | | 1.006.750 | 1.250.000 | | 243.250 |
| 6251 | VOYAGES ET DEPLACEMENTS | 988.824 | | 988.824 | 1.500.000 | | 511.176 |
| 6256 | MISSIONS | 238.665 | | 238.665 | 500.000 | | 261.335 |
| 6257 | RECEPTIONS | 20.210 | | 20.210 | 200.000 | | 179.790 |
| 625 Article | DEPLACEMENTS - MISSIONS - RECEPTIONS | 1.247.699 | | 1.247.699 | 2.200.000 | | 952.301 |
| 6261 | FRAIS DE POSTE | 814.643 | | 814.643 | 849.000 | | 34.357 |
| 6262 | FRAIS DE TRANSMISSION - TELEPHONE, TELEX, FAX, ETC... | 7.241.970 | | 7.241.970 | 9.835.390 | | 2.593.420 |
| 626 Article | FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE | 8.056.613 | | 8.056.613 | 10.684.390 | | 2.627.777 |
| 6278 | AUTRES FRAIS ET COMMISSIONS PRESTATIONS DE SERVICE | 2.350 | | 2.350 | 50.000 | | 47.650 |
| 627 Article | SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES | 2.350 | | 2.350 | 50.000 | | 47.650 |
| 6281 | CONCOURS DIVERS - COTISATIONS | 1.586.277 | | 1.586.277 | 1.600.000 | | 13.723 |
| 6282 | TRAVAUX ET PRESTATIONS EXECUTES PAR L'EXTERIEUR | 2.708.000 | | 2.708.000 | 4.000.000 | | 1.292.000 |
| 628 Article | DIVERS | 4.294.277 | | 4.294.277 | 5.600.000 | | 1.305.723 |
| 62 Chapitre | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 110.265.612 | 597.950 | 109.667.662 | 135.070.000 | | 25.402.338 |
| 6333 | PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE | 3.908.801 | | 3.908.801 | 3.910.000 | | 1.199 |
| 633 Article | IMPOTS - TAXES - VERSEMENTS ASSIMILES SUR | 3.908.801 | | 3.908.801 | 3.910.000 | | 1.199 |
| 6351 | IMPOTS DIRECTS | 35.388.040 | | 35.388.040 | 38.190.000 | | 2.801.960 |
| 6354 | DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE | 62.224 | | 62.224 | 184.500 | | 122.276 |
| 6358 | AUTRES DROITS | | | | 215.500 | | 215.500 |
| 635 Article | AUTRES IMPOTS - TAXES - VERSEMENTS | 35.450.264 | | 35.450.264 | 38.590.000 | | 3.139.736 |
| 63 Chapitre | IMPOTS - TAXES - VERSEMENTS ASSIMILES | 39.359.065 | | 39.359.065 | 42.500.000 | | 3.140.935 |
| 6411 | SALAIRES - APPOINTEMENTS - COMMISSIONS DE BASE | 662.265.619 | 179.447 | 662.086.172 | 663.800.000 | | 1.713.828 |
| 6414 | INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS | 77.828.401 | | 77.828.401 | 78.000.000 | | 171.599 |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 2 - DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Feuillet No 5

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

| Compte | Libelle | DEPENSES | | | MONTANT DES CREDITS | | |
|-------------|--|---------------|--------------|---------------|---------------------|-------------|--------------|
| | | Montant Brut | Reversements | Montant Net | Ouverts | Regularisés | Non-Employés |
| 6419 | CONTRIBUTION DE SOLIDARITE TERRITORIALE - C.S.T. | 21.141.464 | | 21.141.464 | 21.500.000 | | 358.536 |
| 641 Article | REMUNERATIONS DE PERSONNEL | 761.235.484 | 179.447 | 761.056.037 | 763.300.000 | | 2.243.963 |
| 6451 | COTISATIONS CAISSE DE PREVOYANCE SOCIALE - C.P.S. | 220.702.768 | 66.430 | 220.636.338 | 220.800.000 | | 163.662 |
| 6458 | COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | 28.883.963 | | 28.883.963 | 31.600.000 | | 2.716.037 |
| 645 Article | CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE | 249.586.731 | 66.430 | 249.520.301 | 252.400.000 | | 2.879.699 |
| 6472 | VERSEMENTS AU COMITE D'ENTREPRISE | 7.599.865 | | 7.599.865 | 7.655.000 | | 55.135 |
| 6475 | MEDECINE DU TRAVAIL-PHARMACIE-HOSPITALISATION | 1.317.560 | | 1.317.560 | 2.445.000 | | 1.127.440 |
| 6476 | CHARGES SOCIALES DIVERSES | | | | 50.000 | | 50.000 |
| 647 Article | AUTRES CHARGES SOCIALES | 8.917.425 | | 8.917.425 | 10.150.000 | | 1.232.575 |
| 64 Chapitre | CHARGES DE PERSONNEL | 1.019.739.640 | 245.877 | 1.019.493.763 | 1.025.850.000 | | 6.356.237 |
| 6511 | REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, LOGICIELS, MARQUES, PROCEDES | 6.072.310 | | 6.072.310 | 7.109.000 | | 1.036.690 |
| 651 Article | REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, | 6.072.310 | | 6.072.310 | 7.109.000 | | 1.036.690 |
| 6544 | CREANCES DES EXERCICES ANTERIEURS | 14.844.966 | | 14.844.966 | 14.930.000 | | 85.034 |
| 654 Article | PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES | 14.844.966 | | 14.844.966 | 14.930.000 | | 85.034 |
| 6583 | ANNULATION DE RECETTES D'EXERCICES ANTERIEURS | 6.823.570 | | 6.823.570 | 9.391.000 | | 2.567.430 |
| 658 Article | CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE | 6.823.570 | | 6.823.570 | 9.391.000 | | 2.567.430 |
| 65 Chapitre | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 27.740.846 | | 27.740.846 | 31.430.000 | | 3.689.154 |
| 6611 | INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES | 33.389.525 | | 33.389.525 | 33.533.000 | | 143.475 |
| 661 Article | CHARGES D'INTERETS | 33.389.525 | | 33.389.525 | 33.533.000 | | 143.475 |
| 666 | PERTES DE CHANGE | | | | 40.000 | | 40.000 |
| 666 Article | PERTES DE CHANGE | | | | 40.000 | | 40.000 |
| 6681 | COMMISSIONS D'ENGAGEMENT POUR EMPRUNTS | 205.411 | | 205.411 | 213.000 | | 7.589 |
| 668 Article | AUTRES CHARGES FINANCIERES | 205.411 | | 205.411 | 213.000 | | 7.589 |
| 66 Chapitre | CHARGES FINANCIERES | 33.594.936 | | 33.594.936 | 33.786.000 | | 191.064 |
| 6715 | SUBVENTIONS ACCORDEES | | | | | | |
| 6718 | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OP. DE GESTION | 175.822.790 | | 175.822.790 | 190.400.000 | | 14.577.210 |
| 671 Article | CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE | 175.822.790 | | 175.822.790 | 190.400.000 | | 14.577.210 |

5342

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 2 - DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Feuillet No 6

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

| DEPENSES | | | MONTANT DES CREDITS | | | | |
|------------------|---|---------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|--------------|
| Compte | Libelle | Montant Brut | Reversements | Montant Net | Ouverts | Regularisation | Non Employes |
| 6752 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 29.793.465 | | 29.793.465 | 30.000.000 | | 206.535 |
| 675 Article | VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS D'ACTIFS | 29.793.465 | | 29.793.465 | 30.000.000 | | 206.535 |
| 6788 | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES DIVERSES | 5.115.563 | | 5.115.563 | 5.200.000 | | 84.437 |
| 678 Article | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 5.115.563 | | 5.115.563 | 5.200.000 | | 84.437 |
| 67 Chapitre | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 210.731.818 | | 210.731.818 | 225.600.000 | | 14.868.182 |
| 6811 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | 860.872.740 | | 860.872.740 | 860.891.000 | | 18.260 |
| 6815 | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES D'EXPLOITATION | 50.000.000 | | 50.000.000 | 50.000.000 | | |
| 681 Article | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX | 910.872.740 | | 910.872.740 | 910.891.000 | | 18.260 |
| 68 Chapitre | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX | 910.872.740 | | 910.872.740 | 910.891.000 | | 18.260 |
| 6951 | IMPOTS SUR LES BENEFICES EXERCICE EN COURS | 4.000.000 | | 4.000.000 | 4.000.000 | | |
| 695 Article | IMPOTS SUR LES BENEFICES | 4.000.000 | | 4.000.000 | 4.000.000 | | |
| 69 Chapitre | IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES | 4.000.000 | | 4.000.000 | 4.000.000 | | |
| 6 Classe | COMPTES DE CHARGE | 2.691.669.057 | 1.769.845 | 2.689.899.212 | 2.867.783.400 | | 177.884.188 |
| Section Classe 6 | FONCTIONNEMENT | 2.691.669.057 | 1.769.845 | 2.689.899.212 | 2.867.783.400 | | 177.884.188 |
| Tot Globaux | | 4.723.440.910 | 6.269.542 | 4.717.171.368 | 6.924.606.736 | | |

6 Septembre 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5343

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 3 - DEVELOPPEMENT DES RECETTES

Feuillet No 1

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

| Compte | Libellé | RECETTES | | | SITUATION PAR RAPPORT AUX PREVISIONS | | |
|-------------|--|--------------|-------------|-------------|--------------------------------------|-------------|--------------|
| | | Montant Brut | Annulations | Montant Net | Prévisions | Plus-values | Moins-values |
| 153 | PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGATIONS | 50.000.000 | | 50.000.000 | 50.000.000 | | |
| 153 Article | PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGATIONS | 50.000.000 | | 50.000.000 | 50.000.000 | | |
| 15 Chapitre | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 50.000.000 | | 50.000.000 | 50.000.000 | | |
| 1651 | DEPOTS | 1.305.000 | 381.000 | 924.000 | | 924.000 | |
| 1655 | CAUTIONNEMENTS | 2.068.146 | | 2.068.146 | | 2.068.146 | |
| 165 Article | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS | 3.373.146 | 381.000 | 2.992.146 | | 2.992.146 | |
| 1688 | INTERETS COURUS NON ECHUS | 4.183.174 | | 4.183.174 | 4.000.000 | 183.174 | |
| 168 Article | AUTRES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 4.183.174 | | 4.183.174 | 4.000.000 | 183.174 | |
| 16 Chapitre | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 7.556.320 | 381.000 | 7.175.320 | 4.000.000 | 3.175.320 | |
| 1 Classe | COMPTES DE CAPITAUX | 7.556.320 | 381.000 | 7.175.320 | 4.000.000 | 3.175.320 | |
| 2135 | INSTALLATIONS GALEES - AGENCEMENTS - AMENAGEMENTS | 5.115.563 | | 5.115.563 | 5.200.000 | | 84.437 |
| 213 Article | CONSTRUCTIONS | 5.115.563 | | 5.115.563 | 5.200.000 | | 84.437 |
| 21 Chapitre | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 5.115.563 | | 5.115.563 | 5.200.000 | | 84.437 |
| 2313 | CONSTRUCTIONS | 29.793.465 | | 29.793.465 | 30.000.000 | | 206.535 |
| 231 Article | IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS | 29.793.465 | | 29.793.465 | 30.000.000 | | 206.535 |
| 23 Chapitre | IMMOBILISATIONS EN COURS | 29.793.465 | | 29.793.465 | 30.000.000 | | 206.535 |
| 2803 | FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT | 1.499.057 | | 1.499.057 | 1.499.057 | | |
| 2805 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES LOGICIELS.. | 2.219.052 | | 2.219.052 | 2.229.943 | | 10.891 |
| 280 Article | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | 3.718.109 | | 3.718.109 | 3.729.000 | | 10.891 |
| 2813 | AMORTISSEMENTS DES CONSTRUCTIONS | 568.085.204 | | 568.085.204 | 568.085.204 | | |
| 2815 | AMORTISSEMENTS INSTAL. TECHN. MATER. OUTIL. INDUST | 226.368.107 | | 226.368.107 | 226.368.107 | | |
| 2818 | AMORTISSEMENTS AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 62.701.320 | | 62.701.320 | 62.708.689 | | 7.369 |
| 281 Article | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | 857.154.631 | | 857.154.631 | 857.162.000 | | 7.369 |
| 28 Chapitre | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | 860.872.740 | | 860.872.740 | 860.891.000 | | 18.260 |
| 2 Classe | COMPTES D'IMMOBILISATION | 895.781.768 | | 895.781.768 | 896.091.000 | | 309.232 |
| 4582 | OPERATIONS COURANTES - CREDITEUR | 824.889.251 | | 824.889.251 | 1.275.095.098 | | 450.205.847 |
| 458 Article | OPERATIONS FAITES EN COMMUN ET EN GIE | 824.889.251 | | 824.889.251 | 1.275.095.098 | | 450.205.847 |
| 45 Chapitre | GROUPES ET ASSOCIES | 824.889.251 | | 824.889.251 | 1.275.095.098 | | 450.205.847 |

5344

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 3 - DEVELOPPEMENT DES RECETTES

Feuillet No 2

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

| | | RECETTES | | | SITUATION PAR RAPPORT AUX PREVISIONS | | |
|--------|-----------------------------------|---------------|-------------|---------------|--------------------------------------|-------------|--------------|
| Compte | Libelle | Montant Brut | Annulations | Montant Net | Previsions | Plus values | Moins values |
| 4 | Classe COMPTES DE TIERS | 824.889.251 | | 824.889.251 | 1.275.095.098 | | 450.205.847 |
| | Section Classe 1-2 INVESTISSEMENT | 1.778.227.339 | 381.000 | 1.777.846.339 | 2.225.186.098 | | 447.339.759 |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 3 - DEVELOPPEMENT DES RECETTES

Feuillet No 3

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

| Compte | Libelle | RECETTES | | | SITUATION PAR RAPPORT AUX PREVISIONS | | |
|-------------|--|---------------|-------------|---------------|--------------------------------------|-------------|--------------|
| | | Montant Brut | Annulations | Montant Net | Previsions | Plus Values | Moins Values |
| 7061 | PRESTATIONS PORTUAIRES | 127.311.609 | 654.820 | 126.656.789 | 138.000.000 | | 11.343.211 |
| 7062 | DROITS DE PORT | 1.920.269.745 | 4.012.547 | 1.916.257.198 | 1.835.000.000 | 81.257.198 | |
| 7063 | DIVERSES PRESTATIONS DE SERVICE | 213.708.878 | 1.274.960 | 212.433.918 | 174.987.000 | 37.446.918 | |
| 706 Article | PRESTATIONS DE SERVICES PORTUAIRES | 2.261.290.232 | 5.942.327 | 2.255.347.905 | 2.147.987.000 | 107.360.905 | |
| 7083 | LOCATIONS - AMODIATIONS DIVERSES | 885.546.777 | 9.237.603 | 876.309.174 | 830.847.000 | 45.462.174 | |
| 708 Article | PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES | 885.546.777 | 9.237.603 | 876.309.174 | 830.847.000 | 45.462.174 | |
| 70 Chapitre | PRESTATIONS DE SERVICES | 3.146.837.009 | 15.179.930 | 3.131.657.079 | 2.978.834.000 | 152.823.079 | |
| 7583 | PRODUITS ANNULATION DEPENSES EXERCICES ANTERIEURS | 188.180 | | 188.180 | | 188.180 | |
| 758 Article | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | 188.180 | | 188.180 | | 188.180 | |
| 75 Chapitre | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 188.180 | | 188.180 | | 188.180 | |
| 7611 | REVENUS DES TITRES DE PARTICIPATIONS | 130.391 | | 130.391 | | 130.391 | |
| 761 Article | PRODUITS DE PARTICIPATION | 130.391 | | 130.391 | | 130.391 | |
| 766 | GAINS DE CHANGE | 17 | | 17 | | 17 | |
| 766 Article | GAINS DE CHANGE | 17 | | 17 | | 17 | |
| 76 Chapitre | PRODUITS FINANCIERS | 130.408 | | 130.408 | | 130.408 | |
| 7718 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS - C.P.S., ETC. | 22.692.059 | | 22.692.059 | 6.000.000 | 16.692.059 | |
| 771 Article | PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE | 22.692.059 | | 22.692.059 | 6.000.000 | 16.692.059 | |
| 7752 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 2.740.749 | | 2.740.749 | | 2.740.749 | |
| 775 Article | PRODUITS DES CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF | 2.740.749 | | 2.740.749 | | 2.740.749 | |
| 777 | QUOTE-PART SUBV. INVEST. VIREE AU RESULTAT EXERC. | 11.908.223 | | 11.908.223 | 25.100.000 | | 13.191.777 |
| 777 Article | QUOTE-PART SUBV. INVEST. VIREE AU | 11.908.223 | | 11.908.223 | 25.100.000 | | 13.191.777 |
| 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | 2.894.153 | | 2.894.153 | | 2.894.153 | |
| 778 Article | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 2.894.153 | | 2.894.153 | | 2.894.153 | |
| 77 Chapitre | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 40.235.184 | | 40.235.184 | 31.100.000 | 9.135.184 | |
| 7815 | REPRISE SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES EXP | 50.000.000 | | 50.000.000 | 50.000.000 | | |
| 781 Article | REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 50.000.000 | | 50.000.000 | 50.000.000 | | |
| 78 Chapitre | REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 50.000.000 | | 50.000.000 | 50.000.000 | | |
| 79 | CLASSE COMPTES DE PRODUITS | 3.227.390.781 | 15.179.930 | 3.222.210.851 | 3.059.934.000 | 162.276.851 | |

5346

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

6 Septembre 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5347

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 3 - DEVELOPPEMENT DES RECETTES

Feuillelet No 4

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

| Compte | RECETTES | | ESTIMATION DU RAPPORT AUX PREVISIONS | |
|---------------------------------|---------------|-------------|--------------------------------------|---------------|
| | Montant Brut | Annulations | Montant Net | Moins Values |
| Section Classe 7 FONCTIONNEMENT | 3.237.390.781 | 15.179.930 | 3.222.210.851 | 3.059.934.000 |
| Tot Globaux | 5.015.618.120 | 15.560.930 | 5.000.057.190 | 5.285.120.098 |
| | | | | 162.276.851 |

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 4 - EXECUTION DU BUDGET (Tableau recapitulatif)

Feuillet No 1

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

1ere SECTION - FONCTIONNEMENT

| Position | DEPENSES | Position | RECETTES |
|----------|--|----------|--|
| Chapitre | Lib Chapitre | Chapitre | Lib Chapitre |
| | Montant Net | | Montant Net |
| 60 | ACHATS | 70 | PRESTATIONS DE SERVICES |
| | 160.452.907 | | 3.131.657.079 |
| 61 | SERVICES EXTERIEURS | 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE |
| | 173.985.475 | | 188.180 |
| 62 | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 76 | PRODUITS FINANCIERS |
| | 109.667.662 | | 130.408 |
| 63 | IMPOTS - TAXES - VERSEMENTS ASSIMILES | 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS |
| | 39.359.065 | | 40.235.184 |
| 64 | CHARGES DE PERSONNEL | 78 | REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS |
| | 1.019.493.763 | | 50.000.000 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | |
| | 27.740.846 | | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | | |
| | 33.594.936 | | |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| | 210.731.818 | | |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | | |
| | 910.872.740 | | |
| 69 | IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES | | |
| | 4.000.000 | | |
| | Total des DEPENSES | | Total des RECETTES |
| | 2.689.899.212 | | 3.222.210.851 |
| | Excedent de l'exercice (Virement a la 2eme section) | | Deficit de l'exercice (Virement de la 2eme section) |
| | 532.311.639 | | |
| | Totaux egaux en DEPENSES et en RECETTES | | Totaux egaux en DEPENSES et en RECETTES |
| | 3.222.210.851 | | 3.222.210.851 |

5348

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

PORT AUTONOME DE PAPEETE

CADRE 5 - TABLEAU DE CONCORDANCE ENTRE LA BALANCE DEFINITIVE DES
COMPTES DU GRAND-LIVRE ET LE DEVELOPPEMENT DES RECETTES ET DES
DEPENSES DE LA SECTION DES OPERATIONS EN CAPITAL

Feuillet No 1

Date 26/04/2012

Gestion 2011

Paraphe

| Compte | NUMERO ET INTITULE DU COMPTE Libelle | OPERATIONS BUDGETAIRES | | | | OPERATIONS NON BUDGETAIRES | | TOTAL | | OP. DE L'EXERCICE A LA BALANCE | |
|------------------------|---|------------------------|------------------|----------------|----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| | | Mandatement | Reversement | Annulation | Emission | Debit | Credit | Des Debits | Des Credits | Debits | Credits |
| 1062 | RESERVES INDISPONIBLES | | | | | | 913.471.402 | | 913.471.402 | | 913.471.402 |
| 1065 | RESERVES DISPONIBLES | | | | | 698.998.766 | | 698.998.766 | | 698.998.766 | |
| 120 | RESULTAT DE L'EXERCICE - EXCEDENT D'EXPLOITATION | | | | | 214.472.636 | 532.311.639 | 214.472.636 | 532.311.639 | 214.472.636 | 532.311.639 |
| 1391 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT | 11.908.223 | | | | | | 11.908.223 | | 11.908.223 | |
| 1511 | PROVISIONS POUR LITIGES | 50.000.000 | | | | | | 50.000.000 | | 50.000.000 | |
| 153 | PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGATIONS | | | | 50.000.000 | | | | 50.000.000 | | 50.000.000 |
| 1641 | AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT A.F.D. | 322.490.935 | | | | | | 322.490.935 | | 322.490.935 | |
| 1651 | DEPOTS | 16.500 | | 381.000 | 1.305.000 | | | 397.500 | 1.305.000 | 397.500 | 1.305.000 |
| 1655 | CAUTIONNEMENTS | 1.970.311 | | | 2.068.146 | | | 1.970.311 | 2.068.146 | 1.970.311 | 2.068.146 |
| 1688 | INTERETS COURUS NON ECHUS | | | | 4.183.174 | 6.389.428 | | 6.389.428 | 4.183.174 | 6.389.428 | 4.183.174 |
| 205 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 4.892.206 | | | | | 17.399.067 | 4.892.206 | 17.399.067 | 4.892.206 | 17.399.067 |
| 2111 | TERRAINS NUS | 151.891.630 | | | | | | 151.891.630 | | 151.891.630 | |
| 2135 | INSTALLATIONS GALES - AGENCEMENTS - AMENAGEMENTS | 29.623.579 | | | 5.115.563 | 61.839.417 | | 91.462.996 | 5.115.563 | 91.462.996 | 5.115.563 |
| 2138 | OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE | 63.733.897 | | | | 466.111.733 | | 529.845.630 | | 529.845.630 | |
| 2153 | INSTALLATIONS TECHNIQUES A CARACTERES SPECIFIQUES | | | | | 73.992.820 | | 73.992.820 | | 73.992.820 | |
| 2155 | OUTILLAGES INDUSTRIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS | 1.528.038 | | | | | | 1,528.038 | | 1,528.038 | |
| 2157 | AGENCEMENTS - AMENAGEMENTS OUTILLAGES INDUSTRIELS | 14.025.159 | 510.436 | | | 2.352.423 | | 16.377.582 | 510.436 | 16.377.582 | 510.436 |
| 2182 | MATERIEL DE TRANSPORT | 6.813.564 | | | | | 22.763.172 | 6.813.564 | 22.763.172 | 6.813.564 | 22.763.172 |
| 2183 | MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE | 5.942.019 | | | | | 52.093.123 | 5,942.019 | 52,093.123 | 5,942.019 | 52,093.123 |
| 2184 | MOBILIER | 60.554 | | | | | | 60.554 | | 60.554 | |
| 2313 | CONSTRUCTIONS | 533.748.046 | | | 29.793.465 | | 604.296.393 | 533.748.046 | 634.089.858 | 533.748.046 | 634.089.858 |
| 232 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS | 4.057.680 | | | | | | 4.057.680 | | 4.057.680 | |
| 2618 | AUTRES TITRES | 199.000 | 8.000 | | | | | 199.000 | 8.000 | 199.000 | 8.000 |
| 2803 | FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT | | | | 1.499.057 | | | | 1,499.057 | | 1,499.057 |
| 2805 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES LOGICIELS... | | | | 2.219.052 | 17.399.067 | | 17,399.067 | 2,219.052 | 17,399.067 | 2,219.052 |
| 2813 | AMORTISSEMENTS DES CONSTRUCTIONS | | | | 568.085.204 | | | | 568,085.204 | | 568,085.204 |
| 2815 | AMORTISSEMENTS INSTAL. TECHN. MATER. OUTIL. INDUST | | | | 226.368.107 | | | | 226,368.107 | | 226,368.107 |
| 2818 | AMORTISSEMENTS AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | 62.701.320 | 74.856.295 | | 74,856.295 | 62,701.320 | 74,856.295 | 62,701.320 |
| 4581 | OPERATIONS COURANTES - DEBITEUR | 828.870.512 | 3.981.261 | | | | | 828.870.512 | 3.981.261 | 828.870.512 | 3.981.261 |
| 4582 | OPERATIONS COURANTES - CREDITEUR | | | | 824.889.251 | 600.000.000 | 600.000.000 | 600.000.000 | 1.424.889.251 | 600.000.000 | 1.424.889.251 |
| Totaux Generaux | | 2.031.771.853 | 4.499.697 | 381.000 | 1.778.227.339 | 2.216.412.585 | 2.742.334.796 | 4.248.565.438 | 4.525.061.832 | 4.248.565.438 | 4.525.061.832 |

6 Septembre 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5319

PORT AUTONOME DE PAPEETE
CLACROIX

Gestion 2011

COMPTE DE RESULTAT PORT AUTONOME DE PAPEETE

Page No 1

Date 26/04/2012

***** CHARGES (HORS TAXES) *****

| Poste | Exercice N | Exercice N-1 |
|--|----------------------|----------------------|
| CHARGES D'EXPLOITATION (AUTRES QUE FINANCIERES) - (I) : | | |
| ACHATS DE MAT. PREMIERES ET CONSOM. NON STOCKEES (606, 607) | 160.452.907 | 191.911.412 |
| SERVICES EXTERIEURS (61, 62) | 283.653.137 | 366.728.102 |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES (63) | 39.359.065 | 39.864.469 |
| SALAIRES, TRAITEMENTS ET INDEMNITES (641, 648) | 761.056.037 | 899.863.014 |
| CHARGES SOCIALES (645, 647) | 258.437.726 | 270.947.260 |
| AUTRES CHARGES (651, 652, 653, 658) | 27.740.846 | 24.496.930 |
| Sous Total (A) | 1.530.699.718 | 1.793.811.187 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS : | | |
| DOT. AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS (6811, 6812) | 860.872.740 | 801.476.597 |
| DOT. AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (6815) | 50.000.000 | 50.000.000 |
| Sous Total (B) | 910.872.740 | 851.476.597 |
| Total des CHARGES D'EXPLOITATION (AUTRES QUE FINANCIERES) - (I) : | 2.441.572.458 | 2.645.287.784 |
| CHARGES FINANCIERES - (II) : | | |
| INTERETS ET AUTRES CHARGES ASSIMILEES (661, 664, 665, 668) | 33.594.936 | 46.339.709 |
| Total des CHARGES FINANCIERES - (II) : | 33.594.936 | 46.339.709 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES - (III) : | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES S/OPERATIONS DE GESTION (671) | 210.731.818 | 96.011.449 |
| Sous Total (A) | 210.731.818 | 96.011.449 |
| Total des CHARGES EXCEPTIONNELLES - (III) : | 210.731.818 | 96.011.449 |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES & ASSIMILES - (IV) : | | |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES (695) | 4.000.000 | 4.000.000 |
| Total des IMPOTS SUR LES BENEFICES & ASSIMILES - (IV) : | 4.000.000 | 4.000.000 |
| Total des CHARGES (I+II+III) | 2.689.899.212 | 2.791.638.942 |
| Solde CREDITEUR = BENEFICE | 532.311.639 | 214.472.636 |
| TOTAL GENERAL des CHARGES | 3.222.210.851 | 3.006.111.578 |

***** PRODUITS (HORS TAXES) *****

| Poste | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|----------------------|----------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION - (I) : | | |
| PRESTATIONS DE SERVICES (705, 7061, 70621, 70623, 7063) | 675.115.319 | 606.562.100 |
| DIVERS DROITS ET TAXES (70622, 70626, 70627) | 1.580.232.586 | 1.563.972.655 |
| Sous Total (A) | 2.255.347.905 | 2.170.534.755 |
| AUTRES PRODUITS (708, 751, 752, 753, 758) | 876.497.354 | 752.006.620 |
| REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (781) | 50.000.000 | 50.000.000 |
| Sous Total (B) | 926.497.354 | 802.006.620 |
| Total des PRODUITS D'EXPLOITATION - (I) : | 3.181.845.259 | 2.972.541.375 |
| PRODUITS FINANCIERS - (II) : | | |
| INTERETS ET AUTRES PRODUITS ASSIMILES (763, 764, 765) | 130.408 | 3.367.412 |
| Total des PRODUITS FINANCIERS - (II) : | 130.408 | 3.367.412 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS - (III) : | | |
| SUR OPERATIONS DE GESTION (771, 772, 774) | 22.692.059 | 20.745.151 |
| SUR OPERATIONS EN CAPITAL (775, 777, 778) | 17.543.125 | 0.457.340 |
| Total des PRODUITS EXCEPTIONNELS - (III) : | 40.235.184 | 21.202.491 |
| Total des PRODUITS (I+II+III) | 3.222.210.851 | 3.006.111.578 |
| Solde DEBITEUR = PERTE | | |
| TOTAL GENERAL des PRODUITS | 3.222.210.851 | 3.006.111.578 |

5350

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

***** ACTIF *****

| Poste | Brut N | Amo/Pro N | Net Exercice N | Net Exercice N-1 |
|--|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES : | | | | |
| FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT (203) | 77.679.688 | -71.683.456 | 5.996.232 | 7.495.289 |
| CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES (205) | 23.896.774 | -16.160.527 | 7.736.247 | 5.063.093 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES : | | | | |
| TERRAINS (211) | 1.814.204.569 | | 1.814.204.569 | 1.662.312.939 |
| CONSTRUCTIONS (213) | 24.644.811.331 | -8.197.828.464 | 16.446.982.867 | 16.398.875.008 |
| INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIELS ET OUTILLAGES (215) | 2.380.352.584 | -2.007.815.980 | 372.536.604 | 507.516.707 |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (212, 216, 218) | 1.060.911.599 | -782.267.314 | 278.644.285 | 328.529.468 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS (231) | 1.282.096.283 | | 1.282.096.283 | 1.382.438.095 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS (232) | 4.662.284 | | 4.662.284 | 604.604 |
| AVANCES ET ACOMPTES S/CDES D'IMMO. CORPORELLES (238) | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES : | | | | |
| PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES (26) | 6.651.000 | -50.000 | 6.601.000 | 6.460.000 |
| AUTRES TITRES IMMOBILISES (271, 272) | | | | |
| PRETS (274) | | | | |
| AUTRES CREANCES IMMOBILISEES (275, 277) | | | | |
| Total (I) | 31.295.266.112 | -11.075.805.741 | 20.219.460.371 | 20.299.295.203 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| CREANCES D'EXPLOITATION : | | | | |
| CREANCES RESULTANT DE VENTES OU PRES. SCES (41, SAUF 4191) | 1.155.467.974 | -16.034.140 | 1.139.433.834 | 924.600.160 |
| CREANCES DIVERSES (42, 43, 44, 46, 47, 48, SAUF 486) | 1.123.148.152 | | 1.123.148.152 | 1.526.372.118 |
| COMPTE A TERME (50) | | | | |
| DISPONIBILITES (51) | 67.456.584 | | 67.456.584 | 73.010.333 |
| CAISSE (53) | 681.949 | | 681.949 | 319.435 |
| REGULARISATION : | | | | |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCES (486) | | | | |
| Total (II) | 2.346.754.659 | -16.034.140 | 2.330.720.519 | 2.524.302.046 |
| CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (481) | | | | |
| Total (III) | | | | |

PORT AUTONOME DE PAPEETE
CLACROIX

BILAN PORT AUTONOME DE PAPEETE

Gestion 2011

Page No 2

Date 26/04/2012

***** ACTIF *****

| Poste | Brut N | Amo/Pro N | Net Exercice N | Net Exercice N-1 |
|---|----------------|-----------------|----------------|------------------|
| PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS (169) | | | | |
| Total (IV) | | | | |
| ECART DE CONVERSION - ACTIF (476) | | | | |
| Total (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) - Actif | 33.642.020.771 | -11.091.839.881 | 22.550.180.890 | 22.823.597.249 |

5352

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

***** PASSIF *****

| Poste | Net Exercice N | Net Exercice N-1 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| CAPITAL (PM) : | | |
| ECARTS DE REEVALUATION (105) | 1.359.556.857 | 1.359.556.857 |
| RESERVES : | | |
| RESERVES FACULTATIVES (1062) | | |
| RESERVES REGLEMENTEES (1064) | | |
| RESERVES DISPONIBLES (1065) | 1.818.254.500 | 2.517.253.266 |
| AUTRES RESERVES (1068) | | |
| DEPRECIATION DE L'ACTIF (1069) | | |
| REPORT A NOUVEAU (SOLDE CREDITEUR OU DEBITEUR) (11) | | |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE (BENEFICE OU PERTE) (12) | 532.311.639 | 214.472.636 |
| RESERVES INDISPONIBLES (1062) | 16.720.374.251 | 15.806.902.849 |
| Situation NETTE | 19.070.940.390 | 18.538.628.751 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (13) | 476.743.912 | 488.652.135 |
| Total (I) | 20.907.241.159 | 20.386.837.743 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES (151) | | 50.000.000 |
| PROVISIONS POUR CHARGES (157) | 681.500.000 | 631.500.000 |
| Total (II) | 681.500.000 | 681.500.000 |
| DETTES | | |
| DETTES FINANCIERES : | | |
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES (161) | | |
| EMPRUNTS SUR CONTRATS (164) | 671.287.059 | 993.777.994 |
| AVANCES DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES (167) | | |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERS DIVERS (165, 168) | 29.635.689 | 30.836.608 |
| EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDITS (51) | | 250.000.000 |
| AVANCES ET ACOMPTES RECUS S/CDES EN COURS (4191) | | |
| DETTES D'EXPLOITATION : | | |
| DETTES SUR ACHATS OU PRESTATIONS DE SVCES (40) | 82.981.362 | 203.030.019 |
| DETTES FISCALES, SOCIALES ET ASSIMILEES (42, 43, 44) | 104.077.058 | 69.096.489 |

PORT AUTONOME DE PAPEETE
CLACROIX

BILAN PORT AUTONOME DE PAPEETE

Gestion 2011

Page No 4

Date 26/04/2012

***** PASSIF *****

| Poste | Net Exercice N | Net Exercice N-1 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| DETTES | | |
| DETTES D'EXPLOITATION : | | |
| AUTRES DETTES D'EXPLOITATION (45, 46, 47, 48, SAUF 487) | 73.458.563 | 208.468.396 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCES (A + D'UN AN) (487) | | |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCES (A - D'UN AN) (487) | | |
| Total (III) | 961.439.731 | 1.755.209.506 |
| ECART DE CONVERSION - PASSIF (477) | | |
| Total (IV) | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV) - Passif | 22.550.180.890 | 22.823.547.249 |

TABLEAU GENERAL - EXERCICE 2011

1 - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE

| <i>Opérations de fonctionnement</i> | | <i>Opérations d'investissement</i> | |
|---|--------------------|---|---------------|
| PRODUITS (classe 7) | 3 222 210 851 | Recettes d'investissement | 1 778 227 339 |
| CHARGES (classe 6) | 2 689 899 212 | Dépenses d'investissement | 2 027 653 156 |
| Résultat de l'exercice à reporter (Excédent) | <u>532 311 639</u> | Solde des opérations d'investissement | - 249 425 817 |
| | | Virement de la Section de Fonctionnement | 532 311 639 |
| RESULTAT : | | EXCEDENT OU DEFICIT GLOBAL DE L'EXERCICE : | |
| Augmentation des antérieurs (excédents) | 532 311 639 | Augmentation du fonds de roulement : | 282 885 822 |

2 - SITUATION GENERALE

| | Situation initiale | Résultats de l'exercice | Exécution hors budget | Situation finale |
|---|--------------------|-------------------------|--|------------------|
| Résultats de fonctionnement reportés excédentaires | 4 334 207 566 | 532 311 639 | affectation en réserves - 314 168 172 | 4 552 351 033 |
| Différence entre financements | - 2 515 953 066 | - 249 425 817 | 314 168 172 | - 2 451 210 711 |
| Fonds de roulement | 2 517 253 266 | 282 885 822 | | 2 101 140 322 |

L'Agent Comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier.

Il affirme en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A Papeete, le 22 mai 2012

L'AGENT COMPTABLE,

Christophe LACROIX.

L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et du montant des titres de recettes inscrits au présent compte financier. .

A Papeete, le 22 mai 2012

L'ORDONNATEUR

Le directeur général du port autonome de Papeete,
Mario BANNER-MARTIN.

Adopté par le Conseil d'Administration dans sa séance du 22 mai 2012.

A Papeete, le 22 mai 2012

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Ministre de l'équipement, des transports terrestres,
en charge des ports et aéroports
James SALMON

DELIBERATION n° 2012-38 APF du 23 août 2012 portant approbation du compte financier de l'exercice 2011 du Conservatoire artistique de la Polynésie française et affectation de son résultat.

NOR : CAP1201395DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 89-102 AT du 20 juillet 1989 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Conservatoire artistique de la Polynésie française" ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 13 juillet 1990 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion financière et comptable du Conservatoire artistique de la Polynésie française "Te Fare Upa Rau" ;

Vu l'arrêté n° 967 CM du 24 juillet 2012 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5621-2012 APF/SG du 16 août 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 64-2012 du 16 août 2012 de la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 23 août 2012,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte financier du Conservatoire artistique de la Polynésie française pour l'exercice 2011 est arrêté à la somme de *trois cent cinquante-six millions cinq cent neuf mille deux cent soixante-sept francs CFP* (356 509 267 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| - section I de fonctionnement | 341 284 184 |
| - section II d'investissement | 15 225 083 |
| <i>Total</i> | <i>356 509 267</i> |

Art. 2. — Le montant définitif des dépenses du compte financier du Conservatoire artistique de la Polynésie française pour l'exercice 2011 est arrêté à la somme de *trois cent soixante-sept millions quatre-vingt-dix-sept mille deux cent trente-cinq francs CFP* (367 097 235 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| - section I de fonctionnement | 353 840 734 |
| - section II d'investissement | 13 256 501 |
| <i>Total</i> | <i>367 097 235</i> |

Art. 3. — Le compte financier du Conservatoire artistique de la Polynésie française pour l'exercice 2011 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|-----------------|-----------------------------|-------------------------------------|---------------------|
| Recettes | 341 284 184 | 15 225 083 | 356 509 267 |
| Dépenses | 353 840 734 | 13 256 501 | 367 097 235 |
| <i>Résultat</i> | <i>- 12 556 550</i> | <i>1 968 582</i> | <i>- 10 587 968</i> |

Art. 4. — Le résultat d'exploitation de l'exercice 2011, soit un déficit de 12 556 550 F CFP, est affecté au compte :

| | |
|--|------------------|
| - 110 : report à nouveau (solde créditeur) | 12 556 550 F CFP |
|--|------------------|

Afin de réajuster le besoin de financement de la section d'investissement, une somme de 4 696 563 F CFP devra être prélevée sur le compte 1068 "Réserves" pour être affectée au crédit du compte 110 "Report à nouveau (solde créditeur)".

Art. 5. — Au 31 décembre de l'exercice 2011, le fonds de roulement du Conservatoire artistique de la Polynésie française est de *cinquante-huit millions quatre cent soixante-quatre mille cent quatre-vingt-deux francs CFP* (58 464 182 F CFP).

Art. 6. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

Le président,
Benoît KAUTAI.

CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE
FRANCAISE

COMPTE FINANCIER
DE L'EXERCICE 2011

Présenté par

Monsieur Michel RUIZ du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011

Paierie de Polynésie Française

Le 09/05/2012 ETAT : A

Organisme : 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B03 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|-----------------|--------------------|-----------------------|---------------------|---------------|
| 102 | | APPORTS | 5 551 218 | 5 551 218 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 5 551 218 | 5 551 218 | | 0 | 100,00 |
| 139 | | SUB. INV. INSCR... | 1 999 645 | 1 999 645 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 1 999 645 | 1 999 645 | | 0 | 100,00 |
| 205 | | CONCESSIONS DROITS | | | | | |
| | | <i>Sous-total</i> | 0 | | | 0 | 00,00 |
| 211 | | TERRAINS | | | | | |
| | | <i>Sous-total</i> | 0 | | | 0 | 00,00 |
| 212 | | AGENC. AMEN. TERRAIN | 2 144 777 | 2 144 777 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 2 144 777 | 2 144 777 | | 0 | 100,00 |
| 213 | | CONSTRUCTIONS | 2 000 000 | 1 123 494 | | 876 506 | 56,17 |
| | | <i>Sous-total</i> | 2 000 000 | 1 123 494 | | 876 506 | 56,17 |
| 215 | | INST. TECHN. MAT. OU | 2 752 881 | 2 210 216 | | 542 665 | 80,29 |
| | | <i>Sous-total</i> | 2 752 881 | 2 210 216 | | 542 665 | 80,29 |
| 218 | | AUT. IMMOB. CORPOR | 850 000 | 227 151 | | 622 849 | 26,72 |
| | | <i>Sous-total</i> | 850 000 | 227 151 | | 622 849 | 26,72 |
| <i>Total Investissement</i> | | | 15 298 521 | 13 256 501 | | 2 042 020 | 86,85 |

Païerie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B03 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|--------|-----------|----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| 606 | | ACHATS APPRO. NON ST | 10 150 000 | 9 602 933 | | 547 067 | 94,61 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>10 150 000</i> | <i>9 602 933</i> | | <i>547 067</i> | <i>94,61</i> |
| 613 | | LOCATIONS | 850 000 | 716 747 | | 133 253 | 84,32 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>850 000</i> | <i>716 747</i> | | <i>133 253</i> | <i>84,32</i> |
| 615 | | TRAV. ENTR. ET REPAR | 1 650 000 | 1 064 738 | | 585 262 | 64,53 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 650 000</i> | <i>1 064 738</i> | | <i>585 262</i> | <i>64,53</i> |
| 616 | | PRIMES ASSURANCES | 501 874 | 501 874 | | 0 | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>501 874</i> | <i>501 874</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| 618 | | DIVERS | 50 000 | 13 533 | | 36 467 | 27,07 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>50 000</i> | <i>13 533</i> | | <i>36 467</i> | <i>27,07</i> |
| 622 | | REMUNERATIONS INTERM | 597 150 | 529 628 | | 67 522 | 88,69 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>597 150</i> | <i>529 628</i> | | <i>67 522</i> | <i>88,69</i> |
| 623 | | PUBLICITE INFOR PUBL | 1 200 000 | 999 270 | | 200 730 | 83,27 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 200 000</i> | <i>999 270</i> | | <i>200 730</i> | <i>83,27</i> |
| 624 | | TRANS. BIENS. COLL | 300 000 | 186 675 | | 113 325 | 62,23 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>300 000</i> | <i>186 675</i> | | <i>113 325</i> | <i>62,23</i> |
| 625 | | DEPLACEMENTS MISS | 300 000 | 203 965 | | 96 035 | 67,99 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>300 000</i> | <i>203 965</i> | | <i>96 035</i> | <i>67,99</i> |
| 626 | | FRAIS POSTAUX ET TEL | 1 761 000 | 1 230 846 | | 530 154 | 69,89 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 761 000</i> | <i>1 230 846</i> | | <i>530 154</i> | <i>69,89</i> |
| 628 | | CHARGES EXTERNES DIV | 19 512 850 | 16 898 422 | | 2 614 428 | 86,60 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>19 512 850</i> | <i>16 898 422</i> | | <i>2 614 428</i> | <i>86,60</i> |
| 635 | | AUT. IMPOTS TAXES .. | 600 000 | 429 938 | | 170 062 | 71,66 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>600 000</i> | <i>429 938</i> | | <i>170 062</i> | <i>71,66</i> |
| 637 | | AUTRES IMPOTS ET TAX | 150 000 | 145 797 | | 4 203 | 97,20 |

Palerie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B03 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| | | <i>Sous-total</i> | 150 000 | 145 797 | | 4 203 | 97,20 |
| 641 | | REMUNERATION PERSONN | 248 145 000 | 243 916 071 | | 4 228 929 | 98,30 |
| | | <i>Sous-total</i> | 248 145 000 | 243 916 071 | | 4 228 929 | 98,30 |
| 643 | | REMUN PERSON. SUR CR | | | | | |
| | | <i>Sous-total</i> | 0 | | | 0 | 00,00 |
| 645 | | CHARGES SOCIALES CPS | 64 000 000 | 60 320 426 | | 3 679 574 | 94,25 |
| | | <i>Sous-total</i> | 64 000 000 | 60 320 426 | | 3 679 574 | 94,25 |
| 647 | | AUTRES CHARGES SOCIA | 350 000 | 194 400 | | 155 600 | 55,54 |
| | | <i>Sous-total</i> | 350 000 | 194 400 | | 155 600 | 55,54 |
| 651 | | REDEVANCES BREVETS | 49 700 | | | 49 700 | |
| | | <i>Sous-total</i> | 49 700 | | | 49 700 | 00,00 |
| 654 | | CHARGES SUR CREANCES | 1 372 976 | 1 372 976 | - 97 538 | 97 538 | 92,90 |
| | | <i>Sous-total</i> | 1 372 976 | 1 372 976 | - 97 538 | 97 538 | 100,00 |
| 658 | | DIVERS.AUTR.CHARGES | 25 000 | 15 000 | | 10 000 | 60,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 25 000 | 15 000 | | 10 000 | 60,00 |
| 671 | | CHARGES EXCEPT. | 420 929 | 358 200 | | 62 729 | 85,10 |
| | | <i>Sous-total</i> | 420 929 | 358 200 | | 62 729 | 85,10 |
| 678 | | AUTRES CHARGES EXCEP | 500 000 | 11 750 | | 488 250 | 02,35 |
| | | <i>Sous-total</i> | 500 000 | 11 750 | | 488 250 | 02,35 |
| 681 | | DOTATIONS AUX AMORTI | 15 298 521 | 15 225 083 | | 73 438 | 99,52 |
| | | <i>Sous-total</i> | 15 298 521 | 15 225 083 | | 73 438 | 99,52 |
| <i>Total Fonctionnement</i> | | | 367 785 000 | 353 938 272 | - 97 538 | 13 944 286 | 96,24 |
| TOTAL | | | 383 083 521 | 367 194 773 | - 97 538 | 15 986 286 | 95,85 |

Païerie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B03 Budget Principal

RECETTES

| Compte | Programme | Libellé | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|------------------|
| 280 | | AMORT. IMMOB. INCORP | | 18 458 | | - 18 458 | |
| | | <i>Sous-total</i> | 0 | 18 458 | | - 18 458 | 00,00 |
| 281 | | AMORT. IMMOB. CORPOR | 5 796 735 | 5 704 839 | | 91 896 | 98,41 |
| | | <i>Sous-total</i> | 5 796 735 | 5 704 839 | | 91 896 | 98,41 |
| 284 | | AMMORT IMMOB CORROR | 9 501 786 | 9 501 786 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 9 501 786 | 9 501 786 | | 0 | 100,00 |
| <i>Total Investissement</i> | | | 15 298 521 | 15 225 083 | | 73 438 | 99,52 |

5362

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Païerie de Polynésie Française

Organisme : 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Exercice : 2011

Ucg : B03 Budget Principal

ETAT : A

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

RECETTES

| Compte | Programme | Libellé | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|-----------------------|-------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|------------------|
| 706 | | PRESTATIONS SERVICES | 66 400 000 | 65 985 332 | - 297 100 | 711 768 | 98,93 |
| | | <i>Sous-total</i> | 66 400 000 | 65 985 332 | - 297 100 | 711 768 | 99,38 |
| 708 | | PROD. ACTIV. ANNEXES | 3 060 105 | 3 365 500 | - 20 000 | - 285 395 | 109,33 |
| | | <i>Sous-total</i> | 3 060 105 | 3 365 500 | - 20 000 | - 285 395 | 109,98 |
| 741 | | SUBV. EXPLOIT. ETAT | 11 231 265 | 11 231 265 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 11 231 265 | 11 231 265 | | 0 | 100,00 |
| 744 | | SUBV. EXPLOIT. P.F | 250 000 000 | 250 000 000 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 250 000 000 | 250 000 000 | | 0 | 100,00 |
| 758 | | DIVERS AUTRES PRODUIT | 1 538 276 | 1 595 970 | | - 57 694 | 103,75 |
| | | <i>Sous-total</i> | 1 538 276 | 1 595 970 | | - 57 694 | 103,75 |
| 771 | | PRODUITS EXCEP. OPER | 3 169 209 | 1 872 354 | | 1 296 855 | 59,08 |
| | | <i>Sous-total</i> | 3 169 209 | 1 872 354 | | 1 296 855 | 59,08 |
| 776 | | PRODUITS AMORTIS | 5 551 218 | 5 551 218 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 5 551 218 | 5 551 218 | | 0 | 100,00 |
| 777 | | QUOTE-PART SUB INVES | 1 999 645 | 1 999 645 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 1 999 645 | 1 999 645 | | 0 | 100,00 |
| 778 | | AUTRES PRODUITS OPER | 50 282 | | | - 50 282 | |
| | | <i>Sous-total</i> | 50 282 | | | 50 282 | 00,00 |
| <i>Total Fonctionnement</i> | | | 343 000 000 | 341 601 284 | - 317 100 | 1 715 816 | 99,59 |
| TOTAL | | | 358 298 521 | 356 826 367 | - 317 100 | 1 789 254 | 99,59 |

Paierie de Polynésie Française

Le 09/05/2012

ETAT : B

Organisme : 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B03 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles |
|-----------------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|
| 10 | 5 551 218 | 5 551 218 | | 0 |
| 13 | 1 999 645 | 1 999 645 | | 0 |
| 20 | 0 | | | 0 |
| 21 | 7 747 650 | 5 705 638 | | 2 042 020 |
| <i>Total Investissement</i> | <i>15 298 521</i> | <i>13 256 501</i> | | <i>2 042 020</i> |
| 60 | 10 150 000 | 9 602 933 | | 547 067 |
| 61 | 3 051 874 | 2 296 892 | | 754 982 |
| 62 | 23 671 000 | 20 048 806 | | 3 622 194 |
| 63 | 750 000 | 575 735 | | 174 265 |
| 64 | 312 495 000 | 304 430 897 | | 8 064 103 |
| 65 | 1 447 676 | 1 387 976 | - 97 538 | 157 238 |
| 67 | 920 929 | 369 950 | | 550 979 |
| 68 | 15 298 521 | 15 225 083 | | 73 438 |
| <i>Total Fonctionnement</i> | <i>367 785 000</i> | <i>353 938 272</i> | <i>- 97 538</i> | <i>13 944 266</i> |
| TOTAL | 383 083 521 | 367 194 773 | - 97 538 | 15 986 286 |

5364

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Palerie de Polynésie Française

ETAT : B

Organisme : 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B03 Budget Principal

RECETTES

| Compte | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions |
|-----------------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|
| 28 | 15 298 521 | 15 225 083 | | 73 438 |
| <i>Total Investissement</i> | 15 298 521 | 15 225 083 | | 73 438 |
| 70 | 69 460 105 | 69 350 832 | - 317 100 | 426 373 |
| 74 | 261 231 265 | 261 231 265 | | 0 |
| 75 | 1 538 276 | 1 595 970 | | - 57 694 |
| 77 | 10 770 354 | 9 423 217 | | 1 347 137 |
| <i>Total Fonctionnement</i> | 343 000 000 | 341 601 284 | - 317 100 | 1 715 816 |
| TOTAL | 358 298 521 | 356 826 367 | - 317 100 | 1 789 254 |

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2011

ETAT C

103 : CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNEsie FRANCAISE

Le : 09-MAI-12 09:51:21

B03 : Budget Principal

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|-----------------------------------|------------------------------|------------------------------|-----------------------|
| Recettes | | | |
| Prévisions budgétaires totales | 15.298.521 | 343.000.000 | 358.298.521 |
| Titres de recettes émis | 15.225.083 | 341.601.284 | 356.826.367 |
| Réductions de titres | | 317.100 | 317.100 |
| Recettes nettes | 15.225.083 | 341.284.184 | 356.509.267 |
| Dépenses | | | |
| Autorisations budgétaires totales | 15.298.521 | 367.785.000 | 383.083.521 |
| Mandats émis | 13.256.501 | 353.938.272 | 367.194.773 |
| Annulations de mandats | | 97.538 | 97.538 |
| Dépenses nettes | 13.256.501 | 353.840.734 | 367.097.235 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | Excédent 1.968.582 | | |
| | Déficit | 12.556.550 | 10.587.968 |

TABLEAU GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2011

ETAT D

103 : CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

B103 : Budget Principal

| 1 - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE | | | | | | |
|--|---------------|-------------|---------------------------------------|-------------------------|---------------------------------|------------------|
| Opérations de fonctionnement | | | Opérations d'investissement | | | |
| PRODUITS(classé 7) | | 341 284 184 | Recettes d'investissement | | 15 225 083 | |
| CHARGES(classé 6) | | 353 840 734 | Dépenses d'investissement | | 13 256 501 | |
| Résultat de l'exercice à reporter | Déficit | -12 556 550 | Solde des opérations d'investissement | Excédent | 1 968 582 | |
| | | | Diminution du fonds de roulement | | -10 587 968 | |
| 2 - SITUATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| | | Réserves | Situation initiale | Résultats de l'exercice | Variation de stocks- Provisions | Situation finale |
| Résultats de fonctionnement reportés | Excédentaires | | 105 388 987 | | | 92 832 437 |
| | Déficitaires | | | -12 556 550 | | |
| Différence entre investissements et financements | Excédentaires | | | 1 968 582 | | |
| | Déficitaires | | -36 336 837 | | | -34 368 255 |
| Situation globale | | | 69 052 150 | -10 587 968 | | 58 464 182 |

| | |
|------------------------------------|-------------|
| Diminution du Fonds de Roulement : | -10 587 968 |
|------------------------------------|-------------|

Organisme 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le : 09-05-12 09:45 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B03

Page 001 / 010

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|-----------|------------------|-------------|------------------------|--------|----------------------------|------------|------------------|-------------|-----------|-------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 1027 | | 302.582.074 | 5.551.218 | | | | 5.551.218 | 302.582.074 | | 297.030.856 |
| TOTAL 102 | | 302.582.074 | 5.551.218 | | | | 5.551.218 | 302.582.074 | | 297.030.856 |
| 1068 | | 39.064.818 | | | | | | 39.064.818 | | 39.064.818 |
| TOTAL 106 | | 39.064.818 | | | | | | 39.064.818 | | 39.064.818 |
| TOTAL 10 | | 341.646.892 | 5.551.218 | | | | 5.551.218 | 341.646.892 | | 336.095.674 |
| 110 | | 50.595.772 | | | 15.728.397 | | | 66.324.169 | | 66.324.169 |
| TOTAL 110 | | 50.595.772 | | | 15.728.397 | | | 66.324.169 | | 66.324.169 |
| TOTAL 11 | | 50.595.772 | | | 15.728.397 | | | 66.324.169 | | 66.324.169 |
| 120 | | 15.728.397 | | | 15.728.397 | | 15.728.397 | 15.728.397 | | |
| TOTAL 120 | | 15.728.397 | | | 15.728.397 | | 15.728.397 | 15.728.397 | | |
| TOTAL 12 | | 15.728.397 | | | 15.728.397 | | 15.728.397 | 15.728.397 | | |
| 1382 | | 19.996.466 | | | | | | 19.996.466 | | 19.996.466 |
| TOTAL 138 | | 19.996.466 | | | | | | 19.996.466 | | 19.996.466 |
| 1398 | 3.999.290 | | 1.999.645 | | | | 5.998.935 | | 5.998.935 | |
| TOTAL 139 | 3.999.290 | | 1.999.645 | | | | 5.998.935 | | 5.998.935 | |
| TOTAL 13 | 3.999.290 | 19.996.466 | 1.999.645 | | | | 5.998.935 | 19.996.466 | 5.998.935 | 19.996.466 |
| TOTAL 1 | 3.999.290 | 427.967.522 | 7.550.863 | | 15.728.397 | 15.728.397 | 27.279.550 | 443.695.924 | 5.998.935 | 427.695.309 |
| 2053 | 172.790 | | | | | | 172.790 | | | 172.790 |
| TOTAL 205 | 172.790 | | | | | | 172.790 | | | 172.790 |
| TOTAL 20 | 172.790 | | | | | | 172.790 | | | 172.790 |
| 21126 | 156.400.000 | | | | | | 156.400.000 | | | 156.400.000 |
| 21127 | | | | | | | | | | |
| TOTAL 211 | 156.400.000 | | | | | | 156.400.000 | | | 156.400.000 |
| 21227 | 5.213.311 | | 2.144.777 | | | | 7.358.088 | | | 7.358.088 |
| TOTAL 212 | 5.213.311 | | 2.144.777 | | | | 7.358.088 | | | 7.358.088 |

5368

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B03

Page 002 / 010

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|-----------|------------------|--------|------------------------|--------|----------------------------|--------|------------------|--------|-------------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 21316 | 186.363.281 | | | | | | 186.363.281 | | 186.363.281 | |
| 21317 | 20.531.152 | | | | | | 20.531.152 | | 20.531.152 | |
| 21351 | | | | | | | | | | |
| 21356 | 37.637.377 | | 1.032.206 | | | | 38.669.583 | | 38.669.583 | |
| 21357 | 19.479.221 | | 91.288 | | | | 19.570.509 | | 19.570.509 | |
| TOTAL 213 | 264.011.031 | | 1.123.494 | | | | 265.134.525 | | 265.134.525 | |
| 215 | | | | | | | | | | |
| 21536 | 264.281 | | 320.416 | | | | 584.697 | | 584.697 | |
| 21537 | 6.300.291 | | | | | | 6.300.291 | | 6.300.291 | |
| 21546 | 7.458.786 | | | | | | 7.458.786 | | 7.458.786 | |
| 21547 | 48.946.238 | | 1.654.800 | | | | 50.611.038 | | 50.611.038 | |
| 21548 | | | 225.000 | | | | 225.000 | | 225.000 | |
| 21556 | 163.565 | | | | | | 163.565 | | 163.565 | |
| 21557 | 637.474 | | | | | | 637.474 | | 637.474 | |
| TOTAL 215 | 63.770.635 | | 2.210.216 | | | | 65.980.851 | | 65.980.851 | |
| 21818 | 328.500 | | | | | | 328.500 | | 328.500 | |
| 21827 | 5.290.000 | | | | | | 5.290.000 | | 5.290.000 | |
| 2183 | 190.320 | | | | | | 190.320 | | 190.320 | |
| 218316 | 38.500 | | | | | | 38.500 | | 38.500 | |
| 218317 | 3.546.581 | | | | | | 3.546.581 | | 3.546.581 | |
| 218327 | 5.897.255 | | | | | | 5.897.255 | | 5.897.255 | |
| 21847 | 10.509.121 | | 227.151 | | | | 10.736.272 | | 10.736.272 | |
| 21887 | 739.000 | | | | | | 739.000 | | 739.000 | |
| TOTAL 218 | 26.539.277 | | 227.151 | | | | 26.766.428 | | 26.766.428 | |
| TOTAL 21 | 515.934.254 | | 5.705.638 | | | | 521.639.892 | | 521.639.892 | |

Organisme 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 09-08-12 09:45 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B03

Page 003 / 010

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|-----------|------------------|-------------|------------------------|------------|----------------------------|------------|------------------|-------------|-------------|-------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 28053 | | 80.500 | | 18.458 | | | | 98.958 | | 98.958 |
| TOTAL 280 | | 80.500 | | 18.458 | | | | 98.958 | | 98.958 |
| 281227 | | 992.393 | | 521.332 | | | | 1.513.725 | | 1.513.725 |
| 281317 | | 19.471.874 | | 756.878 | | | | 20.228.752 | | 20.228.752 |
| 281357 | | 13.364.463 | | 1.504.570 | | | | 14.869.033 | | 14.869.033 |
| 281537 | | 3.353.311 | | 606.094 | | | | 3.959.405 | | 3.959.405 |
| 281547 | | 44.443.782 | | 1.084.453 | | | | 45.528.235 | | 45.528.235 |
| 281557 | | 626.954 | | 10.520 | | | | 637.474 | | 637.474 |
| 281818 | | 213.600 | | 19.150 | | | | 232.750 | | 232.750 |
| 281827 | | 5.290.000 | | | | | | 5.290.000 | | 5.290.000 |
| 28183 | | 114.192 | | 38.064 | | | | 152.256 | | 152.256 |
| 2818317 | | 3.134.125 | | 367.833 | | | | 3.501.958 | | 3.501.958 |
| 2818327 | | 5.154.558 | | 234.678 | | | | 5.389.236 | | 5.389.236 |
| 281847 | | 8.160.201 | | 534.259 | | | | 8.694.460 | | 8.694.460 |
| 281887 | | 577.008 | | 27.008 | | | | 604.016 | | 604.016 |
| TOTAL 281 | | 104.896.461 | | 5.704.839 | | | | 110.601.300 | | 110.601.300 |
| 284316 | | 39.099.012 | | 5.591.299 | | | | 44.690.311 | | 44.690.311 |
| 284356 | | 9.716.983 | | 3.763.736 | | | | 13.480.719 | | 13.480.719 |
| 284536 | | 78.720 | | 32.894 | | | | 111.614 | | 111.614 |
| 284546 | | 7.117.216 | | 113.857 | | | | 7.231.073 | | 7.231.073 |
| 284556 | | 163.565 | | | | | | 163.565 | | 163.565 |
| 2848316 | | 38.500 | | | | | | 38.500 | | 38.500 |
| TOTAL 284 | | 56.213.996 | | 9.501.786 | | | | 65.715.782 | | 65.715.782 |
| TOTAL 28 | | 161.190.957 | | 15.225.083 | | | | 176.416.040 | | 176.416.040 |
| TOTAL 2 | 1516107.044 | 161.190.957 | 5.705.839 | 15.225.083 | 5.705.839 | 15.225.083 | 176.416.040 | 176.416.040 | 161.190.957 | 176.416.040 |

5370

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B03

Page 004 / 010

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|-----------|------------------------|--------|----------------------------|-------------|------------------|-------------|-----------|------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 4011 | | 3.215.519 | | | 3.215.519 | | 3.215.519 | 3.215.519 | | |
| 4012 | | | | | 31.282.893 | 32.916.703 | 31.282.893 | 32.916.703 | | 1.633.810 |
| 4041 | | 1.663.750 | | | 1.663.750 | | 1.663.750 | 1.663.750 | | |
| 4042 | | | | | 2.968.449 | 5.705.638 | 2.968.449 | 5.705.638 | | 2.737.189 |
| TOTAL 40 | | 4.879.269 | | | 39.130.611 | 38.622.341 | 39.130.611 | 43.501.610 | | 4.370.999 |
| 411100 | 71.074 | | | | | 20.000 | 71.074 | 20.000 | 51.074 | |
| 411101 | 510.066 | | | | | 20.000 | 510.066 | 20.000 | 490.066 | |
| 411102 | 160.966 | | | | | 218 | 160.966 | 218 | 160.750 | |
| 411103 | 313.438 | | | | | | 313.438 | | 313.438 | |
| 411104 | 455.750 | | | | | 13.500 | 455.750 | 13.500 | 442.250 | |
| 411105 | 989.481 | | | | | 173.000 | 989.481 | 173.000 | 816.481 | |
| 411106 | 1.045.407 | | | | | 278.970 | 1.045.407 | 278.970 | 766.437 | |
| 411107 | 1.336.343 | | | | | 867.563 | 1.336.343 | 867.563 | 468.780 | |
| 411108 | 833.934 | | | | | 215.750 | 833.934 | 215.750 | 618.184 | |
| 411109 | 759.900 | | | | 2.000 | 256.750 | 761.900 | 256.750 | 505.150 | |
| 411110 | 2.197.405 | | | | 52.500 | 1.645.805 | 2.249.905 | 1.645.805 | 604.100 | |
| 411111 | | | | | | | | | | |
| 411199 | 106.000 | | | | | 106.000 | 106.000 | 106.000 | | |
| 4112 | | | | | 7.327.965 | 5.408.477 | 7.327.965 | 5.408.477 | 1.919.488 | |
| TOTAL 41 | 8.779.766 | | | | 7.362.465 | 9.006.033 | 16.162.231 | 9.006.033 | 7.156.198 | |
| 421 | | 384.389 | | | 201.325.530 | 221.610.279 | 201.325.530 | 221.994.668 | | 20.669.138 |
| 427 | | 81.653 | | | 1.152.707 | 1.071.054 | 1.152.707 | 1.152.707 | | |
| TOTAL 42 | | 466.042 | | | 202.478.237 | 222.681.333 | 202.478.237 | 223.147.375 | | 20.669.138 |

Organisme 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 09-06-12 09:45 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B03

Page 005 / 010

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|---------|------------------------|--------|----------------------------|-------------|------------------|-------------|------------|------------|
| | | | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | | |
| | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 431 | | 319.381 | | | 80.798.423 | 82.820.618 | 80.798.423 | 83.139.999 | | 2.341.576 |
| TOTAL 43 | | 319.381 | | | 80.798.423 | 82.820.618 | 80.798.423 | 83.139.999 | | 2.341.576 |
| 4417 | | | | | 261.231.265 | 240.397.932 | 261.231.265 | 240.397.932 | 20.833.333 | |
| TOTAL 44 | | | | | 261.231.265 | 240.397.932 | 261.231.265 | 240.397.932 | 20.833.333 | |
| 4631 | 17.500 | | | | 52.500 | 35.000 | 35.000 | 35.000 | | |
| 4632 | | | | | 4.018.068 | 271.854 | 4.018.068 | 271.854 | 3.746.214 | |
| 4661 | | 116.280 | | | 789.698 | 673.418 | 789.698 | 789.698 | | |
| 4663 | | | | | | 15.500 | | 15.500 | | 15.500 |
| 4664 | | | | | 92.113 | 383.438 | 92.113 | 383.438 | | 291.325 |
| 4668 | | | | | 351.079 | 434.971 | 351.079 | 434.971 | | 83.892 |
| TOTAL 46 | 17.500 | 116.280 | | | 5.198.458 | 1.744.181 | 5.215.958 | 1.860.461 | 3.746.214 | 390.717 |
| 4713 | | 518.728 | | | 231.743.756 | 231.248.028 | 231.743.756 | 231.766.756 | | 23.000 |
| 47151 | | | | | 110.724.369 | 110.724.369 | 110.724.369 | 110.724.369 | | |
| 47152 | | | | | 1.960.575 | 1.960.575 | 1.960.575 | 1.960.575 | | |
| 4718 | | | | | 11.770.015 | 11.770.015 | 11.770.015 | 11.770.015 | | |
| 4725 | 30.210 | | | | 404.761 | 434.971 | 434.971 | 434.971 | | |
| 4731 | | | | | 180.150 | 184.212 | 180.150 | 184.212 | | 4.062 |
| 4781 | | 2.220 | | | | 11.780 | | 14.000 | | 14.000 |
| TOTAL 47 | 30.210 | 520.948 | | | 356.783.626 | 356.333.950 | 356.813.836 | 356.854.898 | | 41.062 |
| TOTAL 4 | 30.210 | 520.948 | | | 952.003.085 | 951.606.388 | 961.830.561 | 957.908.908 | 31.735.745 | 27.813.492 |

5372

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B03

Page 006 / 010

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|-----------------|-------------------|--------|------------------------|--------|----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 5117 | 59.469 | | | | 234.975 | 273.744 | 294.444 | 273.744 | 20.700 | |
| 515 | 66.397.335 | | | | 308.985.316 | 320.961.422 | 375.382.651 | 320.961.422 | 54.421.229 | |
| 543 | | | | | | | | | | |
| 5431 | 69.790 | | | | 434.971 | 404.761 | 504.761 | 404.761 | 100.000 | |
| 5451 | | | | | 3.380.287 | 3.380.287 | 3.380.287 | 3.380.287 | | |
| 5452 | | | | | | | | | | |
| 581 | | | | | 22.775.946 | 22.775.946 | 22.775.946 | 22.775.946 | | |
| TOTAL 5 | 66.527.594 | | | | 336.913.495 | 317.296.160 | 402.330.089 | 347.965.160 | 54.544.929 | |
| 60611 | | | 4.707.013 | | | | 4.707.013 | | | |
| 60612 | | | 310.693 | | | | 310.693 | | | |
| 60617 | | | 361.252 | | | | 361.252 | | | |
| 6063 | | | 2.964.085 | | | | 2.964.085 | | | |
| 6064 | | | 67.140 | | | | 67.140 | | | |
| 60641 | | | 1.178.750 | | | | 1,178.750 | | | |
| 6065 | | | 14.000 | | | | 14.000 | | | |
| TOTAL 60 | | | 9.602.933 | | | | 9.602.933 | | | |
| 613 | | | 230.000 | | | | 230.000 | | | |
| 6135 | | | 486.747 | | | | 486.747 | | | |
| 615 | | | 305.265 | | | | 305.265 | | | |
| 6152 | | | 637.489 | | | | 637.489 | | | |

Organisme 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 09-05-12 09:45 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B03

Page 007 / 010

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | | |
|----------|------------------|--------|------------------------|--------|----------------------------|--------|------------------|--------|-------|--------|--|
| | | | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | | | |
| | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | |
| 6155 | | | 22.450 | | | | 22.450 | | | | |
| 61553 | | | 43.424 | | | | 43.424 | | | | |
| 61555 | | | 25.600 | | | | 25.600 | | | | |
| 61557 | | | 30.510 | | | | 30.510 | | | | |
| 616 | | | 501.874 | | | | 501.874 | | | | |
| 618 | | | 13.533 | | | | 13.533 | | | | |
| TOTAL 61 | | | 2.296.892 | | | | 2.296.892 | | | | |
| 622 | | | 393.795 | | | | 393.795 | | | | |
| 6224 | | | 15.833 | | | | 15.833 | | | | |
| 6227 | | | 120.000 | | | | 120.000 | | | | |
| 623 | | | 999.270 | | | | 999.270 | | | | |
| 6241 | | | 4.200 | | | | 4.200 | | | | |
| 6243 | | | 50.515 | | | | 50.515 | | | | |
| 6244 | | | 13.360 | | | | 13.360 | | | | |
| 6247 | | | 4.200 | | | | 4.200 | | | | |
| 6248 | | | 114.400 | | | | 114.400 | | | | |
| 625 | | | 29.680 | | | | 29.680 | | | | |
| 6257 | | | 174.285 | | | | 174.285 | | | | |
| 626 | | | 1.230.846 | | | | 1.230.846 | | | | |
| 628 | | | 3.300 | | | | 3.300 | | | | |
| 6281 | | | 47.733 | | | | 47.733 | | | | |

5374

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

LE MINISTRE DU CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Exercice 2011

Le : 09-05-12 09:45 AM

ETAT E

Ucg B03

BALANCE AU 31/12/11

Page 008 / 010

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|--------|------------------------|--------|----------------------------|--------|------------------|--------|-------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 6283 | | | 80.000 | | | | 80.000 | | | |
| 6286 | | | 1.026.300 | | | | 1.026.300 | | | |
| 6288 | | | 15.741.089 | | | | 15.741.089 | | | |
| TOTAL 62 | | | 20.048.806 | | | | 20.048.806 | | | |
| 635 | | | 429.938 | | | | 429.938 | | | |
| 637 | | | 145.797 | | | | 145.797 | | | |
| TOTAL 63 | | | 575.735 | | | | 575.735 | | | |
| 641111 | | | 52.123.346 | | | | 52.123.346 | | | |
| 641112 | | | 119.344.531 | | | | 119.344.531 | | | |
| 641114 | | | 72.240.921 | | | | 72.240.921 | | | |
| 6414 | | | 207.273 | | | | 207.273 | | | |
| 645 | | | 60.320.426 | | | | 60.320.426 | | | |
| 647 | | | 194.400 | | | | 194.400 | | | |
| TOTAL 64 | | | 304.430.897 | | | | 304.430.897 | | | |
| 654 | | | 1.372.976 | 97.538 | | | 1.372.976 | 97.538 | | |
| 6583 | | | 15.000 | | | | 15.000 | | | |
| TOTAL 65 | | | 1.387.976 | 97.538 | | | 1.387.976 | 97.538 | | |
| 6718 | | | 358.200 | | | | 358.200 | | | |

6 Septembre 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5375

Organisme 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 09-05-12 09:45 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B03

Page 009 / 010

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|--------|------------------------|-------------|----------------------------|--------|------------------|-------------|-------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 6781 | | | 11.750 | | | | 11.750 | | | |
| TOTAL 67 | | | 369.950 | | | | 369.950 | | | |
| 681 | | | 15.225.083 | | | | 15.225.083 | | | |
| TOTAL 68 | | | 15.225.083 | | | | 15.225.083 | | | |
| TOTAL 6 | | | 350.938.272 | 97.538 | | | 350.938.272 | 97.538 | | |
| 7061 | | | 297.100 | 61.460.832 | | | 297.100 | 61.460.832 | | |
| 7062 | | | | 3.484.500 | | | | 3.484.500 | | |
| 7063 | | | | 1.040.000 | | | | 1.040.000 | | |
| 70831 | | | | 789.000 | | | | 789.000 | | |
| 70832 | | | 20.000 | 2.494.000 | | | 20.000 | 2.494.000 | | |
| 70881 | | | | 82.500 | | | | 82.500 | | |
| TOTAL 70 | | | 317.100 | 69.350.832 | | | 317.100 | 69.350.832 | | |
| 741 | | | | 11.231.265 | | | | 11.231.265 | | |
| 744 | | | | 250.000.000 | | | | 250.000.000 | | |
| TOTAL 74 | | | | 261.231.265 | | | | 261.231.265 | | |
| 758 | | | | 202.720 | | | | 202.720 | | |
| 7583 | | | | 1.393.250 | | | | 1.393.250 | | |
| TOTAL 75 | | | | 1.595.970 | | | | 1.595.970 | | |
| 771 | | | | 52.000 | | | | 52.000 | | |
| 7718 | | | | 1.820.354 | | | | 1.820.354 | | |

5376

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

LE GÉNÉRAL DU CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le : 09-05-12 09:45 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B03

Page 010 / 010

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|--------------|------------------|-------------|------------------------|-------------|----------------------------|--------------|------------------|---------------|-------------|-------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 776 | | | | 5.551.218 | | | | 5.551.218 | | |
| 777 | | | | 1.999.645 | | | | 1.999.645 | | |
| TOTAL 77 | | | | 9.423.217 | | | | 9.423.217 | | |
| TOTAL 7 | | | 347.100 | 347.601.282 | | | 347.100 | 347.601.282 | | |
| Résultat | | | | | | | | | 12.656.550 | |
| Résultat ONB | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 595.460.404 | 595.460.404 | 367.511.873 | 366.923.905 | 304.342.977 | 1815.130.945 | 2.267.315.254 | 2.267.315.254 | 626.645.841 | 626.645.841 |

CADRE 6 - BILAN

09-MAI-12 09:45:58

ETAT F

Organisme : 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B 03

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|--|---------------|------------------------------|-------------|---------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | | | | |
| 201 Frais d'établissement | | | | |
| 203 Frais de recherche et de développement | | | | |
| 205 Concessions et droits similaires | 172.790 | 98.958 | 73.832 | 92.290 |
| 206 Droit au bail | | | | |
| 208 Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| 237 Avances et acomptes | | | | |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| 211 Terrains | 156.400.000 | | 156.400.000 | 156.843.850 |
| 212 Aménagements de terrains | 7.358.088 | 1.513.725 | 5.844.363 | 3.777.068 |
| 213 Constructions | 265.134.525 | 93.268.815 | 171.865.710 | 182.358.699 |
| 214 Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| 215 Installations techniques, matériels, outillage | 65.980.851 | 57.631.366 | 8.349.485 | 7.987.087 |
| 216 Collections | | | | |
| 218 Autres Immobilisations | 26.766.428 | 23.903.176 | 2.863.252 | 3.857.093 |
| 231 Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| 238 Avances et acomptes | | | | |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| 261 Participations et créances rattachées à la participation | | | | |
| 271 Titres immobilisés (droits de propriété) | | | | |
| 272 Titres immobilisés (droits de créance) | | | | |
| 274 Prêts | | | | |

ORDRE DE PRIX

09-MAI-12 09:45:58

ETAT F

Organisme : 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B03

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|--|---------------|------------------------------|-------------|---------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| 275 Dépôts et cautionnements versés | | | | |
| 277 Autres créances immobilisées | | | | |
| TOTAL 1 | 521.812.882 | 176.416.040 | 345.396.842 | 354.916.087 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| <u>Stocks en cours</u> | | | | |
| 371 Marchandises (à revendre en l'état) | | | | |
| <u>Créances d'exploitation : Clients</u> | | | | |
| 411 Clients divers | 7.156.198 | | 7.156.198 | 8.779.766 |
| <u>Créances d'exploitation : autres</u> | | | | |
| 429 Déficits et débits des régisseurs | | | | |
| 438 Produits à recevoir CPS | | | | |
| 4411 Subventions d'investissement | | | | |
| 4417 Subventions d'exploitation | 20.833.333 | | 20.833.333 | |
| 445 TVA | | | | |
| 462 Créances sur cession d'immobilisations | | | | |
| 463 Autres comptes débiteurs | 3.746.214 | | 3.746.214 | 17.500 |
| 458 Comptabilités distinctes rattachées | | | | |
| 4581 Maîtrise d'ouvrage | | | | |
| 4604 Produits à recevoir sur RA | | | | |
| 4687 Produits à recevoir | | | | |

5380

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

CADRE 6 - BILAN

09-MAI-12 09:45:58

Organisme : 103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ETAT F

Ucg : E03

| | Exercice 2014 | | Exercice 2010 |
|------------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | |
| ACTIF | | | |
| <u>Créances diverses</u> | | | |
| 50 Valeurs mobilières de placement | | | |
| 5117 Chèques impayés | 20.700 | | 59.469 |
| 515 Compte au Trésor | 54.421.229 | | 66.397.335 |
| 543 Régie d'avance | 100.000 | | 69.790 |
| 546 Régie de recettes | | | |
| 531 Caisse | | | |
| TOTAL 2 | 86.277.674 | | 75.323.860 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | | | |
| <u>Comptes de régularisation</u> | | | |
| 481 Charges à répartir | | | |
| 472 Dépenses à régulariser | | | 30.210. |
| 486 Charges constatées d'avance | | | |
| TOTAL 3 | | | 30.210. |
| TOTAL GENERAL | 608.090.356 | 176.476.010 | 430.270.157 |

SYDNE U - DELAN

09-MAI-12 09:50:39

ETAT G

103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B03

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|--------------------|--------------------|
| | NET | NET |
| CAPITAUX PROPRES | | |
| 102 Affectations | 297.030.856 | 302.582.074 |
| 103 Biens remis en pleine propriété des établissements | | |
| 106 Réserves | 39.064.818 | 39.064.818 |
| 110 Report à nouveau (solde créditeur) | 66.324.169 | 50.595.772 |
| 119 Report à nouveau (perte) | | |
| 120 Résultat de l'exercice (bénéfices) | | 15.728.397 |
| 129 Résultat de l'exercice (pertes) | - 12.556.550 | |
| 13 Subventions d'investissement | 13.997.531 | 15.997.176 |
| TOTAL 1 | 403.860.824 | 423.968.237 |
| PROVISIONS | | |
| 15 Provisions pour risques et charges | | |
| TOTAL 2: | | |
| DETTES | | |
| <u>Dettes Financières</u> | | |
| 16 sauf 165 Emprunts auprès des établissements | | |
| 165 Dépôts et cautionnements reçus | | |
| 519 Concours bancaires courants | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u> | | |
| 401 Fournisseurs | 1.633.810 | 3.215.519 |

CADRE 6 - BILAN

09-MAI-12 09:50:39

ETAT G

103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B03

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| | NET | NET |
| <u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u> | | |
| 408 Fournisseurs-Factures non parvenues | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Fiscales et sociales</u> | | |
| 421 Personnel | 20.669.138 | 384.389 |
| 427 Oppositions | | 81.653 |
| 431 CPS | 2.341.576 | 319.381 |
| 438 Autres charges sociales | | |
| 428 Personnel - Charges à payer | | |
| 445 TVA | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Dettes diverses</u> | | |
| 404 Fournisseurs d'immobilisation | 2.737.189 | 1.663.750 |
| 407 Oppositions | | |
| 4191 Avances et acomptes reçus | | |
| 4582 Maîtrise d'ouvrage | | |
| 466 Crédoeurs divers | 390.717 | 116.280 |
| 467 Autres comptes créditeurs | | |
| 4682 Charges à payer sur RA | | |
| 473 Recettes à transférer | 4.062 | |
| TOTAL 3 | 27.776.492 | 5.780.972 |
| <u>COMPTES DE REGULARISATION</u> | | |
| 4386 Autres charges à payer | | |

5382

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

6 Septembre 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANCAISE

5383

ETAT G

09-MAI-12 09:50:39

CALUNE b - BILAN

103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ueg : B03

| PASSIF | Exercice 2011 | | Exercice 2010 | |
|--|---------------|---------------|---------------|----------------|
| | NET | | NET | |
| 471 Recettes à classer | | 23.000 | | 518.728. |
| 487 Produits constatés d'avance | | | | |
| 4781 Frais de poursuites | | 14.000 | | 2.220 |
| 448 Territoire Charges à payer | | | | |
| 477 Gain au change | | | | |
| TOTAL 4 | | 37.000 | | 520.948 |
| TOTAL GENERAL | | | | |
| TOTAL GENERAL 403.060.824 | | | | |
| Fonds de roulement consolidé des provisions pour charges d'exercices antérieurs 58.484.182 | | | | |

COMPTE DE RESULTAT

09-MAI-12 09:46:23

ETAT H

103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B03

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| <u>Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice</u> | | |
| 607,608 Achats de marchandises | | |
| 6037 Variation des stocks de marchandises | | |
| 609 Rabais, remises, ristournes obtenus sur achat | | |
| CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS | | |
| <u>Achats stockés d'approvisionnements</u> | 11.899.825 | 11.993.194 |
| 601 Achats de matières premières | | |
| 602 Autres approvisionnements | | |
| 603 sauf 6037 Variation des stocks d'approvisionnement | | |
| 61 Achats de sous-traitance | 2.296.892 | 2.660.225 |
| 604,605,606 Achats non stockés de matière et fournitures | 9.802.933 | 9.332.969 |
| <u>Services extérieurs</u> | 20.048.806 | 21.424.519 |
| 621 Personnel intérimaire | | |
| 62 sauf 621 Autres | 20.048.806 | 21.424.519 |
| IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS | | |
| <u>Impôts</u> | 575.735 | 132.480 |
| 63 Impôts | 575.735 | 132.480 |
| <u>Charges de personnel</u> | 304.430.897 | 292.045.312 |
| 641 Rémunération du personnel permanent | 243.916.071 | 230.562.761 |
| 643 Rémunération du personnel sur crédits | | 1.601.950 |
| 644 Rémunération du personnel recruté sur convention | | |

COMPTE DE RESULTAT

09-MAI-12 09:46:23

ETAT H

103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B03

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|---------------|---------------|
| <u>Charges de personnel</u> | | |
| 645 Charges sociales | 60.320.426 | 59.472.101 |
| 646,647,648 Autres | 194.400 | 408.500 |
| <u>Autres charges</u> | | |
| 65 Autres charges de gestion courante | 1.290.438 | |
| <u>Charges financières</u> | | |
| 686 Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| 661 Charges d'intérêts | | |
| 665 Escomptes accordés | | |
| 666 Pertes au change | | |
| 667 Charge nette sur cession de valeurs mobilières de placement | | |
| 668 Autres charges financières | | |
| <u>Charges exceptionnelles</u> | | |
| 671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice | 369.950 | 782.225 |
| 672 Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs | 358.200 | 269.875 |
| 675 Valeur comptable des éléments d'actif cédés | | |
| 678 Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital | 11.750 | 512.350 |
| <u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u> | | |
| | 15.225.083 | 16.540.927 |

COMPTE DE RESULTAT

09-MAI-12 09:46:23

ETAT H

103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : E03

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| <u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u> | | |
| 681 Sur immobilisations : dotations aux amortissements et aux provisions (€) | 15.225.083 | 16.540.927 |
| 687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionnelles) | | |
| <u>Impôts sur les bénéfices</u> | | |
| 69 Impôts sur les bénéfices | | |
| Sous - total | 353.840.734 | 342.918.657 |
| TOTAL GENERAL | 353.840.734 | 342.918.657 |

COMPTE DE RESULTAT

09-MAI-12 09:46:41

ETAT I

103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B03

| PRODUITS (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| 707 Ventes de marchandises vendues dans l'exercice | | |
| <u>Production vendue</u> | 69.033.732 | 67.835.162 |
| 701 702 703 Ventes | | |
| 704 Travaux | | |
| 705 706 708 Prestations de services et études, activités annexes | 69.033.732 | 67.835.162 |
| 709 Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement | | |
| Montant net du chiffre d'affaires | 69.033.732 | 67.835.162 |
| <u>Production stockée</u> | | |
| 7133 En cours de production de biens | | |
| 7134 En cours de production de services | | |
| 7135 Produits | | |
| <u>Production immobilisée</u> | | |
| 72 Production immobilisée | | |
| <u>Subvention d'exploitation</u> | 261.231.265 | 277.895.465 |
| 74 Subvention d'exploitation | 261.231.265 | 277.895.465 |
| <u>Reprises sur amortissements et provisions</u> | | |
| 78 Reprises sur amortissements et provisions | | |
| <u>Transferts de charges</u> | | |
| 79 Transferts de charges | | |
| <u>Autres produits</u> | 1.595.970 | 4.191.004 |

COMPTES DE RESULTAT

09-MAI-12 09:46:41

ETAT I

103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B03

| PRODUITS (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|---------------|---------------|
| <u>Autres produits</u> | | |
| 75 Autres produits | 1.595.970 | 4.191.004 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| <u>Produits financiers</u> | | |
| 761 De participation | | |
| 762 D'autres immobilisations financières | | |
| 763 D'autres créances | | |
| 764 Revenus de valeurs mobilières de placement | | |
| 765 Escomptes obtenus | | |
| 766 Gains de change | | |
| 767 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| 768 Autres produits financiers | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| <u>Produits exceptionnels</u> | | |
| 771 Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 9.423.217 | 8.725.423 |
| 775 Produits de cessions d'éléments d'actifs | 1.872.354 | 1.174.560 |
| 776 Produits issus de la neutralisation des amortissements | 5.551.218 | 5.551.218 |
| 777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat | 1.999.645 | 1.999.645 |
| 778 Autres produits exceptionnels | | |
| 774 Produits exceptionnels ope. antérieures | | |
| Sous - total | 341.284.184 | 358.647.054 |
| Solde débiteur : Perte | 12.556.550 | |
| TOTAL GENERAL | | |
| | 341.284.184 | 358.647.054 |

ETAT J

VALEURS INACTIVES

103 CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

EXERCICE 2011

| DESIGNATION DES COMPTES | | DEBIT | | | CREDIT | | | SOLDE | |
|-------------------------|-----------------------------------|------------------|----------------|-----------|------------------|----------------|-----------|-------|---------|
| COMPTE | INTITULE | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débit | Crédité |
| 861 | Titres et valeurs en portefeuille | | 636.000 | 636.000 | | 636.000 | 636.000 | | |
| 862 | | | 620.000 | 620.000 | | 620.000 | 620.000 | | |
| 863 | | | 620.000 | 620.000 | | 620.000 | 620.000 | | |
| | TOTAL | | 1.876.000 | 1.876.000 | | 1.876.000 | 1.876.000 | | |

Le comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier. Il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

Le Payeur
de la Polynésie française,
Michel RUIZ.

L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des mandats de dépenses et du montant des titres de recette inscrits au présent compte financier.

Le directeur.

Adopté par le conseil d'Administration dans sa séance du

Le président du conseil d'administration.

CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

ATTESTATION DE CONFORMITE

L'ordonnateur soussigné certifie que les montants des opérations budgétaires mentionnés sur la balance générale au 31/12/2011 correspondent à la totalité des opérations budgétaires mandatées et mises en recouvrement par l'établissement au titre de l'exercice 2011

Cette attestation remplace la validation générale portée sur les derniers bordereaux de mandats et de titres.
Celle-ci n'est plus possible du fait de la non intégration dans Poly-GF du montant des rejets effectués par le comptable dans le cumul des émissions des mandats et des ordres de recette.

L'ordonnateur

DELIBERATION n° 2012-39 APF du 23 août 2012 portant approbation du compte financier de l'exercice 2011 du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha et affectation de son résultat.

NOR : MT11201480DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française, et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 80-112 AT du 8 septembre 1980 portant création de l'établissement public dénommé "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha" ;

Vu l'arrêté n° 1619 CM du 24 novembre 2000 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha" ;

Vu l'arrêté n° 1027 CM du 5 août 2012 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5621-2012 APF/SG du 16 août 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 65-2012 du 16 août 2012 de la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse, et des sports ;

Dans sa séance du 23 août 2012,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha, pour l'exercice 2011 est arrêté à la somme de *deux cent vingt-sept millions six cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent seize francs CFP* (227 699 316 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| - section I de fonctionnement | 187 090 805 |
| - section II d'investissement | 40 608 511 |
| <i>Total</i> | <i>227 699 316</i> |

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour l'exercice 2011 est arrêté à la somme de *deux cent dix-sept millions cinq cent quatorze mille quatre cent quatre-vingt-neuf francs CFP* (217 514 489 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| - section I de fonctionnement | 171 009 317 |
| - section II d'investissement | 46 505 172 |
| <i>Total</i> | <i>217 514 489</i> |

Art. 3.— Le compte financier du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour l'exercice 2011 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|--------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|-------------------|
| Recettes | 187 090 805 | 40 608 511 | 227 699 316 |
| Dépenses | 171 009 317 | 46 505 172 | 217 514 489 |
| <i>Résultat excédent</i> | <i>16 081 488</i> | <i>0</i> | <i>10 184 827</i> |
| <i>Résultat déficit</i> | | <i>- 5 896 661</i> | |

Art. 4.— Le résultat d'exploitation de l'exercice 2011 soit un excédent de 16 081 488 F CFP est affecté au compte :

| | |
|--|------------------|
| - 110 : Report à nouveau (solde créditeur) | 16 081 488 F CFP |
|--|------------------|

Art. 5.— Au 31 décembre de l'exercice 2011, le fonds de roulement du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha est de *cinquante-quatre millions six cent vingt et un mille deux cent sept francs CFP* (54 621 207 F CFP).

Art. 6.— Afin de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, une somme de 5 896 661 F CFP devra être prélevée au compte 110 "Report à nouveau" pour être affectée au compte 1068 "Autres réserves".

Art. 7.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

Le président,
Benoît KAUTAI.

MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

**COMPTE FINANCIER
DE L'EXERCICE 2011**

Présenté par

Monsieur Michel RUIZ du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011

Paierie de Polynésie Française

Le 09/05/2012 ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B06 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|-------------------|--------------------|-----------------------|---------------------|---------------|
| 102 | | APPORTS | 10 000 000 | 10 000 000 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>10 000 000</i> | <i>10 000 000</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| 139 | | SUB. INV. INSCR... | 34 084 469 | 33 814 242 | | 270 227 | 99,21 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>34 084 469</i> | <i>33 814 242</i> | | <i>270 227</i> | <i>99,21</i> |
| 213 | 010111 | CONSTRUCTIONS | | | | | |
| 213 | | CONSTRUCTIONS | 8 664 297 | 2 690 930 | | 5 973 367 | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>8 664 297</i> | <i>2 690 930</i> | | <i>5 973 367</i> | <i>31,06</i> |
| 215 | | INST. TECHN. MAT. OU | 1 636 124 | | | 1 636 124 | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 636 124</i> | | | <i>1 636 124</i> | <i>00,00</i> |
| <i>Total Investissement</i> | | | <i>54 384 890</i> | <i>46 505 172</i> | | <i>5 879 718</i> | <i>85,51</i> |

5394

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Palerie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B06 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|--------|-----------|----------------------|--|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| 606 | | ACHATS APPRO. NON ST | | 19 150 000 | 17 585 404 | | 1 564 596 | 91,83 |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>19 150 000</i> | <i>17 585 404</i> | | <i>1 564 596</i> | <i>91,83</i> |
| 613 | | LOCATIONS | | 66 000 | 66 000 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>66 000</i> | <i>66 000</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| 615 | | TRAV. ENTR. ET REPAR | | 10 500 000 | 10 097 692 | | 402 308 | 96,17 |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>10 500 000</i> | <i>10 097 692</i> | | <i>402 308</i> | <i>96,17</i> |
| 616 | | PRIMES ASSURANCES | | 500 000 | 453 461 | | 46 539 | 90,69 |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>500 000</i> | <i>453 461</i> | | <i>46 539</i> | <i>90,69</i> |
| 618 | | DIVERS | | 53 313 | 53 313 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>53 313</i> | <i>53 313</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| 622 | | REMUNERATIONS INTERM | | 91 766 | 69 151 | | 22 615 | 75,36 |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>91 766</i> | <i>69 151</i> | | <i>22 615</i> | <i>75,36</i> |
| 623 | 010111 | PUBLICITE INFOR PUBL | | | | | | |
| 623 | | PUBLICITE INFOR PUBL | | 2 323 900 | 1 141 170 | | 1 182 730 | |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>2 323 900</i> | <i>1 141 170</i> | | <i>1 182 730</i> | <i>49,11</i> |
| 624 | | TRANS. BIENS. COLL. | | | | | | |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>0</i> | | | <i>0</i> | <i>00,00</i> |
| 625 | 010111 | DEPLACEMENTS MISS | | | | | | |
| 625 | | DEPLACEMENTS MISS | | 250 000 | 250 000 | | | |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>250 000</i> | <i>250 000</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| 626 | | FRAIS POSTAUX ET TEL | | 1 726 526 | 1 477 069 | | 249 457 | 85,55 |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>1 726 526</i> | <i>1 477 069</i> | | <i>249 457</i> | <i>85,55</i> |
| 627 | | SERVICES BANCAIRES E | | 10 000 | | | 10 000 | |
| | | <i>Sous-total</i> | | <i>10 000</i> | | | <i>10 000</i> | <i>00,00</i> |
| 628 | .010111 | CHARGES EXTERNES DIV | | | | | | |

Païerie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B06 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| 628 | 020401 | CHARGES EXTERNES DIV | 24 901 | | | 21 901 | |
| 628 | 080101 | CHARGES EXTERNES DIV | 598 655 | | | 598 655 | |
| 628 | | CHARGES EXTERNES DIV | 2 373 886 | 2 234 780 | | 139 106 | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>2 997 442</i> | <i>2 234 780</i> | | <i>762 662</i> | <i>74,56</i> |
| 637 | | AUTRES IMPOTS ET TAX | 30 000 | 30 000 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>30 000</i> | <i>30 000</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| 641 | | REMUNERATION PERSONN | 76 000 000 | 74 700 821 | | 1 299 179 | 98,29 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>76 000 000</i> | <i>74 700 821</i> | | <i>1 299 179</i> | <i>98,29</i> |
| 645 | | CHARGES SOCIALES CPS | 20 000 000 | 18 970 492 | | 1 029 508 | 94,85 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>20 000 000</i> | <i>18 970 492</i> | | <i>1 029 508</i> | <i>94,85</i> |
| 647 | | AUTRES CHARGES SOCIA | 308 700 | 299 200 | | 9 500 | 96,92 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>308 700</i> | <i>299 200</i> | | <i>9 500</i> | <i>96,92</i> |
| 651 | 010111 | REDEVANCES BREVETS | | | | | |
| 651 | | REDEVANCES BREVETS | 505 000 | 436 800 | | 68 200 | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>505 000</i> | <i>436 800</i> | | <i>68 200</i> | <i>86,50</i> |
| 666 | | PERTES DE CHANGE | 10 000 | | | 10 000 | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>10 000</i> | | | <i>10 000</i> | <i>00,00</i> |
| 671 | | CHARGES EXCEPT. | 2 450 653 | 2 446 653 | | 5 000 | 99,80 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>2 450 653</i> | <i>2 446 653</i> | | <i>5 000</i> | <i>99,80</i> |
| 678 | | AUTRES CHARGES EXCEP | 111 250 | 89 800 | | 21 450 | 80,72 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>111 250</i> | <i>89 800</i> | | <i>21 450</i> | <i>80,72</i> |
| 681 | | DOTATIONS AUX AMORTI | 40 608 511 | 40 608 511 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>40 608 511</i> | <i>40 608 511</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| Total Fonctionnement | | | 177 693 061 | 171 009 317 | | 6 683 744 | 96,24 |
| TOTAL | | | 232 077 951 | 217 514 489 | | 14 503 462 | 93,72 |

5396

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B06 Budget Principal

REGETTES

| Compte | Programme | Libellé | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|------------------|
| 280 | | AMORT. IMMOB. INCORP | 663 650 | 663 650 | | | 200,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 663 650 | 663 650 | | 0 | 100,00 |
| 281 | | AMORT. IMMOB. CORPOR | 29 944 861 | 29 944 861 | | | 200,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 29 944 861 | 29 944 861 | | 0 | 100,00 |
| 284 | | AMORT IMMOB CORPOR | 10 000 000 | 10 000 000 | | | 200,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | 10 000 000 | 10 000 000 | | 0 | 100,00 |
| <i>Total Investissement</i> | | | 40 608 511 | 40 608 511 | | 0 | ***** |

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B06 Budget Principal

RÉCETTES

| Compte | Programme | Libellé | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|------------------|
| 706 | | PRESTATIONS SERVICES | 7 000 000 | 6 813 400 | | 186 600 | 97,33 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>7 000 000</i> | <i>6 813 400</i> | | <i>186 600</i> | <i>97,33</i> |
| 708 | | PROD. ACTIV. ANNEXES | 2 905 000 | 2 062 276 | | 842 724 | 70,99 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>2 905 000</i> | <i>2 062 276</i> | | <i>842 724</i> | <i>70,99</i> |
| 741 | 010111 | SUBV. EXPLOIT. ETAT | | | | | |
| 741 | | SUBV. EXPLOIT. ETAT | 3 102 625 | 2 482 100 | | 620 525 | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>3 102 625</i> | <i>2 482 100</i> | | <i>620 525</i> | <i>80,00</i> |
| 744 | | SUBV. EXPLOIT. P.F | 127 500 000 | 127 500 000 | | | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>127 500 000</i> | <i>127 500 000</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| 748 | 010111 | AUTRES SUBV. EXPLOIT | | | | | |
| 748 | | AUTRES SUBV. EXPLOIT | 2 460 000 | 1 230 000 | | 1 230 000 | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>2 460 000</i> | <i>1 230 000</i> | | <i>1 230 000</i> | <i>50,00</i> |
| 751 | | REDEVANCES BREVETS | 100 000 | | | 100 000 | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>100 000</i> | | | <i>100 000</i> | <i>00,00</i> |
| 758 | | DIVERS AUTRES PRODUI | 1 325 467 | 1 516 637 | | - 191 170 | 114,42 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 325 467</i> | <i>1 516 637</i> | | <i>- 191 170</i> | <i>114,42</i> |
| 761 | | PRODUITS DES PARTICI | | | | | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>0</i> | | | <i>0</i> | <i>00,00</i> |
| 771 | | PRODUITS EXCEP. OPER | 1 677 150 | 1 672 150 | | 5 000 | 99,70 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 677 150</i> | <i>1 672 150</i> | | <i>5 000</i> | <i>99,70</i> |
| 776 | | Produits | 10 000 000 | 10 000 000 | | | 200,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>10 000 000</i> | <i>10 000 000</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| 777 | | QUOTE-PART SUB INVES | 34 084 469 | 33 814 242 | | 270 227 | 198,41 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>34 084 469</i> | <i>33 814 242</i> | | <i>270 227</i> | <i>99,21</i> |
| Total Fonctionnement | | | 190 154 711 | 187 090 805 | | 3 063 906 | 98,39 |

5398

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Palerie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B06 Budget Principal

RECETTES

| Compte | Programme | Libellé | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions | % Cred. Cons. |
|--------------|-----------|---------|-------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|------------------|
| <i>TOTAL</i> | | | 230 763 222 | 227 699 316 | | 3 063 906 | 98,67 |

Paierie de Polynésie Française

Le 09/05/2012

ETAT : B

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B05 Budget Principal

DEPENSES

| Compte | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles |
|-----------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|---------------------|
| 10 | 10 000 000 | 10 000 000 | | 0 |
| 13 | 34 084 469 | 33 814 242 | | 270 227 |
| 21 | 10 300 421 | 2 690 930 | | 7 609 491 |
| Total Investissement | 54 384 890 | 46 505 172 | | 7 879 718 |
| 60 | 19 150 000 | 17 585 404 | | 1 564 596 |
| 61 | 11 119 313 | 10 670 466 | | 448 847 |
| 62 | 7 399 634 | 5 172 170 | | 2 227 464 |
| 63 | 30 000 | 30 000 | | 0 |
| 64 | 96 308 700 | 93 970 513 | | 2 338 187 |
| 65 | 505 000 | 436 800 | | 68 200 |
| 66 | 10 000 | | | 10 000 |
| 67 | 2 561 903 | 2 535 453 | | 26 450 |
| 68 | 40 608 511 | 40 608 511 | | 0 |
| Total Fonctionnement | 177 693 061 | 171 009 317 | | 6 683 744 |
| TOTAL | 232 077 951 | 217 514 489 | | 14 563 462 |

5400

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Palerie de Polynésie Française

ETAT : B

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B06 Budget Principal

RECETTES

| Compte | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions |
|-----------------------------|-------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|
| 28 | 40 608 511 | 40 608 511 | | 0 |
| <i>Total Investissement</i> | 40 608 511 | 40 608 511 | | 0 |
| 70 | 9 905 000 | 8 875 676 | | 1 029 324 |
| 74 | 133 062 625 | 131 212 100 | | 1 850 525 |
| 75 | 1 425 467 | 1 516 637 | | - 91 170 |
| 76 | 0 | | | 0 |
| 77 | 45 761 619 | 45 486 392 | | 275 227 |
| <i>Total Fonctionnement</i> | 190 154 711 | 187 090 805 | | 3 063 906 |
| TOTAL | 230 763 222 | 227 699 316 | | 3 063 906 |

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2011

ETAT C

106 : MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 09-MAI-12 13:09:48

B06 : Budget Principal

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|-----------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------|
| Recettes | | | |
| Prévisions budgétaires totales | 40.608.511 | 190.154.711 | 230.763.222 |
| Titres de recettes émis | 40.608.511 | 187.090.805 | 227.699.316 |
| Réductions de titres | | | |
| Recettes nettes | 40.608.511 | 187.090.805 | 227.699.316 |
| Dépenses | | | |
| Autorisations budgétaires totales | 54.384.890 | 177.693.061 | 232.077.951 |
| Mandats émis | 46.505.172 | 171.009.317 | 217.514.489 |
| Annulations de mandats | | | |
| Dépenses nettes | 46.505.172 | 171.009.317 | 217.514.489 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | | |
| Excédent | | 16.081.488 | 10.184.827 |
| Déficit | 5.896.661 | | |

5402

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

TABLEAU GENERAL DE L'EXERCICE 2011

ETAT D

106 : MUSEE DE TAHITI ET DES ILES

B06 : Budget Principal

| 1 - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE | | | | | | |
|--|---------------|-------------|--|-------------------------|---------------------------------|------------------|
| Opérations de fonctionnement | | | Opérations d'investissement | | | |
| PRODUITS(classé 7) | | 187 090 805 | Recettes d'investissement | | 40 608 511 | |
| CHARGES(classé 6) | | 171 009 317 | Dépenses d'investissement opération à l'initiative du comptable | | 46 505 172 | |
| Résultat de l'exercice à reporter | Excédent | 16 081 488 | Solde des opérations d'investissement | Déficit | -5 896 661 | |
| | | | Accroissement du fonds de roulement | | 10 184 827 | |
| 2 - SITUATION GENERALE | | | | | | |
| | | Réserves | Situation Initiale | Résultats de l'exercice | Variation de stocks- Provisions | Situation finale |
| Résultats de fonctionnement reportés | Excédentaires | | 140 158 225 | 16 081 488 | | 156 239 713 |
| | Déficitaires | | | | | |
| Différence entre investissements et financements | Excédentaires | | | | | |
| | Déficitaires | | -95 721 845 | -5 896 661 | | -101 618 506 |
| Situation globale | | | 44 436 380 | 10 184 827 | | 54 621 207 |

| | |
|--------------------------------------|------------|
| Augmentation du Fonds de Roulement : | 10 184 827 |
|--------------------------------------|------------|

Organisme 106 MUSÉE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 09-06-12 01:09 PM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B06

Page 001 / 009

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|------------------|-------------------|----------------------|------------------------|--------|----------------------------|-------------------|--------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 1023 | | 8.453.090 | | | | | | 8.453.090 | | 8.453.090 |
| 1027 | | 1.000.000.000 | 10.000.000 | | | | 10.000.000 | 1.000.000.000 | | 990.000.000 |
| TOTAL 102 | | 1.008.453.090 | 10.000.000 | | | | 10.000.000 | 1.008.453.090 | | 998.453.090 |
| 1068 | | 47.989.148 | | | 47.732.697 | | | 95.721.845 | | 95.721.845 |
| TOTAL 106 | | 47.989.148 | | | 47.732.697 | | | 95.721.845 | | 95.721.845 |
| TOTAL 10 | | 1.056.442.238 | 10.000.000 | | 47.732.697 | | 10.000.000 | 1.104.174.935 | | 1.094.174.935 |
| 110 | | 79.174.671 | | | 47.732.697 | 12.994.406 | 47.732.697 | 92.169.077 | | 44.436.380 |
| TOTAL 110 | | 79.174.671 | | | 47.732.697 | 12.994.406 | 47.732.697 | 92.169.077 | | 44.436.380 |
| TOTAL 11 | | 79.174.671 | | | 47.732.697 | 12.994.406 | 47.732.697 | 92.169.077 | | 44.436.380 |
| 120 | | 12.994.406 | | | 12.994.406 | | 12.994.406 | 12.994.406 | | |
| TOTAL 120 | | 12.994.406 | | | 12.994.406 | | 12.994.406 | 12.994.406 | | |
| TOTAL 12 | | 12.994.406 | | | 12.994.406 | | 12.994.406 | 12.994.406 | | |
| 1311 | | 97.760.740 | | | | | | 97.760.740 | | 97.760.740 |
| 1312 | | 26.719.627 | | | | | | 26.719.627 | | 26.719.627 |
| TOTAL 131 | | 124.480.367 | | | | | | 124.480.367 | | 124.480.367 |
| 1388 | | 7.926.601 | | | | | | 7.926.601 | | 7.926.601 |
| TOTAL 138 | | 7.926.601 | | | | | | 7.926.601 | | 7.926.601 |
| 13911 | 25.014.020 | | 29.098.690 | | | | 54.112.710 | | 54.112.710 | |
| 13982 | | | 3.544.831 | | | | 3.544.831 | | 3.544.831 | |
| 13988 | 6.755.880 | | 1.170.721 | | | | 7.926.601 | | 7.926.601 | |
| TOTAL 139 | 31.769.900 | | 33.814.242 | | | | 65.584.142 | | 65.584.142 | |
| TOTAL 13 | 31.769.900 | 132.406.968 | 33.814.242 | | | | 65.584.142 | 132.406.968 | 65.584.142 | 132.406.968 |
| TOTAL 1 | 31.769.900 | 1.201.018.203 | 43.814.242 | | 60.727.103 | 60.727.103 | 136.311.245 | 1.341.745.386 | 65.584.142 | 1.271.018.283 |
| 205 | 497.750 | | | | | 497.750 | 497.750 | 497.750 | | |
| 20531 | 1.587.878 | | | | 497.750 | | 2.085.628 | | 2.085.628 | |
| TOTAL 205 | 2.085.628 | | | | 497.750 | 497.750 | 2.583.378 | 497.750 | 2.085.628 | |

5404

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 09-05-12 01:09 PM.

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B06

Page 002 / 009

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|-----------|------------------|--------|------------------------|--------|----------------------------|---------|------------------|---------|---------------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| TOTAL 20 | 2.085.628 | | | | 497.750 | 497.750 | 2.583.378 | 497.750 | 2.085.628 | |
| 21156 | 900.000.000 | | | | | | 900.000.000 | | 900.000.000 | |
| TOTAL 211 | 900.000.000 | | | | | | 900.000.000 | | 900.000.000 | |
| 21316 | 100.000.000 | | | | | | 100.000.000 | | 100.000.000 | |
| 21357 | 33.801.513 | | 2.690.930 | | | | 36.492.443 | | 36.492.443 | |
| TOTAL 213 | 133.801.513 | | 2.690.930 | | | | 136.492.443 | | 136.492.443 | |
| 21537 | 17.788.889 | | | | | | 17.788.889 | | 17.788.889 | |
| 21546 | 1.831.397 | | | | | | 1.831.397 | | 1.831.397 | |
| 21547 | 33.134.415 | | | | | | 33.134.415 | | 33.134.415 | |
| 21557 | 4.169.541 | | | | | | 4.169.541 | | 4.169.541 | |
| 21578 | 58.020.421 | | | | | | 58.020.421 | | 58.020.421 | |
| TOTAL 215 | 114.944.663 | | | | | | 114.944.663 | | 114.944.663 | |
| 216 | 126.803.930 | | | | | | 126.803.930 | | 126.803.930 | |
| TOTAL 216 | 126.803.930 | | | | | | 126.803.930 | | 126.803.930 | |
| 21827 | 3.530.000 | | | | | | 3.530.000 | | 3.530.000 | |
| 218316 | 356.915 | | | | | | 356.915 | | 356.915 | |
| 218317 | 5.073.168 | | | | | | 5.073.168 | | 5.073.168 | |
| 218326 | 713.310 | | | | | | 713.310 | | 713.310 | |
| 218327 | 21.729.942 | | | | | | 21.729.942 | | 21.729.942 | |
| 21847 | 15.814.870 | | | | | | 15.814.870 | | 15.814.870 | |
| TOTAL 218 | 47.218.205 | | | | | | 47.218.205 | | 47.218.205 | |
| TOTAL 21 | 1.322.768.311 | | 2.690.930 | | | | 1.325.459.241 | | 1.325.459.241 | |

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 09-06-12 01:09 PM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B06

Page 003 / 009

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|------------------|----------------------|--------------------|------------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|----------------------|--------------------|----------------------|--------------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 280531 | | 1.256.028 | | 663.650 | | | | 1.919.678 | | 1.919.678 |
| TOTAL 280 | | 1.256.028 | | 663.650 | | | | 1.919.678 | | 1.919.678 |
| 281357 | | 23.046.223 | | 3.652.151 | | | | 26.698.374 | | 26.698.374 |
| 281537 | | 16.630.072 | | 481.657 | | | | 17.111.729 | | 17.111.729 |
| 281547 | | 32.085.612 | | 666.398 | | | | 32.752.010 | | 32.752.010 |
| 281557 | | 4.169.541 | | | | | | 4.169.541 | | 4.169.541 |
| 281578 | | | | 20.771.932 | | | | 20.771.932 | | 20.771.932 |
| 281827 | | 3.530.000 | | | | | | 3.530.000 | | 3.530.000 |
| 2818317 | | 4.264.648 | | 323.408 | | | | 4.588.056 | | 4.588.056 |
| 2818327 | | 19.285.383 | | 1.753.622 | | | | 21.039.005 | | 21.039.005 |
| 281847 | | 12.872.807 | | 2.295.693 | | | | 15.168.500 | | 15.168.500 |
| TOTAL 281 | | 115.884.286 | | 29.944.861 | | | | 145.829.147 | | 145.829.147 |
| 284316 | | | | 10.000.000 | | | | 10.000.000 | | 10.000.000 |
| 284546 | | 1.831.397 | | | | | | 1.831.397 | | 1.831.397 |
| 2848316 | | 356.915 | | | | | | 356.915 | | 356.915 |
| 2848326 | | 713.310 | | | | | | 713.310 | | 713.310 |
| TOTAL 284 | | 2.901.622 | | 10.000.000 | | | | 12.901.622 | | 12.901.622 |
| TOTAL 28 | | 120.041.936 | | 40.608.511 | | | | 160.650.447 | | 160.650.447 |
| TOTAL 2 | 1.324.853.939 | 120.041.936 | 2.690.930 | 40.608.511 | 497.750 | 497.750 | 1.328.042.619 | 161.148.197 | 1.327.544.869 | 160.650.447 |
| 4011 | | 4.542.985 | | | | 4.542.985 | 4.542.985 | 4.542.985 | | |
| 4012 | | | | | 29.216.733 | 36.174.714 | 29.216.733 | 36.174.714 | | 6.957.981 |
| 4042 | | | | | 2.690.930 | 2.690.930 | 2.690.930 | 2.690.930 | | |
| 4047 | | 1.174.048 | | | | | | 1.174.048 | | 1.174.048 |
| TOTAL 40 | | 5.717.033 | | | 36.450.648 | 38.865.644 | 36.450.648 | 44.582.677 | | 8.132.029 |

5406

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 09-05-12 01:09 PM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Page 004 / 009

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|---------|------------------------|--------|----------------------------|-------------|------------------|-------------|------------|---------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 411106 | 79.300 | | | | | | 79.300 | | 79.300 | |
| 411107 | 23.570 | | | | | | 23.570 | | 23.570 | |
| 411108 | 116.500 | | | | | | 116.500 | | 116.500 | |
| 411109 | 501.300 | | | | | 156.196 | 501.300 | 156.196 | 345.104 | |
| 411110 | 971.078 | | | | | 771.372 | 971.078 | 771.372 | 199.706 | |
| 4112 | | | | | 7.218.073 | 4.883.826 | 7.218.073 | 4.883.826 | 2.334.247 | |
| TOTAL 41 | 1.691.748 | | | | 7.218.073 | 5.811.394 | 8.909.821 | 5.811.394 | 3.098.427 | |
| 421 | | 112.919 | | | 66.323.479 | 66.903.275 | 66.323.479 | 67.016.194 | | 692.715 |
| 427 | | | | | 461.469 | 461.469 | 461.469 | 461.469 | | |
| TOTAL 42 | | 112.919 | | | 66.784.948 | 67.364.744 | 66.784.948 | 67.477.663 | | 692.715 |
| 431 | | 24.350 | | | 26.150.321 | 26.367.803 | 26.150.321 | 26.392.153 | | 241.832 |
| TOTAL 43 | | 24.350 | | | 26.150.321 | 26.367.803 | 26.150.321 | 26.392.153 | | 241.832 |
| 4411 | 9.354.057 | | | | | | 9.354.057 | | 9.354.057 | |
| 4417 | | | | | 131.212.100 | 120.587.100 | 131.212.100 | 120.587.100 | 10.625.000 | |
| TOTAL 44 | 9.354.057 | | | | 131.212.100 | 120.587.100 | 140.566.157 | 120.587.100 | 19.979.057 | |
| 4631 | 3.374.902 | | | | 191.700 | 2.219.251 | 3.183.202 | 2.219.251 | 963.951 | |
| 4632 | | | | | 231.900 | | 231.900 | | 231.900 | |
| 4661 | | | | | 202.832 | 202.832 | 202.832 | 202.832 | | |
| 4663 | | 40.000 | | | 40.000 | | 40.000 | 40.000 | | |
| 4664 | | 6.750 | | | 6.750 | | 6.750 | 6.750 | | |
| 4668 | | | | | 37.793 | 52.747 | 37.793 | 52.747 | | 14.954 |

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FAIRE MANAHA

Le : 09-05-12 01:09 PM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B06

Page 005 / 009

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | | |
|----------|------------------|-----------|------------------------|--------|----------------------------|-------------|------------------|-------------|-------------|------------|------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit | |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | | |
| 46821 | | 2.386.635 | | | | | | 2.386.635 | | 2.386.635 | |
| 46841 | 1.491.647 | | | | | 892.992 | | 1.491.647 | 892.992 | 598.655 | |
| TOTAL 46 | 4.866.549 | 2.433.305 | | | 327.575 | 3.367.822 | | 5.194.124 | 5.801.207 | 1.794.506 | 2.401.589 |
| 4713 | | 892.992 | | | 120.891.783 | 119.998.791 | | 120.891.783 | 120.891.783 | | |
| 4715 | | | | | 6.863.760 | 6.863.760 | | 6.863.760 | 6.863.760 | | |
| 47151 | | | | | | | | | | | |
| 4718 | | | | | 798.039 | 798.039 | | 798.039 | 798.039 | | |
| 4721 | | | | | | | | | | | |
| 4725 | | | | | 52.747 | 52.747 | | 52.747 | 52.747 | | |
| 4781 | | | | | | | | | | | |
| TOTAL 47 | | 892.992 | | | 128.606.329 | 127.713.337 | | 128.606.329 | 128.606.329 | | |
| TOTAL 4 | 15.912.354 | 9.180.679 | | | 396.749.994 | 390.077.844 | | 412.662.348 | 399.258.523 | 24.871.990 | 11.468.165 |
| 515 | 37.534.705 | | | | 132.717.750 | 129.205.073 | | 170.252.455 | 129.205.073 | 41.047.382 | |
| 543 | 150.000 | | | | 54.862 | 54.862 | | 204.862 | 54.862 | 150.000 | |
| 545 | 20.000 | | | | 2.380.320 | 2.380.320 | | 2.400.320 | 2.380.320 | 20.000 | |
| 581 | | | | | 84.422.753 | 84.422.753 | | 84.422.753 | 84.422.753 | | |
| TOTAL 5 | 37.704.705 | | | | 219.575.685 | 216.063.008 | | 257.280.390 | 218.063.008 | 41.217.382 | |

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 09-05-12 01:09 PM

ETAT É

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B06

Page 006 / 009

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|--------|------------------------|--------|----------------------------|--------|------------------|--------|-------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 60611 | | | 16.088.451 | | | | 16.088.451 | | | |
| 60612 | | | 236.116 | | | | 236.116 | | | |
| 6063 | | | 337.658 | | | | 337.658 | | | |
| 6064 | | | 181.858 | | | | 181.858 | | | |
| 6065 | | | 47.170 | | | | 47.170 | | | |
| 6068 | | | 694.151 | | | | 694.151 | | | |
| TOTAL 60 | | | 17.585.404 | | | | 17.585.404 | | | |
| 6135 | | | 66.000 | | | | 66.000 | | | |
| 6152 | | | 488.682 | | | | 488.682 | | | |
| 6155 | | | 404.413 | | | | 404.413 | | | |
| 6156 | | | 9.204.597 | | | | 9.204.597 | | | |
| 616 | | | 453.461 | | | | 453.461 | | | |
| 618 | | | 53.313 | | | | 53.313 | | | |
| TOTAL 61 | | | 10.670.468 | | | | 10.670.468 | | | |
| 6222 | | | 7.385 | | | | 7.385 | | | |
| 6226 | | | 61.766 | | | | 61.766 | | | |
| 6236 | | | 46.200 | | | | 46.200 | | | |
| 6237 | | | 960.000 | | | | 960.000 | | | |
| 6238 | | | 134.970 | | | | 134.970 | | | |
| 6257 | | | 250.000 | | | | 250.000 | | | |

Organisme 106 MUSÉE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 09-05-12 01:09 PM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B06

Page 007 / 009

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|--------|------------------------|--------|----------------------------|--------|------------------|------------|-------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 626 | | | 1.477.069 | | | | | 1.477.069 | | |
| 6283 | | | 38.000 | | | | | 38.000 | | |
| 6288 | | | 2.196.780 | | | | | 2.196.780 | | |
| TOTAL 62 | | | 5.172.170 | | | | | 5.172.170 | | |
| 6378 | | | 30.000 | | | | | 30.000 | | |
| TOTAL 63 | | | 30.000 | | | | | 30.000 | | |
| 64111 | | | 74.656.309 | | | | | 74.656.309 | | |
| 64141 | | | 44.512 | | | | | 44.512 | | |
| 645 | | | 18.970.492 | | | | | 18.970.492 | | |
| 6478 | | | 299.200 | | | | | 299.200 | | |
| TOTAL 64 | | | 93.970.513 | | | | | 93.970.513 | | |
| 6511 | | | 11.800 | | | | | 11.800 | | |
| 6516 | | | 425.000 | | | | | 425.000 | | |
| TOTAL 65 | | | 436.800 | | | | | 436.800 | | |
| 671 | | | 2.445.653 | | | | | 2.445.653 | | |
| 678 | | | 89.800 | | | | | 89.800 | | |
| TOTAL 67 | | | 2.535.453 | | | | | 2.535.453 | | |
| 68111 | | | 663.650 | | | | | 663.650 | | |
| 68112 | | | 39.944.861 | | | | | 39.944.861 | | |
| TOTAL 68 | | | 40.608.511 | | | | | | | |

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 09-05-12 01:09 PM

ETAT É

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B06

Page 008 / 009

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|-----------------|------------------|--------|------------------------|--------------------|----------------------------|--------|--------------------|--------------------|-------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| | | | | | | | 40.608.511 | | | |
| TOTAL 6: | | | 171.009.317 | | | | 171.009.317 | | | |
| 706 | | | | 6.813.400 | | | | 6.813.400 | | |
| 7083 | | | | 1.010.500 | | | | 1.010.500 | | |
| 7087 | | | | 998.768 | | | | 998.768 | | |
| 7088 | | | | 53.008 | | | | 53.008 | | |
| TOTAL 70 | | | | 8.875.676 | | | | 8.875.676 | | |
| 741 | | | | 2.482.100 | | | | 2.482.100 | | |
| 744 | | | | 127.500.000 | | | | 127.500.000 | | |
| 748 | | | | 1.230.000 | | | | 1.230.000 | | |
| TOTAL 74 | | | | 131.212.100 | | | | 131.212.100 | | |
| 758 | | | | 12.985 | | | | 12.985 | | |
| 7583 | | | | 1.503.652 | | | | 1.503.652 | | |
| TOTAL 75 | | | | 1.516.637 | | | | 1.516.637 | | |
| 7718 | | | | 6.750 | | | | 6.750 | | |
| 77182 | | | | 1.665.400 | | | | 1.665.400 | | |
| 776 | | | | 10.000.000 | | | | 10.000.000 | | |

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 09-05-12 01:09 PM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B06

Page 009 / 009

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|--------------|------------------|---------------|------------------------|-------------|----------------------------|-------------|------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 777 | | | | 33.814.242 | | | | 33.814.242 | | |
| TOTAL 77 | | | | 45.486.392 | | | | 45.486.392 | | |
| TOTAL 7 | | | | 187.090.805 | | | | 187.090.805 | | |
| Résultat | | | | | | | | | 16.081.488 | |
| Résultat ONB | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 1.410.240.898 | 1.410.240.898 | 217.514.489 | 227.699.316 | 677.550.532 | 687.365.705 | 2.305.305.919 | 2.305.305.919 | 1.459.218.383 | 1.459.218.383 |

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|--|---------------|------------------------------|-------------|---------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | | | | |
| 201 Frais d'établissement | | | | |
| 203 Frais de recherche et de développement | | | | |
| 205 Concessions et droits similaires | 2.085.628 | 1.919.678 | 165.950 | 829.600 |
| 206 Droit au bail | | | | |
| 208 Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| 237 Avances et acomptes | | | | |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| 211 Terrains | 900.000.000 | | 900.000.000 | 900.000.000 |
| 212 Aménagements de terrains | | | | |
| 213 Constructions | 136.492.443 | 36.698.374 | 99.794.069 | 110.755.290 |
| 214 Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| 215 Installations techniques, matériels, outillage | 114.944.663 | 76.636.609 | 38.308.054 | 60.228.041 |
| 216 Collections | 126.803.930 | | 126.803.930 | 126.803.930 |
| 218 Autres immobilisations | 47.218.205 | 45.395.786 | 1.822.419 | 6.195.142 |
| 231 Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| 238 Avances et acomptes | | | | |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| 261 Participations et créances rattachées à la participation | | | | |
| 271 Titres immobilisés (droits de propriété) | | | | |
| 272 Titres immobilisés (droits de créance) | | | | |
| 274 Prêts | | | | |

6 Septembre 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

CADRE 6 - BILAN

09-MAI-12 13:10:46

ETAT F

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|--|----------------------|------------------------------|----------------------|----------------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| 275 Dépôts et cautionnements versés | | | | |
| 277 Autres créances immobilisées | | | | |
| TOTAL 1 | 1.327.544.869 | 160.650.447 | 1.166.894.422 | 1.204.812.003 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| <u>Stocks en cours</u> | | | | |
| 371 Marchandises (à revendre en l'état) | | | | |
| <u>Créances d'exploitation : Clients</u> | | | | |
| 411 Clients divers | 3.098.427 | | 3.098.427 | 1.691.748 |
| <u>Créances d'exploitation : autres</u> | | | | |
| 429 Déficits et débits des régisseurs | | | | |
| 438 Produits à recevoir GPS | | | | |
| 4411 Subventions d'investissement | 9.354.057 | | 9.354.057 | 9.354.057 |
| 4417 Subventions d'exploitation | 10.625.000 | | 10.625.000 | |
| 445 TVA | | | | |
| 462 Créances sur cession d'immobilisations | | | | |
| 463 Autres comptes débiteurs | 1.195.851 | | 1.195.851 | 3.374.902 |
| 458 Comptabilités distinctes rattachées | | | | |
| 4581 Maîtrise d'ouvrage | | | | |
| 4684 Produits à recevoir sur RA | 598.655 | | 598.655 | 1.491.647 |
| 4687 Produits à recevoir | | | | |

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|------------------------------------|----------------------|------------------------------|----------------------|----------------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| <u>Créances diverses</u> | | | | |
| 50 Valeurs mobilières de placement | | | | |
| 5117 Chèques impayés | | | | |
| 515 Compte au Trésor | 41.047.382 | | 41.047.382 | 37.534.705 |
| 543 Régie d'avance | 150.000 | | 150.000 | 150.000 |
| 545 Régie de recettes | 20.000 | | 20.000 | 20.000 |
| 531 Caisse | | | | |
| TOTAL 2 | 66.089.372 | | 66.089.372 | 53.617.059 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| <u>Comptes de régularisation</u> | | | | |
| 481 Charges à répartir | | | | |
| 472 Dépenses à régulariser | | | | |
| 486 Charges constatées d'avance | | | | |
| TOTAL 3 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 1.393.634.241 | 160.660.447 | 1.232.983.794 | 1.258.429.062 |

CADRE 6 - BILAN

09-MAI-12 13:10:58

ETAT G

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|----------------------|----------------------|
| | NET | NET |
| CAPITAUX PROPRES | | |
| 102 Affectations | 998.453.090 | 1.008.453.090 |
| 103 Biens remis en pleine propriété des établissements | | |
| 106 Réserves | 95.721.845 | 47.989.148 |
| 110 Report à nouveau (solde créditeur) | 44.436.380 | 79.174.671 |
| 119 Report à nouveau (perte) | | |
| 120 Résultat de l'exercice (bénéfices) | 16.081.488 | 12.994.406 |
| 129 Résultat de l'exercice (pertes) | | |
| 13 Subventions d'investissement | 66.822.826 | 100.637.068 |
| TOTAL 1 | 1.221.515.629 | 1.249.248.383 |
| PROVISIONS | | |
| 15 Provisions pour risques et charges | | |
| TOTAL 2 | | |
| DETTES | | |
| <u>Dettes Financières</u> | | |
| 16 sauf 165 Emprunts auprès des établissements | | |
| 165 Dépôts et cautionnements reçus | | |
| 519 Concours bancaires courants | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u> | | |
| 401 Fournisseurs | 6.957.961 | 4.542.985 |

CADRE 6 - BILAN

09-MAI-12 13:10:58

ETAT G

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| | NET | NET |
| <u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u> | | |
| 408 Fournisseurs-Factures non parvenues | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Fiscales et sociales</u> | | |
| 421 Personnel | 692.715 | 112.919 |
| 427 Oppositions | | |
| 431 CPS | 241.832 | 24.350 |
| 438 Autres charges sociales | | |
| 428 Personnel - Charges à payer | | |
| 445 TVA | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Dettes diverses</u> | | |
| 404 Fournisseurs d'immobilisation | 1.174.048 | 1.174.048 |
| 407 Oppositions | | |
| 4191 Avances et acomptes reçus | | |
| 4582 Maîtrise d'ouvrage | | |
| 466 Crédoiteurs divers | 14.954 | 46.750 |
| 467 Autres comptes crédoiteurs | | |
| 4682 Charges à payer sur RA | 2.386.635 | 2.386.635 |
| 473 Recettes à transférer | | |
| TOTAL 3 | 11.468.165 | 8.287.687 |
| <u>COMPTES DE REGULARISATION</u> | | |
| 4386 Autres charges à payer | | |

CADRE 6 - BILAN

09-MAI-12 13:10:58

ETAT G

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---------------------------------|----------------------|----------------------|
| | NET | NET |
| 471 Recettes à classer | | 892.992 |
| 487 Produits constatés d'avance | | |
| 4781 Frais de poursuites | | |
| 448 Territoire Charges à payer | | |
| 477 Gain au change | | |
| TOTAL 4 | | 892.992 |
| TOTAL GENERAL | 1.232.983.794 | 1.268.429.062 |

| | |
|--|---------------|
| Total Classe 1 | 1.221.515.629 |
| Fonds de roulement consolidé des provisions pour créances douteuses | 54.621.207 |

COMPTE DE RESULTAT

09-MAI-12 13:24:37

ETAT H

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| <u>Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice</u> | | |
| 607,608 Achats de marchandises | | |
| 6037 Variation des stocks de marchandises | | |
| 609 Rabais, remises, ristournes obtenus sur achat | | |
| CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS | | |
| <u>Achats stockés d'approvisionnements</u> | | |
| 601 Achats de matières premières | | |
| 602 Autres approvisionnements | | |
| 603 sauf 6037 Variation des stocks d'approvisionnement | | |
| 61 Achats de sous-traitance | 10.670.466 | 10.293.857 |
| 604,605,606 Achats non stockés de matière et fournitures | 17.585.404 | 22.868.230 |
| <u>Services extérieurs</u> | | |
| 621 Personnel intérimaire | 5.172.170 | 4.433.261 |
| 62 sauf 621 Autres | 5.172.170 | 4.433.261 |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | | |
| <u>Impôts</u> | | |
| 63 Impôts | 30.000 | 24.000 |
| | 30.000 | 24.000 |
| <u>Charges de personnel</u> | | |
| 641 Rémunération du personnel permanent | 93.970.513 | 101.799.489 |
| 643 Rémunération du personnel sur crédits | 74.700.821 | 81.042.251 |
| 644 Rémunération du personnel recruté sur convention | | |

COMPTE DE RESULTAT

09-MAI-12 13:24:37

ETAT H

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|---------------|---------------|
| <u>Charges de personnel</u> | | |
| 645 Charges sociales | 18.970.492 | 20.757.238 |
| 646,647,648 Autres | 299.200 | |
| <u>Autres charges</u> | | |
| 65 Autres charges de gestion courante | 436.800 | 29.870 |
| <u>Charges financières</u> | | |
| 686 Dotations aux amortissements et aux provisions | | 8 |
| 661 Charges d'intérêts | | |
| 665 Escomptes accordés | | |
| 666 Pertes au change | | 8 |
| 667 Charge nette sur cession de valeurs mobilières de placement | | |
| 668 Autres charges financières | | |
| <u>Charges exceptionnelles</u> | | |
| 671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice | 2.535.453 | |
| 672 Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs | 2.445.653 | |
| 675 Valeur comptable des éléments d'actif cédés | | |
| 678 Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital | 89.800 | |
| <u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u> | | |
| | 40.608.511 | |

COMPTE DE RESULTAT

09-MAI-12 13:24:37

ETAT H

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|--------------------|--------------------|
| <u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u> | | |
| 681 Sur immobilisations : dotations aux amortissements et aux provisions (€) | 40.608.511 | |
| 687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionnelles) | | |
| <u>Impôts sur les bénéfices</u> | | |
| 69 Impôts sur les bénéfices | | |
| Sous - total | 171.009.317 | 139.448.715 |
| <i>Solde créditeur : Bénéfice</i> | <i>16.081.488</i> | <i>12.994.406</i> |
| TOTAL GENERAL | 187.090.805 | 152.443.121 |

COMPTE DE RESULTAT

09-MAI-12 13:11:13

ETAT I

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

| PRODUITS (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| 707 Ventes de marchandises vendues dans l'exercice | | |
| <u>Production vendue</u> | 8.875.676 | 9.704.779 |
| 701 702 703 Ventes | | |
| 704 Travaux | | |
| 705 706 708 Prestations de services et études, activités annexes | 8.875.676 | 9.704.779 |
| 709 Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement | | |
| Montant net du chiffre d'affaires | 8.875.676 | 9.704.779 |
| <u>Production stockée</u> | | |
| 7133 En cours de production de biens | | |
| 7134 En cours de production de services | | |
| 7135 Produits | | |
| <u>Production immobilisée</u> | | |
| 72 Production immobilisée | | |
| <u>Subvention d'exploitation</u> | 131.212.100 | 142.500.000 |
| 74 Subvention d'exploitation | 131.212.100 | 142.500.000 |
| <u>Reprises sur amortissements et provisions</u> | | |
| 78 Reprises sur amortissements et provisions | | |
| <u>Transferts de charges</u> | | |
| 79 Transferts de charges | | |
| <u>Autres produits</u> | 1.516.637 | 236.412 |

5422

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

COMPTE DE RESULTAT

09-MAI-12 13:11:13

ETAT I

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

| PRODUITS (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|---------------|---------------|
| <u>Autres produits</u> | | |
| 75 Autres produits | 1.516.637 | 236.412 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| <u>Produits financiers</u> | | |
| 761 De participation | | 1.930 |
| 762 D'autres immobilisations financières | | |
| 763 D'autres créances | | |
| 764 Revenus de valeurs mobilières de placement | | |
| 765 Escomptes obtenus | | |
| 766 Gains de change | | 1.930 |
| 767 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| 768 Autres produits financiers | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| <u>Produits exceptionnels</u> | | |
| 771 Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 45.486.392 | |
| 775 Produits de cessions d'éléments d'actifs | 1.672.150 | |
| 776 Produits issus de la neutralisation des amortissements | 10.000.000 | |
| 777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat | 33.814.242 | |
| 778 Autres produits exceptionnels | | |
| 774 Produits exceptionnels op. antérieures | | |
| Sous - total | 187.090.805 | 152.443.121 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 187.090.805 | 152.443.121 |

ETAT J

VALEURS INACTIVES

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

EXERCICE 2011

| DESIGNATION DES COMPTES | | DEBIT | | | CREDIT | | | SOLDE | |
|-------------------------|-----------------------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| COMPTE | INTITULE | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débit | Crédit |
| 861 | Titres et valeurs en portefeuille | 6.052.000 | 5.001.500 | 11.053.500 | | 1.050.500 | 1.050.500 | 10.003.000 | |
| 862 | | 336.063 | 5.001.500 | 5.337.563 | | 4.624.111 | 4.624.111 | 713.452 | |
| 863 | | | 4.624.111 | 4.624.111 | 6.388.063 | | 6.388.063 | | 1.763.952 |
| | TOTAL | 6.388.063 | 14.627.111 | 21.015.174 | 6.388.063 | 5.674.611 | 12.062.674 | 10.716.452 | 1.763.952 |

Le comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier. Il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

Le Payeur
de la Polynésie française,
Michel RUIZ.

L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des mandats de dépenses et du montant des titres de recette inscrits au présent compte financier.

Adopté par le conseil d'Administration dans sa séance du

Le président du conseil d'administration.

MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA**ATTESTATION DE CONFORMITE**

L'ordonnateur soussigné certifie que les montants des opérations budgétaires mentionnés sur la balance générale au 31/12/2011 correspondent à la totalité des opérations budgétaires mandatées et mises en recouvrement par l'établissement au titre de l'exercice 2011

Cette attestation remplace la validation générale portée sur les derniers bordereaux de mandats et de titres.
Celle-ci n'est plus possible du fait de la non intégration dans Poly-GF du montant des rejets effectués par le comptable dans le cumul des émissions des mandats et des ordres de recette.

L'ordonnateur

DELIBERATION n° 2012-40 APF du 23 août 2012 portant approbation du compte financier de l'exercice 2011 de l'établissement public Vanille de Tahiti et affectation de son résultat.

NOR : EVT1201337DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française, et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2003-68 APF du 15 mai 2003 portant création de l'établissement public Vanille de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 août 2003 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public Vanille de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 795 CM du 27 juin 2012 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5621-2012 APF/SG du 16 août 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 59-2012 du 3 août 2012 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 23 août 2012,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte financier de l'établissement public Vanille de Tahiti pour l'exercice 2011 est arrêté à la somme de *deux cent quatre-*

vingt-cinq millions trois cent trente-deux mille neuf cent soixante-deux francs CFP (285 332 962 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| - section I de fonctionnement | 265 612 793 |
| - section II d'investissement | 19 720 169 |
| <i>total</i> | <i>285 332 962</i> |

Art. 2. — Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'établissement public Vanille de Tahiti pour l'exercice 2011 est arrêté à la somme de *deux cent quatre-vingt-seize millions sept cent soixante-six mille quatre-vingt-douze francs CFP* (296 766 092 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| - section I de fonctionnement | 280 374 081 |
| - section II d'investissement | 16 392 011 |
| <i>total</i> | <i>296 766 092</i> |

Art. 3. — Le compte financier de l'établissement public Vanille de Tahiti pour l'exercice 2011 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|-----------------|-----------------------------|-------------------------------------|---------------------|
| Recettes | 265 612 793 | 19 720 169 | 285 332 962 |
| Dépenses | 280 374 081 | 16 392 011 | 296 766 092 |
| <i>Résultat</i> | <i>- 14 761 288</i> | <i>3 328 158</i> | <i>- 11 433 130</i> |

Art. 4. — Le résultat d'exploitation de l'exercice 2011, soit un déficit de 14 761 288 F CFP, est affecté au compte :

| | |
|--|--------------------|
| - 110 : Report à nouveau (solde créditeur) | - 14 761 288 F CFP |
|--|--------------------|

Art. 5. — Au 31 décembre de l'exercice 2011, le fonds de roulement de l'établissement public Vanille de Tahiti est de *soixante-dix-huit millions six cent vingt et un mille cent six francs CFP* (78 621 106 F CFP).

Art. 6. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

Le président,
Benoît KAUTAI.

ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2011

Présenté par

Monsieur Michel RUIZ du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011

Paierie de Polynésie Française

Le 13/04/2012 ETAT : A

Organisme : 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B24 UCG principale

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| 139 | | SUB. INV. INSCR... | 13 428 543 | 13 088 356 | | 340 185 | 97,47 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>13 428 543</i> | <i>13 088 356</i> | | <i>340 185</i> | <i>97,47</i> |
| 205 | | CONCESSIONS DROITS | | | | | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>0</i> | | | <i>0</i> | <i>00,00</i> |
| 212 | | AGENC. AMEN. TERRAIN | 15 645 721 | 3 197 877 | | 12 447 844 | 20,44 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>15 645 721</i> | <i>3 197 877</i> | | <i>12 447 844</i> | <i>20,44</i> |
| 213 | | CONSTRUCTIONS | 55 794 896 | | | 55 794 896 | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>55 794 896</i> | | | <i>55 794 896</i> | <i>00,00</i> |
| 215 | | INST. TECHN. MAT. OU | 2 989 979 | | | 2 989 979 | |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>2 989 979</i> | | | <i>2 989 979</i> | <i>00,00</i> |
| 218 | | AUT. IMMOB. CORPOR | 216 480 | 105 776 | | 110 704 | 48,86 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>216 480</i> | <i>105 776</i> | | <i>110 704</i> | <i>48,86</i> |
| <i>Total Investissement</i> | | | <i>88 075 619</i> | <i>16 392 011</i> | | <i>71 683 608</i> | <i>18,61</i> |

Paierie de Polynésie Française.

ETAT : A

Organisme : 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B24 UCG principale.

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|--------|-----------|-----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| 606 | | ACHATS APPRO. NON ST. | 13 680 000 | 13 413 217 | | 266 783 | 98,05 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>13 680 000</i> | <i>13 413 217</i> | | <i>266 783</i> | <i>98,05</i> |
| 607 | | ACHATS DE MARCHANDIS | 5 900 000 | 5 145 218 | | 754 782 | 87,21 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>5 900 000</i> | <i>5 145 218</i> | | <i>754 782</i> | <i>87,21</i> |
| 613 | | LOCATIONS | 233 218 | 216 129 | | 17 089 | 92,67 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>233 218</i> | <i>216 129</i> | | <i>17 089</i> | <i>92,67</i> |
| 615 | | TRAV. ENTR. ET REPAR | 1 829 308 | 1 359 609 | | 469 699 | 74,32 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 829 308</i> | <i>1 359 609</i> | | <i>469 699</i> | <i>74,32</i> |
| 616 | | PRIMES ASSURANCES | 1 596 112 | 1 242 462 | | 353 650 | 77,84 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 596 112</i> | <i>1 242 462</i> | | <i>353 650</i> | <i>77,84</i> |
| 618 | | DIVERS | 3 146 630 | 1 336 851 | | 1 809 779 | 42,49 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>3 146 630</i> | <i>1 336 851</i> | | <i>1 809 779</i> | <i>42,49</i> |
| 622 | | REMUNERATIONS INTERM | 5 381 646 | 4 981 673 | | 399 973 | 92,57 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>5 381 646</i> | <i>4 981 673</i> | | <i>399 973</i> | <i>92,57</i> |
| 623 | | PUBLICITE INFOR PUBL | 7 200 000 | 6 535 814 | | 664 186 | 90,78 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>7 200 000</i> | <i>6 535 814</i> | | <i>664 186</i> | <i>90,78</i> |
| 624 | | TRANS. BIENS. COLL. | 5 257 327 | 3 859 099 | | 1 398 228 | 73,40 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>5 257 327</i> | <i>3 859 099</i> | | <i>1 398 228</i> | <i>73,40</i> |
| 625 | | DEPLACEMENTS MISS | 2 870 000 | 2 328 420 | | 541 580 | 81,13 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>2 870 000</i> | <i>2 328 420</i> | | <i>541 580</i> | <i>81,13</i> |
| 626 | | FRAIS POSTAUX ET TEL | 2 880 000 | 2 679 550 | | 200 450 | 93,04 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>2 880 000</i> | <i>2 679 550</i> | | <i>200 450</i> | <i>93,04</i> |
| 627 | | SERVICES BANCAIRES E | 20 000 | 15 984 | | 4 016 | 79,92 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>20 000</i> | <i>15 984</i> | | <i>4 016</i> | <i>79,92</i> |
| 628 | | CHARGES EXTERNES DIV | 6 373 617 | 6 137 860 | | 235 757 | 96,30 |

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B24 UCG principale

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|--------|-----------|----------------------|-------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| | | | <i>Sous-total</i> | 6 373 617 | 6 137 860 | | 235 757 | 96,30 |
| 631 | | IMPOTS, TAXES ET VER | | 784 000 | 628 221 | | 155 779 | 80,13 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 784 000 | 628 221 | | 155 779 | 80,13 |
| 635 | | AUT. IMPOTS TAXES .. | | 20 589 543 | 20 540 472 | | 49 071 | 99,76 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 20 589 543 | 20 540 472 | | 49 071 | 99,76 |
| 637 | | AUTRES IMPOTS ET TAX | | 10 000 | 3 000 | | 7 000 | 30,00 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 10 000 | 3 000 | | 7 000 | 30,00 |
| 641 | | REMUNERATION PERSONN | | 154 085 654 | 149 702 114 | - 3 691 508 | 8 075 048 | 94,76 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 154 085 654 | 149 702 114 | - 3 691 508 | 8 075 048 | 97,16 |
| 645 | | CHARGES SOCIALES CPS | | 39 828 679 | 39 121 374 | | 707 305 | 98,22 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 39 828 679 | 39 121 374 | | 707 305 | 98,22 |
| 647 | | AUTRES CHARGES SOCIA | | 350 000 | 336 161 | | 13 839 | 96,05 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 350 000 | 336 161 | | 13 839 | 96,05 |
| 654 | | CHARGES SUR CREANCES | | 660 000 | 660 000 | | | 100,00 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 660 000 | 660 000 | | 0 | 100,00 |
| 657 | | CHARGES SPECIFIQUES | | 0 | | | 0 | 00,00 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 0 | | | 0 | 00,00 |
| 658 | | DIVERS AUTR.CHARGES | | 863 000 | 832 705 | | 30 295 | 96,49 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 863 000 | 832 705 | | 30 295 | 96,49 |
| 666 | | PERTES DE CHANGE | | 90 000 | 37 412 | | 52 588 | 41,57 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 90 000 | 37 412 | | 52 588 | 41,57 |
| 671 | | CHARGES EXCEPT. | | 1 892 172 | 1 831 610 | | 60 562 | 96,80 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 1 892 172 | 1 831 610 | | 60 562 | 96,80 |
| 681 | | DOTATIONS AUX AMORTI | | 19 718 166 | 19 720 169 | | - 2 003 | 100,01 |
| | | | <i>Sous-total</i> | 19 718 166 | 19 720 169 | | - 2 003 | 100,01 |

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme.: 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg.: B24 UCG principale

DEPENSES

| Compte | Programme | Libellé | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles | % Cred. Cons. |
|--------|-----------|-----------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|---------------------|---------------|
| 695 | | IMPOTS SUR LES BENEF | 1 831 000 | 1 400 465 | | 430 535 | 76,49 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 831 000</i> | <i>1 400 465</i> | | <i>430 535</i> | <i>76,49</i> |
| | | <i>Total Fonctionnement</i> | <i>297 070 072</i> | <i>284 065 589</i> | <i>- 3 691 508</i> | <i>10 695 991</i> | <i>95,62</i> |
| | | TOTAL | 385 145 691 | 300 457 600 | - 3 691 508 | 81 379 599 | 78,01 |

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme.: 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg.: B24 UCG principale

RECETTES

| Compte | Programme | Libellé | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions | % Cred. Cons. |
|--------|-----------|-----------------------------|-------------------|--------------------|-----------------------|---------------------------|---------------|
| 131 | | SUBVENTION EQUIPEMEN | 33 517 665 | | | 33 517 665 | 00,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>33 517 665</i> | | | <i>33 517 665</i> | <i>00,00</i> |
| 280 | | AMORT. IMMOB. INCORP | 1 189 308 | 1 189 308 | | 0 | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 189 308</i> | <i>1 189 308</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| 281 | | AMORT. IMMOB. CORPOR | 17 045 178 | 17 047 181 | | - 2 003 | 100,01 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>17 045 178</i> | <i>17 047 181</i> | | <i>- 2 003</i> | <i>100,01</i> |
| 284 | | AMMORT IMMOB CORPOR | 1 483 680 | 1 483 680 | | 0 | 100,00 |
| | | <i>Sous-total</i> | <i>1 483 680</i> | <i>1 483 680</i> | | <i>0</i> | <i>100,00</i> |
| | | Total Investissement | 53 235 831 | 19 720 169 | | 33 515 662 | 37,04 |

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011.

Ucg : B24 UCG principale

RECETTES

| Compte | Programme | Libellé | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Différence sur prévisions | % Créd. Cons.. |
|-----------------------------|-----------|----------------------|-------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|-------------------|
| 706 | | PRESTATIONS SERVICES | 12 000 000 | 13 171 857 | | - 1 171 857 | 109,77 |
| | | <i>Sous-total</i> | 12 000 000 | 13 171 857 | | - 1 171 857 | 109,77 |
| 707 | | VENTES MARCHANDISES | 7 934 373 | 5 217 556 | - 43 906 | 2 760 723 | 65,21 |
| | | <i>Sous-total</i> | 7 934 373 | 5 217 556 | - 43 906 | 2 760 723 | 65,76 |
| 708 | | PROD. ACTIV. ANNEXES | | 282 330 | | - 282 330 | |
| | | <i>Sous-total</i> | 0 | 282 330 | | - 282 330 | 00,00 |
| 744 | | SUBV. EXPLOIT. TERRI | 220 000 000 | 224 500 000 | | - 4 500 000 | 102,05 |
| | | <i>Sous-total</i> | 220 000 000 | 224 500 000 | | - 4 500 000 | 102,05 |
| 748 | | AUTRES SUBV. EXPLOIT | | 2 823 082 | | - 2 823 082 | |
| | | <i>Sous-total</i> | 0 | 2 823 082 | | - 2 823 082 | 00,00 |
| 758 | | DIVERS AUTRES PRODUI | 4 139 729 | 552 957 | | 3 586 772 | 13,36 |
| | | <i>Sous-total</i> | 4 139 729 | 552 957 | | 3 586 772 | 13,36 |
| 766 | | GAINS AU CHANGE | 5 000 | 3 394 | | 1 606 | 67,88 |
| | | <i>Sous-total</i> | 5 000 | 3 394 | | 1 606 | 67,88 |
| 771 | | PRODUITS EXCEP. OPER | 1 259 886 | 1 723 060 | | - 463 674 | 136,82 |
| | | <i>Sous-total</i> | 1 259 886 | 1 723 060 | | - 463 674 | 136,82 |
| 775 | | PRODUITS CESSIONS EL | 3 740 090 | 4 294 105 | | - 554 015 | 114,81 |
| | | <i>Sous-total</i> | 3 740 090 | 4 294 105 | | - 554 015 | 114,81 |
| 777 | | QUOTE-PART SUB INVES | 13 428 543 | 13 088 358 | | 340 185 | 97,47 |
| | | <i>Sous-total</i> | 13 428 543 | 13 088 358 | | 340 185 | 97,47 |
| <i>Total Fonctionnement</i> | | | 262 507 121 | 265 656 699 | - 43 906 | - 3 105 672 | ***** |
| TOTAL | | | 315 742 952 | 285 376 868 | - 43 906 | 30 409 990 | 90,38 |

Paierie de Polynésie Française

Le 13/04/2012

ETAT : B

Organisme : 124 ÉTABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Uog : B24 UCG principale

DEPENSES

| Compte | Crédits ouverts | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR annulés | Crédits disponibles |
|-----------------------------|-----------------|--------------------|-----------------------|---------------------|
| 13 | 13 428 543 | 13 088 356 | | 340 185 |
| 20 | 0 | | | 0 |
| 21 | 74 647 076 | 3 303 653 | | 71 343 423 |
| <i>Total Investissement</i> | 88 075 619 | 16 392 011 | | 71 683 608 |
| 60 | 19 580 000 | 18 558 435 | | 1 021 565 |
| 61 | 6 805 268 | 4 155 051 | | 2 650 217 |
| 62 | 29 982 590 | 26 538 400 | | 3 444 190 |
| 63 | 21 383 543 | 21 171 693 | | 211 850 |
| 64 | 194 264 333 | 189 159 649 | - 3 691 508 | 8 796 192 |
| 65 | 1 523 000 | 1 492 705 | | 30 295 |
| 66 | 90 000 | 37 412 | | 52 588 |
| 67 | 1 892 172 | 1 831 610 | | 60 562 |
| 68 | 19 718 166 | 19 720 169 | | - 2 003 |
| 69 | 1 831 000 | 1 400 465 | | 430 535 |
| <i>Total Fonctionnement</i> | 297 070 072 | 284 065 529 | - 3 691 508 | 16 695 991 |
| TOTAL | 385 145 691 | 300 457 600 | - 3 691 508 | 88 379 599 |

5434

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Paierie de Polynésie Française

ETAT : B

Organisme : 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2011

Ucg : B24 UCG principale

RECETTES

| Compte | Prévisions | Mandats ou OR émis | Mandats ou OR-annulés | Différence sur prévisions |
|-----------------------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------------|
| 13 | 33 517 665 | | | 33 517 665 |
| 28 | 19 718 166 | 19 720 169 | | - 2 003 |
| <i>Total Investissement</i> | 53 235 831 | 19 720 169 | | 33 515 662 |
| 70 | 19 934 373 | 18 671 743 | - 43 906 | 1 306 536 |
| 74 | 220 000 000 | 227 323 082 | | - 7 323 082 |
| 75 | 4 139 729 | 552 957 | | 3 586 772 |
| 76 | 5 000 | 3 394 | | 1 606 |
| 77 | 18 428 019 | 19 105 523 | | - 677 504 |
| <i>Total Fonctionnement</i> | 262 507 121 | 265 656 639 | - 43 906 | - 3 105 672 |
| TOTAL | 315 742 952 | 285 376 868 | - 43 906 | 30 409 990 |

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2011

ETAT C

124 : ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le : 13-AVR-12 11:03:58

B24 : UCG principale

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|-----------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------|
| Recettes | | | |
| Prévisions budgétaires totales | 53.235.831 | 262.507.121 | 315.742.952 |
| Titres de recettes émis | 19.720.169 | 265.656.699 | 285.376.868 |
| Réductions de titres | | 43.906 | 43.906 |
| Recettes nettes | 19.720.169 | 265.612.793 | 285.332.962 |
| Dépenses | | | |
| Autorisations budgétaires totales | 88.075.619 | 297.070.072 | 385.145.691 |
| Mandats émis | 16.392.011 | 284.065.589 | 300.457.600 |
| Annulations de mandats | | 3.691.508 | 3.691.508 |
| Dépenses nettes | 16.392.011 | 280.374.081 | 296.766.092 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | | |
| Excédent | 3.328.158 | | |
| Déficit | | 14.761.288 | 11.433.130 |

5436

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

TABLEAU GENERAL DE L'EXERCICE 2011

ETAT D

124 : ÉTABLISSEMENT VANILLE DE TAHITI

B24 : Budget Principal

| 1 - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE | | | | | |
|--|---------------|--------------------|---------------------------------------|---------------------------------|------------------|
| Opérations de fonctionnement | | | Opérations d'investissement | | |
| PRODUITS(classé 7) | | 265 612 793 | Recettes d'investissement | | 19 720 169 |
| CHARGES(classé 6) | | 280 374 081 | Dépenses d'investissement | | 16 392 011 |
| Résultat de l'exercice à reporter | Déficit | -14 761 288 | Solde des opérations d'investissement | Excédent | 3 328 158 |
| | | | Diminution du fonds de roulement | | -11 433 130 |
| 2 - SITUATION GENERALE | | | | | |
| | Réserves | Situation initiale | Résultats de l'exercice | Variation de stocks- Provisions | Situation finale |
| Résultats de fonctionnement reportés | Excédentaires | 41 689 543 | | | 26 928 255 |
| | Déficitaires | | -14 761 288 | | |
| Différence entre investissements et financements | Excédentaires | 48 364 693 | 3 328 158 | | 51 692 851 |
| | Déficitaires | | | | |
| Situation globale | | 90 054 236 | -11 433 130 | | 78 621 106 |

| | |
|------------------------------------|-------------|
| Diminution du Fonds de Roulement : | -11 433 130 |
|------------------------------------|-------------|

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le : 13-04-12 11:06 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B24

Page 001 / 011

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|-----------|------------------|-------------|------------------------|--------|----------------------------|-----------|------------------|-------------|-------------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 10212 | | 48.252.000 | | | | | 48.252.000 | | 48.252.000 | |
| TOTAL 102 | | 48.252.000 | | | | | 48.252.000 | | 48.252.000 | |
| 1068 | | 2.954.949 | | | 1.309.058 | | 4.264.007 | | 4.264.007 | |
| TOTAL 106 | | 2.954.949 | | | 1.309.058 | | 4.264.007 | | 4.264.007 | |
| TOTAL 10 | | 51.206.949 | | | 1.309.058 | | 52.516.007 | | 52.516.007 | |
| 110 | | 33.080.743 | | | 1.309.058 | 5.653.851 | 1.309.058 | 38.734.594 | 37.425.536 | |
| TOTAL 110 | | 33.080.743 | | | 1.309.058 | 5.653.851 | 1.309.058 | 38.734.594 | 37.425.536 | |
| TOTAL 11 | | 33.080.743 | | | 1.309.058 | 5.653.851 | 1.309.058 | 38.734.594 | 37.425.536 | |
| 120 | | 5.653.851 | | | 5.653.851 | | 5.653.851 | 5.653.851 | | |
| TOTAL 120 | | 5.653.851 | | | 5.653.851 | | 5.653.851 | 5.653.851 | | |
| TOTAL 12 | | 5.653.851 | | | 5.653.851 | | 5.653.851 | 5.653.851 | | |
| 1315 | | 224.373.190 | | | | | 224.373.190 | | 224.373.190 | |
| 1318 | | 80.000.000 | | | | | 80.000.000 | | 80.000.000 | |
| TOTAL 131 | | 304.373.190 | | | | | 304.373.190 | | 304.373.190 | |
| 13915 | 118.167.423 | | 12.748.703 | | | | 130.916.126 | 130.916.126 | | |
| 13918 | 1.321.373 | | 339.655 | | | | 1.661.028 | 1.661.028 | | |
| TOTAL 139 | 119.488.796 | | 13.088.358 | | | | 132.577.154 | 132.577.154 | | |
| TOTAL 13 | 119.488.796 | 304.373.190 | 13.088.358 | | | | 132.577.154 | 304.373.190 | 132.577.154 | |
| TOTAL 1 | 119.488.796 | 394.314.733 | 13.088.358 | | 6.962.909 | 6.962.909 | 139.540.063 | 401.277.642 | 394.314.733 | |
| 203 | 130.200 | | | | | | 130.200 | 130.200 | | |
| TOTAL 203 | 130.200 | | | | | | 130.200 | 130.200 | | |
| 20531 | 10.063.478 | | | | | | 10.063.478 | 10.063.478 | | |
| 20532 | | | | | | | | | | |
| 2058 | 114.797 | | | | | | 114.797 | 114.797 | | |
| TOTAL 205 | 10.178.275 | | | | | | 10.178.275 | 10.178.275 | | |
| TOTAL 20 | 10.308.475 | | | | | | 10.308.475 | 10.308.475 | | |

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le : 13-04-12 11:06 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B24

Page 002 / 011

| COMPTÉ | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|------------------|--------------------|--------|------------------------|--------|----------------------------|--------|--------------------|--------|--------------------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 21116 | 6.414.000 | | | | | | 6.414.000 | | 6.414.000 | |
| 21126 | 41.838.000 | | | | | | 41.838.000 | | 41.838.000 | |
| 211517 | 37.030.673 | | | | | | 37.030.673 | | 37.030.673 | |
| TOTAL 211 | 85.282.673 | | | | | | 85.282.673 | | 85.282.673 | |
| 212161 | 11.903.777 | | 3.197.877 | | | | 15.101.654 | | 15.101.654 | |
| 212162 | 1.160.000 | | | | | | 1.160.000 | | 1.160.000 | |
| 212261 | 1.773.013 | | | | | | 1.773.013 | | 1.773.013 | |
| TOTAL 212 | 14.836.790 | | 3.197.877 | | | | 18.034.667 | | 18.034.667 | |
| 21351 | 8.231.784 | | | | | | 8.231.784 | | 8.231.784 | |
| 21354 | 8.975.553 | | | | | | 8.975.553 | | 8.975.553 | |
| 21358 | 14.958.843 | | | | | | 14.958.843 | | 14.958.843 | |
| 2135871 | | | | | | | | | | |
| 2135872 | | | | | | | | | | |
| TOTAL 213 | 32.166.180 | | | | | | 32.166.180 | | 32.166.180 | |
| 2158 | 4.910.138 | | | | | | 4.910.138 | | 4.910.138 | |
| 2154 | 62.479.091 | | | | | | 62.479.091 | | 62.479.091 | |
| TOTAL 215 | 67.389.229 | | | | | | 67.389.229 | | 67.389.229 | |
| 2182 | 95.621.206 | | | | | | 95.621.206 | | 95.621.206 | |
| 21826 | 17.357.300 | | | | | | 17.357.300 | | 17.357.300 | |
| 2183 | 15.139.830 | | 105.776 | | | | 15.245.606 | | 15.245.606 | |
| 2184 | 5.521.065 | | | | | | 5.521.065 | | 5.521.065 | |
| 21886 | 17.848.400 | | | | | | 17.848.400 | | 17.848.400 | |
| TOTAL 218 | 151.487.801 | | 105.776 | | | | 151.593.577 | | 151.593.577 | |
| TOTAL 21 | 351.162.673 | | 3.303.653 | | | | 354.466.326 | | 354.466.326 | |

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le.: 13-04-12 11:06 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B24

Page 003 / 011

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|------------------|--------------------|--------------------|------------------------|-------------------|----------------------------|------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 280531 | | 4.735.489 | | 1.189.308 | | | | 5.924.797 | | 5.924.797 |
| 28058 | | 114.790 | | | | | | 114.790 | | 114.790 |
| TOTAL 280 | | 4.850.279 | | 1.189.308 | | | | 6.039.587 | | 6.039.587 |
| 281351 | | 4.615.890 | | 3.218.626 | | | | 7.834.516 | | 7.834.516 |
| 281354 | | 5.346.289 | | | | | | 5.346.289 | | 5.346.289 |
| 281358 | | 1.965.575 | | | | | | 1.965.575 | | 1.965.575 |
| 28153 | | 2.353.405 | | 814.009 | | | | 3.167.414 | | 3.167.414 |
| 28154 | | 35.243.311 | | 6.653.596 | | | | 41.896.907 | | 41.896.907 |
| 28182 | | 65.615.442 | | 6.062.216 | | | | 71.677.658 | | 71.677.658 |
| 28183 | | 14.303.173 | | 298.734 | | | | 14.601.907 | | 14.601.907 |
| 281831 | | | | | | | | | | |
| 28184 | | 5.521.065 | | | | | | 5.521.065 | | 5.521.065 |
| TOTAL 281 | | 134.964.150 | | 17.047.181 | | | | 152.011.331 | | 152.011.331 |
| 2842161 | | 282.413 | | 1.367.680 | | | | 1.650.093 | | 1.650.093 |
| 2842162 | | 510.400 | | 116.000 | | | | 626.400 | | 626.400 |
| 2842261 | | 886.505 | | | | | | 886.505 | | 886.505 |
| 284826 | | 17.357.300 | | | | | | 17.357.300 | | 17.357.300 |
| 284886 | | 17.848.400 | | | | | | 17.848.400 | | 17.848.400 |
| TOTAL 284 | | 36.885.018 | | 1.483.680 | | | | 38.368.698 | | 38.368.698 |
| TOTAL 28 | | 176.699.447 | | 19.720.169 | | | | 196.419.616 | | 196.419.616 |
| TOTAL 2 | 361.471.148 | 176.699.447 | 3.303.653 | 19.720.169 | | | 364.774.801 | 196.419.616 | 364.774.801 | 196.419.616 |
| 4011 | | 13.244.459 | | | | 74.290.853 | 68.422.976 | 74.290.853 | 81.667.435 | 7.376.582 |
| 4012 | | | | | | 660.000 | 660.000 | 660.000 | 660.000 | |
| 4017 | | 502.523 | | | | | | 502.523 | | 502.523 |
| 4041 | | 14.041.916 | | | | 17.682.281 | 3.640.365 | 17.682.281 | 17.682.281 | |
| 4047 | | 115.500 | | | | | | 115.500 | | 115.500 |

5440

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6 Septembre 2012

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le : 13-04-12 11:06 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B24

Page 004 / 011

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | | |
|----------|------------------|------------|------------------------|--------|----------------------------|-------------|------------------|-------------|-------------|-----------|------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit | |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | | |
| 407 | | 1.259.386 | | | 1.259.386 | | | 1.259.386 | | 1.259.386 | |
| TOTAL 40 | | 29.163.784 | | | 93.892.520 | 72.723.341 | | 93.892.520 | 101.887.125 | | 7.994.605 |
| 411105 | 3.836.588 | | | | | 1.400.000 | | 3.836.588 | 1.400.000 | | 2.436.588 |
| 411106 | 5.860.486 | | | | 67.600 | 1.456.620 | | 5.928.086 | 1.456.620 | | 4.471.466 |
| 411107 | 42.000 | | | | | | | 42.000 | | | 42.000 |
| 411108 | 63.000 | | | | 3.906 | | | 66.906 | | | 66.906 |
| 411109 | 7.304.310 | | | | | | | 7.304.310 | | | 7.304.310 |
| 411110 | 405.574 | | | | | 139.148 | | 405.574 | 139.148 | | 266.426 |
| 411111 | | | | | 7.553.139 | 5.523.395 | | 7.553.139 | 5.523.395 | | 2.029.744 |
| 4112 | | | | | | | | | | | |
| TOTAL 41 | 17.511.958 | | | | 7.624.645 | 8.519.163 | | 25.136.603 | 8.519.163 | | 16.617.440 |
| 421 | | 343.860 | | | 135.943.979 | 136.023.837 | | 135.943.979 | 136.367.697 | | 423.718 |
| 427 | | | | | 899.977 | 899.977 | | 899.977 | 899.977 | | |
| TOTAL 42 | | 343.860 | | | 136.843.956 | 136.923.814 | | 136.843.956 | 137.267.674 | | 423.718 |
| 431 | | 4.673.133 | | | 53.938.597 | 53.700.953 | | 53.938.597 | 58.374.086 | | 4.435.489 |
| TOTAL 43 | | 4.673.133 | | | 53.938.597 | 53.700.953 | | 53.938.597 | 58.374.086 | | 4.435.489 |
| 4411 | 32.000.000 | | | | | 32.000.000 | | 32.000.000 | 32.000.000 | | |
| 4417 | 33.000.000 | | | | 227.323.082 | 241.989.749 | | 260.323.082 | 241.989.749 | | 18.333.333 |
| 44562 | | | | | 336.712 | 336.712 | | 336.712 | 336.712 | | |
| 44566 | 15.280 | | | | 150.573 | 160.732 | | 165.853 | 160.732 | | 5.121 |
| 44567 | 5.295.852 | | | | 497.444 | 2.001.014 | | 5.793.296 | 2.001.014 | | 3.792.282 |

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le : 13-04-12-11:06 AM

ETAT'E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B24

Page 035 / 011

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|-----------|------------------------|--------|----------------------------|-------------|------------------|-------------|------------|---------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 4457 | | 1.564 | | | 2.001.299 | 2.180.160 | 2.001.299 | 2.181.724 | | 180.425 |
| 4458 | 20.294.543 | | | | | 20.294.543 | 20.294.543 | 20.294.543 | | |
| TOTAL 44 | 90.605.675 | 1.564 | | | 230.309.110 | 298.962.910 | 320.914.785 | 298.964.474 | 22.130.736 | 180.425 |
| 462 | | | | | 4.981.000 | 4.301.000 | 4.981.000 | 4.301.000 | 680.000 | |
| 4631 | 1.523.466 | | | | 1.199.652 | 323.814 | 323.814 | 323.814 | | |
| 4632 | | | | | 3.111.006 | 2.330.462 | 3.111.006 | 2.330.462 | 780.544 | |
| 4663 | | 5.000 | | | 54.438 | 79.138 | 54.438 | 84.138 | | 29.700 |
| 4664 | | 2.000 | | | 14.600 | 12.600 | 14.600 | 14.600 | | |
| 4674 | | 1.961.381 | | | 6.376.444 | 4.839.175 | 6.376.444 | 6.800.556 | | 424.112 |
| TOTAL 46 | 1.523.466 | 1.966.381 | | | 13.337.836 | 11.386.189 | 14.861.302 | 13.854.570 | 1.460.544 | 453.812 |
| 4713 | | 2.983.204 | | | 281.201.707 | 278.218.503 | 281.201.707 | 281.201.707 | | |
| 47151 | | | | | 6.988.513 | 6.988.513 | 6.988.513 | 6.988.513 | | |
| 47152 | | | | | 1.880.612 | 2.249.948 | 1.880.612 | 2.249.948 | | 369.336 |
| 47153 | | | | | 1.399.262 | 1.399.262 | 1.399.262 | 1.399.262 | | |
| 47154 | | | | | 11.435.818 | 11.435.818 | 11.435.818 | 11.435.818 | | |
| 47155 | | | | | 1.965.394 | 1.965.394 | 1.965.394 | 1.965.394 | | |
| 4718 | | | | | 1.355.102 | 1.355.102 | 1.355.102 | 1.355.102 | | |
| 4721 | 39.193 | | | | 13.648 | 49.052 | 52.841 | 49.052 | 3.789 | |
| 4731 | | | | | 19.800 | 19.800 | 19.800 | 19.800 | | |
| 477 | | | | | | 70 | | 70 | | 70 |
| TOTAL 47 | 39.193 | 2.983.204 | | | 306.259.856 | 303.681.462 | 306.299.049 | 306.664.666 | 3.739 | 369.406 |

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le : 13-04-12 11:06:AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B24

Page 006 / 011

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|---------|------------------|------------|------------------------|--------|----------------------------|-------------|------------------|-------------|------------|------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| TOTAL 4 | 109.680.292 | 39.133.926 | | | 842.206.520 | 886.397.832 | 951.686.812 | 925.531.758 | 40.212.509 | 13.857.455 |
| 515 | 19.507.870 | | | | 299.388.079 | 266.629.897 | 318.895.949 | 266.629.897 | 52.266.052 | |
| 5433 | | | | | | | | | | |
| 5451 | | | | | 2.632.405 | 2.632.405 | 2.632.405 | 2.632.405 | | |
| 5452 | | | | | 1.361.168 | 1.361.168 | 1.361.168 | 1.361.168 | | |
| 5453 | | | | | 735.676 | 735.676 | 735.676 | 735.676 | | |
| 5454 | | | | | 2.874.106 | 2.874.106 | 2.874.106 | 2.874.106 | | |
| 5455 | | | | | 1.965.394 | 1.965.394 | 1.965.394 | 1.965.394 | | |
| 581 | | | | | 34.208.527 | 34.208.527 | 34.208.527 | 34.208.527 | | |
| TOTAL 5 | 19.507.870 | | | | 343.165.355 | 310.407.173 | 362.673.225 | 310.407.173 | 52.266.052 | |
| 60611 | | | 3.114.108 | | | | 3.114.108 | | | |
| 60612 | | | 5.896.602 | | | | 5.896.602 | | | |
| 60617 | | | 199.492 | | | | 199.492 | | | |
| 6063 | | | 48.522 | | | | 48.522 | | | |
| 60631 | | | 155.476 | | | | 155.476 | | | |
| 60632 | | | 707.533 | | | | 707.533 | | | |
| 60633 | | | 433.268 | | | | 433.268 | | | |
| 60634 | | | 268.522 | | | | 268.522 | | | |
| 6064 | | | 548.373 | | | | 548.373 | | | |
| 6068 | | | 1.815.545 | | | | 1.815.545 | | | |

ETATE

Le : 13-04-12 11:06 AM

Page 007 / 011

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Exercice 2011

Ucg.B24

BALANCE AU 31/12/11

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|--------|------------------------|--------|----------------------------|--------|------------------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 60601 | | | 225.776 | | | | 225.776 | |
| 607 | | | 4.834.592 | | | | 4.834.592 | |
| 6074 | | | 310.686 | | | | 310.686 | |
| TOTAL 60 | | | 18.558.435 | | | | 18.558.435 | |
| 6135 | | | 216.129 | | | | 216.129 | |
| 6152 | | | 148.454 | | | | 148.454 | |
| 61551 | | | 29.223 | | | | 29.223 | |
| 61552 | | | 840.253 | | | | 840.253 | |
| 61553 | | | 13.116 | | | | 13.116 | |
| 61554 | | | 5.465 | | | | 5.465 | |
| 61555 | | | 52.296 | | | | 52.296 | |
| 6156 | | | 270.802 | | | | 270.802 | |
| 6163 | | | 1.242.462 | | | | 1.242.462 | |
| 6181 | | | 51.836 | | | | 51.836 | |
| 6185 | | | 1.285.015 | | | | 1.285.015 | |
| TOTAL 61 | | | 4.155.051 | | | | 4.155.051 | |
| 6224 | | | 4.840.012 | | | | 4.840.012 | |
| 6226 | | | 131.160 | | | | 131.160 | |
| 6227 | | | 10.501 | | | | 10.501 | |
| 6231 | | | 1.619.865 | | | | 1.619.865 | |
| 6232 | | | 3.850 | | | | 3.850 | |
| 6233 | | | 794.403 | | | | 794.403 | |

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le : 13-04-12 11:06 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B24

Page 008 / 011

| COMPRTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|--------|------------------------|--------|----------------------------|--------|------------------|--------|-------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 6234 | | | 831.243 | | | | 831.243 | | | |
| 6236 | | | 1.286.453 | | | | 1.286.453 | | | |
| 6238 | | | 2.000.000 | | | | 2.000.000 | | | |
| 6241 | | | 155.267 | | | | 155.267 | | | |
| 6243 | | | 313.248 | | | | 313.248 | | | |
| 6247 | | | 2.844.522 | | | | 2.844.522 | | | |
| 6248 | | | 546.062 | | | | 546.062 | | | |
| 6251 | | | 51.900 | | | | 51.900 | | | |
| 6256 | | | 1.859.700 | | | | 1.859.700 | | | |
| 6258 | | | 416.820 | | | | 416.820 | | | |
| 6261 | | | 2.652.163 | | | | 2.652.163 | | | |
| 6262 | | | 27.387 | | | | 27.387 | | | |
| 627 | | | 402 | | | | 402 | | | |
| 6278 | | | 15.582 | | | | 15.582 | | | |
| 6286 | | | 1.087.560 | | | | 1.087.560 | | | |
| 6288 | | | 1.740.938 | | | | 1.740.938 | | | |
| 62881 | | | 218.600 | | | | 218.600 | | | |
| 62883 | | | 522.762 | | | | 522.762 | | | |
| 62884 | | | 2.568.000 | | | | 2.568.000 | | | |
| TOTAL 62 | | | 26.538.400 | | | | 26.538.400 | | | |
| 6313 | | | 628.221 | | | | 628.221 | | | |
| 6351 | | | 207.089 | | | | 207.089 | | | |
| 63513 | | | 38.840 | | | | 38.840 | | | |
| 6352 | | | 20.294.543 | | | | 20.294.543 | | | |

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le : 13-04-12 11:06 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucgy B24

Page 009 / 011

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|--------|------------------------|-----------|----------------------------|--------|------------------|-----------|-------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 6378 | | | 3.000 | | | | 3.000 | | | |
| TOTAL 63 | | | 21.171.693 | | | | 21.171.693 | | | |
| 6411 | | | 149.602.094 | 3.691.508 | | | 149.602.094 | 3.691.508 | | |
| 6414 | | | 100.020 | | | | 100.020 | | | |
| 6451 | | | 39.121.374 | | | | 39.121.374 | | | |
| 647 | | | 3.161 | | | | 3.161 | | | |
| 6475 | | | 333.000 | | | | 333.000 | | | |
| TOTAL 64 | | | 189.159.649 | 3.691.508 | | | 189.159.649 | 3.691.508 | | |
| 654 | | | 660.000 | | | | 660.000 | | | |
| 6583 | | | 832.705 | | | | 832.705 | | | |
| TOTAL 65 | | | 1.492.705 | | | | 1.492.705 | | | |
| 666 | | | 37.412 | | | | 37.412 | | | |
| TOTAL 66 | | | 37.412 | | | | 37.412 | | | |
| 671 | | | 386.910 | | | | 386.910 | | | |
| 6712 | | | 44.700 | | | | 44.700 | | | |
| 6718 | | | 1.400.000 | | | | 1.400.000 | | | |
| TOTAL 67 | | | 1.831.610 | | | | 1.831.610 | | | |
| 681 | | | 19.720.169 | | | | 19.720.169 | | | |
| TOTAL 68 | | | 19.720.169 | | | | 19.720.169 | | | |

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le : 13-04-12 11:06 AM

ETAT'E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B24

Page 010 / 011

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|----------|------------------|--------|------------------------|-------------|----------------------------|--------|------------------|-------------|-------|--------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 695 | | | 1.400.465 | | | | 1.400.465 | | | |
| TOTAL 69 | | | 1.400.465 | | | | 1.400.465 | | | |
| TOTAL 6 | | | 284.065.589 | 3.691.508 | | | 284.065.589 | 3.691.508 | | |
| 706 | | | | 17.400 | | | | 17.400 | | |
| 7061 | | | | 39.609 | | | | 39.609 | | |
| 70611 | | | | 6.329.874 | | | | 6.329.874 | | |
| 70612 | | | | 1.423.549 | | | | 1.423.549 | | |
| 70613 | | | | 889.790 | | | | 889.790 | | |
| 70614 | | | | 4.471.635 | | | | 4.471.635 | | |
| 7071 | | | | 80.146 | | | | 80.146 | | |
| 70710 | | | | 205.803 | | | | 205.803 | | |
| 70712 | | | | 714.064 | | | | 714.064 | | |
| 7072 | | | | 8.800 | | | | 8.800 | | |
| 7073 | | | | 1.068.176 | | | | 1.068.176 | | |
| 7077 | | | 43.906 | 3.140.567 | | | 43.906 | 3.140.567 | | |
| 7083 | | | | 175.455 | | | | 175.455 | | |
| 7085 | | | | 106.875 | | | | 106.875 | | |
| TOTAL 70 | | | 43.906 | 18.671.743 | | | 43.906 | 18.671.743 | | |
| 744 | | | | 224.500.000 | | | | 224.500.000 | | |
| 748 | | | | 2.823.082 | | | | 2.823.082 | | |
| TOTAL 74 | | | | 227.323.082 | | | | 227.323.082 | | |

Organisme 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Le : 13-04-12 11:06 AM

ETAT E

Exercice 2011

BALANCE AU 31/12/11

Ucg B24

Page 011 / 011

| COMPTE | BALANCE D'ENTREE | | OPERATIONS DE L'ANNEE | | | | | | SOLDE | |
|--------------|------------------|-------------|------------------------|-------------|----------------------------|---------------|------------------|---------------|-------------|-------------|
| | Débit | Crédit | Opérations budgétaires | | Opérations non budgétaires | | Total de l'année | | Débit | Crédit |
| | | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | | |
| 7583 | | | | 552.957 | | | | 552.957 | | |
| TOTAL 75 | | | | 552.957 | | | | 552.957 | | |
| 766 | | | | 3.394 | | | | 3.394 | | |
| TOTAL 76 | | | | 3.394 | | | | 3.394 | | |
| 7711 | | | | 455.000 | | | | 455.000 | | |
| 7748 | | | | 1.268.060 | | | | 1.268.060 | | |
| 7752 | | | | 4.294.105 | | | | 4.294.105 | | |
| 777 | | | | 13.088.358 | | | | 13.088.358 | | |
| TOTAL 77 | | | | 19.105.523 | | | | 19.105.523 | | |
| TOTAL 7 | | | 43.906 | 265.656.699 | | | | 43.906 | 265.656.699 | |
| Résultat | | | | | | | | | 14.761.288 | |
| Résultat ONB | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 610.148.106 | 610.148.106 | 300.501.506 | 289.068.376 | 1.192.334.764 | 1.203.767.914 | 2.102.984.396 | 2.102.984.396 | 604.591.804 | 604.591.804 |

CADRE 6 - BILAN

13-AVR-12 11:08:18

ETAT F

Organisme : 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|--|---------------|------------------------------|------------|---------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | | | | |
| 201 Frais d'établissement | | | | |
| 203 Frais de recherche et de développement | 130.200 | | 130.200 | 130.200 |
| 205 Concessions et droits similaires | 10.178.275 | 6.039.587 | 4.138.688 | 5.327.996 |
| 206 Droit au bail | | | | |
| 208 Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| 237 Avances et acomptes | | | | |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| 211 Terrains | 85.282.673 | | 85.282.673 | 85.282.673 |
| 212 Aménagements de terrains | 18.034.667 | 3.162.998 | 14.871.669 | 13.157.472 |
| 213 Constructions | 32.166.180 | 15.146.380 | 17.019.800 | 20.238.426 |
| 214 Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| 215 Installations techniques, matériels, outillage | 67.389.229 | 45.064.321 | 22.324.908 | 29.792.513 |
| 216 Collections | | | | |
| 218 Autres immobilisations | 151.593.577 | 127.006.330 | 24.587.247 | 30.842.421 |
| 231 Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| 238 Avances et acomptes | | | | |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| 261 Participations et créances rattachées à la participation | | | | |
| 271 Titres immobilisés (droits de propriété) | | | | |
| 272 Titres immobilisés (droits de créance) | | | | |
| 274 Prêts | | | | |

CADRE 6 - BILAN

13-AVR-12 11:08:18

ETAT F

Organisme : 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|--|---------------|------------------------------|-------------|---------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| 275 Dépôts et cautionnements versés | | | | |
| 277 Autres créances immobilisées | | | | |
| TOTAL 1 | 364.774.801 | 196.419.616 | 168.355.185 | 184.771.701 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| <u>Stocks en cours</u> | | | | |
| 371 Marchandises (à revendre en l'état) | | | | |
| <u>Créances d'exploitation : Clients</u> | | | | |
| 411 Clients divers | 16.617.440 | | 16.617.440 | 17.511.958 |
| <u>Créances d'exploitation : autres</u> | | | | |
| 429 Déficit et débet des régisseurs | | | | |
| 438 Produits à recevoir CPS | | | | |
| 4411 Subventions d'investissement | | | | 32.000.000 |
| 4417 Subventions d'exploitation | 18.333.333 | | 18.333.333 | 33.000.000 |
| 445 TVA | 3.797.403 | | 3.797.403 | 25.605.675 |
| 462 Créances sur cession d'immobilisations | 680.000 | | 680.000 | |
| 463 Autres comptes débiteurs | 780.544 | | 780.544 | 1.523.466 |
| 458 Comptabilités distinctes rattachées | | | | |
| 4581 Maîtrise d'ouvrage | | | | |
| 4684 Produits à recevoir sur RA | | | | |
| 4687 Produits à recevoir | | | | |

CADRE 6 - BILAN

13-AVR-12 11:08:18

ETAT F

Organisme : 124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| ACTIF | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|------------------------------------|---------------|------------------------------|-------------|---------------|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS PROVISIONS | NET | |
| <u>Créances diverses</u> | | | | |
| 50 Valeurs mobilières de placement | | | | |
| 5117 Chèques impayés | | | | |
| 515 Compte au Trésor | 52.266.052 | | 52.266.052 | 19.507.870 |
| 543 Régie d'avance | | | | |
| 546 Régie de recettes | | | | |
| 531 Caisse | | | | |
| TOTAL 2 | 92.474.772 | | 92.474.772 | 129.148.969 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| <u>Comptes de régularisation</u> | | | | |
| 481 Charges à répartir | | | | |
| 472 Dépenses à régulariser | 3.789 | | 3.789 | 39.193 |
| 486 Charges constatées d'avance | | | | |
| TOTAL 3 | 3.789 | | 3.789 | 39.193 |
| TOTAL GENERAL | 457.253.362 | 196.419.616 | 260.833.746 | 313.959.863 |

CADRE 6 - BILAN

13-AVR-12 11:08:56

ETAT G

124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|--------------------|--------------------|
| | NET | NET |
| CAPITAUX PROPRES | | |
| 102 Affectations | 48.252.000 | 48.252.000 |
| 103 Biens remis en pleine propriété des établissements | | |
| 106 Réserves | 4.264.007 | 2.954.949 |
| 110 Report à nouveau (solde créditeur) | 37.425.536 | 33.080.743 |
| 119 Report à nouveau (perte) | | |
| 120 Résultat de l'exercice (bénéfices) | | 5.653.851 |
| 129 Résultat de l'exercice (pertes) | - 14.761.288 | |
| 13 Subventions d'investissement | 171.796.036 | 184.884.394 |
| TOTAL 1 | 246.976.291 | 274.825.937 |
| PROVISIONS | | |
| 15 Provisions pour risques et charges | | |
| TOTAL 2 | | |
| DETTES | | |
| <u>Dettes Financières</u> | | |
| 16 sauf 165 Emprunts auprès des établissements | | |
| 165 Dépôts et cautionnements reçus | | |
| 519 Concours bancaires courants | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u> | | |
| 401 Fournisseurs | 7.879.105 | 13.746.982 |

CADRE 6 - BILAN

13-AVR-12 11:08:56

ETAT G

124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| | NET | NET |
| <u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs.</u> | | |
| 408 Fournisseurs-Factures non parvenues | | |
| <u>Dettes d'exploitation: Fiscales et sociales</u> | | |
| 421 Personnel | 423.718 | 343.860 |
| 427 Oppositions | | |
| 431 CPS | 4.435.489 | 4.673.133 |
| 438 Autres charges sociales | | |
| 428 Personnel - Charges à payer | | |
| 445 TVA | 180.425 | 1.564 |
| <u>Dettes d'exploitation: Dettes diverses</u> | | |
| 404 Fournisseurs d'immobilisation | 115.500 | 14.157.416 |
| 407 Oppositions | | 1.259.386 |
| 4191 Avances et acomptes reçus | | |
| 4582 Maîtrise d'ouvrage | | |
| 466 Créiteurs divers | 29.700 | 7.000 |
| 467 Autres comptes créditeurs | 424.112 | 1.961.381 |
| 4682 Charges à payer sur RA | | |
| 473 Recettes à transférer | | |
| TOTAL 3 | 13.488.049 | 36.150.722 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | |
| 4386 Autres charges à payer | | |

CADRE 6 - BILAN

13-AVR-12 11:08:56

ETAT G

124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| PASSIF | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|---------------|---------------|
| | NET | NET |
| 471 Recettes à classer | 369.336 | 2.983.204 |
| 487 Produits constatés d'avance | | |
| 4781 Frais de poursuites | | |
| 448 Territoire: Charges à payer | | |
| 477 Gain au change | 70 | |
| TOTAL 4 | 369.406 | 2.983.204 |
| TOTAL GENERAL | 260.833.746 | 313.959.863 |
| Total Classe 1 | 246.976.291 | |
| Fonds de roulement. consolidé des provisions pour créances douteuses | 78.621.106 | |

COMPTE DE RESULTAT

13-AVR-12 11:09:25

ETAT H

124. ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| <u>Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice</u> | 5.145.218 | 10.501.303 |
| 607,608. Achats de marchandises | 5.145.218 | 10.501.303 |
| 6037 Variation des stocks de marchandises | | |
| 609 Rabais, remises, ristournes obtenus sur achat | | |
| CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS | | |
| <u>Achats stockés d'approvisionnements</u> | 17.568.258 | 26.357.607 |
| 601 Achats de matières premières | | |
| 602 Autres approvisionnements | | |
| 603 sauf 6037 Variation des stocks d'approvisionnement | | |
| 61 Achats de sous-traitance | 4.155.051 | 3.383.466 |
| 604,605,606 Achats non stockés de matière et fournitures | 13.413.217 | 22.974.141 |
| <u>Services extérieurs</u> | 26.538.400 | 36.795.960 |
| 621 Personnel intérimaire | | |
| 62,sauf 621 Autres | 26.538.400 | 36.795.960 |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | | |
| <u>Impôts</u> | 21.171.693 | 770.895 |
| 63 Impôts | 21.171.693 | 770.895 |
| <u>Charges de personnel</u> | 185.468.141 | 191.636.012 |
| 641 Rémunération du personnel permanent | 146.010.606 | 150.334.124 |
| 643 Rémunération du personnel sur crédits | | |
| 644 Rémunération du personnel recruté sur convention | | |

COMPTE DE RESULTAT

13-AVR-12 11:09:25

ETAT H

124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| CHARGES: (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|---------------|---------------|
| <u>Charges de personnel</u> | | |
| 645 Charges sociales | 39.121.374 | 40.365.905 |
| 646,647,648 Autres | 336.161 | 935.983 |
| <u>Autres charges</u> | | |
| 65- Autres charges de gestion courante | 1.492.705 | |
| <u>Charges financières</u> | | |
| 686 Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| 661- Charges d'intérêts | | |
| 665 Escomptes accordés | | |
| 666 Pertes au change | 37.412 | |
| 667 Charge nette sur cession de valeurs mobilières de placement | | |
| 668 Autres charges financières | | |
| <u>Charges exceptionnelles</u> | | |
| 671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice | 1.831.610 | 2.264.262 |
| 672 Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs | 1.831.610 | 2.264.262 |
| 675 Valeur comptable des éléments d'actif cédés | | |
| 678 Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital | | |
| <u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u> | | |
| | 19.720.169 | 8.474.008 |

COMPTE DE RESULTAT

13-AVR-12 11:09:25

ETAT H

124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| CHARGES (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|--------------------|--------------------|
| <u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u> | | |
| 681 Sur immobilisations : dotations aux amortissements et aux provisions (e | 19.720.169 | 8.474.008 |
| 687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionne | | |
| <u>Impôts sur les bénéfices</u> | | |
| 69 Impôts sur les bénéfices | 1.400.465 | 1.749.543 |
| | 1.400.465 | 1.749.543 |
| Sous - total | 280.374.081 | 278.549.590 |
| | | 5.653.851 |
| TOTAL GENERAL | 280.374.081 | 284.203.441 |

COMPTE DE RESULTAT

13-AVR-12 11:10:29

ETAT I

124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| PRODUITS (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|--|---------------|---------------|
| <u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u> | | |
| | 5.173.650 | 8.875.452 |
| 707 Ventes de marchandises vendues dans l'exercice | 5.173.650 | 8.875.452 |
| <u>Production vendue</u> | | |
| 701 702 703 Ventes | 13.454.187 | 10.501.459 |
| 704 Travaux | | |
| 705 706 708 Prestations de services et études, activités annexes | 13.454.187 | 10.501.459 |
| 709 Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement | | |
| Montant net du chiffre d'affaires | 18.627.837 | 19.376.911 |
| <u>Production stockée</u> | | |
| 7133 En cours de production de biens | | |
| 7134 En cours de production de services | | |
| 7135 Produits | | |
| <u>Production immobilisée</u> | | |
| 72 Production immobilisée | | |
| <u>Subvention d'exploitation</u> | | |
| 74 Subvention d'exploitation | 227.323.082 | 263.000.000 |
| | 227.323.082 | 263.000.000 |
| <u>Reprises sur amortissements et provisions</u> | | |
| 78 Reprises sur amortissements et provisions | | |
| <u>Transferts de charges</u> | | |
| 79 Transferts de charges | | |
| <u>Autres produits</u> | 552.957 | 116.140 |

COMPTE DE RESULTAT

13-AVR-12 11:10:29

ETAT I

124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

Ucg : B24

| PRODUITS (hors taxes) | Exercice 2011 | Exercice 2010 |
|---|--------------------|--------------------|
| <u>Autres produits</u> | | |
| 75 Autres produits | 552.957 | 116.140 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| <u>Produits financiers</u> | | |
| 761 De participation | | |
| 762 D'autres immobilisations financières | | |
| 763 D'autres créances | | |
| 764 Revenus de valeurs mobilières de placement | | |
| 765 Escomptes obtenus | | |
| 766 Gains de change | 3.394 | |
| 767 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| 768 Autres produits financiers | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| <u>Produits exceptionnels</u> | | |
| 771 Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 1.723.060 | 632 |
| 775 Produits de cessions d'éléments d'actifs | 4.294.105 | |
| 776 Produits issus de la neutralisation des amortissements | | |
| 777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat | 13.088.358 | 1.709.758 |
| 778 Autres produits exceptionnels | | |
| 774 Produits exceptionnels ope. antérieures | | |
| Sous-total | 265.612.793 | 284.203.441 |
| Solde débiteur : Perte | 14.761.288 | |
| TOTAL GENERAL | 280.374.081 | 284.203.441 |

ETAT J

VALEURS INACTIVES

124 ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

EXERCICE 2011

| DESIGNATION DES COMPTES | | DEBIT | | | CREDIT | | | SOLDE | |
|-------------------------|----------|------------------|----------------|-------|------------------|----------------|-------|-------|-----------|
| | | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débit | Créditeur |
| COMPTE | INTITULE | | | | | | | | |

L'Agent comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier. Il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

*Le Payeur
de la Polynésie française*

A Papeete,

Michel RUIZ

L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et du montant des titres de recette inscrits au présent compte financier.

A Papeete, le

Adopté par le conseil d'Administration dans sa séance du

A Papeete, le

Le président du conseil d'Administration,

ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

ATTESTATION DE CONFORMITE

L'ordonnateur soussigné certifie que les montants des opérations budgétaires mentionnés sur la balance générale au 31/12/2011 correspondent à la totalité des opérations budgétaires mandatées et mises en recouvrement par l'établissement au titre de l'exercice 2011

Cette attestation remplace la validation générale portée sur les derniers bordereaux de mandats et de titres.
Celle-ci n'est plus possible du fait de la non intégration dans Poly-GF du montant des rejets effectués par le comptable dans le cumul des émissions des mandats et des ordres de recette.

A Papeete,
Le

L'ordonnateur

BORDEREAU D'EMISSION DES TITRES DE RECETTE

Je soussigné, Ordonnateur ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI,
demande à Monsieur le Payeur de la Polynésie Française, de bien vouloir intégrer dans ses écritures,
le(s) 1 titre(s) de recette(s) ci-joint(s), numéroté(s) de 150 à 150,
émis pour la somme de 13 088 358 F CFP
dont le détail par imputation figure ci-après.

Budget.: BP
N° Bordereau.: 146
N° Feuillet.: 1 / 1
Date émission.: 31/12/11
Exercice.: 2011

PAPEETE, le 31/12/11
L'Ordonnateur délégué

| PRISE EN CHARGE | N° Ordre Ann/Réd. | DEBITEUR | IMPUTATION | | | MONTANT HT et TVA non collectée à annuler/réduire | MONTANT TVA collectée à annuler/réduire | MONTANT TTC En F CFP | RÈGLEMENT |
|-----------------|----------------------|-------------------------------|------------|--------|-------|--|--|-------------------------|-----------|
| | | | Article | Parag. | Prog. | | | | |
| | 150 | PAYEUR DE LA POLYNÉSIE FSE | 777 | | | 13 088 358 | 0 | 13 088 358 | |
| | | TOTAL du Bordereau | | | | 13 088 358 | 0 | 13 088 358 | |
| | | RAPPEL CUMULS antérieurs | | | | 272 288 510 | 2 180 160 | 274 468 670 | |
| | | TOTAL GENERAL | | | | 285 376 868 | 2 180 160 | 287 557 028 | |

BORDEREAU DES ORDRES D'ANNULATION/REDUCTION DE RECETTE

Je soussigné, Le Chef du budget VDT,
demande à Monsieur Le Payeur de la Polynésie Française,
de bien vouloir intégrer dans ses écritures les 1 titres de recettes ci-joints,
numérotés de 1 à 1 émis pour la somme de 44191 F CFP dont le
détail par imputation figure ci-après.

Budget BP
N° Bordereau 1
Date émission 11/10/2011
Exercice 2011

PAPEETE le 11/10/2011
L'Ordonnateur délégué



| PRISE EN CHARGE | N° Ordre Ann/Réd | DEBITEUR | IMPUTATION | | | MONTANT HT et TVA non collectée à annuler/réduire | MONTANT TVA collectée à annuler/réduire | MONTANT TTC En F CFP | REGLEMENT |
|-----------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------|-------|---|---|-------------------------|-----------|
| | | | Article | Parag. | Prog. | | | | |
| | 1 | SERVICE DU DEVELOPPEMENT RURAL | 707 | 7077 | | 41.053 | 0 | 41.053 | |
| | | | 707 | 7077 | | 2.053 | 205 | 2.258 | |
| | | | 707 | 7077 | | 800 | 80 | 880 | |
| | | | | | | 43.906 | 285 | 44.191 | |
| | | | | | | 43.906 | 285 | 44.191 | |
| | | Total Bordereau | | | | | | | |
| | | RAPPEL CUMULS antérieurs | | | | 0 | 0 | 0 | |
| | | TOTAL GENERAL | | | | 43.906 | 285 | 44.191 | |

1752

BORDEREAU - N° 682
FEUILLET N° 1
EXERCICE 2011

BORDEREAU - JOURNAL DES MANDATS EMIS
Assignés sur la caisse
DU PAYEUR DE POLYNESIE FRANÇAISE BUDGET PRINCIPAL
ORDONNATEUR VDT

| NOM ET ADRESSE DU CREANCIER COMpte A CREDITER (1) | Somme nette au créancier en monnaie locale (2) | REFERENCES DU MANDATEMENT - Objets de la dépense - Références justificatives | | | | Somme mandatée en pièces CFP (3) | CONTRE VALEUR en monnaie locale (F CFP) | | Ratenues et Oppositions | | TOTAL PAR CHAPITRE (17) |
|--|--|--|------------------------|------------------------------|---------------------------------------|--|--|----------------|-------------------------|---|----------------------------------|
| | | Année d'émission (3) | Date d'émission (4) | N° de bord. mandat (5) | N° de du mandat de paiement (7) | | Article (8) | Paragr. (9) | S- Par/Prog. | Montant HT et TVA non déductible (32) | |
| PAYEUR DE LA POLYNESIE FSE Avenue Paul 14168 CCP DE PAPEETE 00001 9280001 X066.89 PAIERIE | 19 720 169 | 2011 | 31/12/11 | 682 | 734 | 882 | | | 19 720 169 | 19 720 169 | 19 720 169 |
| TOTAL | 19 720 169 | | | | | | | 19 720 169 | | 19 720 169 | 19 720 169 |
| Arrêté le présent bordereau-journal des mandats à la somme figurant colonne 14 | | | | | | | | | | | DEVISE |
| L'Ordonnateur | | | | | | | | | | | |
| TOTAL du présent bordereau-journal des mandats à déduire (mandatements non admis) | | | | | | | | | | | DEVISE |
| MONTANT GÉNÉRAL des mandats admis | | | | | | | | | | | |
| MONTANT GÉNÉRAL des mandats précédents | | | | | | | | | | | DEVISE |
| MONTANT GÉNÉRAL des mandats admis | | | | | | | | | | | |

POLYNESIE FRANÇAISE

BORDEREAU D'EMISSION
DES ORDRES DE REVERSEMENTSFeuillelet n° 3/3
Budget BP
Exercice 2011
Bordereau 31Organisme :2011
ÉTABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI
RDC Bâtiment de la CultureComptable assignataire :14168-00001-928001X008-85
Païerie de Polynésie Française La Payeur de Polynésie Française
Immeuble Papineau Rue Tepano Jaussen

BP 3483 - PAPEETE

Bordereau détaillé des Ordres de Reversement délivrés ce jour, sur la Caisse du Trésorier des Établissements Publics

| N° Ordres Revers: | NOM des DÉBITEURS | IMPUTATION | | | | Montant HT et TVA non déductible | Montant TVA déductible | Somme à reverser Montant TTC |
|--------------------------|----------------------------------|------------|---------|----------|-------|-------------------------------------|---------------------------|---------------------------------|
| | | Article | Paragr. | SiParag. | Prog. | | | |
| 31 | CAISSE DE PREVOYANCE SOCIALE OPS | 641 | 6411 | | | 27.347 | 0 | 27.347 |
| TOTAL du Bordereau | | | | | | 27.347 | 0 | 27.347 |
| RAPPEL CUMULS antérieurs | | | | | | 3.664.161 | 0 | 3.664.161 |
| TOTAL GENERAL | | | | | | 3.691.508 | 0 | 3.691.508 |

Papeete, le 31/12/2011
Pour l'Ordonnateur, et par délégationPour le Directeur de l'Établissement
et par délégation

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1275 CM du 28 août 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la commission de conciliation en matière de consommation.

NOR : DAE1201664AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-15 du 16 juillet 2012 portant création d'une commission de conciliation en matière de consommation ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 août 2012,

Arrête :

Chapitre Ier

La commission de conciliation

Section I

Commission et fonctionnement de la commission

Article 1er. — La commission de conciliation en matière de consommation est composée :

- du directeur des affaires économiques ou son représentant, *président de la commission* ;
- de deux représentants des organisations des consommateurs ou familiales ou leurs suppléants, dont la représentativité est appréciée au regard des critères ci-après classés par ordre d'importance décroissant :
 - a) Leur objet tel que défini par leurs statuts ;
 - b) Les actions effectivement menées en faveur de la défense des intérêts des consommateurs durant les douze derniers mois ;
 - c) Leur nombre d'adhérents ;
 - d) L'obtention de l'agrément auprès des autorités de l'Etat,
- de deux représentants des organisations générales de professionnels ou leurs suppléants.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française nomme par arrêté, sur proposition du ministre chargé de la consommation, pour une durée de deux années :

- les quatre représentants titulaires et suppléants des organisations de consommateurs ou familiales et
- les quatre représentants titulaires et suppléants de chaque organisation générale professionnelle.

Si l'un des représentants, titulaire ou suppléant, cesse ses fonctions au sein de la commission pour quelque cause que ce soit avant l'expiration de la période de deux années, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions, pour la durée restant à courir.

Art. 3. — Le secrétariat de la commission est assuré par la direction générale des affaires économiques. Il est chargé d'instruire les dossiers et de proposer, le cas échéant, à la commission une solution propre à favoriser le règlement amiable du litige de consommation.

Les membres de la commission ne peuvent représenter une partie au litige.

Le président de la commission peut inviter un expert dans le domaine concerné par le litige afin qu'il éclaire les débats et donne le cas échéant son avis.

Section II

Quorum

Art. 4. — La commission se réunit à l'initiative de son président ou à la demande d'au moins trois de ses membres.

La commission ne peut valablement se réunir que si le président ou son représentant, au moins un des représentants des organisations de consommateurs ou familiales et au moins un des représentants des organisations générales de professionnels sont présents.

Si cette condition n'est pas respectée, les membres de la commission sont à nouveau invités sur le même ordre du jour dans un délai de huit jours et la commission se réunit sans condition de quorum.

Chapitre II

Procédure de conciliation

Section I

Dépôt et instruction des demandes de conciliation

Art. 5. — La demande de conciliation est adressée à la commission par une des parties au litige.

Le secrétariat de la commission sollicite de l'autre partie son consentement pour parvenir à une conciliation et recueille auprès d'elle les documents ou informations dont elle dispose.

Le secrétariat de la commission enregistre le dossier de demande complet, accompagné des pièces et informations utiles à son instruction.

Art. 6. — A tout moment de la procédure, l'introduction ou l'existence d'une instance contentieuse ou gracieuse concernant une affaire pour laquelle une conciliation est demandée entraîne retrait du dossier. Ce retrait est mentionné dans le compte-rendu de réunion de la prochaine commission de conciliation.

Section II

Procédure de conciliation simplifiée

Art. 7. — Au cours de l'instruction du dossier, le secrétariat entre en contact avec les parties et recherche la conciliation en leur exposant l'état du droit. Le secrétariat a la possibilité d'inviter les parties à un entretien de conciliation.

Art. 8. — Toutefois, lorsque l'instruction de la demande fait apparaître des difficultés particulières, le dossier est soumis à l'examen de la commission de conciliation.

Art. 9. — La commission de conciliation est informée des résultats obtenus en procédure de conciliation simplifiée. Lorsque la procédure simplifiée n'aboutit pas à une conciliation totale, les parties conservent la possibilité de présenter leur litige à la commission de conciliation.

Section III

Procédure de conciliation devant la commission

Art. 10.— La commission a pour mission de favoriser le règlement amiable des litiges de consommation. Elle se réunit dans le délai de trois mois qui suit l'enregistrement du dossier de demande visé à l'article 5.

Art. 11.— Le secrétariat informe les parties que leur affaire sera examinée par la commission huit jours au moins avant la date de la réunion et les invite à s'y présenter. Il informe les parties qu'elles peuvent se faire assister ou se faire représenter par une personne de leur choix munie d'une procuration.

Lorsque la présence ou la représentation d'une partie au litige est matériellement impossible, le dossier est examiné lors d'une prochaine réunion de la commission de conciliation. Il peut alors être dérogé au délai fixé par l'article 10.

Le secrétariat dresse un rapport succinct indiquant l'objet de la demande, le nom et les prétentions de chaque partie et l'état du droit en la matière, ainsi que les propositions de conciliation envisagées.

Art. 12.— En cas d'accord, les parties signent un constat de conciliation qui peut être rédigé sur le champ ou dans un délai de cinq jours francs. Si l'accord n'est que partiel, le constat précise tous les points sur lesquels les parties ont trouvé un accord et ceux sur lesquels elles restent en désaccord.

En l'absence d'accord, la non-conciliation des parties est mentionnée dans le compte-rendu de réunion de la commission de conciliation.

Chapitre III

Bilan d'activité de la commission de conciliation

Art. 13.— La commission de conciliation dresse annuellement un rapport d'activité qui est transmis au ministre en charge de la consommation.

Art. 14.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1283 CM du 28 août 2012 portant modification de la délibération n° 85-1013 AT du 7 février 1985 modifiée portant création d'un établissement public à caractère commercial et industriel dénommé Etablissement d'achats groupés.

NOR : EAG1201518AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1013 du 7 février 1985 modifiée portant création d'un établissement public à caractère commercial et industriel dénommé Etablissement d'achats groupés ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1287 CM du 28 novembre 1996 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Etablissement d'achats groupés (ETAG) ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'avis n° 202 PR/IGA du 12 juin 2012 de l'inspection générale de l'administration ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de la délibération n° 85-1013 AT du 7 février 1985 modifiée susvisée est complété *in fine* par un alinéa rédigé comme suit :

"L'établissement a pour objet de produire, d'éditer tous documents ou ouvrages, d'acheter et de céder des produits et des services destinés aux personnes publiques et aux organismes de statut privé assurant une mission de service public, notamment aux établissements d'enseignement, aux communes, aux services publics et aux organismes péri et post scolaires. Les mêmes personnes et organismes, à l'exception des communes, sont, lorsqu'ils s'adressent à l'Etablissement d'achats groupés, en application de l'article 2 du code des marchés publics du pays, dispensés de la passation de marché."

Art. 2.— Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,
Tauhiti NENA.

ARRETE n° 1286 CM du 28 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française.

NOR : CHPF1201750AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 83-181 du 4 novembre 1983 modifiée relative à la création d'un établissement public dénommé Centre hospitalier territorial de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 28 novembre 1988 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'article 17 de l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié susvisé est ainsi rédigé :

“Art. 17.— Le directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française est désigné par arrêté pris en conseil des ministres, après avis du conseil d'administration. Il peut être relevé de ses fonctions dans les mêmes formes.

Le directeur devra satisfaire au minimum à l'une des exigences suivantes :

- être titulaire du diplôme d'administration hospitalière délivré par l'Ecole des hautes études en santé publique, anciennement dénommée “Ecole nationale de la santé publique” ;
- avoir suivi avec succès la formation conduisant aux fonctions de directeur d'un établissement hospitalier équivalent au Centre hospitalier de la Polynésie française ;
- être titulaire d'un diplôme de santé publique et justifier d'une expérience affirmée en matière de conduite des politiques de santé ou de gestion d'un établissement public.

A défaut de candidature jugée satisfaisante ou à défaut de candidat, un appel à candidatures pourra être lancé auprès des fonctionnaires de catégorie A ou diplômés d'un niveau minimum bac+5.”

Art. 2.— Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé
et de la solidarité,
Charles TETARIA.

ARRETE n° 1287 CM du 28 août 2012 relatif à l'ouverture d'un conventionnement complémentaire pour un médecin généraliste libéral en zone 2.

NOR : DSP1201775AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 98-164 APF du 15 octobre 1998 relative à la maîtrise du conventionnement des médecins libéraux ;

Vu l'arrêté n° 1804 CM du 27 décembre 2000 fixant le nombre et les modalités d'examen des conventionnements pouvant être conclus, par zones géographiques, entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 941 CM du 20 juillet 2012 relatif au nombre de quotas de conventionnements complémentaires par zone pour les médecins libéraux ;

Vu la lettre n° CS-SRC-12-000406 en date du 10 juillet 2012 portant enregistrement d'une cessation d'activité en tant que médecin généraliste et renonciation à un conventionnement en zone 2 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission de régulation des conventionnements des médecins libéraux en date du 6 août 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est constatée la cessation d'activité d'un médecin généraliste conventionné en zone 2, avec renonciation à sa convention à la date du 10 juillet 2012.

Art. 2.— Est ouvert un conventionnement complémentaire pour un médecin généraliste libéral en zone 2.

Art. 3.— Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé
et de la solidarité,
Charles TETARIA.

ARRETE n° 1288 CM du 28 août 2012 portant nomination de Mme Thérèse Lopez en qualité de chef du service de l'inspection générale de l'administration de Polynésie française par intérim.

NOR : IGA1201703AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1111 AT du 5 novembre 1985 portant création d'un service dénommé inspection générale de l'administration de la Polynésie française (IGAPF) ;

Vu l'arrêté n° 1091 CM du 12 novembre 1985 modifié portant organisation de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française (IGAPF) ;

Vu l'arrêté n° 1190 CM du 22 décembre 2005 portant nomination de Mme Yolande Vernaudon épouse Rocka, en qualité de chef de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 5326 PR du 2 septembre 2011 portant réforme du régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française et des autres membres du gouvernement ;

Vu les congés accordés à Mme Yolande Vernaudon épouse Rocka ;

Vu les nécessités de service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— Mme Thérèse Lopez est nommée en qualité de chef du service de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française par intérim à compter du 20 septembre au 12 octobre 2012 inclus pendant les congés de Mme Yolande Vernaudon épouse Rocka.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

ARRETE n° 1289 CM du 28 août 2012 modifiant l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres.

NOR : DIP1201447AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— Le premier tiret de l'article 4 de l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 est modifié et remplacé par un tiret rédigé comme suit :

“ au Président de la Polynésie française, le pouvoir de transiger en matière de litiges avec les personnels de cabinet de la Polynésie française, en matière fiscale et en matière douanière dans tous les cas qui ne relèvent pas des dispositions qui suivent.”

Art. 2.— Le vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement, et tous les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Antony GEROS.

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,*
Tauhiti NENA.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

Pour le ministre de l'environnement,
de l'énergie et des mines, absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

*Le ministre de la santé
et de la solidarité,*
Charles TETARIA.

Pour le ministre de la culture,
de l'artisanat et de la famille, absent :

*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,*
Tauhiti NENA.

*Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt,*
Kalani TEIXEIRA.

*Le ministre du développement des archipels
et des transports interinsulaires,*
Daniel HERLEMME.

ARRETE n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations.

NOR : DRM1200718AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — Objet

Le présent arrêté régit les conditions de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation temporaire du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture en Polynésie française, tel que défini à l'article 2 de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti. Il précise également les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations.

Art. 2. — Champ d'application

La procédure définie par le présent arrêté est applicable aux demandes portant sur le domaine public maritime de la Polynésie française affecté ou non au service en charge de la perliculture.

Les demandes d'autorisation d'occupation du domaine public relatives à la réalisation d'un remblai ou d'un ponton sont exclues de l'application du présent arrêté et relèvent de la procédure fixée par l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation de dépendances du domaine public de la Polynésie française.

1 - Recevabilité d'une première demande

Art. 3. — Sont recevables les demandes d'occupation du domaine public maritime émanant de personnes physiques ou de personnes morales.

Les formulaires de demande d'occupation du domaine public maritime en vue de l'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti sont déposés au service en charge de la perliculture, qui délivre un récépissé uniquement pour les dossiers complets et dans la mesure des plafonds définis par l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 susvisé.

Art. 4. — Le dossier est enregistré au service en charge de la perliculture et comprend les pièces suivantes :

- 1) Un formulaire de demande dûment complété pour l'obtention de la carte de producteur d'huîtres perlières et/ou de producteur de perles de culture de Tahiti ;
- 2) Le plan de localisation des installations projetées ;
- 3) Le type d'activité projetée et la surface envisagée ;
- 4) Pour la construction d'une maison destinée à la greffe et/ou au travail des huîtres perlières, la demande de permis de construire visée par le service en charge de l'urbanisme ;
- 5) L'avis motivé du maire figurant sur le formulaire de demande.

Le demandeur fournit en outre les pièces suivantes :

a) S'il s'agit d'une personne physique :

- 1) Un extrait d'acte d'état civil du demandeur (acte de naissance ou acte de mariage) datant de moins de trois (3) mois ;
- 2) Une attestation de résidence signée par le maire de la commune de l'île d'implantation de l'emplacement sollicité ou un justificatif de domicile (facture EDT ou de téléphone).

b) S'il s'agit d'une personne morale :

- 1) Une copie des statuts actualisés et enregistrés de la personne morale ;
- 2) Une copie de la pièce d'identité du gérant en cours de validité ;
- 3) Un extrait K bis datant de moins de deux (2) mois.

2 - Instruction d'une première demande

Art. 5. — Toute demande qui ne comporte pas toutes les pièces susmentionnées est rejetée et ne peut faire l'objet de la délivrance du récépissé visé à l'article 3 du présent arrêté. Le dossier incomplet est retourné au demandeur par le service en charge de la perliculture, qui lui notifie les pièces manquantes.

Art. 6. — La demande est instruite par le service en charge de la perliculture, qui émet un avis technique sur l'activité sollicitée.

3 - Délivrance ou refus d'autorisation

Art. 7.— L'autorisation d'occupation du domaine public destinée à l'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti est délivrée par arrêté en conseil des ministres.

Art. 8.— La décision portant autorisation d'occupation du domaine public maritime est délivrée à un titulaire, elle est octroyée à titre personnel et précaire. Cette autorisation détermine le lieu et la superficie de l'emplacement occupé, la durée de l'autorisation d'occupation, le montant de la redevance annuelle et ses modalités de paiement.

Art. 9.— L'arrêté portant autorisation d'occuper le domaine public maritime ou le refus motivé du conseil des ministres est notifié à l'intéressé par le service en charge de la perliculture.

4 - Renouvellement

Art. 10.— Toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime destinée à l'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti est effectuée trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation.

Cette demande est faite par le titulaire et le dossier de demande est adressé au service en charge de la perliculture, qui formule son avis sur le dossier.

Le dossier de renouvellement comprend toutes les pièces nécessaires au dépôt d'une première demande à l'exception du permis de construire, sauf dans le cas de reconstruction ou d'extension d'une maison destinée à la greffe et/ou au travail des huîtres perlières. Il est instruit selon les mêmes modalités que pour une première demande.

Art. 11.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelable au profit de son titulaire sous réserve que ce dernier ait exploité et s'engage à exploiter l'emplacement en cause, dans les conditions prévues par le présent arrêté et qu'il soit à jour de ses redevances domaniales.

Lorsqu'il y a dépôt de demandes concurrentes pour un même emplacement du domaine public maritime, le titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public maritime à renouveler, jouit d'un droit de priorité à l'attribution jusqu'à la date d'expiration de sa dernière autorisation.

L'octroi ou le refus de renouvellement de l'autorisation est effectué dans les conditions définies aux articles 7, 8 et 9 du présent arrêté.

Art. 12.— Le défaut de demande de renouvellement de l'autorisation dans les conditions définies aux articles 10 et 11 précédents, est susceptible d'entraîner l'attribution de l'emplacement considéré à d'autres demandeurs dans le respect de la procédure fixée par le présent arrêté.

5 - Redevance et recouvrement

Art. 13.— Les redevances sont acquittées d'avance par période annuelle sans avertissement préalable de la division des domaines ou du receveur-conservateur des hypothèques, à l'échéance fixée par le titre d'occupation, à moins que l'acte d'autorisation n'en dispose autrement.

Le montant de cette redevance est révisable d'office en cas de modification des tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à l'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti. Ladite modification est applicable dès publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit à résilier l'autorisation d'occupation du domaine public.

Art. 14.— Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre des autorisations d'occupation du domaine public maritime destinées à l'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti, relèvent de la direction des affaires foncières.

6 - Changement d'emplacement et de superficie

Art. 15.— Le titulaire souhaitant réduire son exploitation sur le domaine public maritime est tenu d'en faire la demande par lettre simple, motivée, adressée au service en charge de la perliculture.

Le titulaire souhaitant déplacer ou étendre son exploitation présente au service en charge de la perliculture un dossier de demande précisant les activités et surfaces concernées et comportant l'avis motivé du maire ainsi qu'un justificatif de paiement des redevances.

Tout changement d'emplacement ou de superficie est obligatoirement précédé d'un balisage, réalisé par le service en charge de la perliculture. Ce changement est effectué dans un délai de 6 mois à compter de la date du procès-verbal de balisage.

Art. 16.— La délivrance ou le refus de l'autorisation d'occupation du domaine public est effectué(e) dans les conditions définies aux articles 7, 8 et 9 du présent arrêté.

7 - Incessibilité, sous-location et transfert

Art. 17.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime destinée à l'exercice des activités perlicoles est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location partielle à un tiers est interdite sous peine de voir l'autorisation révoquée par le conseil des ministres.

Art. 18.— Par dérogation aux dispositions de l'article 17 précédent et sans préjudice des dispositions de l'article 31 du présent arrêté, les transferts sont admis dans les cas limitativement énoncés ci-après.

L'autorisation délivrée à une personne physique peut être transférée au profit d'une personne morale pour la durée restante de l'autorisation initiale, lorsque le titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public maritime est l'actionnaire majoritaire de la société bénéficiaire nouvellement créée.

L'autorisation délivrée à une personne physique peut être transférée au profit d'une personne morale déjà détenteur

d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime, en cours de validité avant la publication du présent arrêté, pour la durée restante de l'autorisation initiale, lorsque le titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public maritime est actionnaire dans la société bénéficiaire.

La personne physique titulaire d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime destinée à l'exercice des activités perlicoles, peut demander que lui soit substitué dans tous ses droits, jusqu'à échéance de son autorisation, un tiers personne physique déjà détenteur d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime, en cours de validité avant la publication du présent arrêté.

La personne morale titulaire d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime destinée à l'exercice des activités perlicoles, peut demander que lui soit substitué dans tous ses droits, jusqu'à échéance de son autorisation, un tiers personne morale, déjà détenteur d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime, en cours de validité avant la publication du présent arrêté, à la condition que les actionnaires de la première entité disposent au moins d'un même pourcentage de parts sociales dans l'entité bénéficiaire du transfert.

Art. 19.— Les demandeurs de transfert tel que prévu à l'article 18 précédent doivent être à jour de leurs redevances.

Le demandeur du transfert est tenu de déposer au service en charge de la perliculture, le formulaire de nouvelle demande prévu à cet effet et les documents relatifs à l'identification de la personne physique ou de la personne morale tel que prévu à l'article 4 du présent arrêté.

Toute modification des statuts de la société titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public maritime doit être notifiée dans un délai de deux (2) mois maximum à compter de sa date d'effet, au service en charge de la perliculture.

Les demandes de transfert prévues aux alinéas 3, 4 et 5 de l'article 18 précédent peuvent être effectuées pendant un délai de deux ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) au nouveau titulaire dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

8 - Décès du titulaire d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime

Art. 20.— Le décès du titulaire d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime doit être déclaré dans les plus brefs délais au service en charge de la perliculture.

Le bénéfice de l'autorisation, jusqu'à la fin de celle-ci, est transférable au conjoint survivant, ou, en cas de refus de ce dernier, aux héritiers en ligne directe, sous réserve de l'obtention de la carte de producteur d'huîtres perlières ou de perles de culture de Tahiti pour le nouveau titulaire.

Art. 21.— Le conjoint survivant dispose d'un délai de trois (3) mois pour formuler son option au service en charge de la perliculture et se mettre en conformité avec la réglementation.

Passé ce délai, ou en cas de non-reprise du conjoint survivant, les héritiers en ligne directe disposent d'un délai de trois (3) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du futur bénéficiaire et se mettre en conformité avec la réglementation.

A l'expiration de ce délai, faute d'option par les héritiers en ligne directe, les ayant droits peuvent effectuer la récolte des perles de culture de Tahiti dans un délai de six (6) mois.

L'emplacement considéré est alors susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs répondant aux conditions du présent arrêté.

9 - *Clauses et conditions générales et techniques d'exploitation*

Art. 22.— Une station de collectage est une ligne de deux cents (200) mètres, qui comporte des collecteurs d'une longueur d'un (1) mètre maximum, espacés de trente (30) centimètres minimum (soit six cents [600] collecteurs par ligne de deux cents [200] mètres).

Art. 23.— L'autorisation consentie par le présent arrêté est soumise aux clauses et conditions, définies aux articles 24 et suivants, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter.

Art. 24.— *Clauses et conditions générales*

- 1) Le bénéficiaire affecte exclusivement le ou les emplacements attribués à l'exploitation des activités autorisées par la détention de la carte de producteur d'huîtres perlières ou de perles de culture de Tahiti et selon le ou les plans joints ;
- 2) Il se conforme aux prescriptions que pourront lui communiquer les agents assermentés du service en charge de la perliculture ;
- 3) Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par le service en charge de la perliculture, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer du respect des normes sanitaires en vigueur et/ou de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 4) Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation, des gisements d'huîtres perlières ou de toutes autres ressources naturelles à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées ;
- 5) Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation et la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations. Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir ;
- 6) Il tient à jour un registre des stocks et le rend disponible aux contrôles des agents du service en charge de la perliculture. Ce registre doit contenir le minimum d'information sur les différentes étapes de sa production, conformément à l'annexe jointe au présent arrêté ;
- 7) Il est tenu d'enlever du lagon toutes les structures usagées et non utilisées, notamment cordes, collecteurs, protections en grillage, bouées percées ou plates-formes galvanisées.

Art. 25.— *Clauses et conditions techniques générales*

- 1) Les installations doivent être balisées et numérotées de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations ;

A chaque angle de la surface occupée, le marquage se fait par une bouée conique jaune d'un diamètre de quarante (40) centimètres minimum surmontée d'un mât avec un fanion rouge sur lequel est inscrit le numéro d'exploitant du titulaire de l'autorisation ;

Des bouées placées en surface, espacées de plus de 200 mètres, signalent obligatoirement les lignes ;

- 2) En ce qui concerne les stations de collectage, chaque extrémité doit être signalée par une bouée sur laquelle est inscrit le numéro d'exploitant du titulaire de l'autorisation ;
- 3) A l'exception des stations de collectage, une distance minimum de cent (100) mètres devra être respectée entre deux exploitations distinctes. Cette distance peut être ramenée à vingt (20) mètres suivant accord de tous les exploitants concernés ;
- 4) L'emplacement devra respecter les chenaux de navigation lorsque ceux-ci sont balisés ;
- 5) L'utilisation en immersion de toute structure ou matériel galvanisé est prohibée ;
- 6) Les structures d'élevage en mer (cordes, bouées) doivent être nettoyées régulièrement ;
- 7) Lors du nettoyage du cheptel d'huîtres perlières, le rejet de bio-salissures dans le lagon, notamment d'épibionte fragmenté, est interdit ;
- 8) Les maisons destinées au travail des huîtres perlières doivent être conformes aux normes d'hygiène et de sécurité prévues par la réglementation en vigueur. Elles sont interdites d'habitation hormis celles des seuls gardiens des fermes perlicoles.

Art. 26.— *Surfaces des maisons d'exploitation*

Les constructions sur le domaine public maritime sont limitées aux strictes nécessités de l'exploitation perlicole. Préférence est donnée aux installations édifiées à terre. Toute nouvelle construction édifiée sur un pinacle corallien dit karena est strictement prohibée.

Les besoins en surface des maisons d'exploitation sur le domaine public maritime sont estimés à :

- soixante (60) mètres carrés pour une exploitation d'élevage d'huîtres perlières greffées ou non greffées d'une superficie totale strictement inférieure à vingt (20) hectares ;
- cent cinquante (150) mètres carrés pour une exploitation d'élevage d'huîtres perlières greffées ou non greffées d'une superficie totale supérieure ou égale à vingt (20) hectares et strictement inférieure à soixante (60) hectares ;
- trois cents (300) mètres carrés pour une exploitation d'élevage d'huîtres perlières greffées ou non greffées d'une superficie totale supérieure ou égale à soixante (60) hectares et strictement inférieure à deux cents (200) hectares ;
- cinq cents (500) mètres carrés pour une exploitation d'élevage d'huîtres perlières greffées ou non greffées d'une superficie totale supérieure ou égale à deux cents (200) hectares et strictement inférieure à trois cent cinquante (350) hectares ;
- six cent cinquante (650) mètres carrés pour une exploitation d'élevage d'huîtres perlières greffées ou non greffées d'une superficie supérieure ou égale à trois cent cinquante (350) hectares.

Art. 27.— *Clauses et conditions techniques relatives au collectage de naissains d'huîtres perlières*

- 1) L'autorisation d'occuper le domaine public maritime en vue de collectage pour les producteurs d'huîtres perlières s'entend d'un nombre maximum de stations posées dans le lagon par année et fixé comme suit :

- pour une surface d'élevage inférieure ou égale à 5 hectares : 10 stations ;
 - pour une surface d'élevage au-delà de 5 hectares : 10 stations, majorées d'une (1) station par hectare ;
- 2) Le titulaire de l'autorisation veille à poser les stations dans le lagon concerné de manière à ne pas empiéter sur une surface déjà concédée à une surface d'élevage ou de greffe ou occupée par des stations de collectage autorisées mais également en dehors des chenaux de navigation ;
 - 3) Dans les îles ou atolls dont le nombre de producteurs d'huîtres perlières est inférieur à dix (10), le nombre de stations maximum peut être dépassé après avis du service en charge de la perliculture ;
 - 4) Les producteurs d'huîtres perlières qui ne disposent pas de surface d'élevage d'huîtres perlières peuvent disposer d'une autorisation de pose de dix (10) stations par année ;
 - 5) Les titulaires d'autorisation valide avant la date de parution du présent arrêté peuvent garder le bénéfice de leur autorisation même si le nombre de stations de collectage dépasse les plafonds précédemment définis ;
 - 6) Les stations parallèles doivent être espacées de dix (10) mètres minimum ;
 - 7) Le titulaire de l'autorisation a l'obligation d'entretenir ses installations afin d'éviter qu'elles ne se déposent au fond du lagon ;
 - 8) Les stations de collectage ne peuvent rester à leur emplacement d'origine plus de deux (2) années. Passé ce délai de deux (2) ans, les stations de collectage sont considérées comme étant des stations d'élevage d'huîtres perlières et doivent donc être détachées et stockées sur un emplacement autorisé prévu à cet effet.

Art. 28.— *Clauses et conditions techniques relatives à l'élevage des huîtres perlières*

- 1) Le titulaire de l'autorisation a l'obligation d'entretenir ses installations afin d'éviter qu'elles ne se déposent au fond du lagon ;
- 2) Les huîtres perlières doivent être nettoyées régulièrement ;
- 3) Tout phénomène de mortalité anormalement élevé des huîtres perlières (plus de 15 % de mortalité des individus en 15 jours) doit être signalé au plus vite auprès du service de charge de la perliculture ;
- 4) Il en est de même des huîtres perlières présentant des anomalies de forme ou en arrêt de croissance ;
- 5) Les lignes d'élevage doivent être espacées de dix (10) mètres minimum.

Art. 29.— *Clauses et conditions techniques relatives à l'activité de la greffe de l'huître perlière*

- 1) L'opération de greffe doit s'effectuer dans des conditions optimales d'hygiène et de propreté ;
- 2) Lors de l'opération de calage (maintien de la nacre ouverte), les huîtres perlières ne doivent pas être maintenues dans de l'eau stagnante ;
- 3) A la fin de chaque journée de greffe, l'ensemble du matériel doit être désinfecté. Les installations doivent être nettoyées.

Art. 30.— *Clauses et conditions techniques relatives à l'élevage des huîtres perlières greffées*

- 1) La densité en huîtres perlières greffées ne peut pas être supérieure à douze mille (12 000) individus à l'hectare ;
- 2) Les huîtres perlières doivent être nettoyées régulièrement.

10 - Révocation, retrait et résiliation

Art. 31. — Révocation pour inexécution ou autres causes

La révocation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est prononcée par l'autorité compétente, notamment dans les cas suivants :

- 1) Non-paiement de deux (2) termes de l'autorisation d'occupation du domaine public maritime ;
- 2) Non-exploitation du ou des emplacements autorisés dans un délai de six (6) mois à compter de la date du ou des arrêtés d'autorisation ;
- 3) Non-exploitation du ou des emplacements autorisés pendant six (6) mois consécutifs ou plus ;
- 4) Décès du bénéficiaire ou dissolution de la société, nonobstant les dispositions des articles 20 et 21 du présent arrêté ;
- 5) Non-respect des dispositions relatives à l'incessibilité, sous-location et transfert telles que définies aux articles 17 à 19 du présent arrêté ;
- 6) Non-respect de l'une quelconque des clauses ou conditions générales ou techniques telles que définies aux articles 22 à 30 du présent arrêté ;
- 7) Non-respect de l'affectation du ou des emplacements définis par la détention de la carte de producteur d'huîtres perlières ou de perles de culture de Tahiti ;
- 8) Annulation ou retrait de la carte de producteur d'huîtres perlières ou de perles de culture de Tahiti.

Le conseil des ministres peut procéder à l'annulation de l'autorisation après une mise en demeure, adressée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

En outre, dans un souci de bonne gestion du domaine public, en cas de non-exploitation de plus de la moitié de la superficie de l'emplacement attribué durant six (6) mois consécutifs ou plus, le conseil des ministres peut réduire d'office la superficie de l'emplacement accordé initialement à la superficie réellement exploitée.

La modification de l'autorisation sera effectuée après mise en demeure de l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette disposition n'est pas applicable aux autorisations d'occupation du domaine public de moins d'un an.

Art. 32. — Retrait de l'autorisation

Nonobstant la durée prévue de l'autorisation, étant observé que la domanialité publique s'oppose à ce que le bénéficiaire puisse invoquer, à son profit, l'application des dispositions régissant les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, l'autorisation peut toujours être retirée par le conseil des ministres si l'intérêt général l'exige.

Dans ce cas, le bénéficiaire de l'autorisation a droit à une indemnité d'un montant correspondant aux investissements non encore amortis. A la demande du bénéficiaire, cette indemnité peut être remplacée par l'octroi d'une nouvelle autorisation d'occuper un emplacement de même superficie.

Art. 33. — Résiliation par le bénéficiaire

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation, le bénéficiaire peut résilier celle-ci, d'une part en notifiant sa décision par lettre adressée au service en charge de la perliculture, qui en accusera réception et d'autre part, en respectant un préavis de deux (2) mois.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité.

Art. 34. — Dans le cas de la révocation ou de la résiliation telles que prévues aux articles 31 et 33 du présent arrêté, les redevances payées d'avance par le titulaire restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

11 - Sort des installations à la cessation des autorisations

Art. 35. — A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le titulaire qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Cette remise en état des lieux doit être réalisée par le bénéficiaire dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation.

Le bénéficiaire enlève à ses frais et sous sa responsabilité, toutes les installations édifiées sur le domaine public maritime sans aucune indemnité.

Art. 36. — Si l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière ne soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

12 - Dispositions transitoires

Art. 37. — Les dossiers de demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public destinés à l'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti, déposés au service en charge de la perliculture avant la publication du présent arrêté, sont instruits selon les dispositions des arrêtés n° 851 et n° 852 CM susvisés alors en vigueur à la date du dépôt.

13 - Exécution

Art. 38. — Sous réserve des dispositions transitoires, sont abrogés à compter de la publication du présent arrêté :

- 1) L'arrêté n° 851 CM du 25 juin 2002 fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes et le type d'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;
- 2) L'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;
- 3) L'arrêté n° 1228 CM du 7 novembre 1991 fixant la procédure d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour la pêche, l'aquaculture, les exploitations nacrées et perlière.

14 - Autres dispositions

Art. 39. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 sont remplacées par les dispositions suivantes :

“Les lagons de Takaroa et des îles du Vent sont fermés à toute nouvelle demande de lignes de collectage.

Pour les autres lagons, le nombre total de lignes de collectage autorisées par titulaire est limité comme suit :

- pour une surface d'élevage inférieure ou égale à 5 hectares : 10 stations ;
- pour une surface d'élevage au-delà de 5 hectares : 10 stations, majorées d'une (1) station par hectare.

Les demandes d'extension sont de la même façon limitées en nombre selon les mêmes dispositions décrites précédemment, pour le nombre total final de stations de collectage autorisées.

Les demandes de renouvellement ne sont pas concernées par ces dispositions."

Art. 40. — Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ANNEXE

Contenu du registre des stocks

Le contenu du registre des stocks doit comporter au minimum les informations suivantes :

Pour le collectage (informations par station) :

- date de pose ;
- emplacement de la station ;
- longueur de la station ;
- type de collecteur utilisé ;
- nombre total de collecteurs sur la station ;
- profondeur de la station lors de la pose ;
- profondeur de la station lors du grossissement ;
- date de détroquage et/ou vente ;
- estimation du nombre d'huîtres perlières total lors du détroquage ou de la vente ;
- estimation de la taille moyenne des huîtres perlières (et taille minimale et maximale) lors du détroquage ou de la vente ;
- précisions sur la destination des huîtres perlières (île, acheteur, nom du bateau en cas de transfert, etc.).

Pour l'élevage des huîtres perlières (par lot) :

- Des informations caractérisant le lot :
 - origine des huîtres perlières ;
 - date d'arrivée sur la zone "élevage" ;
 - support d'origine ;
 - densité d'origine ;
 - nombre d'huîtres perlières du lot ;
 - âge du lot d'origine ;
 - taille moyenne du lot d'origine.

- Des informations concernant les différentes interventions réalisées sur le lot d'huîtres perlières en question :
 - dates des interventions ;
 - tris ;
 - perçages ;
 - fréquence et type de nettoyage ;
 - types de supports d'élevage ;
 - profondeur d'élevage ;
 - taille des huîtres perlières ;
 - nombre d'huîtres perlières ;
 - mortalités et maladies ;
 - observations diverses.

Pour la greffe des huîtres perlières et leur élevage (par lot) :

- Des informations caractérisant le lot :
 - date de la greffe ;
 - origine des huîtres perlières ;
 - support d'origine ;
 - densité d'origine ;
 - nombre d'huîtres perlières greffées ;
 - âge du lot d'origine ;
 - taille moyenne des huîtres perlières du lot d'origine ;
 - nom du ou des greffeurs ;
 - gamme de taille des nuclei utilisés ;
 - types de support d'élevage.
- Des informations concernant les différentes interventions réalisées sur le lot d'huîtres perlières en question :
 - date du 1er contrôle ;
 - rétention au 1er contrôle ;
 - mortalité au contrôle ;
 - fréquence et type de nettoyage ;
 - profondeur d'élevage ;
 - taille des huîtres perlières ;
 - nombre d'huîtres perlières ;
 - mortalités et maladies ;
 - observations diverses.

ARRETE n° 1318 CM du 30 août 2012 portant rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté n° 1124 CM du 8 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 166 CM du 2 février 2012 portant prorogation à titre exceptionnel de la délégation de service public accordée aux fédérations sportives.

NOR : SJS1201765AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 21 janvier 2000 modifié relatif à l'agrément des fédérations sportives ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 modifié fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation aux fédérations sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13 MJS du 31 juillet 2008 modifié accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 166 CM du 2 février 2012 portant prorogation à titre exceptionnel de la délégation de service public accordée aux fédérations sportives ;

Vu l'arrêté n° 1124 CM du 8 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 166 CM du 2 février 2012 portant prorogation à titre exceptionnel de la délégation de service public accordée aux fédérations sportives ;

Vu l'arrêté n° 14 MJS du 31 juillet 2008 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 71 MJS du 1er octobre 2008 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 113 MJS du 14 octobre 2008 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 144 MJS du 20 novembre 2008 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 151 MJS du 3 décembre 2008 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9 MJS du 13 janvier 2009 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11 MJS du 4 février 2009 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8 MJS du 17 mars 2009 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9 MJS du 26 mars 2009 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2497 MJS du 9 juin 2009 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4997 MJS du 12 août 2009 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7136 MJS du 30 septembre 2009 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3038 MJS du 20 mai 2010 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7865 MJS du 10 novembre 2010 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2174 MEJ du 21 mars 2012 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — A l'article 2 de l'arrêté n° 1124 CM du 8 août 2012, les références de l'arrêté sont les suivantes : "l'arrêté n° 166 CM du 2 février 2012" au lieu de : "l'arrêté n° 166 MEJ du 2 février 2012".

Art. 2. — Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,
Tauhiti NENA.

ARRETE n° 1320 CM au 30 août 2012 modifiant l'arrêté n° 1227 CM du 20 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 331 CM du 9 mars 1998 modifié relatif à la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire.

NOR : SDR1201771AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport conjoint du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 331 CM du 9 mars 1998 modifié relatif à la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire ;

Vu l'arrêté n° 1227 CM du 20 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 331 CM du 9 mars 1998 modifié relatif à la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 1227 CM du 20 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 331 CM du 9 mars 1998 modifié relatif à la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire susvisé est complété ainsi qu'il suit :

"Art. 2. — Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française".

Art. 2. — Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des ressources marines,
Temauri FOSTER.

Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt,
Kalani TEIXEIRA.

NOR : DDC1201124AC

Par arrêté n° 1265 CM du 24 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taputapuatea pour financer l'acquisition d'un camion-citerne rural, dont le coût réel est estimé à *quarante-cinq millions huit cent vingt mille francs CFP* (45 820 000 F CFP).

Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 30 % (taux sollicité) du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *treize millions sept cent quarante-six mille francs CFP* (13 746 000 F CFP).

Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant de la livraison à Taputapuatea de l'équipement subventionné ;
- un mandat de paiement ou un relevé, visé en original par le trésorier des îles du Vent, des archipels et des Australes, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant au mandat de paiement ou au relevé ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée ;

- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ces ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquels ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenu lors de toute action de communication.

La dépense est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 156-2012, AE 251-2012, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

NOR : DDC1201125AC

Par arrêté n° 1276 CM du 28 août 2012. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Taputapuatea pour financer l'acquisition d'un véhicule pour la brigade de police municipale, dont le coût réel est estimé à *cinq millions neuf cent vingt mille francs CFP* (5 920 000 F CFP).

NOR : DDC1201128AC

Par arrêté n° 1277 CM du 28 août 2012. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Fatu Hiva pour financer l'acquisition d'un chariot élévateur, dont le coût réel est estimé à *trois millions trois cent mille quatre cent huit francs CFP* (3 300 408 F CFP).

NOR : DDC1201129AC

Par arrêté n° 1278 CM du 28 août 2012. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Fatu Hiva pour financer l'acquisition d'un véhicule de service, dont le coût réel est estimé à *quatre millions cinq cent mille francs CFP* (4 500 000 F CFP).

NOR : DDC1201131AC

Par arrêté n° 1279 CM du 28 août 2012. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Nuku Hiva pour financer l'acquisition d'un véhicule pour la livraison des repas, dont le coût réel est estimé à *cinq millions trois cent quatre-vingt-quinze mille francs CFP* (5 395 000 F CFP).

NOR : DDC1201127AC

Par arrêté n° 1280 CM du 28 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Fatu Hiva pour financer la construction d'une centrale hydroélectrique de Hanavave, dont le coût réel est estimé à *cent dix-huit millions cent cinquante-deux mille francs CFP* (118 152 000 F CFP).

Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinquante-neuf millions soixante-seize mille francs CFP* (59 076 000 F CFP).

L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 20 %, soit *onze millions huit cent quinze mille deux cents francs CFP* (11 815 200 F CFP), au démarrage de l'opération ;
- trois tranches de 20 %, soit *onze millions huit cent quinze mille deux cents francs CFP* (11 815 200 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 23 630 400 F CFP, 35 445 600 F CFP et 47 260 800 F CFP (soit 20 %, 30 % et 40 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un mandat de paiement ou un relevé, visé en original par le trésorier des îles du Vent, des archipels et des Australes, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant au mandat de paiement ou au relevé.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un mandat de paiement ou un relevé, visé en original par le trésorier des îles du Vent, des archipels et des Australes, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant au mandat de paiement ou au relevé ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ces ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquels ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

La dépense est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 161-2012, AE 252-2012, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

NOR : DDC1201276AC

Par arrêté n° 1281 CM du 28 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Pirae pour financer la réalisation d'une voie de desserte à Matatevai, dont le coût réel est estimé à *cinquante-deux millions de francs CFP* (52 000 000 F CFP).

Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *vingt-six millions de francs CFP* (26 000 000 F CFP).

L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 20 %, soit *cinq millions deux cent mille francs CFP* (5 200 000 F CFP), au démarrage de l'opération ;
- trois tranches de 20 %, soit *cinq millions deux cent mille francs CFP* (5 200 000 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 10 400 000 F CFP, 15 600 000 F CFP et 20 800 000 F CFP (soit 20 %, 30 % et 40 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un mandat de paiement ou un relevé, visé en original par le trésorier des îles du Vent, des archipels et des Australes, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant au mandat de paiement ou au relevé.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un mandat de paiement ou un relevé, visé en original par le trésorier des îles du Vent, des archipels et des Australes, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant au mandat de paiement ou au relevé ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été

produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ces ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquels ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

La dépense est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 158-2012, AE 238-2012, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

NOR : DDC1201538AC

Par arrêté n° 1282 CM du 28 août 2012. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 2531 CM du 28 décembre 2009 sont modifiées comme suit :

“Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Moorea pour financer la réalisation de travaux urgents d'AEP (contrat de projets), dont le coût prévisionnel est estimé à *deux cent trente millions six cent cinquante-neuf mille quatre-vingt-dix francs CFP HTVA* (230 659 090 F CFP HTVA).”

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 2531 CM du 28 décembre 2009 sont modifiées comme suit :

“Le montant de la subvention s'élève de la manière suivante :

- à 35 % du coût total hors TVA (169 750 000 F CFP HTVA) de l'opération tel que validé par le comité de pilotage du contrat de projets le 3 octobre 2008, soit *cinquante-neuf millions quatre cent douze mille cinq cents francs CFP HTVA* (59 412 500 F CFP HTVA) ;
- à 50 % du coût total hors TVA (60 090 910 F CFP HTVA) de l'augmentation de l'opération tel que validé par le comité de pilotage du contrat de projets le 30 novembre 2011, soit *trente millions quatre cent cinquante-quatre mille cinq cent quarante-cinq francs CFP HTVA* (30 454 545 F CFP HTVA),

mais ne pourra cependant excéder le montant total plafond de *quatre-vingt-neuf millions huit cent soixante-sept mille quarante-cinq francs CFP HTVA* (89 867 045 F CFP HTVA).”

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 2531 CM du 28 décembre 2009 sont modifiées comme suit :

“L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- une avance de 30 %, soit *vingt-six millions neuf cent soixante mille cent quatorze francs CFP HTVA* (26 960 114 F CFP HTVA) au démarrage de l'opération ;
- des acomptes après justification de l'utilisation de l'avance perçue et sur demande de la commune, versés au fur et à mesure de l'avancement réel de l'opération sans qu'ils excèdent 80 % du montant prévisionnel de la participation financière de la Polynésie française, soit *soixante et onze millions huit cent quatre-vingt-treize mille six cent trente-six francs CFP HTVA* (71 893 636 F CFP HTVA) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.”

L'avenant à la convention d'application n° 18-10 du 21 janvier 2010 fixant les conditions dans lesquelles l'Etat et la Polynésie française porte attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Moorea pour la réalisation de travaux urgents d'AEP (contrat de projets), est approuvé.

NOR : DDC1201123AC

Par arrêté n° 1284 CM du 28 août 2012. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Taputapuatea pour financer l'acquisition d'une chargeuse pelleteuse, dont le coût réel est estimé à *onze millions soixante-six mille trente-quatre francs CFP* (11 066 034 F CFP).

NOR : CPS1201751AC

Par arrêté n° 1285 CM du 28 août 2012. — Est approuvé le renvoi en seconde lecture de la délibération n° 15-2012 CG.RSPF du 12 juillet 2012 portant rejet des comptes de l'exercice 2011 du régime de solidarité de la Polynésie française.

NOR : MDP1201757AC

Par arrêté n° 1291 CM du 29 août 2012. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 8-2012 MDP du 3 août 2012 portant modification de la délibération n° 2-2012 MDP du 17 février 2012 portant création de la carte de membre du “Club Maison de la perle” et fixant les tarifs des produits et services commercialisés par l'établissement public Maison de la perle.

Délibération n° 8-2012 MDP du 3 août 2012.

Article 1er.— L'article 5 et l'article 5 de l'annexe 2 de la délibération n° 2-2012 MDP du 17 février 2012 sont complétés comme suit :

“En sus, la carte MDP donne également droit, pour toute nouvelle adhésion, à 1 000 produits perliers expertisés, lavés et triés gratuitement. Cette offre ne donne pas lieu à indemnisation si la prestation ne devait pas être utilisée pour tout ou partie par l'adhérent, et n'est pas cessible.

Pour toute première adhésion, un livre sur l'Histoire de la perle de Tahiti de Patrick Seurot aux éditions NBC Interactive, est offert, dans l'une des versions de langue existantes au choix de l'adhérent, et dans la limite des stocks disponibles.”

Art. 2.— L'article 12 de la délibération n° 12-2012 MDP du 17 février 2012 est complété comme suit :

“La prestation de services relative à l'organisation logistique d'une vente aux enchères par l'établissement public Maison de la perle utilisant ses propres locaux, ses équipements et ses moyens matériels et humains, et décrite en annexe 4 à la présente délibération, est fixée à 13,64 F CFP HT (soit 15 F CFP TTC⁽¹⁾) par perle triée, lorsque le visionnage (*viewing*) et/ou la vente se déroulent dans les locaux de l'établissement.

Lorsque le visionnage (*viewing*) et la vente sont organisés en dehors des locaux de l'établissement public Maison de la perle, la prestation de services est fixée à 18,18 F CFP HT (soit 20 F CFP TTC⁽¹⁾) par perle triée.

Le paiement comptant de cette prestation, par l'organisation, doit intervenir, au plus tard, dans les deux mois qui suivent le déroulement de la vente aux enchères, en une seule fois.

En cas d'annulation de la vente du fait de l'organisateur, celui-ci sera redevable du montant forfaitaire selon le nombre de perles qui auraient été triées.

L'établissement, qui ne participe pas aux opérations de commercialisation, ne peut être tenu pour responsable des transactions opérées entre l'organisateur et les acheteurs de perle ou tout autre tiers concerné par ces opérations.

Une convention sera établie pour déterminer les conditions de réalisation de la prestation de services.”

(1) TTC : à titre indicatif.

ANNEXE 4

PRESTATION DE SERVICES
relative à l'organisation d'une vente aux enchères
de perles de culture de Tahiti à Tahiti

Conditions générales

L'établissement public Maison de la perle propose, dans le cadre de sa prestation de services pour l'organisation d'une vente aux enchères de perles de culture de Tahiti à Tahiti :

- 1 - de réceptionner les perles de culture de Tahiti, remises par l'organisateur ou l'un des producteurs participant à la vente aux enchères, pour en vérifier le nombre de lots

et/ou de perles, et le poids par lot de perles et/ou le poids total, qui seront indiqués dans un récépissé de dépôt, cosigné par le producteur ou l'organisateur et le prestataire ;

- 2 - de soumettre les perles, ainsi réceptionnées, à la procédure de contrôle préalable à la commercialisation, auprès du service en charge de la perliculture, après les avoir préalablement nettoyées puis pré-triées, conformément à la réglementation en vigueur, et selon la décision du producteur concerné ou de l'organisateur dûment mandaté, et après avoir été dûment habilité par le producteur concerné ou l'organisateur ;
- 3 - de réceptionner les perles après contrôle et remise du récépissé par le service en charge de la perliculture et de procéder au nettoyage des perles ;
- 4 - d'effectuer une expertise de tri et de classification des perles donnant lieu à la mise en forme d'un bilan de qualité indiquant notamment le nom du producteur et la référence de sa carte de producteur valide, le volume et la valeur (à titre indicatif) des perles expertisées, par taille, forme, couleur et qualité, selon le barème et la méthode de classification proposée par le prestataire, et de mettre en lots l'ensemble des perles ainsi triées ;
- 5 - après décision de l'organisateur sur la répartition des perles soumises à la vente, l'ensemble des lots de perles est repris dans un listing détaillé, établi par l'établissement, à présenter aux acheteurs au plus tard dans les 15 jours qui précèdent la vente ;
- 6 - de placer l'ensemble des perles soumises à la vente aux enchères dans un coffre-fort dont la sécurité est assurée par le prestataire, dès le dépôt des perles et ce jusqu'au plus tard 15 jours après le dernier jour de vente ;
- 7 - de mettre à disposition de l'organisateur, en cas de besoin, un espace d'environ 90 mètres carrés constituant la salle de visionnage (*viewing*) et de vente, et les annexes (une salle de réunion/caféteria, 2 sanitaires, un espace jardin) durant la période de visionnage des perles préalable à la vente, pour une période maximale de 5 jours, et pendant la vente, pour une période maximale de 5 jours ;
- 8 - de réceptionner les lots de perles acquis lors de la vente, à soumettre au contrôle requis selon la réglementation en vigueur, au service en charge de la perliculture, après avoir été dûment habilité par le producteur ou l'organisateur ;
- 9 - de récupérer les lots de perles contrôlés, accompagnés du certificat de contrôle des perles délivré par le service en charge de la perliculture, qui seront remis à l'organisateur chargé de les remettre aux acheteurs concernés ;
- 10 - lorsque le visionnage (*viewing*) et la vente se déroulent en dehors des locaux de l'établissement, l'établissement organise les espaces dédiés et la logistique pour le visionnage (*viewing*) et la vente. Le transport et la sécurité des perles sont assurés par l'établissement.

Cette prestation est facturée pour un montant forfaitaire :

- de 13,64 F CFP HT (15 F CFP TTC⁽¹⁾) par perle triée, lorsque le *viewing* et/ou la vente se déroulent dans les locaux de l'établissement ;
- de 18,18 F CFP HT (20 F CFP TTC⁽¹⁾) par perle triée, lorsque le *viewing* et la vente se déroulent à l'extérieur des locaux de l'établissement.

(1) TTC à titre indicatif.

Le paiement comptant de cette prestation, par l'organisateur, doit intervenir, au plus tard, dans les deux mois qui suivent le déroulement de la vente aux enchères, en une seule fois.

En cas d'annulation de la vente du fait de l'organisateur, celui-ci sera redevable du montant forfaitaire selon le nombre de perles qui auraient été triées.

L'établissement, qui ne participe pas aux opérations de commercialisation, ne peut être tenu pour responsable des transactions opérées entre l'organisateur et les acheteurs de perle ou tout autre tiers concerné par ces opérations.

NOR : DAF1201709AC

Par arrêté n° 1293 CM du 29 août 2012.— L'intitulé de l'arrêté n° 1254 CM du 4 septembre 2008 portant affectation de la terre Tauragakirahu cadastrée commune de Hao, section AK n° 30, au profit de la commune de Hao est modifié ainsi qu'il suit :

“portant affectation d'une parcelle cadastrée commune de Hao, section AK n° 92, au profit de la commune de Hao”.

L'article 1er de l'arrêté n° 1254 CM du 4 septembre 2008 est modifié ainsi qu'il suit :

“La parcelle cadastrée commune de Hao, section AK n° 92, d'une superficie de 6 185 mètres carrés, est affectée au profit de la commune de Hao.

Telle que la terre figure sur le document d'arpentage n° 103153 du 30 mai 2012 détenu par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.”

NOR : DAF1201710AC

Par arrêté n° 1294 CM du 29 août 2012.— L'intitulé de l'arrêté n° 1974 CM du 26 décembre 2008 portant affectation d'une parcelle dépendant de la terre Puera cadastrée commune de Hao, section AK n° 76, au profit de la commune de Hao est modifié ainsi qu'il suit :

“portant affectation d'une parcelle cadastrée commune de Hao, section AK n° 89, au profit de la commune de Hao”.

L'article 1er de l'arrêté n° 1974 CM du 26 décembre 2008 est modifié ainsi qu'il suit :

“La parcelle cadastrée commune de Hao, section AK n° 89, d'une superficie de 8 590 mètres carrés, est affectée au profit de la commune de Hao.

Telle que la terre figure sur le document d'arpentage n° 103153 du 30 mai 2012 détenu par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.”

NOR : IFM1201609AC

Par arrêté n° 1297 CM du 29 août 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 7-2012 CA/IFM-PC du 28 juin 2012 portant adoption du compte financier de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce pour l'exercice 2011 et affectation de son résultat.

Le compte financier de l'exercice 2011 de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce pour l'exercice s'établit comme suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|------------|-----------------------------|-------------------------------------|-------------|
| - recettes | 246 291 133 | 58 733 927 | 305 025 060 |
| - dépenses | 195 770 044 | 24 422 170 | 220 192 214 |
| résultat | 50 521 089 | 34 311 757 | 84 832 846 |

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2011, soit un excédent de 50 521 089 F CFP, est affecté au compte :

- 110 : report à nouveau (solde créditeur) 50 521 089 F CFP

Le conseil d'administration décide l'affectation d'un montant de 34 311 757 F CFP du compte 106 “Réserves (solde créditeur)” au crédit du compte 110 “Report à nouveau (solde créditeur)”.

Au 31 décembre de l'exercice 2011, le fonds de roulement de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce est de cent trente-neuf millions neuf cent soixante-quatre mille neuf cent soixante-six francs CFP (139 964 966 F CFP).

NOR : SJS1201194AC

Par arrêté n° 1299 CM du 29 août 2012.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de cent quarante mille francs CFP (140 000 F CFP) en faveur de l'association Maire-Nui Taurea No Tautira dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de cent quarante mille francs CFP (140 000 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201201AC

Par arrêté n° 1300 CM du 29 août 2012.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de cent trente-neuf mille cinq cents francs CFP (139 500 F CFP) en faveur de l'association Te Reo O Te Tamapi dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de cent trente-neuf mille cinq cents francs CFP (139 500 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201182AC

Par arrêté n° 1301 CM du 29 août 2012.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de cent un mille neuf cent dix francs CFP (101 910 F CFP) en faveur de l'association Taurana dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de cent un mille neuf cent dix francs CFP (101 910 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201197AC

Par arrêté n° 1302 CM du 29 août 2012.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux cent dix-neuf mille neuf cent vingt francs CFP (219 920 F CFP) en faveur de l'association Enfance et Jeunesse dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de deux cent dix-neuf mille neuf cent vingt francs CFP (219 920 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1200910AC

Par arrêté n° 1303 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *deux millions cinq cent mille francs CFP* (2 500 000 F CFP) en faveur de l'Ecole de voile de Arue dans le cadre de l'organisation de la Saga Tahiti Piti 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 971-06, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201186AC

Par arrêté n° 1304 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cinq cent cinquante mille cinq cent quatre-vingt-sept francs CFP* (550 587 F CFP) en faveur de l'association Faa Ruperupe dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de *cinq cent cinquante mille cinq cent quatre-vingt-sept francs CFP* (550 587 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201196AC

Par arrêté n° 1305 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *deux millions quatre cent cinquante-neuf mille sept cent cinquante francs CFP* (2 459 750 F CFP) en faveur du Comité Protestant des Ecoles du Dimanche (CPED) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de *deux millions quatre cent cinquante-neuf mille sept cent cinquante francs CFP* (2 459 750 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201200AC

Par arrêté n° 1306 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'*un million six cent soixante-quinze mille neuf cent cinquante-cinq francs CFP* (1 675 955 F CFP) en faveur de l'Association des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens de l'Eglise Protestante Maohi (UCJG de l'EPM) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant d'*un million six cent soixante-quinze mille neuf cent cinquante-cinq francs CFP* (1 675 955 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201192AC

Par arrêté n° 1307 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent dix-sept francs CFP* (599 117 F CFP) en faveur de l'association pour la Formation des Cadres de l'Animation et des Loisirs (AFOCAL) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de *cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent dix-sept francs CFP* (599 117 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201195AC

Par arrêté n° 1308 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cinq cent vingt-deux mille trois cent dix francs CFP* (522 310 F CFP) en faveur du Conseil du Scoutisme Polynésien (CSP) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de *cinq cent vingt-deux mille trois cent dix francs CFP* (522 310 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201188AC

Par arrêté n° 1309 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *deux cent mille francs CFP* (200 000 F CFP) en faveur de l'association Tahiti Nui Ananahi dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de *deux cent mille francs CFP* (200 000 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201183AC

Par arrêté n° 1310 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cent soixante mille francs CFP* (160 000 F CFP) en faveur de l'association Ninja Cool dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de *cent soixante mille francs CFP* (160 000 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201191AC

Par arrêté n° 1311 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP) en faveur de l'association Tamarii Heiva No Narai dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201204AC

Par arrêté n° 1312 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP) en faveur de l'Association des Eclaireurs et Eclaireuses Unionistes de l'Eglise Protestante Maohi den Polynésie française - EEUEPM en PF dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : SJS1201193AC

Par arrêté n° 1313 CM du 29 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP) en faveur de l'association Tamatini dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, pour un montant de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP), au sous-chapitre 971-05, article 6574, centre de travail 8240-F.

NOR : DAF1201233AC

Par arrêté n° 1314 CM du 29 août 2012. — Le premier alinéa de l'article 1er de l'arrêté n° 859 CM du 28 juin 2011 portant affectation des parcelles C et D dépendant de la terre Tefaahuhu, cadastrée commune de Hitia'a O Te Ra, section de commune de Papenoo, section BV n° 6, au profit de la commune de Hitia'a O Te Ra, est rédigé ainsi qu'il suit :

Article 1er. — “Les parcelles B et D dépendant de la terre Tefaaahuu, cadastrées commune de Hitia'a O Te Ra, section de commune de Papenoo, section BV n° 6, d'une superficie respective de 20 308 mètres carrés et 736 mètres carrés, sont affectées au profit de la commune de Hitia'a O Te Ra”.

Il est inséré à la suite de l'article 2 de l'arrêté n° 859 CM du 28 juin 2011, un article rédigé ainsi qu'il suit :

Art. 2 bis. — “La valeur comptable totale des parcelles affectées est estimée à *quarante-deux millions quatre-vingt-huit mille francs* (42 088 000 F CFP), soit 2 000 F CFP le mètre carré, répartie comme suit :

| Parcelle | Superficie en m2 | Valeur en F CFP |
|--------------|------------------|--------------------|
| Parcelle B | 20 308 | 40 616 000 |
| Parcelle D | 736 | 1 472 000 |
| Total | 21 044 | 42 088 000" |

NOR : EHN1200992AC

Par arrêté n° 1315 CM du 30 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *soixante et un millions cinq cent quarante-cinq mille francs CFP* (61 545 000 F CFP) en faveur de l'établissement Heiva Nui pour financer l'organisation du Heiva I Tahiti 2012.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96801, article 674348, centre de travail 4979-F.

NOR : SDT1201686AC

Par arrêté n° 1316 CM du 30 août 2012. — Il est accordé une autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Tahiamanu sis à Opunohu, Moorea, au profit de M. Jean Marie Dominique Mercier pour y exercer son activité de restauration ambulante. La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable.

La convention définissant les modalités de l'occupation est approuvée.

L'autorisation est consentie pour 3 ans à compter du 1er novembre 2012.

Le montant de la redevance mensuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques, direction des affaires foncières, à Papeete, est fixée à 20 000 F CFP (*vingt mille francs CFP*).

Le service Tahiti Tourism Authority est chargé du suivi de la convention.

NOR : SDT1201700AC

Par arrêté n° 1317 CM du 30 août 2012. — Il est accordé une autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de la pointe Vénus, au profit de M. Teva Henry pour y exercer son activité de vente de crêpes, de glaces, de jus et de la salade de fruit locaux. La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable.

La convention définissant les modalités de l'occupation est approuvée.

L'autorisation est consentie pour 3 ans à compter du 1er septembre 2012.

Le montant de la redevance mensuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques, direction des affaires foncières, à Papeete, est fixée à 20 000 F CFP (*vingt mille francs CFP*).

Le service Tahiti Tourism Authority est chargé du suivi de la convention.

NOR : EVT1201768AC

Par arrêté n° 1319 CM du 30 août 2012. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 22-2012 EVT du 21 août 2012 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 1 pour l'exercice 2012 du conseil d'administration de l'établissement public Vanille de Tahiti.

Le budget modifié est arrêté à la somme de *trois cent vingt millions vingt-cinq mille trois cent quarante-quatre francs CFP* (325 025 344 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|------------------|-----------------------------|-------------------------------------|---------------------|
| - Recettes | 265 866 145 | 20 059 109 | 285 925 254 |
| - Dépenses | 304 588 463 | 20 436 881 | 352 025 344 |
| Résultats | - 38 722 318 | - 377 772 | - 39 100 090 |

L'équilibre budgétaire est assuré par la contraction du fonds de roulement à hauteur de 39 100 090 F CFP.

NOR : DES1201558AC

Par arrêté n° 1321 CM du 30 août 2012. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant global de *vingt-six millions deux cent huit mille francs CFP* (26 208 000 F CFP) destinée à financer le dispositif éducatif d'aide de prévention en faveur des collèges et lycées suivants (en F CFP) :

| Etablissements | Montant |
|-------------------------------|-----------|
| Collège de Afareaitu | 576 000 |
| Collège de Arue | 288 000 |
| Collège de Atuona | 576 000 |
| Collège de Bora Bora | 864 000 |
| Collège de Faaroa | 288 000 |
| Collège de Hao | 864 000 |
| Collège de Henri-Hiro | 1 152 000 |
| Collège de Hitia'a | 288 000 |
| Collège de Huahine | 288 000 |
| Collège de Mahina | 576 000 |
| Collège de Makemo | 576 000 |
| Collège de Mataura | 576 000 |
| Collège de Paea | 576 000 |
| Collège de Paopao | 576 000 |
| Collège de Papara | 864 000 |
| Collège de Punaauia | 864 000 |
| Collège de Rangiroa | 864 000 |
| Collège de Rurutu | 576 000 |
| Collège de Taaoone | 576 000 |
| Collège de Tahaa | 576 000 |
| Collège de Taiohae | 576 000 |
| Collège de Taravao | 864 000 |
| Collège de Taunoo | 576 000 |
| Collège de Tipaerui | 576 000 |
| Collège de Ua Pou | 576 000 |
| Lycée de Uturoa | 1 152 000 |
| Lycée Paul-Gauguin | 1 152 000 |
| Lycée Aorai | 864 000 |
| Lycée Hôtelier de Tahiti | 864 000 |
| Lycée Tuianu-Le-Gayic | 864 000 |
| Lycée polyvalent de Taaoone | 1 152 000 |
| Lycée polyvalent de Taravao | 1 152 000 |
| Lycée professionnel de Faa'a | 1 152 000 |
| Lycée professionnel de Mahina | 1 152 000 |
| Lycée professionnel de Uturoa | 1 152 000 |

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-02, article 6573, centre de travail 8120-F.

NOR : ILM1201468AC

Par arrêté n° 1322 CM du 30 août 2012. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 16-12 ILM du 28 juin 2012 portant approbation du compte financier 2011 de l'Institut Louis-Malardé.

Le compte financier au titre de l'année 2011 s'établit ainsi (en F CFP) :

| | Section I fonctionnement | Section II opérations en capital | Total |
|----------|-----------------------------|-------------------------------------|---------------|
| Recettes | 1 071 775 795 | 67 216 788 | 1 138 992 583 |
| Dépenses | 1 258 672 231 | 27 684 562 | 1 286 356 793 |
| Résultat | - 186 896 436 | 39 532 226 | - 147 364 210 |

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2011, soit un déficit de 186 896 436 F CFP (*cent quatre-vingt-six millions huit cent quatre-vingt-seize mille quatre cent trente-six francs CFP*), est affecté au compte :

- 119 : report à nouveau (solde débiteur) 186 896 436 F CFP

Au 31 décembre 2011, le fonds de roulement de l'Institut Louis-Malardé est de *quarante-huit millions quatre cent quarante-cinq mille sept cent vingt-sept francs CFP* (48 445 727 F CFP).

NOR : EHN1201716AC

Par arrêté n° 1324 CM du 31 août 2012. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 177-12 CA/EHN du 7 août 2012 approuvant la décision modificative n° 3 de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses pour l'exercice 2012 du conseil d'administration de l'établissement public Heiva Nui.

L'état prévisionnel des recettes et des dépenses modifié est arrêté à la somme de *trois cent quinze millions six cent quatre-vingt-huit mille neuf cent quatre-vingt-dix francs CFP* (315 688 990 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | Section I fonctionnement | Section II opérations en capital | Total |
|----------|-----------------------------|-------------------------------------|--------------|
| Recettes | 232 899 800 | 16 596 046 | 249 495 846 |
| Dépenses | 301 636 440 | 14 052 550 | 315 688 990 |
| Résultat | - 68 736 640 | 2 543 496 | - 66 193 144 |

NOR : EAG1201000AC

Par arrêté n° 1325 CM du 31 août 2012. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 9-2012 EAG du 12 juillet 2012 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2011 de l'Établissement d'achats groupés.

Le compte financier de l'Établissement d'achats groupés au titre de l'exercice 2011 s'établit ainsi (en F CFP) :

| | Section I fonctionnement | Section II opérations en capital | Total |
|----------|-----------------------------|-------------------------------------|--------------|
| Recettes | 368 739 824 | 6 389 323 | 375 129 147 |
| Dépenses | 442 796 540 | 5 423 200 | 448 219 740 |
| Résultat | - 74 056 716 | 966 123 | - 73 090 593 |

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2011, soit un déficit de 74 056 716 F CFP, est affecté au compte 110 Report à nouveau (solde créditeur) : 74 056 716 F CFP.

Afin de réajuster le besoin de financement de la section d'investissement, un transfert de 7 244 495 F CFP (*sept millions deux cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze francs CFP*) est opéré du compte 110 Report à nouveau au crédit du compte 1068 Autres réserves.

Au 31 décembre de l'exercice 2011, le fonds de roulement de l'Établissement d'achats groupés est de *quatre-vingt-dix millions trois cent trente-sept mille six cent cinquante-trois francs CFP* (90 337 653 F CFP).

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 975 PR du 27 août 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Antony Geros, vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'environnement, de l'énergie et des mines, pendant l'absence de M. Jacky Bryant le 27 août 2012.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

ARRETE n° 976 PR du 27 août 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1694 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Tauhiti Nena, ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine, pendant l'absence de Mme Chantal Tahiaata, du 24 au 27 août 2012 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

ARRETE n° 985 PR du 30 août 2012 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative du dispositif d'aide au développement en faveur des établissements d'hébergement de tourisme chez l'habitant et de la petite hôtellerie.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des établissements d'hébergement de tourisme chez l'habitant et de la petite hôtellerie ;

Vu l'arrêté n° 1264 CM du 23 août 2011 modifié relatif à la composition et au fonctionnement de la commission consultative prévue au titre IV de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des établissements d'hébergement de tourisme chez l'habitant et de la petite hôtellerie ;

Vu les propositions des organisations professionnelles les plus représentatives,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 2 de l'arrêté n° 1264 CM du 23 août 2011 modifié susvisé, sont nommés membres de la commission consultative du dispositif d'aide au développement, en qualité de représentants des organisations professionnelles, les personnes dont les noms suivent :

Membres titulaires :

- M. Pierre Teissier, Association des hôtels de famille de Tahiti et ses îles ;
- M. Steve Brotherson, Association petite hôtellerie de Tahiti Manava.

Membres suppléants :

- M. Moana Tissot, Association des hôtels de famille de Tahiti et ses îles ;
- M. Vincent Morel, Association petite hôtellerie de Tahiti Manava.

Art. 2. — La durée du mandat des membres nommés au titre des intérêts professionnels est fixée à deux (2) ans renouvelable une fois.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2012.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

ARRETE n° 986 PR du 31 août 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Mme Chantal Tahiaata, ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, pendant l'absence de M. Tauhiti Nena, du 3 au 9 septembre 2012 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 août 2012.
Pour le Président absent :
Le vice-président,
Antony GEROS.

ARRÊTE n° 987 PR du 31 août 2012 portant modification de l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines,

Arrête :

Article 1er. — Est ajouté à l'article 3 de l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 susvisé un paragraphe : "C - Au titre des marchés publics interministériels :

Il conclut et signe les marchés publics interministériels en matière de fourniture du carburant de l'administration."

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 août 2012.
Pour le Président absent :
Le vice-président,
Antony GEROS.

Par arrêté n° 973 PR du 27 août 2012. — Les licences de navigation charter professionnelles attribuées à The Moorings SARL pour les voiliers "Vete", "Oeo" et "Ropa" par arrêté n° 38 MTE du 27 mars 2007 sont retirées à la demande du bénéficiaire pour cessation d'activité de navigation charter des navires.

Par arrêté n° 974 PR du 27 août 2012. — Les licences de navigation charter professionnelles attribuées à Sunsail SAS pour les voiliers "Wyuna" par arrêté n° 27 MTT du 28 décembre 2007 et "Danger Mouse" par arrêté n° 1562 PR du 6 mai 2008 modifié sont retirées à la demande du bénéficiaire pour cessation d'activité de navigation charter des navires.

Par arrêté n° 977 PR du 28 août 2012. — La licence de navigation charter "grande plaisance" attribuée par arrêté n° 105 PR du 22 février 2012 pour le navire à moteur Big Fish à la société Big Fish Ltd est renouvelée pour une période de six (6) mois. Cette autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée.

Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée.

Par dérogation à l'arrêté n° 1867 CM du 30 décembre 1998 modifié, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans la cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à moteur Big Fish est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Par arrêté n° 978 PR du 28 août 2012. — La personne ci-après est agréée en qualité de vérificateur afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage prescrits par les dispositions des articles LP. 4322-1 et A. 4322-22 à A. 4322-32 du code du travail, et de la section 1 de la délibération n° 91-15 AT du 17 janvier 1991 modifiée :

- M. Jean-Noël Millet, BP 130043, 98717 Punaauia, tél. : 29 55 30, fax : 45 54 52.

L'agrément est accordé pour une durée de trois ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 979 PR du 28 août 2012. — Les personnes ci-après sont agréées en qualité de personnes vérificatrices afin de procéder aux contrôles prescrits par les articles A. 4456-23 et suivants relatifs aux vérifications initiale et périodique des installations électriques, d'une part, et par le 3° de l'article LP. 8134-1, après mise en demeure par un inspecteur ou contrôleur du travail à l'employeur de faire procéder à des contrôles techniques de l'état de conformité des installations, d'autre part :

- M. Nicolas Lo Mundo, BP 380634, 98718 Punaauia, tél/fax : 53 23 57 ;
- M. Jean-Noël Millet, BP 130043, 98717 Punaauia, tél : 29 55 30, fax : 45 54 52.

Conformément à l'article A. 4456-34 du code du travail, les demandes d'agrément sont adressées avant le 1er juin de chaque année pour être susceptibles d'effet au 1er janvier de l'année suivante.

MM. Nicolas Lo Mundo et Jean-Noël Millet ayant déposé leur dossier dans le délai prescrit, leur agrément est accordé pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2013.

Par arrêté n° 982 PR du 28 août 2012. — Une licence flottante de navigation charter "professionnelle" est attribuée, dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée, à The Moorings SARL pour ses voiliers Miri Miri III (PY 16157, n° HIN : ZA-RACA4111L112) et Rai Tea II (PY 16156, n° HIN : ZA-RACA4110L112).

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

DECISION n° 499 MEF/DIR/TRAV/VRR/sp du 15 décembre 2011 accordant l'habilitation de Mlle Sylvie Puthod en qualité d'intervenant en prévention des risques professionnels.

Le directeur de la direction du travail,

Vu l'arrêté n° 2470 CM du 29 décembre 2010 portant nomination de M. Vincent Ruprich-Robert en qualité de directeur du travail de la direction du travail ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 relative à la codification du droit du travail ;

Vu l'arrêté n° 925 CM du 8 juillet 2011 modifié relatif à la codification du droit du travail, et notamment ses articles A. 4622-10 à A. 4622-22 ;

Vu la demande d'agrément présentée par Mlle Sylvie Puthod le 12 septembre 2011, reçue le 15 septembre 2011 à la direction du travail ;

Vu l'avis émis par le comité technique consultatif en sa séance du 8 décembre 2011 ;

Considérant que l'article A. 4622-15 dispose que : "L'habilitation des personnes et des organismes intervenant en qualité d'intervenant en prévention des risques professionnels est délivrée par le directeur du travail après avis du comité technique consultatif" ;

Considérant que l'article A. 4622-16 dispose que : "L'habilitation de l'intervenant en prévention des risques professionnels est accordée en fonction :

- 1 - de ses garanties d'indépendance et de compétence ;
- 2 - de l'expérience acquise dans le domaine de prévention des risques professionnels et de l'amélioration des conditions de travail ;
- 3 - des moyens dont il dispose pour exécuter les missions pour lesquelles il est habilité" ;

Considérant que l'article A. 4622-21 dispose que : "La personne ou l'organisme intervenant en prévention des risques professionnels justifie :

- 1 - d'une expérience professionnelle acquise dans le domaine de la prévention des risques et amélioration des conditions de travail d'une durée minimale de trois ans ou,
- 2 - d'un diplôme d'ingénieur ou,
- 3 - d'un diplôme sanctionnant deux ans et plus d'études supérieures dans les domaines de la santé, de la sécurité ou de l'organisation du travail ou,
- 4 - d'un diplôme sanctionnant trois ans et plus d'études supérieures dans un domaine scientifique ou dans une matière relevant des sciences humaines et liée au travail",

Décide :

Article 1er.— L'habilitation demandée par Mlle Sylvie Puthod est accordée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressée et au SIMTRA, son employeur.

Fait à Papeete, le 15 décembre 2011.
Vincent RUPRICH-ROBERT.

Voies de recours contre la décision du directeur de la direction du travail.

Recours gracieux, dans le délai de deux mois auprès de l'auteur de la présente décision.

Recours hiérarchique : Le recours doit être introduit devant le ministre en charge du travail dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision du directeur de la direction du travail.

Recours contentieux : Le recours doit être introduit devant le tribunal administratif de Papeete (BP 4522, 98713 Papeete) dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision du directeur de la direction du travail.

ARRETE n° 6369 MEF/DGRH du 27 août 2012 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1813 CM du 11 décembre 2008 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de conseiller des services administratifs du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1813 CM du 11 décembre 2008 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade de conseiller des services administratifs est ouvert aux attachés principaux ayant atteint le 3e échelon de leur grade au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2010.

Art. 3. — Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du jeudi 6 septembre 2012 à la direction générale des ressources humaines, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00) ou sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale et la photocopie de l'arrêté portant avancement au 3e échelon du grade d'attaché principal de la fonction publique de la Polynésie française.

L'ouverture des inscriptions est fixée au jeudi 6 septembre 2012 et la date de clôture est fixée au vendredi 5 octobre 2012 à 12 heures.

Tout dossier parvenu à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions, ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée dans les locaux de la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4. — L'examen professionnel d'accès au grade de conseiller des services administratifs comprend les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

1° *Epreuves d'admissibilité* :

- rédaction d'une note ou d'un rapport à partir de documents écrits (durée : 4 heures, coefficient : 2) ;
- une série de questions relatives à l'organisation administrative, la fonction publique et les règles budgétaires et comptables de la Polynésie française (durée : 2 heures, coefficient : 2).

2° *Epreuve d'admission* :

- un exposé devant le jury portant sur l'expérience professionnelle du candidat (10 minutes) suivi d'un entretien avec le jury (10 minutes) (coefficient : 2).

Le candidat doit avoir obtenu une moyenne de 10 sur 20 aux épreuves d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Art. 5. — Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

Un centre d'examen sera ouvert à Papeete.

Les épreuves d'admissibilité se dérouleront le mercredi 7 novembre 2012.

Art. 6. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 août 2012.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources humaines,
Bruno LONJON.

ARRETE n° 6457 MEF du 29 août 2012 mettant fin aux fonctions de Mme Josette Ganivet et de Mlle Katty Raioha, respectivement régisseurs titulaire et suppléant de la régie de recettes de la direction des affaires foncières, division de l'assistance aux particuliers, section recherches généalogiques, et portant nomination de Mme Brigitte Hauata et de Mme Anita Foster, respectivement régisseurs titulaire et suppléant.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics et notamment ses articles 106 à 115 ;

Vu le code pénal et le code des juridictions financières tels qu'étendus et adaptés en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et le taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services de la Polynésie française ou des budgets des établissements publics de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'Association française de cautionnement mutuel ;

Vu l'arrêté n° 298 MFR du 27 janvier 1993 portant institution d'une régie de recettes au service du fichier généalogique ;

Vu la lettre n° 3216 MAA/DAF/DAP/RG du 16 juillet 2012 adressée à la direction générale des finances publiques ;

Vu l'avis conforme du payeur de la Polynésie française en date du 26 juillet 2012,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Josette Ganivet et de Mlle Katty Raioha en qualité de régisseurs titulaire et suppléant de la régie de recettes de la direction des affaires foncières, division de l'assistance aux particuliers, section recherches généalogiques, nommées par arrêté n° 1299 MFF du 25 juillet 2007.

Art. 2. — Mme Brigitte Hauata est nommée régisseur titulaire et Mme Anita Foster régisseur suppléant de la régie de recettes de la direction des affaires foncières, division de l'assistance aux particuliers, section recherches généalogiques.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement, Mme Brigitte Hauata sera remplacée par Mme Anita Foster.

Art. 4. — Mme Brigitte Hauata devra verser entre les mains du payeur de la Polynésie française, avant d'entrer en fonction, le montant du cautionnement fixé à 304,90 euros, soit 36 384 F CFP (*trente-six mille trois cent quatre-vingt-quatre francs CFP*), ou obtenir son affiliation à l'Association française de cautionnement mutuel, 36, avenue Marceau, 75381 Paris cedex 08, pour un montant identique.

Art. 5. — Mmes Brigitte Hauata et Anita Foster percevront une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé par référence à l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 susvisé pour la période durant laquelle elles assureront effectivement le fonctionnement de la régie.

Art. 6. — Mmes Brigitte Hauata et Anita Foster sont, conformément au décret n° 2008-227 du 5 mars 2008, pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'elles auront reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidations qu'elles auront effectués.

Art. 7. — Mmes Brigitte Hauata et Anita Foster ne devront pas exiger ou percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif visé dans les attendus du présent arrêté, sous peine d'être constituées comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et pénales prévues par les articles 432-10, 433-4, 433-12, 441-2 et 441-4 du code pénal ainsi qu'aux amendes prévues par les articles L. 272-36 et L. 272-37 du code des juridictions financières.

Art. 8. — Mmes Brigitte Hauata et Anita Foster devront présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs formules de valeur inactive aux agents de contrôle qualifiés.

Art. 9. — Mmes Brigitte Hauata et Anita Foster s'obligeront à établir un procès-verbal chaque fois qu'il y aura remise entre elles de la caisse, des valeurs ou des justifications.

Art. 10. — L'arrêté n° 1299 MFF du 25 juillet 2007 portant nomination de Mme Josette Ganivet et de Mlle Katty Raioha, respectivement régisseurs titulaire et suppléant de la régie de recettes de la direction des affaires foncières, division de l'assistance aux particuliers, section recherches généalogiques, est abrogé.

Art. 11. — La directrice des finances publiques et le payeur de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 août 2012.

Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 6601 MEF/DGRH du 31 août 2012 nommant les membres du jury du concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 20 auxiliaires de soins de catégorie C, relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 237 CM du 14 février 2008 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 292 CM du 17 mars 1997 modifié relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du cadre d'emploi des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 744 CM du 18 juin 2012 autorisant l'ouverture de concours relevant de la filière santé et de la filière technique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5542 MEF/DGRH du 20 juillet 2012 portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 20 auxiliaires de soins de catégorie C, relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommées membres du jury du concours susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- Mlle Sabine Bazile, représentant le directeur des ressources humaines de la Polynésie française, *présidente* ;
- M. Guillaume Lardillier, représentant l'inspecteur général de l'administration de la Polynésie française ;
- Mme Maire Svarc, représentant le directeur de la santé ;
- Mme Irène Duhourcq, personnalité qualifiée dans le domaine des aides-soignantes et des auxiliaires de puériculture ;
- M. Christian Fouet, personnalité qualifiée dans le domaine des aides médico-psychologique ;
- Mme Mélanie Hiefitu épouse Tamata, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des auxiliaires de soins.

Art. 2.— La direction générale des ressources humaines de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 août 2012.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources humaines,
Bruno LONJON.

ARRETE n° 6602 MEF du 31 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 628 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 5 CM du 7 janvier 2002 portant organisation de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1065 CM du 2 août 2012 portant nomination de M. Bernard Chimin en qualité de tavana hau des îles Marquises, pour compter du 9 août 2011 ;

Vu l'arrêté n° 942 PR du 10 avril 2006 portant titularisation de Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau en qualité de rédacteur, assistante de direction à la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 532 PR du 16 février 2005 portant titularisation et affectation de Mme Louise Tehaamoana épouse Fournier, rédacteur, à la circonscription des îles Marquises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, dans la limite de ses attributions :

- 1° Les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- 2° Les actes suivants relevant de la gestion du personnel :
 - ordres de déplacement à l'intérieur de l'archipel n'excédant pas six jours ;

3° Les actes suivants relevant de la gestion des crédits subdélégués :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement ;
- réquisitions de passage et de bagages ;
- remboursements de frais et états indemnitaires ;

4° Autres actes :

- autorisation, retrait et duplicata des licences de débit de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e classes ;
- décisions (autorisations, refus, report) relatives aux loteries dont le capital d'émission n'excède pas 1 000 000 F.CFP.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises, la délégation prévue à l'article 1er du présent arrêté est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau, assistante de direction de la circonscription des îles Marquises, et en cas d'absence de celle-ci, à Mme Louise Tehaamoana épouse Fournier, chef du bureau des affaires générales et financières de la circonscription des îles Marquises.

Art. 3.— Le tavana hau de la circonscription des îles Marquises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 août 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 6603 MEF du 31 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 628 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Marquises ;

Vu la convention n° 11346 du 16 mai 2001 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles par la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 5 CM du 7 janvier 2002 portant organisation de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1065 CM du 2 août 2012 portant nomination de M. Bernard Chimin en qualité de tavana hau des îles Marquises, pour compter du 9 août 2011 ;

Vu l'arrêté n° 942 PR du 10 avril 2006 portant titularisation de Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau en qualité de rédacteur, assistante de direction à la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 532 PR du 36 février 2005 portant titularisation et affectation de Mme Louise Tehaamoana épouse Fournier, rédacteur, à la circonscription des îles Marquises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement subdélégués par le service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles dont il assure la représentation indirecte.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises, la délégation prévue à l'article 1er du présent arrêté est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau, assistante de direction de la circonscription des îles Marquises, et en cas d'absence de celle-ci, à Mme Louise Tehaamoana épouse Fournier, chef du bureau des affaires générales et financières de la circonscription des îles Marquises.

Art. 3.— Le tavana hau de la circonscription des îles Marquises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 août 2012.
Pierre FREBAULT.

Par arrêté n° 6451 MEF du 29 août 2012.— Sont déclarés admis à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau principal du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012, dans l'ordre de mérite :

Mlle Dorelle Guilloux et M. Michel Paeamara.

Par arrêté n° 6452 MEF du 29 août 2012. — Sont déclarées admises à l'examen professionnel d'intégration pour le recrutement de 25 secrétaires médicaux de catégorie C, relevant de la fonction publique de la Polynésie française, dans l'ordre de mérite :

Mlles Leilanie Atani, Heiata Tapi, Raiteva Meziane, Roselina Teikitohe, Onissa Teaoatea, Mme Maiana Tiroa épouse Horoi, Mlles Vaihere Piritua, Louise Haano et Poo Tehuiotoa.

Par arrêté n° 6453 MEF du 29 août 2012. — Est déclarée admise à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide médico-technique principal du cadre d'emplois des aides médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012 :

Mme Hinau Mariteragi épouse Bellais.

Par arrêté n° 6485 MEF/DGAE du 30 août 2012. — Les importations de fruits frais et légumes frais ci-après désignés sont autorisées pour le mois de septembre 2012 dans la limite des quotas suivants :

| | |
|---------------------------------------|----------------|
| - tomates | néant |
| - tomates-cerises | néant |
| - choux pommés | néant |
| - choux fleurs | libre (1 et 2) |
| - brocolis | libre (1 et 2) |
| - carottes | néant |
| - salades de toutes variétés sur pied | néant |
| - concombres | néant |
| - navets | néant |
| - poivrons verts | néant |
| - poivrons autres que verts | 6 tonnes (1) |
| - haricots verts | néant |

| | |
|-------------------|--|
| - aubergines | néant |
| - courgettes | néant |
| - courges | libre (1) |
| - poireaux | 8 tonnes (1) |
| - radis | 1 tonne (1) |
| - persil | néant |
| - pommes de terre | 130 tonnes jusqu'au 9 septembre 2012 (1) |
| - oranges | 100 tonnes (1) |
| - mandarines | néant |
| - citrons | néant |
| - pastèques | néant |
| - melons | néant |

(1) importation par voie maritime

(2) importation par voie aérienne

Un quota supplémentaire équivalent à 10 % des quotas ouverts par produit peut être alloué par la direction générale des affaires économiques dans le but de procéder à des ajustements dus à d'éventuelles erreurs à caractère exceptionnel des importateurs.

En situation de fermeture ou de contingentement à l'importation, tous les fruits et légumes "biologiques ou organics" sont autorisés à l'importation sous couvert d'une licence d'importation dans la limite d'un quota maximal équivalent à un pour cent (1 %) du volume de consommation mensuel du produit concerné.

En cas d'absence ou de pénurie dûment constatée de la production locale de certains fruits et légumes par rapport aux prévisions initiales, un quota d'importation exceptionnel peut être ouvert et accordé en cours de mois pour les produits concernés, et ce, sans limite de volume.

Les quotas ouverts sont répartis par la direction générale des affaires économiques entre les importations répertoriés sur la base d'un avis de répartition joint en annexe.

ANNEXE

Répartition des quotas de fruits et légumes ouverts pour le mois de septembre 2012 (en Kg)

| | Tomates | Tomates cerises | Choux verts | Choux fleurs (1 & 2) | Brocolis (1 & 2) | Carottes | Salades | Salades 4e gamme (1 & 2) | Concombres | Navets | Poivrons verts | Poivrons couleurs (1) |
|----------------------------|---------|-----------------|-------------|----------------------|------------------|----------|---------|--------------------------|------------|--------|----------------|-----------------------|
| Carrefour/Champion-CEDIS | | | | | | | | | | | | 1 800 |
| Cash & Carry | | | | | | | | | | | | 60 |
| Comptoir commercial Cécile | N | N | N | L | L | N | N | L | N | N | N | 1 440 |
| Disfruits Pacific | | | | | | | | | | | | 1 980 |
| Hyper U | E | E | E | I | I | E | E | I | E | E | E | 0 |
| Poly Import | A | A | A | B | B | A | A | B | A | A | A | 120 |
| Vénustar | | | | | | | | | | | | 300 |
| Yin Ket | N | N | N | R | R | N | N | R | N | N | N | 300 |
| Coutimex | T | T | T | E | E | T | T | E | T | T | T | 0 |
| Wing Chong | | | | | | | | | | | | 0 |
| <i>Total</i> | | | | | | | | | | | | <i>6 000</i> |

| | Haricots verts | Aubergines | Courges (1) | Poireaux (1) | Radis (1) | Persil | Pommes de terre jusqu'au 9/9/12 (1) | Oranges (1) | Mandarines | Citrons | Pastèques | Melons |
|----------------------------|----------------|------------|-------------|--------------|--------------|--------|-------------------------------------|----------------|------------|---------|-----------|--------|
| Carrefour/Champion-CEDIS | | | | 2 400 | 250 | | 41 600 | 35 000 | | | | |
| Cash & Carry | | | | 240 | 0 | | 390 | 2 000 | | | | |
| Comptoir commercial Cécile | N | N | L | 2 000 | 190 | N | 26 000 | 24 000 | N | N | N | N |
| Disfruits Pacific | | | | 1 920 | 185 | | 22 100 | 28 000 | | | | |
| Hyper U | E | E | I | 0 | 145 | E | 0 | 0 | E | E | E | E |
| Poly Import | A | A | B | 240 | 150 | A | 13 910 | 7 000 | A | A | A | A |
| Vénustar | | | | 720 | 50 | | 1 300 | 2 000 | | | | |
| Yin Ket | N | N | R | 480 | 30 | N | 10 400 | 2 000 | N | N | N | N |
| Coutimex | T | T | E | 0 | 0 | T | 1 300 | 0 | T | T | T | T |
| Wing Chong | | | | 0 | 0 | | 13 000 | 0 | | | | |
| <i>Total</i> | | | | <i>8 000</i> | <i>1 000</i> | | <i>130 000</i> | <i>100 000</i> | | | | |

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DES TRANSPORTS TERRESTRES**

Par arrêté n° 6376 MET du 27 août 2012.— A compter de la date de publication du présent arrêté et jusqu'au 2 septembre 2012 inclus, est agréée une hydrosurface à Moorea (baie de Opunohu) en vue de l'exploitation de l'aéronef de type Cessna 208 immatriculé N208KS embarqué sur le yacht "M/Y Golden Shadow".

Cette hydrosurface est délimitée par les points de coordonnées géodésiques (WGS84) suivants :

- 17°29.69S - 149°51.75W ;
- 17°29.67S - 149°51.61W ;
- 17°30.08S - 149°51.52W ;
- 17°30.09S - 149°51.48W.

Une carte marine indiquant l'hydrosurface autorisée est annexée au présent arrêté.

L'exploitant de l'aéronef est tenu d'informer le maire de la commune concernée de l'arrivée ou la présence du navire dans ses eaux.

L'hydrosurface sera utilisée :

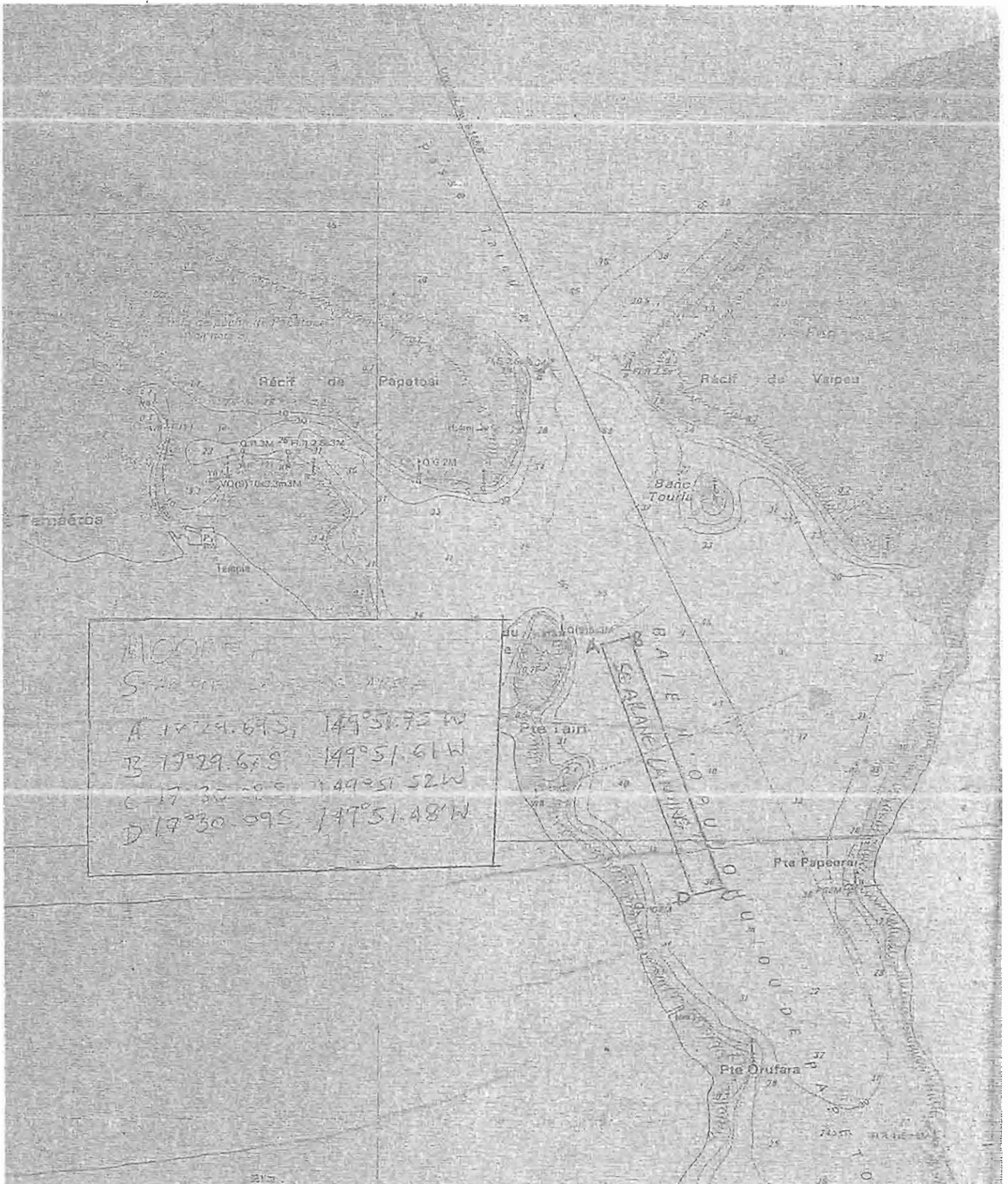
- à titre occasionnel et privé ;
- sous la responsabilité du pilote de l'aéronef ;
- après information de la mairie, pour chaque opération envisagée ;
- de manière à ce que les axes de décollage et d'amerrissage soient entièrement dégagés de toute embarcation.

Avant toute première opération, les pilotes devront impérativement contacter le service d'Etat de l'aviation civile, bureau régional d'information aéronautique (BRIA), afin de prendre connaissance des conditions d'exploitation à respecter dans le cadre de la sécurité de la circulation aérienne.

Le présent arrêté n'emporte aucune dérogation aux règles de la circulation maritime.

Le présent arrêté n'emporte aucune dérogation aux règles de l'air.

(Voir carte page suivante)



Par arrêté n° 6377 MET du 27 août 2012.— A compter de la date de publication du présent arrêté et jusqu'au 30 juin 2013, est agréée une hydrosurface à Bora Bora (baie de Povai) en vue de l'exploitation de l'aéronef de type Cessna 208 immatriculé N208KS embarqué sur le yacht "M/Y Golden Shadow".

Cette hydrosurface est délimitée par les points de coordonnées géodésiques (WGS84) suivants :

- 16°30.91S - 151°45.70W ;
- 16°30.90S - 151°45.61W ;
- 16°31.49S - 151°45.42W ;
- 16°31.53S - 151°45.52W.

Une carte marine indiquant l'hydrosurface autorisée est annexée au présent arrêté.

L'exploitant de l'aéronef est tenu d'informer le maire de la commune concernée de l'arrivée ou la présence du navire dans ses eaux.

L'hydrosurface sera utilisée :

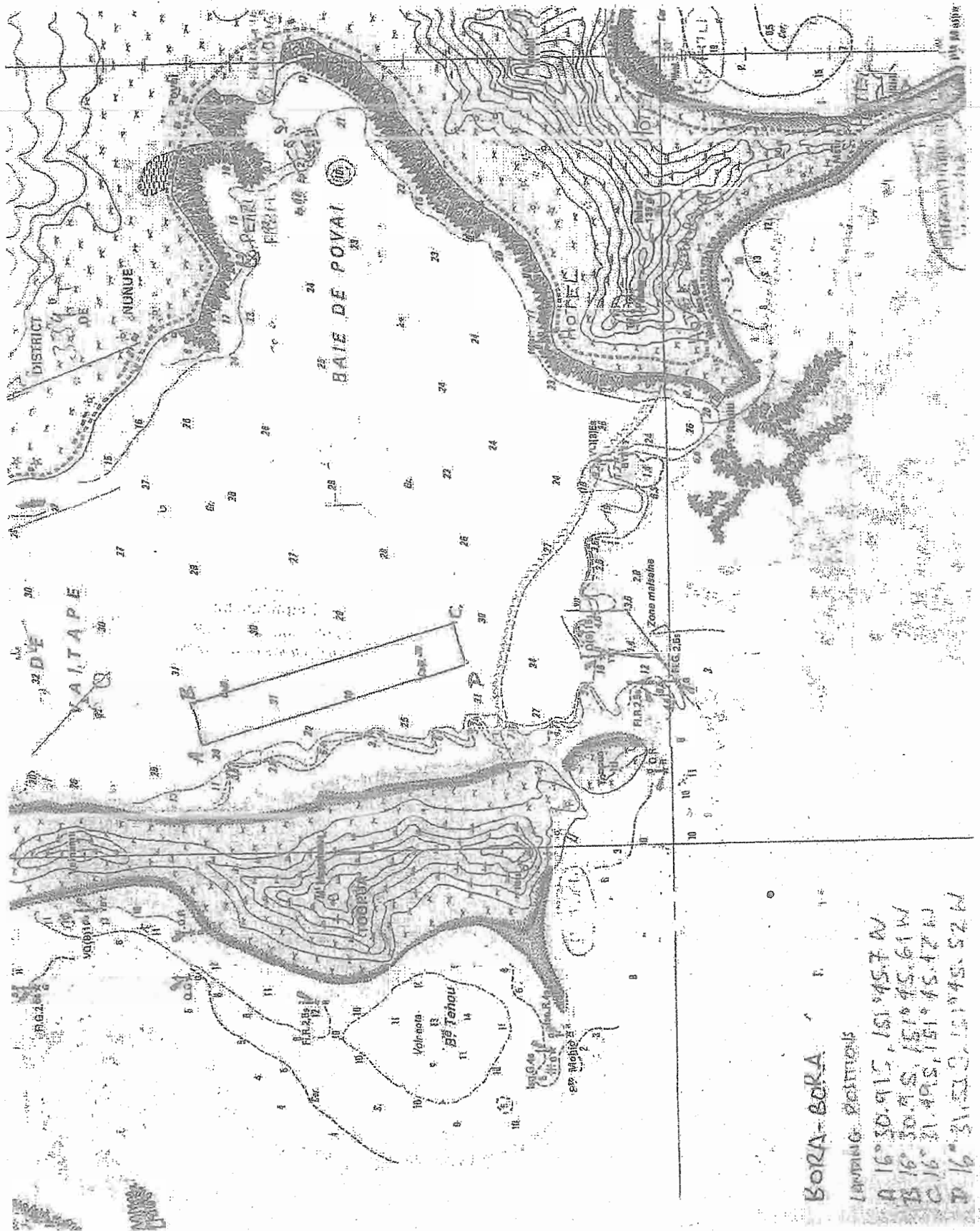
- à titre occasionnel et privé ;
- sous la responsabilité du pilote de l'aéronef ;
- après information de la mairie, pour chaque opération envisagée ;
- de manière à ce qu les axes de décollages et d'amerrissage soient entièrement dégagés de toute embarcation.

Avant toute première opération, les pilotes devront impérativement contacter le service d'Etat de l'aviation civile, bureau régional d'information aéronautique (BRIA), afin de prendre connaissance des conditions d'exploitation à respecter dans le cadre de la sécurité de la circulation aérienne.

Le présent arrêté n'emporte aucune dérogation aux règles de la circulation maritime.

Le présent arrêté n'emporte aucune dérogation aux règles de l'air.

(Voir carte page suivante)



Par arrêté n° 6380 MET du 27 août 2012. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Papauru repérée sous le plan n° 12 nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Reao. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mlle Paata Teao (bf 1.3.2.2) ;
Indemnités à déconsigner : 114 115 F CFP.

Par arrêté n° 6381 MET du 27 août 2012. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Papauru 2 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Reao. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mlle Paata Teao (bf 2.1.2) ;
Indemnités à déconsigner : 560 F CFP.

Par arrêté n° 6388 MET/DTT du 27 août 2012. — Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 6271 MET du 21 août 2012, une licence de transport touristique portant le n° 01C 43MQ est délivrée à Mme Tauamahi Bernadette Tevepauhu épouse Cantois, sur l'île de Fatu Hiva (îles Marquises).

Conformément à l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, le service autorisé ci-dessus doit être assuré dans le délai maximal de six mois à compter de la notification à Mme Tauamahi Bernadette Tevepauhu épouse Cantois de son arrêté d'autorisation d'inscription au plan de transport.

Le non-respect de ce délai entraîne le retrait du service et de la ou des licences qui y sont rattachées.

Conformément à l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, le défaut d'exploitation d'une ou plusieurs licences pendant plus de six mois est considéré comme une interruption partielle de service.

Toute interruption entraîne la radiation de la ou des licences de transport inexploitées.

Par arrêté n° 6421 MET du 28 août 2012. — Est autorisé, au profit de la direction des affaires foncières, un empiètement d'une superficie de 251 mètres carrés aux abords du ponceau de la rivière Vairaa, situé au droit de la parcelle cadastrée section AK n° 25, au PK 18, côté mer, sise dans la commune de Punaauia, tel que le tout figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

L'empiètement autorisé ci-dessus est destiné à l'aménagement d'une aire de stationnement du site d'accès public à la mer dit site du PK 18.

L'empiètement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. La direction des affaires foncières doit solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus ci-dessus au service de l'urbanisme.

La direction des affaires foncières s'engage à prendre en charge toutes dégradations causées à l'aire de stationnement consécutives à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiètement autorisé aux abords du ponceau de la rivière Vairaa.

Par arrêté n° 6511 MET du 30 août 2012. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Toketoke (plan 4), Tahoro (plan 12), Témaufarega (plan 17) et Témaufarega (plan 19) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Katiu, dans la commune de Makemo. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après (en F CFP) :

| Nom des terres | Indemnités à déconsigner | Bénéficiaire |
|----------------|--------------------------|---------------------------------|
| Toketoke 4 | 86 | Mme Romaine Tetaahi (bf 3.3.12) |
| Tahoro 12 | 1 678 | |
| Témaufarega 17 | 18 | |
| Témaufarega 19 | 127 | |

Par arrêté n° 6512 MET du 30 août 2012. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Ahototaeae (plan 5) nécessaire aux travaux d'aménagement d'une route d'accès à une plage de surf et de ses ouvrages annexes dans la commune associée de Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Emile Moarii, mandataire de Mme Vahineroo Moarii ;
Indemnités à déconsigner : 520 000 F CFP.

Par arrêté n° 6513 MET du 30 août 2012. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Aorai (plans Aka, Akb, Ac et Akd) et Tepirahirahi (plans Awa, Awb et Awc) nécessaires aux travaux d'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | | | | Bénéficiaire |
|--------------------------|----------|----------|----------|-------------------|
| Terre Aorai | | | | M. Bruno Juventin |
| Plan Aka | Plan Akb | Plan Akc | Plan Akd | |
| 296 | 96 | 1 829 | 25 | |
| Terre Tepirahirahi | | | | |
| Plan Awa | Plan Awb | Plan Awc | | |
| 1 739 | 3 297 | 194 | | |

Par arrêté n° 6514 MET du 30 août 2012. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Aorai (plans Aka, Akb, Ac et Akd) et Tepirahirahi (plans Awa, Awb et Awc) nécessaires aux travaux d'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | | | | Bénéficiaire |
|--------------------------|----------|----------|----------|-------------------------------------|
| Terre Aorai | | | | |
| Plan Aka | Plan Akb | Plan Akc | Plan Akd | Mme Mereani Teururai épouse Leblanc |
| 992 | 320 | 6 102 | 80 | |
| Terre Tepirahirahi | | | | |
| Plan Awa | Plan Awb | Plan Awc | | |
| 5 796 | 10 988 | 644 | | |

Par arrêté n° 6590 MET du 31 août 2012. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Tahuatara (plan n° 8), Tahuatara (plan n° 9), Topetehau (plan n° 25) et Paopaoa (plan n° 33) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Nom de la terre | Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| Tahuatara (plan n° 8) | 15 328 | M. Maniario Alberto Miti (bf 3.1.2) |
| Tahuatara (plan n° 9) | 24 758 | |
| Topetehau (plan n° 25) | 3 112 | |
| Paopaoa (plan n° 33) | 22 436 | |
| Tahuatara (plan n° 8) | 15 328 | Mlle Florence Miti (bf 3.1.3) |
| Tahuatara (plan n° 9) | 24 757 | |
| Topetehau (plan n° 25) | 3 112 | |
| Paopaoa (plan n° 33) | 22 435 | |

Par arrêté n° 6591 MET du 31 août 2012. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 310 (plan 12) et PV 419 (plan 26) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-dessous (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | | Bénéficiaires |
|--------------------------|------------|-----------------------------------|
| Plan n° 12 | Plan n° 26 | |
| 35 086 | 87 705 | Mme Sylvia Taharia épouse Tereopa |
| 35 087 | 87 704 | M. Joël Taharia |
| 35 087 | 87 704 | M. Rémi Taharia |
| 35 087 | 87 704 | M. Manuhiri Taharia |

MINISTÈRE DES RESSOURCES MARINES

Par arrêté n° 6384 MRM du 27 août 2012. — Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Eric Apeang, armateur du navire dénommé Tehaurai 2, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4537, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire défini ci-dessus, à la date de la présentation du permis de navigation, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- Type : poti marara armé en pêche ;
- Nationalité : française ;
- Longueur hors tout : 7,64 mètres ;
- Largeur hors tout : 2,65 mètres ;
- Puissance motrice : 240 CV (diesel) ;
- Nombre et composition de l'équipage : 1 capitaine.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- Technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne ;
- Espèces ciblées : petits et grands pélagiques.

M. Eric Apeang est soumis aux obligations suivantes :

- tenir à jour un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et de remettre ce document à la direction des ressources marines tous les trimestres de l'année en cours et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante ;
- fournir les informations complémentaires touchant l'activité de pêche et/ou à la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre d'embauche par exploitation, la consommation de carburant. Sur ce dernier point, le suivi statistique de la part de carburant subventionné est subordonné à l'obligation de restitution du carnet de carburant précédent avant toute remise d'un nouveau carnet.

La validité de la présente licence de pêche est conditionnée par celle du permis de navigation délivré par la direction polynésienne des affaires maritimes.

La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 4840 MRM du 21 juin 2012 accordant à M. Eric Apeang le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Par arrêté n° 6389 MRM du 27 août 2012. — Est autorisé au profit de M. Claude Rua Rehua, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter du 25 octobre 2012, le renouvellement de l'arrêté n° 8 MPR du 17 octobre 2007, pour l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Apataki, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 5 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus renouvelées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *quatre-vingt-quinze mille francs CFP* (95 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 5 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 75 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 25 octobre 2012.

Sont autorisées au profit de M. Claude Rua Rehua, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 25 octobre 2012.

Par arrêté n° 6424 MRM du 28 août 2012. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 577 MPI du 8 décembre 2008 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio, sis à Ahe, commune de Manihi, sont modifiés ainsi qu'il suit :

“Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 9 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 8 hectares (4 hectares, 1 hectare et 3 hectares) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

“Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent cinquante mille francs CFP* (150 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 9 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 18 000 F CFP ;
- sur la base de 8 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 120 000 F CFP ;
- sur la base de 60 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.”

Par arrêté n° 6425 MRM du 28 août 2012. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 9437 MRM du 28 décembre 2009 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Rosalie Taio Tuarue, sis à Ahe, commune de Manihi, sont modifiés ainsi qu'il suit :

“Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 11 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 6 hectares (3 hectares et 3 hectares).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

“Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent douze mille francs CFP* (112 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 11 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 22 000 F CFP ;
- sur la base de 6 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 90 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.”

Par arrêté n° 6426 MRM du 28 août 2012. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 7813 MRM du 21 octobre 2009 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Mauihautepapa Arii Huri, sis à Ahe, commune de Manihi, sont modifiés ainsi qu'il suit :

“Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 emplacements d'une superficie totale de 10 hectares (2,5 hectares, 2,5 hectares, 3 hectares et 2 hectares).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

“Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix mille francs CFP* (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.”

Par arrêté n° 6427 MRM du 28 août 2012. — L'article 2 de l'arrêté n° 2424 MRM du 8 juin 2009 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Makiroto Eugène Maifano, sis à Ahe, commune de Manihi, est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 2 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 53 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.”

Par arrêté n° 6428 MRM du 28 août 2012. — L'article 2 de l'arrêté n° 4487 MRM du 11 juin 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Louison Teuanua Teavaitaihani Mati, sis à Ahe, commune de Manihi, est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 10 hectares (5 hectares, 2,7 hectares et 2,3 hectares).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.”

Par arrêté n° 6429 MRM du 28 août 2012.— Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 576 MPI du 8 décembre 2008 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Tamarahi Perles, sis à Ahe, commune de Manihi, sont modifiés ainsi qu'il suit :

“Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 20,74 hectares (6,14 hectares et 14,60 hectares) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 25 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

“Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à trois cent trente-six mille cent francs CFP (336 100 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 20,74 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 311 100 F CFP ;
- sur la base de 25 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 5 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.”

Par arrêté n° 6430 MRM du 28 août 2012.— L'article 2 de l'arrêté n° 439 MRM du 27 janvier 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Raitahi Pierre Charles Vaclav Manuel John Sham Koua, sis à Ahe, commune de Manihi, est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 10 hectares (5 hectares et 5 hectares).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.”

Par arrêté n° 6431 MRM du 28 août 2012.— Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 8833 MRM du 24 novembre 2009 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Timeri Vanessa Picard, sis à Ahe, commune de Manihi, sont modifiés ainsi qu'il suit :

“Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 1 hectare ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 15 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

“Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à dix-huit mille francs CFP (18 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 1 hectare à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 15 000 F CFP ;
- sur la base de 15 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 3 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.”

Par arrêté n° 6432 MRM du 28 août 2012.— Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 371 MPI du 18 septembre 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Poerava Soreila Magali Tetaurira, sis à Ahe, commune de Manihi, sont modifiés ainsi qu'il suit :

“Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 5 hectares (1 hectare et 4 hectares).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

“Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à quatre-vingt-quinze mille francs CFP (95 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 5 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 75 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.”

Par arrêté n° 6439 MRM/DRM du 28 août 2012.— L'article 2 de l'arrêté n° 4980 MRM/PRL du 12 août 2009 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Christian Albert Tetuarui Leboucher à l'usage de son exploitation pericole sise à Fakarava, est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 400 litres d'essence sans plomb et à 200 litres de gazole.”

Par arrêté n° 6440 MRM du 28 août 2012.— Est admise au régime des mesures fiscales incitatives applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle prévues par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, la SC Yanatuna pour l'acquisition et l'exploitation du navire de pêche hauturière dénommé Ariitai-Nui, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 2083.

La SC Yanatuna bénéficie de l'exonération du paiement des droits d'enregistrements et de transcription exigibles sur les actes de sociétés et d'acquisition de navire, plafonnés à hauteur de *sept cent cinquante mille francs CFP* (750 000 F CFP), pour le navire dont les caractéristiques sont les suivantes :

Nom du navire : Ariitai-Nui ;
Immatriculé à Papeete sous le numéro PY 2083 ;
Longueur hors tout : 14,85 mètres ;
Largeur : 5,55 mètres ;
Creux : 2,16 mètres ;
Jauge brute : 44,30 tonneaux ;
Motorisation : Baudouin 400 CV.

En application de l'article 4 de la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée précitée, le bénéfice de l'avantage octroyé est subordonné à la passation d'une convention entre la SC Yanatuna d'une part, et d'autre part la Polynésie française, représentée par le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, selon le modèle prévu par l'arrêté n° 735 CM du 5 juillet 1990 modifié.

Par arrêté n° 6441 MRM/DRM du 28 août 2012.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Jean-Claude Tanemairoto Niuhihi Tahua, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 11 janvier 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Ahe.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 600 litres d'essence sans plomb.

Par arrêté n° 6442 MRM/DRM du 28 août 2012.— A compter de la date du 30 août 2012, il est accordé à M. Valentin Taputu Tinomoe, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 29 août 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 3 000 litres d'essence sans plomb.

Par arrêté n° 6443 MRM du 28 août 2012.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Rémy Butcher, armateur du navire dénommé Hinatea-Iti, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4538, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire défini ci-dessus, à la date de la présentation du permis de navigation, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) *Type* : poti marara armé en pêche ;
- b) *Nationalité* : française ;
- c) *Longueur hors tout* : 8,30 mètres ;
- d) *Largeur hors tout* : 2,55 mètres ;
- e) *Puissance motrice* : 285 CV (diesel) ;
- f) *Nombre et composition de l'équipage* : 1 capitaine et 2 marins pêcheurs.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : pêche au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne ;
- b) *Espèces ciblées* : petits, grands pélagiques et vivaneaux.

M. Rémy Butcher est soumis aux obligations suivantes :

- tenir à jour un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et de remettre ce document à la direction des ressources marines tous les trimestres de l'année en cours et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante ;
- fournir les informations complémentaires touchant l'activité de pêche et/ou à la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre d'embauché par exploitation, la consommation de carburant. Sur ce dernier point, le suivi statistique de la part de carburant subventionné est subordonné à l'obligation de restitution du carnet de carburant précédent avant toute remise d'un nouveau carnet.

La validité de la présente licence de pêche est conditionnée par celle du permis de navigation du navire délivré par la direction polynésienne des affaires maritimes.

La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 4078 MRM du 29 juillet 2011 accordant à M. Rémy Butcher le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Par arrêté n° 6444 MRM/DRM du 28 août 2012.— L'arrêté n° 9103 MRM/PRL du 11 décembre 2009 relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Frédéric Richmond à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 6445 MRM/DRM du 28 août 2012.— L'arrêté n° 2600 CM du 31 décembre 2009 modifié relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SC 3A à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

ARRETE n° 6370 MEJ du 27 août 2012 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 modifié fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation aux fédérations sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 166 CM du 2 février 2012 portant prorogation à titre exceptionnel de la délégation de service public accordée aux fédérations sportives ;

Vu la demande du président de la Fédération tahitienne de cyclisme en date du 29 janvier 2012 réceptionnée le 8 février 2012 ;

Vu la demande du président de la Fédération tahitienne de football en date du 27 décembre 2011 complétée les 17 janvier, 15 février et 6 juillet 2012 ;

Vu la demande du président de la Fédération polynésienne de golf en date du 23 mars 2012 réceptionnée le 27 avril 2012 et complétée le 18 juillet 2012 ;

Vu la demande du président de la Fédération de motocyclisme de Polynésie française en date du 31 janvier 2012 réceptionnée le 8 mars 2012 ;

Vu la demande du président de la Fédération des sports et jeux traditionnels "Amuitahiraa Tua'ro Maohi" en date du 16 avril 2012 réceptionnée le 19 avril et complétée le 11 juin 2012 ;

Vu les courriers n° 2092 à n° 2096 MCA du 25 juillet 2012 sollicitant l'avis du comité olympique de Polynésie française ;

Vu les avis du comité olympique de Polynésie française du 30 juillet 2012,

Arrête :

Article 1er. — La délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 est accordée, à

compter de la publication dudit arrêté jusqu'au 31 décembre 2015, aux fédérations sportives désignées ci-après pour la pratique de la discipline sportive ou des disciplines connexes indiquées :

- la Fédération tahitienne de cyclisme : le cyclisme sur route et sur piste, le vélo tout-terrain (descente, cross, country, masse), le BMX (la race, le street, le dirt), le cyclo-cross, le polo-vélo, le cyclisme en salle, le free style et le vélo couché ;
- la Fédération tahitienne de football : football et beach soccer ;
- la Fédération polynésienne de golf : golf ;
- la Fédération de motocyclisme de Polynésie française : moto-cross, course sur route, enduro, trial ;
- la Fédération des sports et jeux traditionnels "Amuitahiraa Tua'ro Maohi" : le lancer de javelot : individuel homme, femme et par équipes, le lever de pierre, la course de porteurs de fruits, la course d'échasses, le grimper de cocotier, le décorticage de coco, le ramassage de coco, la pirogue à voile, la course de baleinières, le lancer d'épervier, les courses de "titiraina".

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 août 2012.
Tauhiti NENA.

ARRETE n° 6482 MEJ du 29 août 2012 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française.

Le ministre de l'éducation de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 2004-17 APF du 22 janvier 2004 modifiée portant création du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-35 APF du 12 février 2004 relative au régime indemnitaire des personnes ne relevant pas de l'administration de la Polynésie française et de ses établissements publics qui participent aux travaux des jurys d'examens des diplômés sportifs, de jeunesse et de loisirs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 12 mars 2004 modifié relatif à l'organisation, aux conditions de préparation et de délivrance du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 5 avril 2004 modifié relatif au régime indemnitaire des personnes ne relevant pas de l'administration de la Polynésie française et de ses établissements publics qui participent aux travaux des jurys d'examens des diplômés sportifs, de jeunesse et de loisirs de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La composition du jury de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française, organisée le vendredi 21 septembre 2012 à Bora Bora - ISLV, est fixée comme suit :

Président du jury : le chef du service de la jeunesse et des sports ou son représentant ;

Membres : M. Didier Reiatua, titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) et du monitorat national des premiers secours (MNPS), et M. Romain Ah-Mi, titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) et du monitorat national des premiers secours (MNPS).

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 août 2012.
Tauhiti NENA.

ARRETE n° 6587 MEJ du 31 août 2012 portant nomination des représentants de l'administration habilités à siéger aux commissions consultatives paritaires relevant de la direction des enseignements secondaires.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la convention Etat-Polynésie n° HC 56-07 du 4 avril 2007 modifiée relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1205 CM du 7 novembre 1998 modifié créant et organisant les commissions consultatives paritaires relevant de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 91 CM du 28 janvier 2010, portant nomination de Mme Aline-Titieu Heitaa-Archier en qualité de directrice des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 7043 MEJ du 10 octobre 2011 portant délégation de signature à Mme Aline-Titieu Heitaa-Archier, directrice des enseignements secondaires,

Arrête :

Article 1er.— Les représentants de l'administration aux commissions consultatives paritaires prévus par l'article 4 de l'arrêté n° 1205 CM du 7 novembre 1988 modifié sont les suivants :

Commissions :

N° 1 : Personnels de direction : proviseurs et proviseurs adjoints, principaux et principaux adjoints ;

N° 2 : Conseillers principaux d'éducation ; directeur de CIO et conseillers d'orientation psychologue ;

N° 3 : Professeurs agrégés, professeurs de chaires supérieures ;

N° 5 : Professeurs d'enseignement général de collège, directeurs adjoints SES - Instituteurs spécialisés et professeurs des écoles spécialisés ;

N° 7 : Professeurs certifiés d'enseignement d'éducation physique et sportive et chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive.

Titulaires : Mme Aline Heitaa-Archier et M. Hervé Bouquet ;

Suppléants : Mme Odile Gaet-Lam et M. Pierre-Jean Dumas-Delage.

Commission n° 4 : Professeurs certifiés, bi-admissibles et adjoints d'enseignement.

Titulaires : Mme Aline Heitaa-Archier, MM. Hervé Bouquet, Pierre-Jean Dumas-Delage, Jean-Paul Charrier, Daniel Gay, Mme Nicole Savin Limol, M. Thierry Delmas, Mme Martine Salaberry ;

Suppléants : Mmes Odile Gaet-Lam, Marcelle Garbutt, Emilie Chong, Antoinette Piro, MM. Dominique Liu, Patrick Dalmon, Alain Gusto, Pépin Mou Kam Tse.

Commission n° 6 : Professeurs de lycée professionnel.

Titulaires : Mme Aline Heitaa-Archier, MM. Hervé Bouquet, Patrick Klosowski et Pierre-Jean Dumas-Delage ;

Suppléants : Mmes Marcelle Garbutt, Odile Gaet-Lam, M. Daniel Gay et Mme Claudine Hoarau.

Commission n° 8 : Conseillers d'administration scolaire et universitaire, attachés d'administration scolaire et universitaire, secrétaires d'administration scolaire et universitaire, infirmières et assistantes sociales, ingénieurs d'étude.

Titulaires : Mme Aline Heitaa-Archier, MM. Hervé Bouquet et Pierre-Jean Dumas-Delage ;

Suppléants : Mmes Odile Gaet-Lam, Nicole Savin Limol et Martine Salaberry.

Commission n° 9 : Adjoints administratifs des services déconcentrés.

Titulaires : Mme Aline Heitaa-Archier et M. Hervé Bouquet ;

Suppléants : Mmes Marcelle Garbutt et Emilie Chong.

Commission n° 10 : Adjoints techniques des établissements d'enseignement, adjoints techniques de laboratoire des établissements d'enseignement.

Titulaires : Mme Aline Heitaa-Archier et MM. Hervé Bouquet, Jean-Pierre Thomas, Jean-Paul Charrier et Patrick Klosowski ;

Suppléants : Mmes Marcelle Garbutt, Emilie Chong, Evelyne Pastor, MM. Pépin Mou Kam Tse et Guy Corby.

Art. 2.— L'arrêté n° 4633 MEJ du 14 juin 2012 est abrogé.

Art. 3.— La directrice des enseignements secondaires est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 août 2012.
Tauhiti NENA.

**MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT
ET DU LOGEMENT**

ARRETE n° 6409 MAA du 28 août 2012 portant approbation du dossier relatif aux 5 lots n° 37 à n° 41 du lotissement "Piafau" sis à Faa'a.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté 1691 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 2077 CM du 17 novembre 2010 portant nomination de M. Philippe Couraud en qualité de chef du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 4716 MAA du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Philippe Couraud, chef du service de l'urbanisme, en matière de travaux immobiliers ;

Vu l'arrêté n° 4715 MAA du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Philippe Couraud, chef du service de l'urbanisme, et à certains de ses agents ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 3971 MAA.AU.UOC du 27 juillet 2011 autorisant la suppression des lots n° 4 et n° 5 pour les remplacer par 5 nouveaux lots n° 37 à n° 41 du lotissement Piafau sis à Faa'a ;

Vu le dossier de demande de certificat de conformité déposé le 27 juin 2012 par Me Bruggmann pour le compte des époux Gille Nioufat ;

Vu le procès-verbal de réception des travaux de déplacement du poteau électrique établi par EDT ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme en date du 21 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le dossier du lotissement "Piafau" relatif aux 5 lots n° 37 à n° 41 sis à Faa'a, enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) en date du 27 juin et du 20 août 2012, sous le n° L/2010-05 et composé comme suit :

- plan de récolement du poteau électrique déplacé ;
- extrait de plan cadastral de la parcelle D n° 199 ;
- plan de partage ;
- plan des réseaux EDT, OPT, EP et eau potable ;
- extrait cadastral et document d'arpentage ;
- modificatif au cahier des charges.

Art. 2.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Faa'a et du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 3.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 août 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service de l'urbanisme,
Philippe COURAUD.

Par arrêté n° 6592 MAA/AU.MAR du 31 août 2012.— M. Benoît Kautai, maire de la commune de Nuku Hiva, est autorisé à réaliser un lotissement artisanal-industriel en 9 lots (1re tranche), sur une parcelle de la terre Hakapehi, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, îles Marquises.

Les lots ainsi créés sont destinés à la location consentie pour toutes activités artisanales et industrielles.

Les conditions et prescriptions relatives à la réalisation de ce lotissement sont définies ci-après.

Dossier du lotissement

Le dossier correspondant est enregistré au service de l'urbanisme (subdivision des îles Marquises) le 27 mars 2012, sous le n° 181 AU.MAR et comprend les pièces suivantes :

- dossier du permis de bâtir ;
- règlement du lotissement ;
- programme de travaux ;
- plan de situation et état des lieux ;
- plan de masse - parcellaire ;
- plan de masse - terrassement ;
- plan VRD - eau + téléphonique + électricité ;
- plan adduction téléphonique ;
- plan adduction eau ;
- plan VRD - Edt et éclairage public ;
- plan de zonage des tranches.

Les travaux de voirie, d'assainissement eaux pluviales, d'alimentation en eau potable, en énergie électrique et téléphonique seront réalisés conformément au dossier du lotissement ci-dessus désigné.

Les attestations de réception délivrées à l'issue des travaux d'alimentation en eau, en énergie et téléphonique, devront être fournies à l'appui de toute demande de certificat de conformité du lotissement. Les pièces suivantes complétant le dossier de lotissement devront être déposées :

- 4 exemplaires du plan de bornage et de recollement des travaux réalisés ;
- 4 exemplaires du cahier des charges définitif.

Le lotissement devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/secondes, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux de tous les immeubles.

Toute modification du programme des travaux devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable accompagnée du dossier rectificatif correspondant en 4 exemplaires.

Le présent arrêté devient caduc si les travaux d'aménagement ne sont pas commencés dans un délai de dix-huit mois ou achevés dans un délai de trente-six mois à compter de sa publication au *Journal officiel*.

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier approuvés sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Nuku Hiva ;
- du service de l'urbanisme aux îles Marquises.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DES MINES**

Par arrêté n° 6546 MEM/ENV du 30 août 2012.— M. Lionel Tavita est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de l'île de Rurutu, conformément aux prescriptions édictées dans le code de l'environnement, et notamment de l'article A. 121-35 à l'article A. 121-43.

L'autorisation d'approche est consentie pour une période d'un an à compter de la date de publication de l'arrêté d'autorisation au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 6271 (Apo Apo II).

M. Lionel Tavita s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observations de spécimens, conformément à l'article A.121-37 du code de l'environnement.

Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

M. Lionel Tavita s'engage à respecter ces prescriptions sous peine de retrait de la présente autorisation.

Par arrêté n° 6547 MEM/ENV du 30 août 2012.— La société Lagoon Games Polynesia est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans le lagon de Moorea, conformément aux prescriptions édictées dans le code de l'environnement, et notamment de l'article A. 121-35 à l'article A. 121-43.

L'autorisation d'approche est consentie pour une période d'un an à compter de la date de publication de l'arrêté d'autorisation au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 8477 (Lagoon 4).

La société Lagoon Games Polynesia s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observations de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement.

Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

La société Lagoon Games Polynesia s'engage à respecter ces prescriptions sous peine de retrait de la présente autorisation.

Par arrêté n° 6548 MEM/ENV du 30 août 2012.— La société Tahiti Iti Diving est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti, conformément aux prescriptions édictées dans le code de l'environnement, et notamment de l'article A. 121-35 à l'article A. 121-43.

L'autorisation d'approche est consentie pour une période d'un an à compter de la date de publication de l'arrêté d'autorisation au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 12986 (Kakura).

La société Tahiti Iti Diving s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observations de spécimens, conformément à l'article A.121-37 du code de l'environnement.

Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

La société Tahiti Iti Diving s'engage à respecter ces prescriptions sous peine de retrait de la présente autorisation.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA SOLIDARITÉ

Par arrêté n° 6401 MSS du 28 août 2012.— Mme Catherine Tetohu épouse Moorua est agréée pour l'accueil de deux enfants de sexe masculin âgés de 13 à 18 ans, sans handicap, pour une durée de trois ans.

Par arrêté n° 6402 MSS du 28 août 2012.— Mme Erena Anihia épouse Lau est agréée pour l'accueil d'un enfant de sexe féminin âgé de 5 à 6 ans, sans handicap, pour une durée de trois ans.

Par arrêté n° 6403 MSS du 28 août 2012.— Mme Fabiola Mai épouse Tang est agréée pour l'accueil d'un enfant de sexe indifférent âgé de 6 à 8 ans, sans handicap, pour une durée de trois ans.

Par arrêté n° 6404 MSS du 28 août 2012.— Mme Freda Paoafaaita épouse Urarii est agréée pour l'accueil d'un enfant de sexe féminin âgé de 14 ans, sans handicap, pour une durée de trois ans.

Par arrêté n° 6405 MSS du 28 août 2012.— Mme Eliane Teanihi épouse Sandford est agréée pour l'accueil de deux enfants de sexe masculin âgés de 15 ans, sans handicap, pour une durée de trois ans.

Par arrêté n° 6406 MSS du 28 août 2012.— Mme Emélie Tauraa épouse Mahuru est agréée pour l'accueil d'un enfant de sexe masculin âgé de 6 à 8 ans, sans handicap, pour une durée de trois ans.

Par arrêté n° 6407 MSS du 28 août 2012.— Mme Paloma Bernadino veuve Picard est agréée pour l'accueil d'un enfant de sexe indifférent âgé de 5 à 9 ans, sans handicap, pour une durée de trois ans.

Par arrêté n° 6408 MSS du 28 août 2012.— M. Georges Simon est agréé pour l'accueil de deux enfants de sexe indifférent âgés de 14 ans, sans handicap, pour une durée de trois ans.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE
ET DE LA FORÊT**

Par arrêté n° 6520 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 10 dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Taputapuataea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,17 hectare, au profit de Mme Jeannette Maiana Erina Taea.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 850 F CFP (*huit cent cinquante francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6521 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole Opoa, sis à Taputapuataea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,47 hectare, au profit de M. Robert Poni Gomph.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 2 350 F CFP (*deux mille trois cent cinquante francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6522 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 35 dépendant du lotissement agricole Opoa, sis à Taputapuataea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,94 hectare, au profit de Mme Rava Wanny Tavita.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un foyer annuel de 9 700 F CFP (*neuf mille sept cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6523 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 37 dépendant du lotissement agricole Opoa, sis à Taputapuataea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,73 hectare, au profit de M. Bruno Terii Tauraa.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 8 650 F CFP (*huit mille six cent cinquante francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6524 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° C dépendant du lotissement agricole Opoa, sis à Taputapuataea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,48 hectare, au profit de M. Robert Poni Gomph.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 2 400 F CFP (*deux mille quatre cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6525 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° D dépendant du lotissement agricole Opoa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,36 hectare, au profit de M. Robert Poni Gomph.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 1 800 F CFP (*mille huit cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6526 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 1 dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,36 hectare, au profit de Mme Rava Wanny Tavita.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 1 800 F CFP (*mille huit cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer

sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6527 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 3 dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,72 hectare, au profit de Mme Heimata Hina Tuarea.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 3 600 F CFP (*trois mille six cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6528 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 6 dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,78 hectare, au profit de M. Alexis Oehau.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 3 900 F CFP (*trois mille neuf cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6529 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 11 dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Taputapuata, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,89 hectare, au profit de M. Alphrédo Tepu.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 9 450 F CFP (*neuf mille quatre cent cinquante francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6530 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 12 dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Taputapuata, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,54 hectare, au profit de Mme Edwige Raapoto.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 2 700 F CFP (*deux mille sept cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6531 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 16 dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Taputapuata, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,05 hectare, au profit de M. Jean-Pierre Yuan.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 5 250 F CFP (*cinq mille deux cent cinquante francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6532 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 18 dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Taputapuata, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,05 hectare, au profit de Mme Olga Teina.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 5 250 F CFP (*cinq mille deux cent cinquante francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6533 MAE du 30 août 2012.— Est autorisée la location du lot n° 1 dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,13 hectare, au profit de M. Soupadi Matahi Adi.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 11 300 F CFP (*onze mille trois cents francs CFP*), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6534 MAE du 30 août 2012.— Est autorisée la location du lot n° 3 dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,89 hectare, au profit de Mme Rosa Hitiura Maruake épouse Pringuet.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 8 900 F CFP (*huit mille neuf cents francs CFP*), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6535 MAE du 30 août 2012.— Est autorisée la location du lot n° 4 dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,95 hectare, au profit de Mme Eva Mina Léon Paul.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 9 500 F CFP (*neuf mille cinq cents francs CFP*), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6536 MAE du 30 août 2012.— Est autorisée la location du lot n° 5 dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,61 hectare, au profit de M. Jean-Jacques Teva Tetuaetara.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 16 100 F CFP (*seize mille cent francs CFP*), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6537 MAE du 30 août 2012.— Est autorisée la location du lot n° 8 dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,87 hectare, au profit de Mme Odile Tamarii épouse Tuihani.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 8 700 F CFP (*huit mille sept cents francs CFP*), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6538 MAE du 30 août 2012.— Est autorisée la location du lot n° 10 dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,69 hectare, au profit de M. Léon Aapau Manate.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 6 900 F CFP (*six mille neuf cents francs CFP*), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6539 MAE du 30 août 2012.— Est autorisée la location du lot n° 12 dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,94 hectare, au profit de Mme Hepe Natupuai Ebb.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 9 400 F CFP (*neuf mille quatre cents francs CFP*), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6540 MAE du 30 août 2012.— Est autorisée la location du lot n° 14 dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,73 hectare, au profit de M. Tinitua Ernest Taerea.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 7 300 F CFP (*sept mille trois cents francs CFP*), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6541 MAE du 30 août 2012.— Est autorisée la location du lot n° 4 dépendant du lotissement agricole Hamoa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1 hectare, au profit de M. Gaston Rua.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 10 000 F CFP (*dix mille francs CFP*), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6542 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 7 dépendant du lotissement agricole Faahue, sis à Iripau, île de Tahaa, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,78 hectare, au profit de M. Denis Sommers.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 8 900 F CFP (*huit mille neuf cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6543 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 13 dépendant du lotissement agricole Faahue, sis à Iripau, île de Tahaa, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 0,92 hectare, au profit de M. Wenceslass Maiarii.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 4 600 F CFP (*quatre mille six cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6544 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 16 dépendant du lotissement agricole Faahue, sis à Iripau, île de Tahaa, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,94 hectare, au profit de M. Roger Eperania.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un

loyer annuel de 9 700 F CFP (*neuf mille sept cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

Par arrêté n° 6545 MAE du 30 août 2012. — Est autorisée la location du lot n° 23 dépendant du lotissement agricole Faahue, sis à Iripau, île de Tahaa, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,26 hectare, au profit de Mme Lyn Maire Pang Fat.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail et pour une durée de neuf années, moyennant un loyer annuel de 6 300 F CFP (*six mille trois cents francs CFP*), soit 5 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
DES ARCHIPELS
ET DES TRANSPORTS INTERINSULAIRES**

Par arrêté n° 6383 MDA du 27 août 2012. — A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 29 MTI du 9 janvier 2008 modifié, le navire Taporo VI est autorisé à desservir l'île de Tetiaroa du 1er novembre 2012 au 18 avril 2013 pour le transport de marchandises et matériels destinés à la construction de l'hôtel "The Brando".

Par arrêté n° 6410 MDA du 28 août 2012.— La SARL Tuamotu Plongée est autorisée à occuper pour une durée de trois (3) ans renouvelable, une surface de 3,50 mètres carrés dépendante du domaine public aéroportuaire de Tikehau (îles Tuamotu) dans le cadre de la pose d'un panneau publicitaire à l'intérieur de l'aérogare.

La présente autorisation précaire et révocable est particulière à la SARL Tuamotu Plongée et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Elle prend effet à compter de sa date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Tikehau (îles Tuamotu) par la SARL Tuamotu Plongée font l'objet d'un cahier des charges auquel est annexé le plan d'occupation agréé correspondant.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Tikehau (îles Tuamotu) donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010, laquelle s'élève à 12 000 F CFP (*douze mille francs CFP*).

Par arrêté n° 6549 MDA du 30 août 2012.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 66 MDA du 28 août 2007 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SA Compagnie française maritime de Tahiti (CFMT) pour l'exploitation du navire Taporo IX sur la desserte maritime régulière des îles Marquises, de l'atoll de Takapoto et de l'île de Maiao, en remplacement du navire Taporo VI, le navire Taporo IX est autorisé à desservir l'atoll de Tetiaroa lors de son voyage n° 23 TET du 25 août 2012.

ARRÊTES DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTE n° A 71-2012 PR/APF du 27 août 2012 portant nomination du chargé de communication du président de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-23 du 14 décembre 2009 relative au statut des personnels de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française et des personnels recrutés pour occuper un emploi fonctionnel ;

Vu la délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 modifié fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1608 CM du 20 septembre 2010 portant modification de l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 31-2011 APF/SG du 14 avril 2011 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 27 août 2012, Mlle Stéphanie Turou Temarama Mu-Wong est nommée chargée de communication du président de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 2. — Le présent arrêté est publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 août 2012.
Jacqui DROLLET.

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

AVIS n° 132 du 27 août 2012 sur le projet de loi du pays relative aux procédés de vente dit "de la boule de neige".

Saisine du Président de la Polynésie française.

Rapporteurs : Mme Terainui Hamblin-Ellacott et M. Tony Adams.

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° 3923 PR du 27 juillet 2012 du Président de la Polynésie française, reçue le 30 juillet 2012, sollicitant l'avis du CESC sur un projet de loi du pays relative aux procédés de vente dits "de la boule de neige" ;

Vu la décision du bureau réuni le 2 août 2012 ;

Vu le projet d'avis de la commission "économie" en date du 20 août 2012 ;

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 27 août 2012, l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET

La présente saisine, soumise à l'avis du Conseil économique social et culturel de la Polynésie française (CESC), a pour objet un projet de loi du pays relative aux procédés de vente dits "de la boule de neige".

Aux termes de l'exposé des motifs, les systèmes de recrutement en chaîne de particuliers, à qui on propose d'adhérer à un réseau de vente de produits et de recruter d'autres personnes, se sont multipliés en Polynésie française.

Les sociétés à l'origine de ces procédés de vente obligent parfois les revendeurs à financer des stages de formation, à acquérir un matériel de départ ou même à constituer des stocks sans aucune possibilité de reprise.

Au même titre qu'en France métropolitaine et qu'en Nouvelle-Calédonie, le gouvernement entend mettre à jour la réglementation existante afin de mieux protéger les consommateurs et les adhérents à ce type de réseau de vente.

II - OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'examen du projet de loi du pays soumis à l'avis du CESC appelle les observations et recommandations suivantes :

1 - Un projet de loi du pays qui vise à mettre à jour une réglementation interdisant les procédés de vente dits "de la boule de neige"

Les procédés de vente dits "de la boule de neige" sont déjà interdits en Polynésie française par la loi n° 53-1090 du 5 novembre 1953 en vigueur. Cette loi s'est révélée insuffisamment précise.

En effet, les dispositions adoptées en métropole pour compléter ce texte en 1989, 1995 et 2008 n'ont pas été reprises par la Polynésie française, devenue compétente en la matière.

Depuis lors, les procédés de vente dits "de la boule de neige" et des systèmes de vente analogues ont pu se développer et se diversifier.

Le CESC souligne toutefois qu'aucune donnée chiffrée fiable ne lui a été communiquée pour appréhender l'ampleur du phénomène et justifier la nécessité d'apporter les adaptations proposées à la législation (nombre d'infractions, nombre de sociétés ou distributeurs visés, etc.).

Le CESC relève que l'application de cette loi du pays aura le mérite de permettre aux services du pays de mener des enquêtes et de constater les infractions évoquées, prérogatives qui restent pour l'instant du ressort de la gendarmerie et de la police.

Sur le principe, le CESC est favorable à ce projet de texte qui vise à mettre à jour la législation en vigueur et à redéfinir le périmètre des activités de vente dites "de la boule de neige" ou pyramidales à interdire en Polynésie française.

La Polynésie française étant compétente en matière de consommation et de commerce, il lui revient d'adapter la réglementation existante afin de tenir compte des évolutions et des pratiques qu'elle souhaite interdire. Pour le CESC la protection du consommateur et des distributeurs recrutés dans ces réseaux de vente reste primordiale.

On note par ailleurs que le projet de loi du pays ne fait que reprendre pour l'essentiel les dispositions du code de la consommation métropolitain.

2 - Les ventes multi-niveaux¹⁾ mal appréhendées et le risque de ventes pyramidales camouflées

Le CESC souligne qu'il n'est pas toujours évident de discerner les activités de vente de type pyramidal des autres procédés de vente en réseaux ou "multi-niveaux" qui exercent en toute légalité.

En effet, on constate qu'il existe une catégorie de procédés de vente dits "multi-niveaux" dont l'exercice n'est pas interdit au regard de la loi applicable. Ces activités de vente peuvent avoir plusieurs appellations : marketing à paliers multiples, vente en réseau par cooptation, marketing de réseau, etc.

Les sociétés qui se réclament de ce type de vente respectent certaines conditions afin d'exercer librement leur activité et d'assurer leur expansion en toute légalité. Ces sociétés installées hors de Polynésie sont souvent affiliées à une association ou à une fédération de vente directe⁽²⁾ dont l'adhésion est conditionnée par le respect d'une charte de déontologie et d'une éthique.

Aussi, pour ne pas confondre, le CESC recommande que les définitions des pratiques interdites données par le projet de loi du pays soient suffisamment claires et que la vente multi-niveaux considérée légale ne constitue pas un alibi ou un camouflage pour des pratiques de ventes abusives ou des formes d'escroqueries.

Compte tenu de la complexité de certains procédés de vente qui utilisent notamment des supports virtuels (internet) pour faciliter l'inscription de nouveaux adhérents, le CESC recommande que les services de contrôle du pays soient suffisamment formés et informés pour lutter efficacement contre toutes formes d'abus ou pratiques interdites par la loi.

3 - Le statut des distributeurs indépendants recrutés (ou adhérents) par les sociétés de vente multi-niveaux mérite d'être clarifié

Les sociétés de vente multi-niveaux procèdent au recrutement en chaîne de vendeurs chargés de promouvoir, de recommander et de distribuer leurs produits. Ces vendeurs peuvent parrainer de nouveaux revendeurs ou distributeurs et être rémunérés en partie par une commission évaluée sur les ventes des nouveaux consommateurs ou distributeurs.

Le CESC constate qu'il n'existe pas en Polynésie française de statut propre à cette activité de revendeur. En France métropolitaine, le statut de vendeur à domicile indépendant (VDI) a été instauré par la loi Madelin n° 93-121 du 27 janvier 1993. Cette loi ne s'applique pas en Polynésie française.

Pour exercer régulièrement leur activité en Polynésie française aujourd'hui, les revendeurs ou distributeurs doivent s'inscrire au rôle des patentes (patentes de négociants ou commerçants) ainsi qu'au registre du commerce. Un numéro TAHITI leur est attribué par l'Institut de la statistique.

La nature et l'ampleur des activités générées ne sont pas connues des services du pays. Aucune donnée chiffrée n'a été communiquée au CESC permettant d'appréhender les retombées économiques et sociales générées par les activités de vente multi-niveaux.

De même, le contenu (obligations et droits) et la portée des contrats qui lient les revendeurs à la société mère qui les a recrutés ne sont pas bien connus. Ils peuvent être conclus par un simple clic sur des sites en ligne sur internet.

Aussi, le CESC recommande que les autorités publiques compétentes examinent la situation des personnes recrutées en tant que revendeurs dans des réseaux de vente multi-niveaux afin de clarifier leur statut juridique, fiscal et social (protection sociale, salariat, etc.), de mettre en lumière les droits et obligations, et le cas échéant, de constater les infractions.

Les vendeurs indépendants exerçant dans le cadre des activités de vente multi-niveaux sont demandeurs de la mise en place d'un statut propre à leur activité en Polynésie française.

Une attention particulière doit également être portée sur la possibilité ou non de cumuler le métier de revendeur avec d'autres statuts (salariés, fonctionnaires, etc.).

4 - L'ambiguïté sur le régime douanier applicable à l'importation des produits vendus par les sociétés de vente multi-niveaux ou par leurs distributeurs

Le CESC relève qu'il existe une ambiguïté sur le régime douanier applicable à l'importation des produits vendus dans le cadre d'activités de ventes multi-niveaux.

En effet, des adhérents à un réseau de vente multi-niveaux et les particuliers consommateurs d'une même marque de produits procèdent parfois à des importations groupées de leurs produits. Il devient alors difficile pour les services des douanes de déterminer si ces produits sont destinés à la simple consommation d'un particulier, bénéficiant dans ce cas d'une fiscalité alléguée ou à la revente dans le cadre d'une activité commerciale.

Le CESC enjoint les autorités compétentes à examiner le mode de fonctionnement et d'organisation de ces filières commerciales afin de déterminer le régime fiscal qui doit s'appliquer à ces importations. Le CESC préconise que les importations groupées ne permettant pas de dissocier les consommateurs des revendeurs, à défaut, doivent être considérées comme des importations destinées à la commercialisation.

Le CESC rappelle que les services des douanes sont à la ligne de front des importations en Polynésie française et qu'il est crucial qu'ils puissent exercer leur mission de liquidation des taxes et de contrôle en connaissance de cause, de manière éclairée et à l'appui de textes dont l'interprétation est incontestable.

5 - Le risque de concurrence déloyale

Le CESC considère que les procédés de ventes dits "de la boule de neige" sont illicites et constituent des pratiques de concurrence déloyale.

Dès lors que les importateurs de marchandises destinées à la vente contournent la réglementation douanière en vigueur on peut considérer qu'il s'agit de pratiques de concurrence déloyale.

L'examen article par article appelle les observations et recommandations suivantes :

A l'article LP. 1er, au point 2°, le CESC propose la modification suivante en italique :

"2° Le fait de proposer à une personne de collecter des adhésions ou de s'inscrire sur une liste en *obtenant d'elle, d'un intermédiaire ou d'un fournisseur* le versement d'une contrepartie quelconque et (...)".

Au même article, le CESC propose de rajouter le dernier alinéa suivant :

"Toutefois les importations de marchandises expédiées aux destinataires de ces réseaux sont considérées comme des marchandises commerciales."

A l'article LP. 1er, au point 2°, troisième alinéa, il est écrit :

"En outre, il est interdit, dans ces mêmes réseaux, d'obtenir d'un adhérent ou affilié l'acquisition d'un stock de marchandises destinées à la revente."

Le CESC propose de remplacer cette phrase par le paragraphe suivant :

"En outre, il est interdit, dans ces mêmes réseaux, d'obtenir d'un adhérent ou affilié l'acquisition d'un stock de marchandises destinées à la revente, sans garantie de reprise du stock aux conditions de l'achat, déduction faite éventuellement d'une somme n'excédant pas 10 % du prix correspondant. Cette garantie de reprise peut toutefois être limitée à une période d'un an après l'achat."

A l'article LP. 2, en ce qui concerne les sanctions, au 5e tiret, il est écrit :

"- d'obtenir d'un adhérent ou affilié l'acquisition d'un stock de marchandises destinées à la revente".

Le CESC propose de remplacer cette phrase par le paragraphe suivant :

"- d'obtenir d'un adhérent ou affilié l'acquisition d'un stock de marchandises destinées à la revente, sans garantie de reprise du stock aux conditions de l'achat, déduction faite éventuellement d'une somme n'excédant pas 10 % du prix correspondant. Cette garantie de reprise peut toutefois être limitée à une période d'un an après l'achat".

III - CONCLUSION

Le CESC confirme qu'il est nécessaire de revoir la législation interdisant l'exercice des activités de vente dites "de la boule de neige" afin de protéger le consommateur et l'adhérent à ce type de vente en réseaux contre toutes formes d'abus, de tromperies ou d'escroqueries.

D'autant que dans un contexte de crise économique et de forte progression du chômage, un nombre potentiellement élevé de personnes non qualifiées et sans emploi pourrait être tenté de se tourner vers ce type d'activité.

Le CESC émet un avis favorable au projet de loi du pays qui lui est soumis sous réserve des observations et recommandations qui précèdent.

(1) Appelés aussi marketing relationnel, marketing à paliers multiples, vente en réseau par cooptation, marketing de réseau... ;

(2) Ex : Fédération de vente directe (FVD) ou World federation of direct selling associations (WFDSA).

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE UTUROA

ARRETE MUNICIPAL n° 38-2012 du 17 août 2012 portant réglementation et installation de panneaux de signalisation routière dans la zone scolaire de Vaitahe.

Le maire de la commune de Uturoa,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française promulguée par arrêté n° 119 DRCL du 3 mars 2004 ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les lois organiques n° 2007-1719 et n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales applicables en Polynésie française ;

Vu le code de la route applicable en Polynésie française ;

Vu le décret n° 45-1349 du 18 juin 1945 instituant la commune de Uturoa, chef-lieu des îles Sous-le-Vent ;

Vu le plan de la zone scolaire de Vaitahe ;

Considérant la nécessité de réglementer la circulation routière dans la zone scolaire de Vaitahe ;

Considérant que ce dispositif de signalisation routière permet de prévenir et d'assurer l'ordre et la sécurité des usagers de la route fréquentant la zone scolaire de Vaitahe,

Arrête :

Article 1er. — Pour compter du 20 août 2012, la circulation de cycles et de véhicules de toutes catégories est réglementée dans la zone scolaire de Vaitahe. A partir du carrefour Est de la zone où se trouve la jonction avec la route de ceinture jusqu'au carrefour Ouest de la zone, à l'angle du magasin Bruno Choupague.

Art. 2. — La circulation est réglementée suivant le dispositif de signalisation routière mis en place et constitué de panneaux suivants :

- 1° De type AB4 signalant un arrêt à l'intersection dans les conditions définies à l'article R. 415-6 du code de la route. Signal de position ;
- 2° De type NLX04 avec les inscriptions "zone scolaire, ralentir enfants" et signalant un danger "endroit fréquenté par les enfants" ;
- 3° De type B6a1 signalant un stationnement interdit et d'un panonceau de type M6h signalant "interdit sauf GIG - GIC" ;
- 4° De type A13b signalant un passage pour piétons.

Art. 3. — L'implantation du dispositif de signalisation routière s'effectue aux lieux suivants, à droite de la chaussée et dans le sens de circulation des véhicules :

- 3 panneaux de type AB4 "Stop" :
 - 1° 1 panneau au droit du carrefour Est ;
 - 2° 1 panneau au droit de l'intersection avec la route venant de la salle omnisports ;
 - 3° 1 panneau au droit du carrefour Ouest, à l'angle du magasin Bruno Choupague.
- 2 panneaux de type NLX04 signalant une "zone scolaire, ralentir enfants" et un danger "endroit fréquenté par les enfants" :
 - 1° 1 panneau au droit de la route partant du carrefour Est vers la zone scolaire ;
 - 2° 1 panneau au droit de la route partant du carrefour Ouest vers la zone scolaire, avant le ponceau.
- 1 panneau de type B6a1 avec panonceau de type M6h pour véhicules destinés aux personnes à mobilité réduite :
 - 1° 1 panneau à l'entrée de l'école maternelle Vaitahe.
- 2 panneaux de type A13b signalant un passage pour piétons :
 - 1° 1 panneau au droit de la route longeant le lycée des îles Sous-le-Vent ;
 - 2° 1 panneau au droit de la route à la limite Est de l'école maternelle de Vaitahe.

Art. 4. — Le dispositif de signalisation routière sera posé et entretenu par le service des travaux municipaux de la commune.

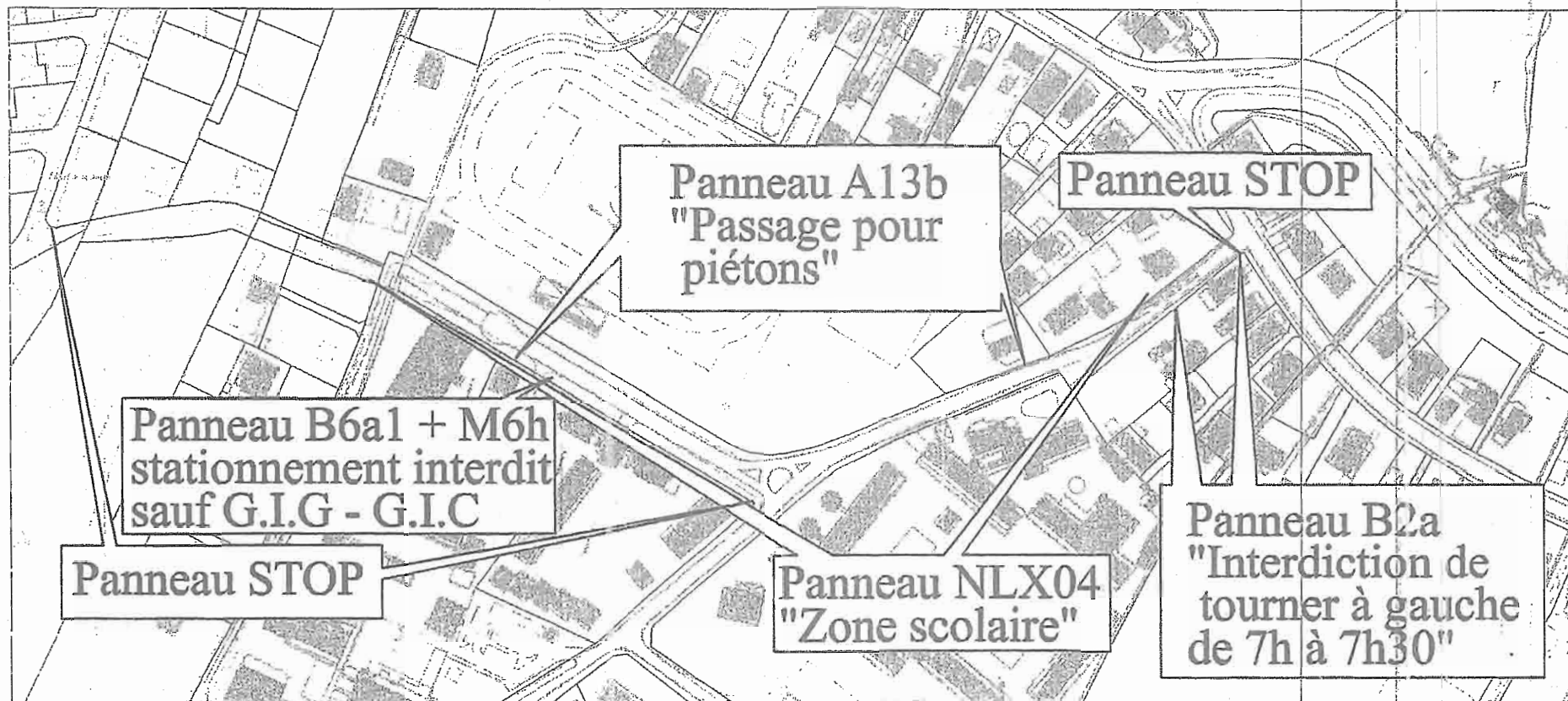
Art. 5. — Les dispositions antérieures et contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 6. — Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Art. 7. — Le commandant de la brigade de gendarmerie, le chef de la brigade de police municipale et le chef du service des travaux municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché partout où besoin sera.

Pour le maire empêché :
La première adjointe,
Mme Moeani AMARU.

Plan d'implantation des panneaux de
signalisation routière
"Zone scolaire de Vaitape"



ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE INTERMINISTERIEL du 12 juillet 2012 portant création d'un traitement automatisé réalisé à l'occasion du recensement de la population de la Polynésie française en 2012.

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre des outre-mer,

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment son article 27 ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 modifiée sur la démocratie de proximité, notamment son article 157 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 14 ;

Vu le décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique, notamment son article 17 ;

Vu le décret n° 2012-636 du 3 mai 2012 organisant le recensement de la population de la Polynésie française en 2012 ;

Vu le visa n° 2012X058EC du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie conférant un caractère obligatoire au traitement ;

Vu le label d'intérêt général et de qualité statistique n° 97 Label/D120 du 13 décembre 2011 accordé au recensement général de la population de la Polynésie française ;

Vu la saisine de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 10 avril 2012,

Arrêtent :

Article 1er. — Il est créé à l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) un traitement automatisé relatif au recensement de la population qui sera effectué dans les conditions prévues au décret du 3 mai 2012 susvisé.

Les finalités du traitement sont :

- la détermination de la population légale à tous les niveaux administratifs ;

- la production de statistiques sociodémographiques anonymes à tous les niveaux géographiques et administratifs de la Polynésie française ;
- la constitution d'une base de logements permettant de tirer les échantillons nécessaires aux enquêtes statistiques ultérieures effectuées auprès des ménages par l'ISPF.

Art. 2. — Les informations traitées lors du recensement concernent les immeubles bâtis, les logements et les personnes physiques. S'agissant des personnes physiques, les informations traitées portent sur la date et le lieu de naissance, le sexe, la nationalité, la situation familiale, le niveau ou la nature de la formation, les langues parlées, lues et écrites, les activités professionnelles, les migrations et les conditions de logement.

Le bulletin individuel et la feuille de logement utilisés pour le recensement des personnes résidant hors communautés sont joints en annexe.

Ces informations font l'objet d'un traitement anonyme. Les nom, prénoms et adresse des personnes recensées ne font l'objet d'aucun traitement automatisé.

Art. 3. — La diffusion des résultats issus des exploitations statistiques s'applique aux tableaux (ou données agrégées) et cartes statistiques tels que définis aux articles 4, 5 et 6.

Art. 4. — Les différentes catégories de tableaux et cartes statistiques sont diffusables, selon le nombre et le degré de détail des nomenclatures utilisées, le nombre de variables croisées et le niveau géographique de restitution dans les conditions fixées ci-après :

- i) Les tableaux détaillés peuvent croiser toutes les variables collectées, sauf les indicateurs de niveau géographique, sans contrainte sur le nombre de variables croisées. Ils sont disponibles au niveau de l'ensemble du territoire, des subdivisions administratives, de l'agglomération de Papeete, des communes de Faa'a, de Puna'āhia et de Papeete ;
- ii) Les tableaux standard ne peuvent croiser que des variables standard ou simplifiées, avec un croisement maximum de trois variables en dehors des indicateurs de niveau géographique d'édition. Ils sont disponibles pour toutes les communes et pour les découpages fixes prédéfinis en quartiers de plus de 2 000 habitants (zones dites "Quartiers 2000") ;
- iii) Les tableaux résumés ne peuvent croiser que des variables simplifiées avec un croisement d'un maximum de trois variables en dehors des indicateurs de niveau géographique. Ils sont disponibles pour les communes associées et pour tout zonage contigu, défini par l'utilisateur, de plus de 2 000 habitants ;

iv) Les comptages sur l'ensemble des variables sont disponibles pour tout zonage contigu, défini par l'utilisateur, de plus de 2 000 habitants et pour toute île habitée.

Le descriptif de ces variables et de ces tableaux est disponible auprès de l'ISPF. Ces tableaux sont cessibles à tout public.

Art. 5.— Les tableaux au niveau du district de recensement ne peuvent être cédés qu'aux organismes publics suivants : les municipalités et les syndicats de communes, les organismes publics d'aménagement du territoire, les organismes publics mettant en œuvre des politiques de la ville, les organismes publics effectuant des recherches scientifiques ou historiques et les organismes publics mettant en œuvre des politiques sociales.

Cette session s'opère sous réserve de la signature d'une licence d'usage spécifique, dont le modèle a été accepté par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Le descriptif de ces tableaux est disponible auprès de l'ISPF.

Art. 6.— Un fichier de données individuelles anonymes et un fichier de logements anonymes, tous deux issus du recensement de la population de la Polynésie française de 2012, sont constitués par l'ISPF. Ils sont définis de telle sorte que la confidentialité des données soit garantie. Les lieux d'habitation, de travail et de scolarisation que ces fichiers contiennent ne sont donnés qu'au niveau de localisation de la commune associée. La transmission des fichiers de données anonymes à un utilisateur ne peut se faire que dans le cadre de la statistique publique ou d'un programme de recherche scientifique. Cette session s'opère sous réserve de la signature d'une licence d'usage spécifique, dont le modèle a été transmis à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Art. 7.— Les destinataires des informations indirectement nominatives issues du recensement sont l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) et le service des archives de la Polynésie française. L'archivage des documents et des fichiers du recensement de la population de Polynésie française fera l'objet d'un protocole d'accord entre

le directeur général de l'INSEE et le directeur général des Archives de France, en concertation avec le directeur de l'ISPF ainsi qu'avec le chef du service des archives de la Polynésie française.

Les renseignements individuels issus du traitement prévu à l'article 1er permettant l'identification des personnes ayant fait l'objet de l'enquête peuvent être communiqués dans les conditions prévues à l'article 17 du décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 susvisé, à des fins de statistique publique ou de recherche scientifique ou historique, sur décision de l'administration des archives prise après avis du comité du secret statistique et accord de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Art. 8.— Les droits d'accès et de rectification prévus par les articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée s'exercent auprès du directeur de l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

Art. 9.— Le droit d'opposition prévu à l'article 38 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée ne s'applique pas au présent traitement.

Art. 10.— Le ministre de l'économie et des finances et le ministre des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 12 juillet 2012.

Le ministre de l'économie et des finances,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
de l'Institut national de la statistique
et des études économiques,
J.-L. TAVERNIER.

Le ministre des outre-mer,
Pour le ministre et par délégation :
Le délégué général à l'outre-mer,
V. BOUVIER.

ANNEXE



Recensement de la population - 2012

Polynésie française

Bulletin individuel



Nom :
Nom de jeune fille :
Prénoms :
(dans l'ordre de l'état civil)
Surnom (éventuellement) :

1 Sexe Masculin 1 Féminin 2

2 Quelle est votre date de naissance ?
 Né(e) le :
 Sinon, âge en années :

3 Où êtes vous né(e) ?
 • En Polynésie française 1
 • Ou ? (commune associée) :

• En dehors de la Polynésie française
 • En Métropole 2
 • En Nouvelle-Calédonie ou à Wallis et Futuna 3
 • Dans une autre collectivité d'outre-mer ou Dom 4
 • À l'étranger 5
 ↳ Précisez le pays :

↳ Si vous êtes né(e) en dehors de la Polynésie française, en quelle année vous êtes-vous installé(e) en Polynésie française pour la dernière fois ?

4 Quelle est votre nationalité ?
 • Française
 • Vous êtes né(e) français(e) 1
 • Vous êtes devenu(e) français(e)
 (par naturalisation, mariage, déclaration ou à votre majorité) 2
 ↳ Indiquez votre nationalité à la naissance :

• Étrangère 3
 ↳ Indiquez votre nationalité :

5 Où habitez-vous le 20 août 2007 ?
 (les enfants nés après cette date ne sont pas concernés)
 • Dans le même logement que maintenant 1
 • En Polynésie française, mais dans un autre logement 2
 ↳ À (commune associée) :

• En Métropole 3
 • En Nouvelle-Calédonie ou à Wallis et Futuna 4
 • Dans une autre collectivité d'outre-mer ou Dom 5
 • À l'étranger 6
 ↳ Précisez le pays :

6 Êtes-vous actuellement inscrit(e) dans un établissement d'enseignement pour l'année scolaire ou universitaire 2012-2013 ? Y compris apprentissage ou études supérieures
 • Oui 1
 ↳ Nom de l'établissement d'enseignement ou de stage :

↳ Commune associée ou pays si hors Polynésie française :

• Non 0

| Identifiant | | |
|-------------------|----------|----------------------|
| Code géographique | District | Rang de construction |
| Rang de logement | Indivis | Enquêteur |

7 Quel mode de transport principal utilisez-vous le plus souvent pour aller à votre travail ou à votre établissement d'enseignement ?

- Sans travail ni scolarité 0
- Pas de transport (travail à domicile / élève interne) 1
- Marche à pied 2
- Vélo ou cheval 3
- Moto, scooter 4
- Voiture, camion, pick-up, quad 5
- Pirogue ou bateau personnel 6
- Transport collectif, bus, truck ou ferry 7

La suite du questionnaire s'adresse aux personnes de 14 ans et plus (personnes nées avant le 22 août 1998)

8 Vivez-vous actuellement en couple sous le même toit ?
 Oui 1 Non 0

9 Quel est votre état matrimonial légal ?

- Célibataire (jamais légalement marié(e)) 1
- Marié(e) (ou séparé(e) mais non divorcé(e)) 2
- Veuf, veuve 3
- Divorcé(e) 4

10 Pour les femmes uniquement

- Combien avez-vous eu d'enfants nés vivants ?
- Avez-vous donné des enfants à l'a'amu ?
 Non 0 Oui 1 Si oui, combien ?
- Avez-vous actuellement des enfants à l'a'amu ?
 Non 0 Oui 1 Si oui, combien ?

11 Connaissance des langues

| | Le français | | Une langue polynésienne | |
|------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Oui | Non | Oui | Non |
| • Vous comprenez | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 0 | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 0 |
| • Vous parlez | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 0 | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 0 |
| • Vous lisez | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 0 | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 0 |
| • Vous écrivez | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 0 | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 0 |

• Quelle est la langue la plus couramment parlée en famille ?

12 Quel est votre niveau d'études ?

- Aucune scolarité 1
- Scolarité jusqu'en école primaire 2
- Scolarité jusqu'au collège (de la 6^e à la 3^e incluse) 3
- Scolarité niveau BEP, CAP ou équivalent 4
- Scolarité jusqu'au lycée (seconde, première, terminale) 5
- Études supérieures au-delà du baccalauréat 6

Pour une personne de passage, adresse de sa résidence habituelle

N° : PK, route, rue : Quartier, lieu dit, lotissement :

Commune ou commune associée (en clair) : Continuez page suivante et n'oubliez pas de faire signer ➔

Imprimé n° 2

14 Quel est votre diplôme le plus élevé obtenu ?

- Aucun diplôme 0
- CEP (certificat d'études primaires) 1
- BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges, DNB 2
- CAP, brevet de compagnon 3
- BEP 4
- Baccalauréat général, brevet supérieur 5
- Baccalauréat technologique ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, capacité en droit 6
- Diplôme de 1^{er} cycle universitaire, licence, BTS, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé, d'infirmier(ère) 7
- Diplôme de 2^e ou 3^e cycle universitaire, maîtrise, master, médecine, pharmacie, dentaire, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, doctorat 8

15 Avez-vous travaillé pour gagner votre vie au cours des 7 derniers jours ?

- Oui 1 **→ Si Oui, allez à la question 19**
- Non 0

16 Si non à la question 14, quelle est votre situation ?

- Vous avez aidé un membre de votre famille dans son travail 1
- Vous n'avez pas pu travailler comme d'habitude pour des raisons temporaires (congé, maladie, maternité, intempéries...) 2
- Vous êtes pêcheur, agriculteur, particulier ou copropriétaire, mais vous n'avez pas pu travailler la semaine dernière pour des raisons liées à la production ou à l'acheminement 3
- Vous êtes en stage rémunéré ou en apprentissage sous contrat 4
- Vous êtes :**
- Élève, étudiant, stagiaire non rémunéré 5
- Sans travail et à la recherche d'un travail salarié 6
- Sans travail et en cours de création d'entreprise 7
- Femme au foyer, fille ou homme au foyer 8
- Retraité(e), préretraité(e), retiré(e) des affaires 9
- Sans travail pour d'autres raisons 10

Allez à la question 19

16 Avez-vous déjà travaillé dans le passé comme salarié ou à votre compte ?

- Oui 1
↳ Quelle était votre profession principale ?
- Non 0

17 Faites-vous des démarches pour trouver du travail ?

- Non, vous n'effectuez aucune démarche 1
- Oui, vous effectuez des démarches depuis :
 - moins de trois mois 2
 - trois mois à moins d'un an 3
 - un an à moins de deux ans 4
 - deux ans ou plus 5

18 Êtes-vous disponible immédiatement pour occuper un emploi s'il se présente ?

- Oui 1
- Non 0

Allez à la question 26

26 Avez-vous une activité annexée ? (si tout ou une partie de la production est vendue ou si le service est rendu contre de l'argent, cochez « oui, pour la vente »)

- | | Non | Oui, pour la vente | Oui, sans vente |
|--|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| • Agriculture | <input type="checkbox"/> 0 | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 2 |
| • Pêche | <input type="checkbox"/> 0 | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 2 |
| • Artisanat | <input type="checkbox"/> 0 | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 2 |
| • Autre (chasse, petit commerce, service aux personnes, autres petits boulots) | <input type="checkbox"/> 0 | <input type="checkbox"/> 1 | <input type="checkbox"/> 2 |

Précisez :

19 Quelle est votre profession principale ?

Soyez précis : producteur de fruits, épicer détaillant, ouvrier électricien, agent d'entretien, maçon, secrétaire de mairie, comptable...

20 Où travaillez-vous ?

- A domicile 1
- A l'adresse ci-dessous : 2

↳ Commune associée :

Adresse géographique :

21 Quel est l'établissement qui vous emploie ou que vous dirigez ?

- Nom ou raison sociale :

• Activité :

- Type de l'établissement :
 - Entreprise privée ou familiale, société, indépendant ou association 1
 - Administration, hôpital, enseignement public, armée, police 2

22 Dans votre emploi, êtes-vous :

- Ouvrier, ouvrier agricole, catégorie D ou 5 de la fonction publique ? 1
- Secrétaire, employé de bureau, de l'hôtellerie, vendeur, agent de service, aide soignant, catégorie C ou 3 ou 4 de la fonction publique ? 2
- Instituteur, infirmier, catégorie B ou 2 de la fonction publique ? 3
- Agent de maîtrise, maîtrise administrative ou commerciale, VFRP ? 4
- Profession libérale, ingénieur, cadre, catégorie A ou 1 de la fonction publique, cadre d'entreprise ? 5
- Chef d'entreprise, artisan, commerçant, gérant ? 6
- Pêcheur, particulier, chasseur ? 7
- Agriculteur exploitant, agriculteur éleveur ? 8

23 Exercez-vous cette profession :

- De façon continue ? 1
- De façon intermittente ou saisonnière ? 2
- De façon exceptionnelle ? 3

24 Occupez-vous votre emploi :

- A temps complet ? 1
- A temps partiel :
 - mi-temps et plus ? 2
 - moins qu'un mi-temps ? 3

25 Êtes-vous :

- Salarié à durée déterminée ? 1
- Salarié à durée indéterminée ? 2
- Stagiaire rémunéré ou sous contrat aidé (CPIA...) ? 3
- Aide familial ? 4
- Travailleur indépendant (artisan, commerçant, chef d'entreprise) ? 5
- Membre d'une profession libérale ? 6
- Agriculteur, éleveur, chasseur, pêcheur, particulier ? 7
- ↳ Une partie au moins de la production est-elle vendue ?
 - Oui 1
 - Non 0

Allez à la question 26

Yu l'avis favorable du Conseil national de l'information statistique, et en application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée, cette enquête, reconnue d'intérêt général et de qualité statistique, est obligatoire. Les réponses sont protégées par le secret statistique et destinées à l'élaboration de statistiques sur la population et les logements.
 Visa n° 2012X05BEC du ministre chargé de l'économie, des finances et de l'industrie, valable pour l'année 2012.
 En application de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, l'enquête de recensement est placée sous la responsabilité de l'Insee et de l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF). La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée garantit aux personnes enquêtées un droit d'accès et de rectification pour les données les concernant. Ce droit peut être exercé auprès de l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF), immatriculé UUPA, rue Edouard Ahméd, Papeete.

Date :
Signature :

Caractéristiques et confort du logement

18 Matériau principal du toit

- Tôle 1
- Tuile, bardeaux 2
- Béton 3
- Pandanus, palmes et autres végétaux 4
- Synthétique imitation végétal 5
- Autre 6

↳ Précisez :

19 Matériau principal des murs

- Dur : parpaings, ciment 1
- Bois, contre-plaqué, pinex, fibre 2
- Bardeaux, bambou, autres végétaux 3
- Tôle 4
- Chaux, corail 5
- Autre 6

↳ Précisez :

20 Matériau principal du sol

- Béton 1
- Bois, planches 2
- Chaux 3
- Terre battue, sable, corail 4
- Autre 5

↳ Précisez :

21 Type de construction

- Fermé, bâtiment agricole 1
- Fare ATR, MTR, FEL, OPH 2
- Maison individuelle (autre que ?) 3
- Immeuble collectif de l'OPH 4
- Autre immeuble collectif 5
- Hôtel, pension de famille 6
- Habitation mobile : bateau, véhicule 7
- Construction provisoire, habitation de fortune (tente) 8
- Autre 9

↳ Précisez :

22 Année d'achèvement de la construction ou de l'immeuble

- Avant 1989 1
- De 1989 à 1996 2
- De 1997 à 2002 3
- De 2003 à 2007 4
- 2008 ou après 5

23 Statut d'occupation

- Propriétaire du sol et du logement (y compris les formes d'accès à la propriété) 1
- Propriétaire du logement et terrain pris en location 2
- Locataire de l'habitat social (OPH, OTHS...) 3
- Locataire du logement, loué vide 4
- Locataire du logement, loué meublé 5
- Logé gratuitement par parents, amis, employeurs 6

24 Pièces d'habitation

- Nombre de pièces d'habitation (non compris cuisine, WC, salle de bains, terrasse et pièces à usage exclusivement professionnel) 1

25 Cuisine principale

- Une cuisine intérieure au moins 1
- Cuisine(s) extérieure(s) 2
- Pas de cuisine 3

26 Source principale d'alimentation en électricité

- Réseau général (EDF, Electra, commune) 1
- Groupe électrogène (privé) 2
- Panneaux solaires 3
- Éolienne 4
- Pas d'électricité 5
- Autre 6

↳ Précisez :

27 Alimentation principale en eau

- Eau courante à l'intérieur du logement 1
- Point d'eau individuel à l'extérieur du logement (puits, citerne...) 2
- Pas de point d'eau individuel mais point d'eau collectif 3

28 Origine principale de l'eau

- Réseau général 1
- Installation privée 2

29 L'évacuation des eaux usées s'effectue par raccordement

- au réseau collectif (égout) ? 1
- à une fosse individuelle/septique ? 2
- à même le sol (ou dirigé vers un fossé, une rivière) ? 3

30 Ce logement dispose-t-il ? (Cochez oui ou non pour chacune des lignes)

- de WC à l'intérieur ? oui non
- d'une douche intérieure ou d'une baignoire ? oui non
- d'au moins une pièce climatisée ? oui non

31 Équipement du logement (Cochez oui ou non pour chacune des lignes)

- Réfrigérateur oui non
- Congélateur oui non
- Chauffe-eau solaire oui non
- Chauffe-eau électrique ou au gaz oui non
- Machine à laver le linge oui non
- Réception de la TNT oui non
- Téléphone fixe oui non
- Téléphone mobile oui non
- Ordinateur oui non
- Connexion à internet oui non

32 Moyens de déplacement (dont disposent les habitants du ménage)

- Nombre d'automobiles 1
- Nombre de deux-roues à moteur 2
- Nombre de bateaux à moteur 3
- Nombre de bateaux sans moteur (y compris pirogues) 4

Recensement de la population - 2012

Polynésie française
Feuille de logement

Identifiant

Code géographique Coteau Rang de construction Rang de logement Erreur

Si plusieurs FL

/ 2

Cette feuille sera remplie pour tout logement d'habitation

1 - Nom, Prénoms et surnom de l'occupant :
(en lettres majuscules)

2 - Adresse du logement :

Commune Commune associée

Quartier, lieu-dit, lotissement :

N° : PK, route, rue :

Île :

3 - Localisation du logement dans l'immeuble si celui-ci comprend au moins deux logements :

a) Escalier : b) Étage :

c) Situation sur le palier ou numéro de la porte d'entrée :

4 - Catégorie de logement :

- 1 Résidence principale } Remplir toute la FL et remplir un bulletin individuel pour chaque personne inscrite en liste A
- 2 Logement occasionnel } Remplir uniquement la quatrième page de la FL. Ne pas remplir de bulletin individuel. Dans le cas d'une personne de passage, remplir un bulletin individuel en renseignant l'adresse de sa résidence habituelle
- 3 Résidence secondaire
- 4 Logement vacant

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

| A remplir par l'agent recenseur | A remplir par l'Insee |
|--|--|
| Liste A - Nombre de bulletins individuels (BI) (1) : | Nombre de bulletins individuels (BI) : |
| Liste B - Nombre d'enfants majeurs de moins de 25 ans : (Nés entre le 22 août 1987 et le 22 août 1994) | Supprimés (2) |
| Liste C1 - Nombre d'enfants mineurs hors liste A : (Nés après le 22 août 1994) | Ajoutés (3) |
| | Après recensement (4)=(1)-(2)+(3) |

Veuillez lire attentivement le Code Français de l'Information Statistique et en application de la loi n° 51-11 du 7 juin 1951 mentionnée, cette enquête, recensement général et de qualité individuelle, est obligatoire. Les réponses sont fournies par le secret statistique et destinées à l'élaboration de statistiques sur la population et les logements. Visa n° 20120552C du ministre de l'économie, des finances et de l'égalité territoriale pour l'année 2012. En application de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, le journal de recensement est publié en tous les départements de la Polynésie française (987). La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée autorise, aux personnes enquêtées un droit d'accès et de rectification pour les données les concernant. Ce droit est exercé auprès l'équipe de la statistique de la Polynésie française (SPS), Immeuble CIRA, rue Edouard Belin, Papeete.

Personnes habitant dans le logement

Habitants permanents du logement ->>> Remplir un bulletin individuel pour chacun

| N° de BI | No n ou nom de jeune fille (pour les femmes mariées) | Prénom, surnom | Lien de parenté le plus direct ou relation | N° de BI |
|----------|--|----------------|--|----------|
| 1 | | | | 1 |
| 2 | | | | 2 |
| 3 | | | | 3 |
| 4 | | | | 4 |
| 5 | | | | 5 |
| 6 | | | | 6 |
| 7 | | | | 7 |
| 8 | | | | 8 |
| 9 | | | | 9 |
| 10 | | | | 10 |
| 11 | | | | 11 |
| 12 | | | | 12 |
| 13 | | | | 13 |
| 14 | | | | 14 |
| 15 | | | | 15 |
| 16 | | | | 16 |
| 17 | | | | 17 |
| 18 | | | | 18 |
| 19 | | | | 19 |
| 20 | | | | 20 |

Inscrire en liste A :

- les personnes qui vivent dans ce logement la plus grande partie de l'année, y compris :
 - les personnes temporairement absentes (vacances, voyage d'affaires, hospitalisation de moins d'un mois, séjour en mer, ceptachouit, etc.) ;
 - les nourrissons, même s'ils sont encore à la maternité ;
 - les sous-locationnaires et colocataires occupant une partie du logement.

Inscrire également en liste A :

- les enfants mineurs logés ailleurs pour leurs études (en Polynésie française, en métropole, dans l'outre-mer français ou ailleurs) et dont ce logement est la résidence familiale ;
- les conjoints qui ont un autre domicile pour des raisons professionnelles et qui ne résident pas dans ce logement pour les week-ends, les vacances, etc.
- les personnes majeures qui habitent dans ce logement pour leurs études ;
- les personnes qui sont présentes dans ce logement et qui n'ont pas de résidence habituelle ailleurs ;
- les employés de maison, salariés et jeunes filles au pair qui habitent dans ce logement.

Entants majeurs logés ailleurs pour leurs études ->>> Ne pas remplir de bulletin individuel

| Nom | Prénom | Lien de parenté le plus direct ou relation | Date de naissance | Ar rassin |
|-----|--------|--|-------------------|--|
| 1 | | | / / / | ou habitant cette pe sonne pour ses études |
| 2 | | | / / / | |
| 3 | | | / / / | |

Autres habitants du logement ->>> Ne pas remplir de bulletin individuel

| Nom | Prénom | Lien de parenté le plus direct ou relation | Date de naissance |
|-----|--------|--|-------------------|
| 1 | | | / / / |
| 2 | | | / / / |
| 3 | | | / / / |

Inscrire en liste B :

- les enfants mineurs (nés après le 22 août 1984) qui habitent dans ce logement (en Polynésie française ou dans une autre commune de Polynésie française) ;
- les enfants à la garde d'un autre parent tenu à une pension ou un droit de visite en cas de garde partagée, résidant la plupart du temps avec l'autre parent ;
- les conjoints qui habitent dans ce logement pour des raisons professionnelles et retournent en France temporairement dans leur pays d'origine ;
- les personnes dont le logement est la résidence permanente et qui sont présentes dans un établissement (hôpital ou clinique) ou dans un établissement de soins (hôpital, clinique, etc.) pour un motif de santé (maladie, blessure, etc.) ;
- les personnes âgées de passage qui habitent dans ce logement au moment du recensement mais qui résident la plus grande partie de l'année dans un autre logement.

Cas particuliers : si une personne de passage est présente pendant toute la durée du recensement de son domicile habituel et mentionnant son adresse habituelle dans le cadre prévu et passer ce bulletin, dans la colonne des personnes de passage (impléme n° 20).

ARRETE INTERMINISTERIEL du 16 août 2012 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de diverses dispositions intéressant la sécurité civile.

Publics concernés : organismes de formation aux premiers secours, au brevet national d'instructeur de secourisme, au brevet national de sécurité et sauvetage aquatique et au diplôme de premiers secours en milieu sportif ; associations agréées de sécurité civile.

Objet : extension de l'applicabilité d'un certain nombre d'arrêtés, relevant du domaine de la sécurité civile, aux territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le présent arrêté rend applicable aux territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française l'ensemble des arrêtés mentionnés à son article 1er, conformément aux dispositions de la loi organique du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie et à la loi organique du 24 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

Références : cet arrêté peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le ministre de l'intérieur et le ministre des outre-mer,

Vu le code de la sécurité intérieure (partie législative), notamment ses articles L. 725-1, L. 725-3, L. 765-1 et L. 766-1 ;

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu le décret n° 92-1195 du 5 novembre 1992 modifié relatif à la formation d'instructeur de secourisme ;

Vu le décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 modifié portant diverses mesures relatives au secourisme ;

Vu le décret n° 2006-237 du 27 février 2006 modifié relatif à la procédure d'agrément de sécurité civile, notamment ses articles 15-1 et 15-2,

Arrêtent :

Article 1er. — Les arrêtés suivants sont applicables, dans leur rédaction en vigueur à la date de publication du présent arrêté, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, sous réserve des adaptations mentionnées aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté :

- arrêté du 23 janvier 1979 modifié fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;
- arrêté du 5 septembre 1979 modifié portant agrément des associations en vue de la préparation au brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

- arrêté du 17 juin 1982 modifié portant création du diplôme de premiers secours en milieu sportif ;
- arrêté du 29 juin 1983 modifié portant agrément d'organismes et associations pour la formation au diplôme de premiers secours en milieu sportif ;
- arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;
- arrêté du 22 avril 1994 modifié relatif à la formation d'instructeur de secourisme ;
- arrêté du 14 juin 1994 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour la formation d'instructeur de secourisme ;
- arrêté du 24 mai 2000 portant organisation de la formation continue des premiers secours ;
- arrêté du 27 avril 2007 relatif à l'équivalence de modules entre l'attestation d'initiation aux alertes et aux premiers secours effectués lors de l'appel de préparation à la défense et l'attestation de formation aux premiers secours ;
- arrêté du 26 juin 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 2" (PAE 2) ;
- arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" (PSC 1) et son annexe ;
- arrêté du 24 août 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 1" (PSE 1) et son annexe ;
- arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 2" (PSE 2) ;
- arrêté du 14 août 2008 portant reconnaissance des compétences de l'unité de valeur de formation "secours à personne de niveau 1" avec celles des unités d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 1" et "premiers secours en équipe de niveau 2" ;
- arrêté du 19 décembre 2011 portant habilitation ou agrément de divers organismes ou associations pour la formation au brevet national d'instructeur de secourisme.

Art. 2. — Dans l'ensemble des textes réglementaires figurant à l'article 1er, les adaptations suivantes sont apportées :

- 1° Les mots : "préfet" et "préfet de département" sont remplacés par le mot : "haut-commissaire" ;
- 2° Le mot : "départemental" est supprimé ;
- 3° Sauf en ce qui concerne l'article 9 de l'arrêté du 8 juillet 1992 cité à l'article 1er, le mot : "département" est remplacé, selon le cas, par les mots : "Nouvelle-Calédonie" ou "Polynésie française".

Art. 3. — Pour l'application, dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, de l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié cité à l'article 1er les adaptations suivantes sont apportées :

- 1° A l'article 1er, les mots : "prévu à l'article D. 322-11 du code du sport" sont supprimés ;
- 2° A l'article 2 bis, le quatrième alinéa est ainsi rédigé :
"disposer d'un certificat médical conforme au modèle fixé à l'annexe de l'arrêté du 16 août 2012." ;
- 3° L'article 6 est ainsi rédigé :

“Art. 6.— La liste des personnalités qualifiées susceptibles d’être désignées en qualité de membres du jury mentionné à l’article 5 est la suivante :

- le chef de service, chargé de la protection civile au haut-commissariat ou son représentant ;
- le directeur de la sécurité publique ou son représentant ;
- le commandant du groupement de la gendarmerie nationale ou son représentant ;
- le directeur de l’établissement public d’incendie et de secours ou son représentant ;
- l’autorité compétente localement en matière de sport ou son représentant ;
- un médecin ;
- un professeur d’éducation physique et sportive ;
- toute personne disposant d’une expérience reconnue en matière de sécurité et de sauvetage aquatique ;
- un représentant de chacun des organismes formateurs.” ;

4° L’article 7 est ainsi rédigé :

“Art. 7.— Les dates et lieux de session sont fixés deux mois à l’avance par le haut-commissaire. Ses services sont chargés, en collaboration avec les organismes et associations formateurs, de la coordination de sessions, de la recherche et de la mise à disposition du jury des installations nautiques.

Les candidatures isolées doivent être présentées par l’un des organismes formateurs agréés conformément aux dispositions de l’arrêté du 5 septembre 1979 susvisé.” ;

5° A l’article 8, le cinquième alinéa est ainsi rédigé :

“ un certificat médical conforme au modèle figurant à l’annexe de l’arrêté du 16 août 2012 ;” ;

6° L’article 13 est ainsi rédigé :

“Art. 13.— Sont considérés comme bassins de natation mentionnés en annexe I du présent arrêté, dans les îles ne disposant pas de structure artificielle, les plans d’eau de mer ou d’eau intérieure, sous réserve qu’ils soient aménagés par l’installation de repères matérialisés, qu’ils répondent aux caractéristiques prévues à cette annexe I et qu’ils soient formellement approuvés par le jury d’examen.”

Art. 4.— Pour l’application, dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, de l’arrêté du 17 juin 1982 modifié cité à l’article 1er les adaptations suivantes sont apportées :

1° A l’article 2, les mots : “arrêté du ministre d’Etat, ministre de l’intérieur et de la décentralisation” sont remplacés par les mots : “arrêté du haut-commissaire” et les mots : “avis du ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports” sont remplacés par les mots : “avis de l’autorité compétente localement en matière de jeunesse et sport” ;

2° L’article 6 est ainsi rédigé :

“Art. 6.— Un jury d’examen pour l’obtention du diplôme de premiers secours en milieu sportif est constitué par arrêté du haut-commissaire.” ;

3° L’article 7 est ainsi rédigé :

“Art. 7.— Le jury, présidé par le haut-commissaire ou son représentant, ne peut valablement délibérer qu’avec la participation de la moitié au moins de ses membres, dont un médecin et un moniteur de secourisme.” ;

4° A l’article 10, les mots : “la direction départementale de la protection civile” sont remplacés par les mots : “les services du haut-commissaire” et les mots : “à la direction départementale du temps libre (jeunesse et sports)” sont remplacés par les mots : “aux services compétents localement en matière de jeunesse et sport” ;

5° L’article 12 n’est pas applicable.

Art. 5.— Le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, le directeur général à l’outre-mer, le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et le haut-commissaire de la République en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 16 août 2012.

Le ministre de l’intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le chef de service,
adjoint au directeur général
de la sécurité civile
et de la gestion des crises,
chargé de la direction
des sapeurs-pompiers,
J. BENET.

Le ministre des outre-mer,
Pour le ministre et par délégation :
Le délégué général à l’outre-mer,
V. BOUVIER.

Annexe I

CERTIFICAT MEDICAL

Un certificat médical, établi depuis moins de trois mois avant la date du dépôt du dossier, est exigé pour toute personne candidate au brevet national de sécurité et sauvetage aquatique (BNSSA).

Je soussigné, docteur en médecine, certifie avoir examiné ce jour, M. et avoir constaté qu’..... ne présente aucune contre-indication apparente à la pratique de la natation et du sauvetage ainsi qu’à la surveillance des usagers des baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et réglementairement autorisées.

Ce sujet n’a jamais eu de perte de connaissance ou de crise d’épilepsie et présente en particulier une aptitude normale à l’effort, une acuité visuelle lui permettant d’entendre une voix normale à cinq mètres, ainsi qu’une acuité visuelle conforme aux exigences figurant ci-dessous :

Sans correction :

Une acuité visuelle de 4/10 en faisant la somme des acuités visuelles de chaque œil mesurées séparément, soit au moins : 3/10 + 1/10 ou 2/10 + 2/10.

Cas particulier :

Dans le cas d’un œil amblyope, le critère exigé est : 4/10 + inférieur à 1/10.

Avec correction :

- soit une correction amenant une acuité visuelle de 10/10 pour un œil, quelle que soit la valeur de l’autre œil corrigé (supérieur à 1/10) ;

- soit une correction amenant une acuité visuelle de 13/10 pour la somme des acuités visuelles de chaque œil corrigé, avec un œil au moins à 8/10.

Cas particulier :

Dans le cas d’un œil amblyope, le critère exigé est 10/10 pour l’autre œil corrigé.

A, le

Signature

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER****COURS DES CHANGES**

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 6 au 19 septembre 2012 inclus)

données BDF - parité quotidienne au 4 septembre 2012

| CODE DEVISE PAYS | DEVICES | Cours en francs pacifiques |
|-------------------------------|------------------------|----------------------------------|
| EUR Euro | 1 euro | 119,33 |
| USD Etats-Unis d'Amérique ... | 1 dollar US | 94,86 |
| AUD Australie | 1 dollar australien | 97,28 |
| CAD Canada | 1 dollar canadien | 96,31 |
| CHF Suisse | 1 franc suisse | 99,36 |
| DKK Danemark | 1 couronne danoise | 16,02 |
| GBP Grande-Bretagne | 1 livre sterling | 150,65 |
| HKD Hong Kong | 1 dollar | 12,23 |
| JPY Japon | 1 yen | 1,21 |
| NOK Norvège | 1 couronne norvégienne | 16,37 |
| NZD Nouvelle-Zélande | 1 dollar néo-zélandais | 75,44 |
| SEK Suède | 1 couronne suédoise | 14,19 |
| SGD Singapour | 1 dollar singapour | 76,12 |
| FJD Fidji (1) | 1 dollar fidjien | 52,98 |
| THB Thaïlande | 1 bath | 3,04 |
| CNY Chine | 1 yuan | 14,95 |
| KRW Corée | 1 won coréen | 0,08 |
| IDR Indonésie | 1 roupie indonésienne | 0,01 |
| BRL Brésil | 1 real brésilien | 46,71 |

(1) cours fin de mois au 31 août 2012

SERVICE DE L'URBANISME

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES SOUS-LE-VENT
POUR LA PERIODE DU 16 AU 20 JUILLET 2012**

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

19 juillet 2012

PC n° 11-286-2 MAA.AU.ISLV, M. Landry Tehiou, lot C du lot n° 2a de la terre Haapapara, cadastré n° 14, section OW, sise à Opoa, construction d'une maison d'habitation.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES SOUS-LE-VENT
POUR LA PERIODE DU 6 AU 10 AOUT 2012**

COMMUNE DE BORA BORA

7 août 2012

PC n° 12-125-2 MAA.AU.ISLV, M. et Mme Pierre et Nathalie Saan, lots A et B du lot n° 7 de la terre Outuorau, cadastrés n° 82 et n° 84, section CH, sise à Faanui, construction d'une maison d'habitation et terrassement.

9 août 2012

PC n° 12-150-2 MAA.AU.ISLV, M. Michael Tchong Tai, parcelle de la terre Faretai, lot A/2, cadastrée n° 14, section CD, sise à Faanui, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE UTUROA

7 août 2012

PC n° 12-115-2 MAA.AU.ISLV, M. Grégory Giusti et Mlle Raphaële Calvet, lot B du lot n° 12 de la terre Atitautu, cadastré n° 48, section AY, construction d'une maison d'habitation.

8 août 2012

PC n° 12-156-1 MAA.AU.ISLV, M. Heiarii Girard, mandataire de la SARL Raromatai Matériaux, lots n° 4 et n° 5 du lotissement Tahina, zone industrielle, cadastrés n° 235 et n° 236, section AI, construction d'une clôture et dallage ;

PC n° 12-157-1, M. Heiarii Girard, mandataire de la SCI Toa Manu, lot n° 3 du lotissement Tahina, zone industrielle, cadastré n° 234, section AI, construction d'une clôture, de l'aménagement de parkings et dallage.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES MARQUISES
POUR LA PERIODE DU 9 JUILLET AU 10 AOUT 2012**

COMMUNE DE HIVA OA

23 juillet 2012

PC n° 12-36-1 MAA.AU, M. Chris Teikivahitini, parcelle cadastrée n° 1003, section A, terre Tehutuopo, sise à Atuona, terrassement d'une plate-forme et route d'accès.

8 août 2012

PC n° 12-39-1 MAA.AU, M. Aito Taharia, subdivisionnaire de la santé, parcelle cadastrée n° 1003, section A, terre Fitinui, sise à Atuona, terrassement d'une plate-forme et route d'accès ;

PC n° 12-40-1, SARL Techni-Bois, pour le compte de M. et Mme Christian et Caroline Peterano, parcelle du lot n° 26, cadastrée n° 3007, lotissement communal Paepaenui-Vaiiai, sise à Atuona, construction d'une maison d'habitation ;

PC n° 12-41-1, Mlle Aurore Touatekina, parcelle cadastrée n° 135, section B, terre Vaiava-Vaiua, sise à Puamau, construction d'une maison d'habitation MTR de 54 mètres carrés ;

PC n° 12-42-1, M. et Mme Lucien et Eugénie Kamia, parcelle du lot n° 35, cadastrée n° 2527, section A, lotissement communal La Montagne, sise à Atuona, construction d'une maison d'habitation ;

PC n° 12-43-1, M. Alf Langomazino, parcelle cadastrée n° 2759, section A, terres Paepaenui, Vaiiai, Vaitië et Vaihonu, sise à Atuona, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE NUKU HIVA

9 juillet 2012

PC n° 11-107-2 MAA.AU, M. et Mme Gérard Vohi et Louisa Titaina Heitaa, parcelle cadastrée n° 204, section AA, terre Kohuhunui, sise à Taiohae, modification intérieure et extension d'une maison d'habitation ;

PC n° 12-34-1, Aito Taharia, responsable de la subdivision de la santé, parcelle cadastrée n° 5, section AC, terre Mukaopaoho, sise à Taiohae, rénovation d'une clôture.

23 juillet 2012

PC n° 12-37-1 MAA.AU, Mme Stéphanie Nouel, parcelle du lot n° 27.33, cadastrée n° 43, section AH, terre Haumae, sise à Taiohae, construction d'une maison d'habitation et d'un bungalow ;

PC n° 12-38-1, M. Khaiil Anastas, mandataire de M. Antony Mombaerts, parcelle du lot n° 9, cadastrée n° 119, section AA, lotissement Klima, sise à Taiohae, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FATU HIVA

18 juillet 2012

PC n° 12-35-1 MAA.AU, Mme Augustine Hapipi née Tevenino, parcelle cadastrée n° 305, section B9, terre Hapuaau, sise à Hanavave, construction d'une maison d'habitation.

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 2614 MAA

Ref. :- Arrêté n° 3971 MAA AU.UOC du 27 juillet 2011 ;
- Arrêté n° 6409 MAA du 28 août 2012.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux du lotissement Piafau, sis à Faa'a, ayant été accomplies pour les travaux réalisés sur les 5 lots n° 37 à n° 41, le présent certificat, prévu à l'article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 29 août 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service de l'urbanisme,
Philippe COURAUD.

DIRECTION DE L'EQUIPEMENT

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS D'EXTRACTIONS D'AGREGATS DELIVREES AUX ILES SOUS-LE-VENT
POUR LA PERIODE DU 1er JANVIER AU 31 JUILLET 2012**

| N° et date d'autorisation | Bénéficiaire | Volume en mètres cubes | Nature matériaux | Site | île et commune | Période de validité | |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|---------------------|----------|
| | | | | | | Date d'effet | Durée |
| 52 MET du 3/01/2012 | Service du développement rural/ISLV | 2 800 | Matériaux coralliens | Site de Faahue | Tahaa - Hipu | 31/01/2012 | 3 mois |
| 1088 MET du 6/02/2012 | Subdivision de l'équipement/ISLV | 3 000 | Matériaux coralliens | Site de Haapapara | Raiatea - Taputapuata | 03/05/2012 | 6 mois |
| 2798 MET du 17/04/2012 | Entreprise Randy Amaru | 100 | Sable | Lagon de Hipu | Tahaa - Hipu | 25/04/2012 | 10 jours |
| 2608 MET du 10/04/2012 | Entreprise Bruno Chong Hue | 100 | Sable | Lagon de Hipu | Tahaa - Hipu | 10/04/2012 | 10 jours |
| 4735 MET du 19/06/2012 | Entreprise Randy Amaru | 100 | Sable | Lagon de Hipu | Tahaa - Hipu | 02/07/2012 | 10 jours |
| 4734 MET du 19/06/2012 | Entreprise Bruno Chong Hue | 100 | Sable | Lagon de Hipu | Tahaa - Hipu | 25/04/2012 | 10 jours |

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS D'EXTRACTIONS D'AGREGATS DELIVREES AUX TUAMOTU-GAMBIER
POUR LA PERIODE DU 1er JANVIER AU 31 JUILLET 2012**

| N° et date d'autorisation | Bénéficiaire | Volume en mètres cubes | Nature matériaux | Site | île et commune | Période de validité | |
|---------------------------|--|------------------------|----------------------|---|---|---------------------|----------|
| | | | | | | Date d'effet | Durée |
| 51 MET du 3/01/2012 | Mme Francesca Ragivaru | 50 | Sable | Plage au droit de la terre Tenahorari | Makemo | 06/03/2012 | 5 jours |
| 50 MET du 3/01/2012 | Mme Francesca Ragivaru | 50 | Sable | Plage au droit de la terre Parakau | Makemo | 06/03/2012 | 5 jours |
| 49 MET du 3/01/2012 | M. Auguste Bennett | 20 | Sable | Plage au droit de la terre Vahau | Rangiroa | 24/02/2012 | 3 jours |
| 2911 MET du 23/04/2012 | Subdivision des Tuamotu-Gambier de la direction de l'équipement | 600 | Matériaux coralliens | Plage au droit de la terre Tevaitumu | Fakarava - Niau | 09/05/2012 | 3 mois |
| 2570 MET du 5/04/2012 | SARL Boyer | 800 | Matériaux coralliens | Plage au droit de la terre Tekena | Puka Puka | 14/05/2012 | 8 mois |
| 3071 MET du 27/04/2012 | Arrondissement maritime et aéroports de la direction de l'équipement | 8 000 | Matériaux coralliens | Plage sise au nord du village de Garumaoa | Makemo - Raroia | 18/05/2012 | 16 mois |
| 4485 MET du 11/06/2012 | SARL Boyer | 4 000 | Matériaux coralliens | Lagon au droit du quai de Ohutu | Rangiroa - Tiputa | 23/07/2012 | 8 mois |
| 5331 MET du 11/07/2012 | M. Alexis Kote | 100 | Sable | 100 mètres cubes | Plage côté lagon au droit de la terre Hua | 2/08/2012 | 10 jours |
| 5332 MET du 11/07/2012 | M. Alexis Kote | 100 | Matériaux coralliens | 100 mètres cubes | Plage côté lagon au droit de la terre Hua | 2/08/2012 | 10 jours |

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

EXTRAIT DECISION DU TRIBUNAL CIVIL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE

1 - Jugement du 27 août 2012 prononçant la liquidation judiciaire à l'égard de l'ASSOCIATION METUA ETE NO TE ORA, n° TAHITI 576868, activité : promouvoir et mener une politique d'éducation des familles.

Liquidateur judiciaire : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

2 - Jugement du 27 août 2012 prononçant la liquidation judiciaire à l'égard de Marie Josée LABBEYI épouse WILBANKS, n° TAHITI 307694, activité : perlicultrice et aquacultrice.

Liquidateur judiciaire : Patrick ANCEL (BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf).

EXTRAITS DECISIONS DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

1 - Jugement du 27 août 2012 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Roger Teiva MUNSCH, *enseigne* : KARO DESIGN, RCS de Papeete n° 07 340 A, activité : carrelage, adresse : Arue, PK 3,500, côté montagne.

Date de cessation des paiements : 19 octobre 2011.
Représentant des créanciers : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

2 - Jugement du 27 août 2012 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de l'ENTREPRISE GENERALE D'ENGINEERING, RCS de Papeete n° 04 261 B (ancien n° 548 B), *sigle* : EGE, activité : travaux d'installation électrique, siège social : Faa'a, Pamatai.

Date de cessation des paiements : 19 juillet 2012.
Représentant des créanciers : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

3 - Jugement du 27 août 2012 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de John Steeve Hiro AROMAITERAI, *enseigne* : AROBAT, RCS de Papeete n° 05 21 A, activité : travaux en tous genres, adresse : Papara, PK 39,500.

Date de cessation des paiements : 26 juillet 2012.
Représentant des créanciers : Patrick ANCEL (BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

4 - Jugement du 27 août 2012 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Jean-Jacques UBELMANN, *enseigne* : AAVITI, RCS de Papeete n° 08 1388 A, activité : travaux en tous genres, adresse : Mahina.

Date de cessation des paiements : 25 janvier 2012.
Représentant des créanciers : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

5 - Jugement du 27 août 2012 adoptant un plan de redressement par voie de continuation en faveur de la SARL LUNETTERIE DE TAHITI, RCS de Papeete n° 02 258 B (ancien n° 8631 B), activité : commerce de détail optique, siège social : rue Edouard-Ahne, Papeete.

Durée du plan : 10 ans.
Commissaire à l'exécution du plan : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

6 - Jugement du 27 août 2012 adoptant un plan de redressement par voie de continuation en faveur de l'EURL MAROTEARII IMPORT, RCS de Papeete n° 04 187 B (ancien n° 46 B), activité : commerce de gros, siège social : vallée de Titioro à Papeete.

Durée du plan : 10 ans.
Commissaire à l'exécution du plan : Patrick ANCEL (BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf).

7 - Jugement du 27 août 2012 adoptant un plan de redressement par voie de continuation en faveur de CASH AFFAIRES JUNIOR EUROL, RCS de Papeete n° 07 241 B, activité : commerce de détails de jouets et articles de bazar, siège social : rue Cardella à Papeete.

Durée du plan : 10 ans.

Commissaire à l'exécution du plan : Patrick ANCEL (BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf).

8 - Jugement du 27 août 2012 adoptant un plan de redressement par voie de continuation en faveur de la SARL MARQUISES CONCASSAGE, RCS de Papeete n° 98 8 B (ancien n° 6510 B), activité : commerce de gros.

Durée du plan : 8 ans.

Commissaire à l'exécution du plan : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

9 - Jugement du 27 août 2012 adoptant un plan de redressement par voie de continuation en faveur de la SARL LE DAYPANNHEURE, anciennement dénommée LIBRE SERVICE TEMANUIA, *nom commercial* : MAGASIN AH SING, RCS de Papeete n° 87 116 B (ancien n° 3186 B), activité : commerce d'alimentation générale.

Durée du plan : 10 ans.

Commissaire à l'exécution du plan : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

10 - Jugement du 27 août 2012 prononçant l'extension de la procédure de redressement judiciaire de la SARL TAHITI ISLAND SEAFOOD (RCS de Papeete n° 03 120 B, ancien n° 9367 B, activité : transformation et conservation de poissons, siège social : lotissement Sage à Punaauia) au patrimoine de la SNC TAHITI SEAFOOD 2003, RCS n° 04 54 B, siège social : Punaauia, ordonne la cession du fonds de commerce et du stock de la SARL TAHITI ISLAND SEAFOOD ainsi que de l'actif immobilier de la SNC SEAFOOD 2003 au profit d'Arsène LIAO ou de toute personne morale qu'il plaira de lui substituer pour le prix total de 150 millions F CFP.

Commissaire à l'exécution du plan : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

11 - Jugement du 27 août 2012 ordonnant la cession des actifs incorporels, des immobilisations corporelles, du terrain et du stock de marchandises de la POLYBOIS SA (RCS de Papeete n° 76 26 B (ancien n° 703 B), activité : négoce de bois, siège social : ZI de Tipaerui, à la SA SIN TUNG HING (RCS n° 6939 B) pour un prix compris entre 83 et 93 millions francs CFP en fonction de l'inventaire des stocks à réaliser contradictoirement, ledit prix devant être définitivement arrêté par le juge-commissaire.

Commissaire à l'exécution du plan de cession : Patrick ANCEL (BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf).

12 - Jugement du 27 août 2012 désignant Patrick ANCEL (BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf) en qualité de représentant des créanciers aux lieu et place de Pascal VERCIER de la SARL CAFE KOKE, RCS de Papeete n° 00 189 B (ancien n° 7837 B) (redressement judiciaire le 23 avril 2012), rappelle que les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

13 - Jugement du 27 août 2012 désignant Patrick ANCEL (BP 3658 Papeete, tél 42.42.00 ou 770.200, fax 42.22.00, ancel@mail.pf) en qualité de représentant des créanciers aux lieu et place de Pascal VERCIER de la SARL TAI KONG, RCS de Papeete n° 04 107 B (ancien n° 10009 B) (redressement judiciaire le 23 janvier 2012), rappelle que les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

14 - Jugement du 27 août 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de AUTO-ECOLE PAPARA, RCS de Papeete n° 07 306 B, activité : enseigne de la conduite, siège social : centre commercial Tainui, local 2B, Papara.

Date de cessation des paiements : 30 juin 2012.

Liquidateur judiciaire : Patrick ANCEL (BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

15 - Jugement du 27 août 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la SARL TAHITI DIFFUSION, RCS de Papeete n° 07 60 B, activité : commerce de fournitures et équipements industriels, siège social : Chemin vicinal de Patutoa, Taunua, Papeete.

Date de cessation des paiements : 23 août 2012.

Liquidateur judiciaire : Patrick ANCEL (BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

16 - Jugement du 27 août 2012 prononçant la liquidation judiciaire à l'égard de l'EUROL LA BOUTIQUE DE TARA, RCS de Papeete n° 07 334 B, activité : commerce de gros, siège social : résidence Océane, PK 28,500, Haapiti, Moorea.

Liquidateur judiciaire : Patrick ANCEL, BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf.

17 - Jugement du 27 août 2012 prononçant la liquidation judiciaire à l'égard de la SARL TECBETON, RCS de Papeete n° 07 64 B, activité : tous travaux de construction, terrassement, siège social : Vairao, PK 0,500, côté mer.

Liquidateur judiciaire : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

18 - Jugement du 27 août 2012 prononçant la liquidation judiciaire à l'égard de la SAS PB HOLDING, RCS de Papeete n° 06 139 B, activité : holding, siège social : vallée de Tipaerui.

Liquidateur judiciaire : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

19 - Jugement du 27 août 2012 désignant Maurice BAUD BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf en qualité de liquidateur judiciaire au lieu et place de Pascal VERCIER de la liquidation judiciaire de Marea FAATAU dit Ape, RCS de Papeete n° 6055 A (liquidation judiciaire du 8 mars 1999).

20 - Jugement du 27 août 2012 désignant Maurice BAUD BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf en qualité de commissaire à l'exécution du plan au lieu et place de Pascal VERCIER et de Hervé ANTOINE, RCS de Papeete n° 22 444 A (adoption du plan de continuation le 11 octobre 2004).

Pour extrait, certifié conforme,
Le greffier.

EXTRAITS DECISIONS DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Jugement du 27 août 2012 désignant Maurice BAUD (BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf) en qualité de représentant des créanciers au lieu et place de Pascal VERCIER de la TUPU Harold John, enseigne : CHEZ PAPAUA, RCS de Papeete n° 10 651 A (redressement judiciaire le 23 avril 2012), rappelle que les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

SARL SLEG

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
RCS de Papeete n° 07 323 B (n° TAHITI 843441)

Avis de dissolution anticipée

Aux termes d'une décision de justice du 8 juin 2012, devenue définitive, le tribunal mixte de commerce de Papeete a décidé la dissolution judiciaire de ladite société du fait de la mésentente entre les associés.

Cette décision a nommé M. Dominique BERNAUD, expert comptable, en qualité de liquidateur, et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus, sous réserve de ceux attribués par la loi à l'assemblée générale des associés, pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif et répartir le solde de la liquidation entre les associés dans la proportion de leurs droits.

Le lieu où la correspondance doit être adressée et où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés, a été fixé au domicile du liquidateur, BP 4944 Papeete, siège de la liquidation.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au domicile du liquidateur dans les meilleurs délais.

Pour avis,
Le liquidateur.

SNC LA CREPERIE DU PORT

Société en nom collectif
au capital de 200 000 francs CFP
Immeuble Motu Tahiri, Faa'a, Tahiti
RCS de Papeete n° 7661 B - N° TAHITI 541805

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2012 et à la nomination de M. Jean-Sébastien BIENIAS comme cogérant de la société, l'article 18 des statuts est modifié comme suit, à savoir :

Nouvelle mention

Art. 18. — Gérance

(6e alinéa) - Nomination des gérants

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2012, il a été décidé la nomination de M. Jean-Sébastien Henri BIENIAS, né le 4 janvier 1978 à Saint-Mandrier (83, France), demeurant à Punaauia, résidence Royal Palm, appartement n° 2, de nationalité française comme cogérant de la société et qui déclare accepter la fonction.

En conséquence, les gérants de la société et pour une durée indéterminée sont MM. Laurent NOEL et Jean-Sébastien BIENIAS.

RCS de Papeete.

Pour avis.

Société civile professionnelle

dénommée Office notarial Philippe CLEMENCET
Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA
Titulaires d'un office notarial à la résidence de Papeete,
85, rue du Commandant-Destremeau

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET les 14 et 29 août 2012, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont :

Dénomination : JCKD FRAM.

Forme : Société civile immobilière.

Capital : 190 000 F CFP, constitué uniquement d'apport en numéraire.

Siège social : Faa'a, Auae, BP 21518 Papeete.

Objet : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Et ce, soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

Durée : 99 ans.

Gérants : M. Félix LAI, demeurant à Faa'a, Auae.

Cession de parts : Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire.

RCS de Papeete.

Pour avis,
Le notaire associé.

CHANGEMENT DE LOCATAIRE-GERANT D'UN FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 août 2012, M. Eric DUJARRIER substitue Mlle Sandrine GUEHENNEUC en sa qualité de locataire-gérant en vertu du contrat de gérance-libre en date du 27 avril 2011, enregistré le 27 avril 2011, bordereau n° 1999/3, folio 64.

Pour avis,
Eric DUJARRIER.

LA SARL LA BOUTIQUE DU MAHANA
Société à responsabilité limitée
au capital de 80 000 F CFP
Siège social : à l'aéroport de Huahine
RCS n° 09 206 B

Avis de dissolution

Aux termes d'une décision en date du 25 juillet 2012, Mme Anne NICOLAS, associée unique de la société LA SARL LA BOUTIQUE DU MAHANA, a décidé la dissolution anticipée de ladite société.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5, alinéa 3 du code civil et de l'article 8, alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la société LA SARL LA BOUTIQUE DU MAHANA peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis.

Ces oppositions doivent être présentées devant le tribunal de commerce de Papeete.

Cette dissolution mettra fin aux fonctions de Mme Anne NICOLAS, gérante.

DECOBOIS
Société à responsabilité limitée
au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Zone industrielle de Tipaerui, 98713 Papeete
N° TAHITI 926295

Avis de publicité

Suite à la cession de la totalité de leurs parts et aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 juin 2012, la collectivité des associés a pris acte de la démission de Sébastien BECHAMP et Stéphanie VION, et a nommé en qualité de nouveaux gérants M. et Mme Michel et Maryline ORMAZABAL, demeurant servitude Pugibet, Punaauia. L'article n° 16 des statuts a été modifié en conséquence. L'adresse postale pour toutes correspondances est transférée BP 1583 Punavai, 98703 Punaauia.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

Pour avis.

INTairCARGO
Société à responsabilité limitée
au capital de 200 000 F CFP

Avis de constitution

Au terme d'un acte sous seing privé, en date à Papeete du 26 août 2012, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : INTairCARGO.

Siège social : Aéroport de Tahiti - Faa'a.

Capital social : 200 000 F CFP, divisé en 100 parts de 2 000 F CFP chacune.

Objet social : Commissionnaire en transport aérien de marchandises.

Durée : 99 ans, à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérant : M. Hervé OCKENFUSS, demeurant à Papeete, Tahiti.

Clause d'agrément : Les parts sont librement cessibles entre associés, conjoints, ascendants et descendants.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
 Le gérant.

Me Olivier GUILLOUX
Avocat au barreau de Papeete

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 17 août 2012 enregistré à Papeete le 21 août 2012, folio 186, bordereau 5920/15, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : OCEANIA TAHITI.

Forme : Société à responsabilité limitée.

Capital social : 100 000 F CFP, divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune.

Siège social : Atiha, PK 17, 98728 Moorea, BP 6014, 98702 Punaauia.

Objet social : La fourniture de services, en assistance et en conseil, d'ordre stratégique à destination de l'industrie économique et touristique en Polynésie française ou à l'étranger, ainsi que les prestations de services s'y rapportant. Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes. La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements. Tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées ci-dessus ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relations d'affaires.

Durée : 99 années.

Gérance : La société a pour gérant M. Nikita WROUBLEWSKY.

Cession de parts sociales : Les parts sociales sont cessibles ou transmissibles entre associés uniquement, toute autre cession est soumise à l'agrément préalable obtenu par décision unanime des associés.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Papeete.

Pour avis,
 Me Olivier GUILLOUX.

SNACK HIBISCUS
EURL au capital de 1 000 000 de francs CFP
Siège social : Tairapu-Est, immeuble Chonel,
route de Tautira,
RCS Papeete TPI 95 13 B - N° TAHITI : 318 998

Suite aux décisions de l'associé unique du 30 juin 2012 et après avoir pris connaissance du rapport de la gérante, l'associé unique délibérant par application de l'article L. 223-42 du code de commerce et après examen de la situation de la société telle qu'elle ressort des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle de ce jour, lesquels font apparaître que les capitaux propres de la société sont devenus inférieurs à la moitié du capital, a décidé la non-dissolution de la société.

RCS Papeete.

Pour avis.

VBN**Société civile immobilière
au capital de 100 000 F CFP****Siège social : lot n° 244-21 du lotissement Miri 5, Punaauia***Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 28 août 2012 enregistré à Papeete le 30 août 2012, il a été constitué une société civile :

Forme : Société civile immobilière.*Dénomination sociale* : VBN.*Capital* : 100 000 F CFP.*Siège social* : Lot n° 244-21 du lotissement Miri 5, Punaauia.

Objet : L'acquisition d'une parcelle de terre à bâtir, la construction d'une maison individuelle sur la parcelle, la gestion et l'exploitation par bail d'une partie de la maison à destination d'une profession libérale ne recevant pas de public et l'administration desdits biens ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire, l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions susrelatées et la constitution des garanties y relatives, et plus généralement, la réalisation de toutes opérations, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social susdécrit, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Gérant : M. Nicolas PAOLI, demeurant à Punaauia.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,
Le gérant.*

**Etude de Me Dominique DUBOUCH
Notaire à Papeete**

SNC ECO LASER**Société en nom collectif****Capital : 100 000 F CFP****Siège social : Papeete, Tipaerui, immeuble Tchen Fat
RC de Papeete n° 5109 B**

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete le 28 août 2012, M. Claude BEGLE a cédé toutes ses parts et démissionné de ses fonctions de gérant. Il en résulte les modifications suivantes :

Ancienne mention

Associés : MM. Claude BEGLE, Hervé MONCARRE, Yvon ALA VOINE et Philippe GOUSSAULT.

Art. 13. — Gérance - pouvoirs : MM. Claude BEGLE, Hervé MONCARRE, Yvon ALA VOINE et Philippe GOUSSAULT.

Nouvelle mention

Associés : MM. Hervé MONCARRE, Yvon ALA VOINE et Philippe GOUSSAULT.

Art. 13. — Gérance - pouvoirs : MM. Hervé MONCARRE, Yvon ALA VOINE et Philippe GOUSSAULT.

*Pour avis,
Me Dominique DUBOUCH, notaire.*

SARL DENTALAB**SARL au capital de 500 000 F CFP****Siège social : Papeete, Titiro, quartier Chin Foo
RCS TPI n° 09156 B - N° TAHITI 908368**

Suivant l'assemblée générale extraordinaire du 27 août 2012, il a été procédé à la modification suivante :

- il est décidé d'augmenter le capital social de 1 870 053 F CFP par incorporation des comptes courants d'associés et de procéder à une diminution du capital de 1 870 053 F CFP par absorption des pertes cumulées. Le capital social se trouve ainsi reconstitué.

Le reste sans changement.

*Pour avis,
La gérance.*

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire
à la résidence de Papeete, île de Tahiti**

PACIFIC PROMOTION TAHITI**Société anonyme****Au capital de 36 140 000 F CFP****Siège social : Papeete, 94, avenue du Prince-Hinoi****RCS PAPEETE n° 7965 B****N° TAHITI 062497***Nomination d'un directeur général*

Suivant délibérations du conseil d'administration en date du 12 janvier 2012, Mme Marie-Josèphe SYLVAIN a été nommée en qualité de directrice générale pour la durée du mandat du président du conseil d'administration.

Mention périmée

Néant.

Mention nouvelle

Mme Marie-Josèphe SYLVAIN, demeurant à Punaauia, PK 11,500, côté mer.

*Pour avis et mention,
Me BRUGGMANN, notaire.*

SCI THEMIS**Société civile immobilière****Au capital de 100 000 F CFP****Siège social : rue Yves-Martin à Pirae****BP 44836, Fare Tony, 98713 Papeete**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 31 août 2012, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : SCI THEMIS.*Forme* : Société civile.*Capital* : 100 000 F CFP.

Siège : Rue Yves-Martin à Pirae, BP 44836 Fare Tony, 98713 Papeete.

Objet : Acquisition, prise à bail, mise en valeur, location, administration et exploitation, vente de tous immeubles bâtis ou non bâtis.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 100 000 F CFP, apports en numéraires.

Gérance : Mlle Muriel MERCERON, demeurant rue Yves-Martin à Pirae.

Cession des parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers y compris les conjoints, ascendants ou descendants des cédants qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

Mes Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON,
notaires associés
BP 13019, 98717 Punaauia, Moana Nui

Donation de fonds de commerce

Aux termes d'un acte reçu par M^e Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, en date du 30 août 2012, enregistré à Papeete, en date du 3 septembre 2012, folio n° 189, bordereau 6016/4,

M. Ernest MOUX et Mme How Wah CHAN, son épouse, demeurant ensemble à Punaauia,

Ont notamment fait donation à titre de partage anticipé à Mlle Lydie Titaina MOUX, commerçante, demeurant à Punaauia, lotissement résidence Miri, célibataire,

Un fonds de commerce de restaurant, à l'enseigne "Snack Caro" exploité à Punaauia, PK 10,200, côté montagne, pour l'exploitation duquel Mme How Wah CHAN est immatriculée au RCS de Papeete sous le n° 17 128-A et identifiée au répertoire territorial des entreprises sous le n° TAHITI 099739.

Avec entrée en jouissance à compter du 1er octobre 2012.

Les oppositions seront reçues au siège de l'office notarial Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON à Punaauia où domicile a été élu à cet effet. Elles devront être faites par exploit d'huissier, à peine de forclusion, au plus tard dans les dix (10) jours de la deuxième et dernière insertion, qui sera effectuée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour première insertion,
Me Julien CHAN, notaire associé.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION VAITI'I HERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 juillet 2012)

Présidente : PEU Raurea
Secrétaire : TEHEIURA Ramona
Trésorière : MAMATUI Rituna

DISTRICT DE BOXE ANGLAISE DE MOOREA-MAIAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 août 2012)

Président : KECK Paul
Secrétaire : BEAUNE Cédric
Trésorière : TERII Mata
Assesseurs : SHIGETOMI Moana
RERE Rodolphe

ASSOCIATION VAI HAU NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 juin 2012)

Président : MOLLEN Albert
Vice-président : CHUNG Vatea
Secrétaire : SIOU Mailli
Secrétaire adjointe : GETROST Ludmila
Trésorier : PAHUATINI Henrico
Trésorier adjoint : TAHUA Hiti

ERRATUM

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 34 du 23 août 2012, à la page 5081.

ASSOCIATION TEVA TUARO NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 août 2012)

Président : SANGUE Alain
Secrétaire : BONNEFIN Emile
Secrétaire adjointe : TARIHAA Laverna
Trésorière : VANAA Nadège
Trésorière adjointe : SANGUE Miléna
Assesseurs : TAUAPAOHU Léonard
VONG Marc

ASSOCIATION FAMILIALE DES DESCENDANTS ET HERITIERS DE IHOTINIRAUARIOTOA TEANINI ET DE TUTEARII SALMON

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 juin 2012)

Président : TETUANUI Teva
Vice-président : SALMON Ben
Secrétaire : BURNS Mireille
Secrétaire adjointe : TEHEI Moea
Trésorière : SAGE Renilde
Trésorière adjointe : HAUTI Adelina

AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS AEROPORT DE TAHITI-FAA'A SSIS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 août 2012)

Président : TETUANUI Teva
Vice-président : PEA Wilfrid
Secrétaire : MATEHAU Teanui
Secrétaire adjoint : MACAIGNE Michel
Trésorier : MARUAE Raphaël
Trésorier adjoint : PUNAA Guillaume

CONSORTS TAHA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 mai 2012)

Présidente : TAHA Terena
Vice-présidente : TAHA Pua
Secrétaire : TAHA Heipua
Secrétaire adjointe : TAHA Juliano
Trésorier : TAHA Herenui
Trésorier adjoint : TAHA Hilaire

ASSOCIATION EGLISE LA BONNE NOUVELLE - ASSEMBLEE DE DIEU

Modification de statuts
(19 août 2012)

Il a été décidé de changer la dénomination en CENTRE LA BONNE NOUVELLE - ASSEMBLEE DE DIEU.

**ASSOCIATION SYNDICALE DES PROPRIETAIRES
DU LOTISSEMENT PUURAI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 février 2012)

| | |
|-----------------|---|
| Président | : FLOHR Thomas |
| Vice-présidents | : MAI Eric TAHARAGI Linda |
| Assesseurs | : SIT SEO YEN Edgard TEIVA Gabriel COLOMBANI Jean-Claude |
| Membres | : FARIUA Sylvain GOODING Ernest TAIMANA Anselme TEMAITI TAHIO Henri TEIVA Philippe HUNTER Henriette BOCQUET Jacques MARE Joannick DEVEMY Edith TEAPEHU Louis |

ASSOCIATION MATA ARA TE HAA FENUA NO PAPENOO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 août 2012)

| | |
|--------------------------|------------------------------|
| Président | : DOMINGO Nicolas |
| Vice-président | : HAUMANI Yves |
| Secrétaire | : DOMINGO Ramona |
| Secrétaire adjoint | : DOMINGO Michel |
| Trésorier | : VINCENT Maono |
| Trésorière adjointe | : KAVERA-CUK Hina |
| Commissaires aux comptes | : TIAIPOI Adèle MARI Jean |

**ASSOCIATION LES CONSORTS KAUTAI
TETAHUAITU CHARLES - KOHUMOETINI TAHIAPUHE
ET SES AYANTS DROIT**

Modification de statuts

L'association a aussi pour but la protection des biens familiaux et l'entraide si besoin au sein des membres des ayants droit.

Le siège social est situé à Arue, PK 3,500, quartier Vernaudon.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 août 2012)

| | |
|---------------------|------------------------|
| Présidente | : DUROT Marie-Béatrice |
| Vice-président | : TEIKIHAKAUPOKO Roger |
| Secrétaire | : VAIKAU Loreta |
| Secrétaire adjoint | : JOUSSIN Teva |
| Trésorière | : PAUTU Rose-Marie |
| Trésorière adjointe | : VERNAUDON Rebecca |
| Assesseur | : PAOFAI Colette |

ASSOCIATION IOANA PEATA DE PUKA PUKA

Modification de statuts

L'association a aussi pour but :

- de venir en aide au comité CPP/CAE de Puka Puka pour la réalisation des divers projets de la paroisse ;

- de défendre, protéger et conserver des monuments sacrés ainsi que les objets et matériels de l'église et du presbytère de la paroisse Ioana Peata de Puka Puka ;
- d'organiser des rencontres amicales entre la communauté et celles de Tahiti ;
- l'organisation religieuse, culturelle, artisanale et sportive, et des tua'ro maohi.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 août 2012)

| | |
|---------------------|--|
| Président d'honneur | : NOHOTEMOREA Noël |
| Président | : MAPU Jean |
| Vice-président | : IRITI Daniel |
| Secrétaire | : MAPU Emilienne |
| Secrétaire adjoint | : TEAOTU Martin |
| Trésorière | : VILLANT Marie-Christine |
| Trésorière adjointe | : PUNAA Marita |
| Assesseurs | : TEPEHU Benjamin MAPU Rémy TEFAU Justin |

ASSOCIATION SPORTIVE FAA'A VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 août 2012)

| | |
|--------------------|---------------------------------|
| Président | : TAVI Pirifonia |
| Vice-présidente | : TAUAROA Rahapa |
| Secrétaire | : TAUAROA Ariitu |
| Trésorier | : TAUAROA Jean-Pierre |
| Entraîneur | : TAVI Pirifonia Heiki |
| Membres assesseurs | : TAVI Teraipoa TAVI Turiano |

**ASSOCIATION TAMARII TAHAI A ETANA TANE
E ETANA VAHINE**

(Récépissé n° 483 DRCL du 20 août 2012)

Extraits de statuts

Il est constitué le 23 juin 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TAMARII TAHAI A ETANA TANE E ETANA VAHINE.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de la famille Tahai, descendants directs de M. Taharii Puapei Tahia et de Mme Louise Heui Teipoarii, son épouse, dont les noms de mariage sont respectivement Etana Tane et Etana Vahine, afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté et ainsi se connaître.

Elle a également pour but essentiel la défense des intérêts matériels et moraux de ses adhérents, issus des familles Lenoir-Taïrei, Tahai, Teipoarii, Tekauoeriki Tekeu, Tematahotoa.

Son siège social est fixé au 92, rue du Pasteur-Octave-Moreau, quartier Puea, Fariipiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|-----------------|
| Présidente | : CARINI Noni |
| Secrétaire | : TAHAI Punarea |
| Trésorier | : TAHAI Topia |

**ASSOCIATION FAMILIALE
LES HERITIERS VIRAU A TIAIPOI
ET DE HUTIA A TAHUTINI**

(Récépissé n° 715 DRCL du 24 août 2012)

Extraits de statuts

Il est constitué le 21 juillet 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE LES HERITIERS VIRAU A TIAIPOI ET DE HUTIA A TAHUTINI.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent, et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Mataiea, au PK 47, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|---------------------|---|-------------------|
| Président | : | TIAIPOI Benjamin |
| Vice-président | : | TEPUAROO Augustin |
| Secrétaire | : | TEPUAROO Heiata |
| Secrétaire adjointe | : | TIAIPOI Georgina |
| Trésorière | : | BENNETT Elisa |
| Trésorier adjoint | : | BENNETT Alain |

**ASSOCIATION FAMILIALE
GEORGES NEUFFER ET URATUA TETUANUI**

(Récépissé n° 242 SAISLV du 21 août 2012)

Extraits de statuts

Il est constitué le 7 juillet 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE GEORGES NEUFFER ET URATUA TETUANUI.

Elle a pour but :

- de rassembler les héritiers et ayants droit de Georges Neuffer et de Uratua a Tetuanui afin de mener des recherches généalogiques et de faire valoir la reconnaissance des biens immobiliers et mobiliers familiaux en gérant l'indivision ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie, DAF, etc.) ;
- d'engager toutes actions juridiques afin de faire aboutir les revendications concernant ces patrimoines ;

- de partager équitablement les biens mobiliers et immobiliers entre les souches sous réserve de cotisations ;
- de participer à l'évolution et à l'élaboration des travaux sur le terrain ;
- de créer et de développer parmi les familles l'esprit de cohésion, de compréhension, d'entraide et de solidarité ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Apooiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|-----------------------|---|--|
| Présidentes d'honneur | : | NEUFFER Danielle TEROU Clarita |
| Président | : | TAUTU Ronald |
| Vice-présidente | : | CHAN Mireille |
| Secrétaire | : | HAUATA Heidy |
| Secrétaire adjointe | : | AHNNE Eva |
| Trésorière | : | TEROU Christina |
| Trésorière adjointe | : | HORA Marie-Louise |
| Assesseurs | : | TAUTU Jean-Claude TEIHOTU Doris TEMAURI César THUNOT John SHIGETOMI Guen NEUFFER Charles dit Taro |

ASSOCIATION IHITEA

(Récépissé n° 241 SAISLV du 14 août 2012)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION IHITEA, fondée en juin 2012, a pour but :

- de partager les cultures du monde et de la Polynésie entre intervenants d'horizons et d'origines différents ;
- de favoriser les échanges et de créer des liens entre sensibilités afin d'enrichir les savoirs de chacun ;
- de s'ouvrir aux cultures de la Polynésie et du reste du monde sans distinction de statut social, d'origines ou d'âges.

Son siège social est fixé à Vaitape, 98730 Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|------------|---|-------------------|
| Présidente | : | TUAIVA Loana |
| Secrétaire | : | PLANET Carine |
| Trésorière | : | TUANIA Vahinearii |

ASSOCIATION RAIATEA RUNNING

(Récépissé n° 243 SAISLV du 27 août 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 10 août 2012, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée RAIATEA RUNNING.

Elle a pour objet de développer la pratique de la course à pied sous toutes ses formes sportives (route, nature, demi-fond, longue distance...) et sociales (formation, loisir, compétition).

Son siège social est fixé à Uturoa, Raiatea, Polynésie française.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|--------------------|
| Président | : MOTYL Patrick |
| Vice-président | : VOIRIN Heinmann |
| Secrétaire | : VALAT Jean-Luc |
| Secrétaire adjoint | : COSTEUX Gilles |
| Trésorier | : FRANQUIN Thierry |
| Trésorière adjointe | : TANGUY Cécile |

ASSOCIATION VAITERE NOA

(Récépissé n° 697 DRCL du 21 août 2012)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION VAITERE NOA, fondée le 3 juin 2012, est régie par la loi 1901.

Elle a pour objet :

- la protection de l'environnement ;
- la gestion du lagon ;
- le développement de la pêche, de l'agriculture, de l'artisanat et de l'agriculteur ;
- de subvenir aux besoins des jeunes (formation, emploi...) en partenariat avec les différents services de l'administration du territoire et avec la commune ;
- d'organiser des journées culturelles, sportives et récréatives.

Son siège social est situé aux Tuamotu, Napuka.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|---------------|
| Présidente | : TAKI Paio |
| Secrétaire | : ARAI Tauhei |
| Trésorière | : ARAI Vairau |

FEDERATION POLYNESIENNE DE DRAGON BOAT

(Récépissé n° 700 DRCL du 21 août 2012)

Extraits de statuts

LA FEDERATION POLYNESIENNE DE DRAGON BOAT, fondée le 8 août 2012, a pour objet d'organiser, de développer et de contrôler la pratique de la discipline sous toutes ses formes.

Son siège social est fixé au complexe sportif Napoléon-Spitz, à Fautaua, Pirae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-----------------------|
| Président d'honneur | : PALMER Cliye |
| Président | : BERNADINÓ Philippe |
| Vice-président | : NENA Tauhiti |
| Secrétaire | : FULLER Veranimanuta |
| Secrétaire adjoint | : GRAND Moeava |
| Trésorière | : AGNIERAY Béatrice |
| Trésorière adjointe | : NENA Veroiti |

ASSOCIATION TEAM MOKAI

(Récépissé n° 709 DRCL du 22 août 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 26 juillet 2012, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée TEAM MOKAI.

Elle a pour objet de découvrir les différentes cultures des archipels de la Polynésie française.

Son siège social est situé à Paea, PK 19, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|------------------------|
| Président d'honneur | : BENNETT Gérard |
| Président | : BENNETT Tevi |
| Vice-président | : LEE CHIP SAO Poenui |
| Secrétaire | : TEIEFITU Aurore |
| Secrétaire adjointe | : TEIKITEETINI Justine |
| Trésorière | : MONTARON Moanatea |
| Trésorière adjointe | : LANGLOIS Poerava |

TAATIRAA TAURE'A HEIVA NO PUOHINE

(Récépissé n° 244 SAISLV du 28 août 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 12 août 2012, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée TAATIRAA TAUREA HEIVA NO PUOHINE.

Elle a pour objet :

- de promouvoir la danse tahitienne et le chant ;
- de composer un groupe de danse et de chants ;
- l'apprentissage des instruments de musique ;
- l'organisation des repas, animations (spectacles) et sorties ;
- la confection de costumes de danses ;
- la vente permanente ou exceptionnelle de tous produits et services entrant dans le cadre de son objet.

Son siège social est situé à Puohine, PK 47,500.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---------------------|
| Président | : STERGIOS Luc |
| Vice-présidente | : DUINE Christiane |
| Secrétaire | : TEINAURI Clarisse |
| Secrétaire adjointe | : HOATA Corinne |
| Trésorière | : BUTSCHER Jeanne |
| Trésorière adjointe | : RUA Vaite |

ASSOCIATION FAST AND TOP VA'A
(Récepissé n° 734 DRCL du 28 août 2012)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE FAST AND TOP VA'A, fondée le 21 août 2012 à Arue, a pour but la pratique des activités physiques et sportives, et en particulier la pratique du va'a ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Arue, Erima, lot n° 47.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|--------------------|---|----------------|
| Président | : | ITCHNER Elwis |
| Vice-présidente | : | ITCHNER Taylor |
| Secrétaire | : | ITCHNER Steeve |
| Secrétaire adjoint | : | TERE Byron |
| Trésorier | : | VIRIAMU Jérôme |

ASSOCIATION TAMARIKI QUARTIER PERRY NO PIRAE
(Récepissé n° 722 DRCL du 25 août 2012)

Extraits de statuts

Il a été créé le 18 août 2012 une association régie par la loi de 1901 dénommée TAMARIKI QUARTIER PERRY NO PIRAE.

Elle a pour but de rassembler la jeunesse et les riverains du quartier Perry. Elle aura pour mission :

- d'organiser toute manifestation : sportive, culturelle, gala, récolte de fonds, etc. ;
- la participation aux activités communales : culturelles, rencontres, compétitions et autres... ;
- le rassemblement de la jeunesse du quartier Perry pour des journées de sensibilisation ;
- l'aide et l'assistance aux familles ;
- le bénévolat des adhérents de l'association aux organisations diverses de la commune et du territoire (pays).

Son siège social est fixé à Pirae, quartier Perry, lot n° 8.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|---------------------|---|------------------|
| Président | : | PERRY Samuel |
| Vice-présidente | : | TAAREA Pauline |
| Secrétaire | : | PERRY Maima |
| Secrétaire adjointe | : | TAHAURI Herenui |
| Trésorière | : | PERRY Poelanie |
| Trésorier adjoint | : | RICHMOND Anthony |

ASSOCIATION POLYNESIAN BIKERS
(Récepissé n° 671 DRCL du 15 août 2012)

Extraits de statuts

En l'an deux mille douze et le vingt-neuf juin, il a été créé l'ASSOCIATION POLYNESIAN BIKERS.

Elle a pour but :

- de participer à des œuvres caritatives ;
- de savoir répondre à de nombreuses sollicitations afin de faire connaître aux enfants des diverses associations sociales la chance et la joie d'enfourcher les célèbres motos américaines Harley-Davidson et Custom ;
- de récolter des fonds pour des sortiers en Polynésie et hors Polynésie ;
- l'organisation de sorties pour les membres du club et sympathisants afin de se retrouver, avoir le plaisir de rouler et d'apprécier au mieux l'esprit de communauté.

Son siège social est fixé à Punaauia, au lotissement Jambolana n° 5, au PK 11,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|----------------|---|------------------|
| Président | : | TEAGAI Cyprien |
| Vice-président | : | TUTAIRI Rodolphe |
| Secrétaire | : | TEURU Vainui |
| Trésorier | : | SALMON Ueva |

ASSOCIATION SPORTIVE TOAHOTU FUTSAL CLUB
(Récepissé n° 745 DRCL du 29 août 2012)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE TOAHOTU FUTSAL CLUB, fondée le 20 août 2012 à Toahotu, a pour objet :

- de rassembler la jeunesse de Toahotu afin de développer le futsal ;
- de faciliter la transmission des valeurs sportives ;
- d'occuper les jeunes par des activités sportives, culturelles et économiques diverses (la pêche, l'agriculture, l'artisanat, le tourisme, et autres...) ;
- de promouvoir le futsal et d'animer les sites et patrimoines publics ;
- d'aider les jeunes à lutter contre l'inactivité et la morosité de la société ;
- de prévenir la jeunesse contre toute forme de délinquance par des activités diverses ;
- d'apporter un soutien social, sportif et éducatif aux jeunes et aux familles en difficulté ;
- d'organiser des conférences et des cours sur les questions sportives ;
- d'organiser des activités physiques et sportives en vue de prévenir et de lutter contre l'obésité et toute maladie due à la sédentarité et la mauvaise alimentation ;
- d'organiser des sorties et toutes manifestations ayant pour but de resserrer les liens entre ses membres et de renouer les liens intergénérationnels ;
- d'organiser des voyages sportifs dans d'autres pays ;
- de se lier aux mouvements et organisations ayant les mêmes préoccupations que l'association.

Son siège social est fixé à Toahotu, au PK 6,700, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|------------|---|---------------|
| Président | : | TAVAE Antonio |
| Secrétaire | : | TAAE Rodolphe |
| Trésorier | : | HUTAPU Teanui |

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 103

Tirage du lundi 27 août 2012 :

7 8 18 32 40

Numéro chance : 5

| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
|--------------------------------------|--|---------------------|
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros..... | 0 | 0 |
| 4 bons numéros..... | 258 | 231 933 |
| 3 bons numéros..... | 12 777 | 1 384 |
| 2 bons numéros..... | 203 956 | 608 |
| N° chance gagnant..... | 380 144 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 8 402 059 | | |

LOTO NATIONAL N° 104

Tirage du mercredi 29 août 2012 :

8 11 20 26 29

Numéro chance : 9

| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
|--------------------------------------|--|---------------------|
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 1 | 835 322 195 |
| 5 bons numéros..... | 7 | 3 855 250 |
| 4 bons numéros..... | 968 | 60 000 |
| 3 bons numéros..... | 32 462 | 763 |
| 2 bons numéros..... | 364 669 | 489 |
| N° chance gagnant..... | 367 680 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 6 635 795 | | |

LOTO NATIONAL N° 105

Tirage du samedi 1er septembre 2012 :

5 13 22 25 28

Numéro chance : 10

| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
|--------------------------------------|--|---------------------|
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros..... | 8 | 4 367 040 |
| 4 bons numéros..... | 1 283 | 58 603 |
| 3 bons numéros..... | 43 086 | 751 |
| 2 bons numéros..... | 490 206 | 465 |
| N° chance gagnant..... | 358 446 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 9 057 056 | | |

| |
|-------------|
| KENO |
|-------------|

Lundi 27 août 2012

1er tirage

Jackpot : 1 47 05 79 – Joker + : 7 442 681

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 11 | 16 | 19 | 22 | 25 | 28 | 30 | 34 | 38 |
| 42 | 47 | 48 | 52 | 55 | 56 | 57 | 58 | 64 | 67 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 8 56 66 33 – Joker + : 8 402 059

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 5 | 7 | 10 | 12 | 18 | 19 | 23 | 25 | 26 |
| 30 | 32 | 33 | 37 | 39 | 42 | 43 | 48 | 52 | 66 |

Multiplicateur : x 1

Mardi 28 août 2012

1er tirage

Jackpot : 6 73 72 25 – Joker + : 3 873 455

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 6 | 7 | 14 | 18 | 21 | 25 | 32 | 33 | 39 | 43 |
| 51 | 52 | 53 | 55 | 56 | 58 | 59 | 62 | 63 | 69 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 3 70 07 53 – Joker + : 8 458 665

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 3 | 4 | 7 | 8 | 10 | 12 | 14 | 25 | 32 |
| 33 | 35 | 39 | 46 | 50 | 52 | 55 | 56 | 67 | 68 |

Multiplicateur : x 2

Mercredi 29 août 2012

1er tirage

Jackpot : 0 95 28 06 – Joker + : 9 584 448

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 6 | 9 | 15 | 20 | 24 | 26 | 30 | 43 | 46 | 53 |
| 55 | 56 | 58 | 60 | 63 | 65 | 66 | 67 | 69 | 70 |

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Jackpot : 3 41 81 98 – Joker + : 6 635 795

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 3 | 10 | 13 | 18 | 19 | 28 | 32 | 34 | 38 |
| 40 | 43 | 49 | 52 | 55 | 56 | 58 | 60 | 67 | 69 |

Multiplicateur : x 2

Jeudi 30 août 2012

1er tirage

Jackpot : 4 34 98 47 – Joker + : 1 448 963

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 5 | 10 | 14 | 16 | 22 | 23 | 31 | 32 | 35 |
| 51 | 53 | 54 | 55 | 58 | 60 | 63 | 64 | 68 | 70 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 5 47 98 28 – Joker + : 6 273 933

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 4 | 8 | 15 | 17 | 18 | 27 | 28 | 42 | 43 |
| 44 | 47 | 49 | 50 | 55 | 59 | 60 | 61 | 64 | 70 |

Multiplicateur : x 3

Vendredi 31 août 2012

1er tirage

Jackpot : 3 86 81 32 – Joker + : 1 540 134

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 7 | 18 | 20 | 21 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 31 |
| 34 | 37 | 40 | 42 | 43 | 48 | 52 | 58 | 59 | 70 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 0 85 36 51 – Joker + : 7 344 544

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 4 | 18 | 24 | 26 | 30 | 32 | 34 | 37 | 44 |
| 45 | 48 | 50 | 52 | 57 | 58 | 62 | 64 | 68 | 69 |

Multiplicateur : x 5

Samedi 1er septembre 2012

1er tirage

Jackpot : 1 48 72 53 – Joker + : 6 174 928

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 3 | 5 | 12 | 15 | 17 | 19 | 21 | 30 | 32 |
| 34 | 46 | 51 | 54 | 58 | 59 | 61 | 62 | 65 | 69 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 3 64 47 06 – Joker + : 9 057 056

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 8 | 11 | 15 | 19 | 21 | 25 | 26 | 27 | 30 | 34 |
| 35 | 40 | 42 | 49 | 51 | 55 | 57 | 59 | 62 | 65 |

Multiplicateur : x 5

Dimanche 2 septembre 2012

1er tirage

Jackpot : 2 42 56 96 – Joker + : 2 732 556

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 8 | 11 | 14 | 15 | 16 | 18 | 25 | 26 | 28 | 33 |
| 45 | 46 | 47 | 50 | 56 | 58 | 62 | 63 | 64 | 69 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 0 95 46 56 – Joker + : 2 496 523

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 4 | 8 | 12 | 16 | 20 | 24 | 25 | 26 | 34 |
| 36 | 40 | 41 | 43 | 46 | 50 | 55 | 61 | 64 | 66 |

Multiplicateur : x 3

EURO MILLIONS

Mardi 28 août 2012

1 18 25 26 44



| Bons numéros | Bonnes étoiles | Nombre de gagnants en France | Nombre de gagnants en Europe | Gains (pour 250 F CFP) |
|----------------------------|----------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|
| 5 + | ☆☆ | 0 | 0 | 0 |
| 5 + | ☆ | 0 | 3 | 42 895 238 |
| 5 | | 1 | 8 | 5 361 897 |
| 4 + | ☆☆ | 6 | 42 | 510 656 |
| 4 + | ☆ | 158 | 734 | 25 560 |
| 4 | | 266 | 1 341 | 13 985 |
| 3 + | ☆☆ | 337 | 1 754 | 7 637 |
| 2 + | ☆☆ | 5 126 | 26 010 | 2 362 |
| 3 + | ☆ | 7 588 | 34 785 | 1 694 |
| 3 | | 13 484 | 63 418 | 1 563 |
| 1 + | ☆☆ | 27 699 | 140 376 | 1 241 |
| 2 + | ☆ | 108 817 | 518 210 | 906 |
| 2 | | 193 497 | 914 065 | 525 |
| Joker + : 8 458 665 | | | | |

Vendredi 31 août 2012

16 28 31 33 48



| Bons numéros | Bonnes étoiles | Nombre de gagnants en France | Nombre de gagnants en Europe | Gains (pour 250 F CFP) |
|----------------------------|----------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|
| 5 + | ☆☆ | 0 | 0 | 0 |
| 5 + | ☆ | 2 | 3 | 71 492 887 |
| 5 | | 2 | 8 | 8 936 610 |
| 4 + | ☆☆ | 6 | 53 | 674 451 |
| 4 + | ☆ | 179 | 1 079 | 28 985 |
| 4 | | 439 | 2 186 | 14 307 |
| 3 + | ☆☆ | 414 | 2 235 | 9 988 |
| 2 + | ☆☆ | 6 344 | 33 646 | 3 042 |
| 3 + | ☆ | 9 721 | 49 596 | 1 980 |
| 3 | | 21 588 | 106 558 | 1 551 |
| 1 + | ☆☆ | 34 913 | 184 154 | 1 575 |
| 2 + | ☆ | 150 800 | 740 890 | 1 050 |
| 2 | | 332 607 | 1 590 605 | 501 |
| Joker + : 7 344 544 | | | | |

LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

| | |
|--|-------------|
| - Code des impôts (mis à jour au 1er février 2012)..... | 5 733 F CFP |
| - Affiches "Accident du Travail"..... | 174 F CFP |
| - Affiches "Défense de consommer"..... | 174 F CFP |
| - Affiches "Loi sur l'ivresse"..... | 267 F CFP |
| - Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien)..... | 696 F CFP |
| - Annexe à la loi du pays n° 2011-32 du 9 décembre 2011 relative au système harmonisé (JOPF n° 74 NS du 19/12/11)..... | 5 324 F CFP |
| - Annexe à la loi du pays n° 2011-33 du 9 décembre 2011 portant diverses mesures fiscales à l'importation (JOPF n° 77 NS du 28/12/11) .. | 2 594 F CFP |
| - Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble)..... | 2134 F CFP |
| - Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2010..... | 2 294 F CFP |
| - Budget général de la Polynésie française 2011..... | 2 515 F CFP |
| - Budget général de la Polynésie française 2012..... | 2 641 F CFP |
| - Code des marchés publics (Septembre 2004)..... | 2 415 F CFP |
| - Code de l'environnement (JOPF n° 1 NS du 27 février 2004) (broché)..... | 882 F CFP |
| - Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique..... | 1355 F CFP |
| - Code des communes de la Polynésie française (JOPF n° 2 NS du 29 juillet 1998)..... | 368 F CFP |
| - Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996)..... | 378 F CFP |
| - Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996)..... | 704 F CFP |
| - Code de procédure civile (broché) (JOPF n° 1 NS du 04 janvier 2002)..... | 630 F CFP |
| - Codification du droit du travail (LP n° 2011-15 du 04/05/11 JOPF n° 27 NS)..... | 1 313 F CFP |
| - Codification du droit du travail (LP n° 2011-15 JOPF broché)..... | 1 680 F CFP |
| - Codification du droit du travail (Arrêté n° 925 CM du 08/07/11 JOPF n° 45 NS)..... | 1 313 F CFP |
| - Codification du droit du travail (Arrêté n° 925 CM JOPF broché)..... | 1 680 F CFP |
| - Convention collective des assurances..... | 331 F CFP |
| - Convention collective de l'automobile..... | 336 F CFP |
| - Convention collective du bâtiment et des travaux publics..... | 940 F CFP |
| - Convention collective des banques..... | 496 F CFP |
| - Convention collective du commerce..... | 525 F CFP |
| - Convention collective du gardiennage..... | 352 F CFP |
| - Convention collective de l'industrie hôtelière de Polynésie française..... | 536 F CFP |
| - Convention collective de l'industrie..... | 431 F CFP |
| - Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication..... | 750 F CFP |
| - Convention collective du nettoyage..... | 410 F CFP |
| - Examen pratique du permis de conduire (véhicules de catégorie A et sous-catégorie A1)..... | 718 F CFP |
| - Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 broché)..... | 1 040 F CFP |
| - Instruction budgétaire et comptable M114 des communes (JOPF n° 36 NS du 15 novembre 2005)..... | 1 250 F CFP |
| - Notices des produits médicamenteux de la pharmacopée chinoise (JOPF n° 4 NS/2009)..... | 1 092 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Hiva Oa (JOPF n° 36 NS/2009)..... | 263 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Huahine (JOPF n° 19 NS/2010)..... | 263 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Nuku Hiva (JOPF n° 52 NS/2008)..... | 263 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Papara (JOPF n° 15 NS/2010)..... | 326 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Papeete rectification (JOPF n° 65 NS/11)..... | 263 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Pirae (JOPF n° 42 NS/11)..... | 263 F CFP |
| - Procès-verbal type des délégués du personnel ou comité d'entreprise..... | 139 F CFP |
| - Recueil des textes sur la déconcentration de l'administration de la Polynésie française..... | 945 F CFP |
| - Répertoire général des textes promulgués au BOEFO et JOPF de 1843 à 1996 (mise à jour)..... | 3 413 F CFP |
| - Statut de la fonction publique : | |
| Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004)..... | 2 629 F CFP |
| Tome 3 : Filière de la santé (mise à jour au 30 avril 1999)..... | 1 659 F CFP |
| - Table analytique et chronologique (année 1995)..... | 2 027 F CFP |
| - Table analytique et chronologique (année 1996)..... | 2 095 F CFP |
| - Table analytique et chronologique (année 1997)..... | 2 504 F CFP |
| - Table analytique et chronologique (année 1998)..... | 2 914 F CFP |
| - Table analytique et chronologique (année 1999)..... | 3 192 F CFP |
| - Table chronologique (année 2000)..... | 1 250 F CFP |
| - Table chronologique (année 2001)..... | 1 386 F CFP |
| - Table chronologique (année 2002)..... | 1 460 F CFP |

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages